



RAPPORT D'ACTIVITÉ ET DÉVELOPPEMENT DURABLE 2009



GDF SUEZ

REDÉCOUVRONS L'ÉNERGIE

p. 02

MESSAGE
DU PRÉSIDENT

p. 06

ENTRETIEN
AVEC LES
DIRIGEANTS

p. 08

CHIFFRES
CLÉS 2009

p. 12

GOUVERNANCE

p. 22

ACTIONNARIAT

p. 28

ENJEUX ET STRATÉGIE

p. 46

EXPERTISES ET MÉTIERS

p. 70

RESPONSABILITÉS ET ENGAGEMENTS

p. 108

PERFORMANCE 2009

UN LEADER MONDIAL DE L'ÉNERGIE ET DE L'ENVIRONNEMENT

GDF SUEZ inscrit la croissance responsable au cœur de ses métiers pour relever les grands enjeux énergétiques et environnementaux : répondre aux besoins en énergie, assurer la sécurité d'approvisionnement, lutter contre les changements climatiques et optimiser l'utilisation des ressources. Le Groupe propose des solutions innovantes aux particuliers, aux villes et aux entreprises en s'appuyant sur un portefeuille d'approvisionnement diversifié, un parc de production électrique flexible et performant, et une expertise unique dans quatre secteurs clés : le gaz naturel liquéfié, les services à l'efficacité énergétique, la production indépendante d'électricité et les services à l'environnement.

200 650

COLLABORATEURS
DANS PRÈS DE 60 PAYS

79,9

MILLIARDS D'EUROS
DE CHIFFRE
D'AFFAIRES EN 2009

72,7

GW DE CAPACITÉS
DE PRODUCTION
ÉLECTRIQUE
INSTALLÉES À 100%

UN PORTEFEUILLE
D'APPROVISIONNEMENT
EN GAZ NATUREL
DE PLUS DE

110 Gm³

UNE PRÉSENCE SUR L'ENSEMBLE DES CONTINENTS

AMÉRIQUE DU NORD

CA : 4,6 Mds d'euros

Collaborateurs : 5 650

Capacités : 7,4 GW

AMÉRIQUE DU SUD

CA : 2,6 Mds d'euros

Collaborateurs : 3 400

Capacités : 10,7 GW

EUROPE

CA : 68,6 Mds d'euros

Collaborateurs : 179 300

Capacités : 42,2 GW

AFRIQUE

CA : 0,9 Md d'euros

Collaborateurs : 4 100

ASIE & PACIFIQUE

CA : 3,2 Mds d'euros

Collaborateurs : 8 200

Capacités : 12,4 GW

La passion de construire

Madame, Monsieur,

L'année 2009 aura été une année importante pour GDF SUEZ. Elle est en effet le premier exercice complet du Groupe depuis sa création en juillet 2008. Elle a été également marquée plus largement par une crise mondiale de très grande ampleur ayant frappé l'ensemble des secteurs d'activité.

Malgré la crise, le Groupe a poursuivi l'amélioration de ses performances opérationnelles et atteint l'ensemble des objectifs qu'il s'était fixés pour l'année 2009.

GDF SUEZ montre ainsi la pertinence de sa stratégie, la solidité et la performance de son modèle dans un environnement particulièrement défavorable. Nos résultats enregistrent même une légère croissance par rapport à 2008 qui était pour le Groupe une année record, caractérisée par des prix de commodités énergétiques exceptionnellement élevés.

Trois indicateurs en témoignent tout particulièrement. L'EBITDA⁽¹⁾ atteint 14 milliards d'euros, en croissance de 1% par rapport à 2008, conformément à nos objectifs, et malgré la baisse des prix des commodités et l'impact de la crise économique sur la demande. Le résultat net récurrent s'établit à 4,2 milliards d'euros, enregistrant une croissance de 2%. La génération de liquidité a plus que doublé, à près de 10 milliards d'euros.

Le Groupe a encore renforcé sa structure financière. Le taux d'endettement est le plus bas de tout le secteur et représente moins de la moitié des fonds propres du Groupe. La dette nette a été contenue à 30 milliards d'euros, ce qui correspond à deux années d'EBITDA. Cette quasi-stabilité de la dette démontre notre capacité à autofinancer aussi bien notre important programme d'investissements que notre politique dynamique de rémunération de ses actionnaires.

Quelles leçons en tirer ?

Ces résultats sont le fruit de la double force de GDF SUEZ :

- sa manœuvrabilité stratégique qui lui permet avec une bonne structure financière et un mix énergétique et géographique équilibré de choisir son destin ;
- sa flexibilité opérationnelle qui permet au Groupe de s'adapter à un environnement qui change et d'accompagner la croissance des nouveaux marchés.

Une carte d'identité unique

En créant GDF SUEZ, il y a deux ans, nous nous sommes positionnés comme un acteur majeur du secteur.

Dans le paysage concurrentiel du secteur de l'énergie, notre carte d'identité est forte, « unique » : un Groupe industriel, qui s'appuie sur un modèle équilibré et simple autour de trois piliers forts. Nous sommes un grand fournisseur de gaz naturel, d'électricité et de services à parts égales.

Utility paneuropéenne bénéficiant d'un mix énergétique équilibré, GDF SUEZ est seul à disposer de quatre leaderships mondiaux parmi les « utilities » : le gaz naturel liquéfié, la production indépendante d'énergie, les services à l'énergie et les services à l'environnement.

Le gaz naturel liquéfié est l'outil même de la flexibilité, le vecteur essentiel d'un marché mondialisé du gaz naturel. L'année 2009 l'aura montré : si les marchés du pétrole sont mondialisés, ceux du gaz ne le sont pas encore et évoluent à des rythmes différents. Le Groupe sera le premier à pouvoir profiter de leur intégration progressive et à faire les meilleurs arbitrages. Le rôle du GNL sur les moyen et long termes est essentiel.

⁽¹⁾ EBITDA : résultat opérationnel courant corrigé des dotations nettes aux amortissements et provisions, paiements en actions et charges nettes décaissées des concessions.



La production indépendante d'énergie est en forte croissance sur des zones clés hors OCDE où le Groupe se positionne : Moyen-Orient, Brésil et Asie. GDF SUEZ est aujourd'hui le premier énergéticien européen par la puissance installée hors d'Europe. Les besoins d'investissements s'y situent à près de 80%, et nous y sommes très présents.

Les services à l'énergie répondent à l'impérieuse nécessité d'optimiser les consommations d'énergie. L'efficacité énergétique et la réduction des émissions de toute nature sont devenues incontournables pour rester compétitifs. Le Groupe dispose d'atouts exceptionnels pour accompagner les politiques d'économies d'énergie. Nous y avons dédié une branche complète d'activités forte de près de 77 000 personnes.

Les métiers de l'environnement nous permettent de faire jouer les synergies entre l'énergie, l'eau et la propreté pour répondre notamment à l'aspiration croissante des populations à la protection de l'environnement. Fournir l'eau dont la planète aura besoin en 2050 est un défi aussi important que fournir l'énergie. Les deux sont intimement liés car le dessalement de l'eau aura besoin d'énergie.



« Nous avons poursuivi en 2009 notre développement industriel ambitieux qui est le gage de notre croissance future. »

Le positionnement du Groupe est équilibré entre les besoins des régions développées et émergentes.

La performance du Groupe est soutenue de manière régulière et pérenne par l'entrée en exploitation de nombreux grands projets à travers le monde. Elle est aussi fondée sur son plan de développement organique et industriel, offrant ainsi une forte visibilité.

Le mode de croissance de GDF SUEZ est essentiellement organique. Ses résultats sont le fruit d'un modèle d'entreprise intégré, fondé sur des activités en synergie, fortement complémentaires et bénéficiant d'une présence géographique particulièrement bien diversifiée.

Nous avons ainsi poursuivi en 2009 notre développement industriel ambitieux qui est le gage de notre croissance future. Les investissements nets se sont élevés à 8,8 milliards d'euros – dont 3,2 milliards de maintenance et 6,5 milliards de développement – en ligne avec notre plan de 30 milliards d'euros sur la période 2008-2010. Sur les deux dernières années, le Groupe a investi 20,6 milliards d'euros au total, essentiellement dans des projets de croissance organique.

Le Groupe a signé en 2009 la prolongation des contrats d'approvisionnement aux Pays-Bas avec GasTerra portant sur des volumes considérables. L'année aura également vu le développement de nouveaux champs gaziers, avec l'enregistrement de nouvelles réserves en Algérie et notre prise de participation dans Bonaparte LNG, un projet d'exploration et de liquéfaction au nord-ouest de l'Australie. Le nouveau terminal de regazéification de Mejillones a été inauguré au Chili, où par ailleurs les équipes du Groupe se sont mobilisées au secours des victimes du tremblement de terre.

En Norvège, la plate-forme d'exploration et production destinée au champ de Gjøa a été assemblée. Le Groupe en sera l'opérateur dès la phase de production fin 2010. Le plus grand projet industriel du pays à ce jour, la plate-forme représente un coût voisin de celui d'une centrale EPR. En France, le terminal de Fos-Cavaou a été mis en service début 2010.

Les derniers mois auront aussi été marqués par deux autres grands projets internationaux d'infrastructures gazières. Le Groupe a signé en mars avec Gazprom son entrée dans le projet Nord Stream, en présence des présidents français et russe. Cette participation sera associée à

de nouveaux contrats qui augmenteront nos ressources de 1,5 milliard de m³ de gaz par an à partir de 2015. Le Groupe a également été livré en décembre de son premier méthanier regazéifieur qui sera notamment utilisé au large des côtes américaines sur le terminal flottant Neptune LNG dès sa mise en service en 2010.

Dans la production d'électricité conventionnelle, le Groupe compte à fin 2009 près de 19,5 GW de capacités en construction dans le monde entier, dont 20% de renouvelable. Cela représente l'équivalent de la puissance de 12 centrales EPR. Nous avons également réalisé d'importantes avancées dans le nucléaire, aussi bien en France, en Belgique et au Royaume-Uni, qu'en Roumanie ou au Brésil.

Dans les services à l'énergie, les activités d'ingénierie et de services énergétiques du Groupe ont poursuivi leur développement, tandis que les sociétés d'installations, en France notamment, ont engrangé des commandes proches de celles de 2008. La concession de chaleur et de froid de la zone des Jeux Olympiques de Londres est symbolique d'une année de beaux succès commerciaux.

Dans l'environnement, un accord a été signé devant conduire à la prise de contrôle de l'ensemble des activités eau et environnement d'Agbar mi-2010, tandis qu'a été remporté en Australie un contrat pour la construction de la plus grande usine de dessalement de l'hémisphère sud, à Melbourne.

Le Groupe poursuit également sa politique de rotation d'actifs.

Cette politique se traduit notamment par le désengagement complet de nos participations dans le secteur régulé en Belgique. Il complète sa croissance organique par des opérations de croissance externe ciblées, de taille moyenne. En 2009, nous avons cédé 2,5 milliards d'euros d'actifs et procédé à des acquisitions de petite ou moyenne taille pour 1,9 milliard d'euros. Sur ces deux dernières années, le Groupe aura réalisé des cessions à hauteur de 6 milliards d'euros.

En France, un nouveau contrat de service public a été signé en décembre 2009 qui engage l'État et GDF SUEZ pour quatre ans. Il est associé à un mécanisme tarifaire qui permettra au Groupe de répercuter de façon transparente et automatique l'évolution des coûts d'approvisionnement sous le contrôle de la Commission de Régulation de l'Énergie.

En Belgique, le Groupe a conclu un accord global avec le gouvernement qui prévoit la prolongation de 10 ans de trois de ses réacteurs nucléaires, Doel 1 et 2 et Tihange 1, jusqu'en 2025. Cet accord équilibré de long terme avec les autorités belges, qui doit maintenant être traduit au plan législatif, a ainsi permis de lever les incertitudes quant aux besoins énergétiques de la Belgique dans un futur proche.

Enfin, au plan européen, nous avons volontairement contribué à un marché plus concurrentiel. Nous avons procédé à des échanges d'actifs avec E.ON entre la France et la Belgique et fait des propositions concernant l'accès au réseau de transport gazier qui ont été acceptées

« Les derniers mois auront été marqués par deux grands projets internationaux d'infrastructures gazières : Neptune et Nord Stream. »

par la Commission Européenne. Tous les sujets de discussion dans l'énergie entre le Groupe et la Commission sont désormais réglés.

Le Conseil d'Administration de GDF SUEZ a pris acte de la performance solide du Groupe en 2009 et de ses perspectives solides de développement dans les années à venir. Ainsi, le Groupe proposera un dividende de 1,47 euro par action à l'Assemblée Générale du 3 mai. Cette augmentation de 5% par rapport à 2008 est conforme à son engagement d'une croissance annuelle moyenne supérieure à 10% sur la période 2007-2010.

Le Groupe maintient des objectifs de croissance dynamique pour 2010, 2011 et au-delà.

Malgré un environnement économique encore incertain, nous nous fixons des objectifs ambitieux :

- un EBITDA 2010 supérieur à celui de 2009 ;
- un EBITDA 2011 supérieur d'au moins 15% à celui de 2009.

Cette croissance soutenue de l'EBITDA prend en compte la contribution estimée à l'EBITDA du programme d'investissements en 2010 et le renforcement du plan de performance Efficio avec un nouvel objectif de 1 950 millions d'euros de gains en 2011.

- Le maintien d'un programme d'investissements ambitieux de l'ordre de 10 milliards d'euros par an sur 2010-2011.
- Une structure financière bénéficiant d'une notation de crédit « Strong A ».

- La poursuite d'une politique de dividende dynamique et compétitive, avec chaque année un dividende supérieur ou égal à celui de l'année précédente.
- Une politique de recrutement soutenue avec 120 000 embauches prévues en cinq ans.

Notre ambition : bâtir le Groupe de référence du XXI^e siècle dans l'énergie et l'environnement.

Nos équipes se situent dans la continuité des grandes traditions industrielles, qu'il s'agisse de la construction du Canal de Suez, des découvertes de gisements gaziers en Algérie, du développement de l'éclairage des villes et, en moins d'une génération, l'arrivée du gaz naturel dans la moitié des foyers en France.

C'est ce formidable esprit de service des clients et du public qui anime tous les collaborateurs de GDF SUEZ. Le souci constant de la sécurité, l'exigence de disponibilité ainsi que la recherche de la performance sont la marque des 200 000 collaborateurs qui s'assurent que l'électricité, le gaz naturel, la chaleur et l'eau arrivent bien chez nos millions de clients dans le monde tous les jours de l'année.



Gérard Mestrallet
Président-Directeur Général

« Les choix fondamentaux du Groupe restent inchangés à moyen et long termes. »

Le ralentissement économique qui a démarré fin 2008 s'est poursuivi tout au long de 2009. Explications de Gérard Mestrallet, Président-Directeur Général de GDF SUEZ, et de Jean-François Cirelli, Vice-Président, Directeur Général Délégué.

Quel a été l'impact de la crise économique et financière sur l'activité de GDF SUEZ ?

Gérard Mestrallet : La première chose que je tiens à souligner est que, malgré la crise, les choix fondamentaux du Groupe restent pertinents à moyen et long termes. Nos marchés de l'énergie et de l'environnement ont été touchés, mais moins violemment que d'autres secteurs, tels que la finance, l'automobile ou le bâtiment : c'est bien la preuve que les biens et services que nous fournissons sont essentiels à nos clients, qu'il s'agisse des collectivités, des entreprises ou des particuliers.

Nous avons toutefois été affectés, notamment par la baisse de la consommation énergétique des clients industriels. En 2009, la consommation mondiale de pétrole a baissé de 1,5% par rapport à 2008, tandis qu'au niveau européen la consommation a diminué de 4% pour l'électricité et de 6% pour le gaz naturel, ce qui est historique. Les prix de marché ont également chuté de -40% pour l'électricité, de -50% pour le gaz naturel.

On aura donc connu des modifications importantes à court terme. Les prix du pétrole et de l'électricité auront été momentanément inférieurs aux coûts de développement des nouveaux moyens de production. Ensuite, les prix de marché « spot » du gaz ont été inférieurs aux prix des contrats de long terme qui sont indexés sur celui du pétrole.

Jean-François Cirelli : L'année 2009 a été un vrai choc pour tous les énergéticiens : c'est la première fois que la consommation mondiale d'énergie a baissé depuis la deuxième guerre mondiale. Cela dit, certaines zones ont été mieux protégées que d'autres : au Brésil, la crise fait aujourd'hui partie du passé. Ce n'est pas encore le cas en Europe ou aux États-Unis.

La forte réduction de la demande en gaz naturel au niveau mondial s'est accompagnée d'un découplage entre les prix du gaz et du pétrole. La diversification de nos activités gazières nous a permis de résister en 2009 à des marchés déprimés, tendance qui se poursuivra vraisemblablement en 2010. Nos activités « Global Gaz » ont d'ailleurs connu leur meilleure performance depuis 2008, année où les niveaux de prix de l'énergie étaient largement supérieurs.

Plusieurs facteurs jouent en notre faveur. D'une part, le gaz naturel est en expansion : le monde a besoin de gaz. D'autre part, l'Europe va continuer de voir sa production baisser et ses ressources propres s'amincir. Les marchés européens n'étant pas suffisamment liquides, ce sont les contrats d'approvisionnement à long terme avec nos partenaires qui continuent d'assurer la fourniture à nos clients.

Quels ont été, selon vous, les bouleversements les plus frappants de la crise ?

G.M. : Ce sont principalement les incertitudes, qui se sont amplifiées. Sur le plan économique, le sentiment général est que le pire est derrière nous. Mais il ne faut pas nous voiler la face : toutes les leçons de la crise n'ont pas encore été tirées, que ce soit au niveau de la régulation des secteurs financier et bancaire, des politiques monétaires et commerciales, ou des comptes publics.

Dans l'arène géopolitique, le monde a su faire preuve d'une certaine cohésion. Les tentatives protectionnistes ont notamment été prévenues : à titre d'exemple, l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) s'est montrée attentive à ne pas casser la reprise par un prix trop élevé du pétrole. Mais de nombreux foyers d'instabilité demeurent dans le monde.

Les incertitudes technologiques ont également augmenté. Les avancées sont sources de progrès et nous nous devons d'y contribuer. Pour autant, elles peuvent bouleverser nos business models actuels. L'exemple le plus récent est celui des gaz non conventionnels qui ont pris une place aux États-Unis qu'on n'imaginait pas il y a quelques années. Je pense aussi aux interrupteurs intelligents, au stockage de l'électricité, aux progrès du captage et stockage du CO₂ ou du solaire photovoltaïque.

Enfin, les incertitudes réglementaires, notamment en matière de lutte contre le réchauffement climatique. Le sommet de Copenhague, même s'il a constitué un pas en avant puisque les plus grands pays émetteurs ont pris des engagements de limitation unilatéraux, n'a malheureusement pas permis de lever ces incertitudes. Néanmoins, il me semble que de plus en plus de voix s'élèvent pour sécuriser l'investissement, pour mieux articuler marché et régulation.



La dimension sociale revêt souvent une importance capitale en période d'incertitude...

J.-F.C. : C'est tout à fait vrai, mais pour nous l'aspect social a été déterminant dès la création de GDF SUEZ. Un projet d'entreprise doit s'appuyer sur un développement à la fois industriel et social : ce sont deux piliers indissociables. La pratique du dialogue social est un élément vital pour la bonne santé de notre Groupe.

Nous avons récemment signé deux accords de portée européenne – sur la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences et la Santé et Sécurité au Travail – qui traduisent la dynamique sociale qui se met en place dans le Groupe. Notre ambition est d'être à l'avant-garde dans ces domaines, en intégrant les ressources humaines comme élément stratégique dans la conduite de l'entreprise.

Notre politique générale consiste par ailleurs à garantir un partage équitable de la valeur créée. Dans cette optique, nous lancerons en mai le premier programme d'actionnariat salarié du Groupe – le plus important jamais entrepris parmi les entreprises de notre taille. C'est un élément d'identification fort au sein du Groupe.

Enfin, en matière d'emploi, GDF SUEZ prévoit d'embaucher près de 120 000 personnes d'ici à 2015. Nos effectifs restent en croissance en dépit de la crise. Face à ce défi des ressources humaines, nous avons lancé un programme pour recruter 7 000 jeunes en alternance sur la période 2009-2010, tout en restant très attentifs à promouvoir la diversité.

Comment tenez-vous compte des évolutions imprévues des marchés dans vos orientations stratégiques ?

G.M. : L'instabilité de notre environnement a conduit le Groupe à renforcer ses moyens de réflexion et sa capacité d'analyse. Nous avons notamment créé un centre d'expertise en études et en modélisations économiques afin de nous aider dans nos choix à long terme. Une centaine d'économistes et d'experts y travaillent sur ce que j'appelle le triangle de la politique énergétique, qui est le lieu d'arbitrage entre trois impératifs : la sécurité d'approvisionnement, des prix compétitifs et la protection de l'environnement.

Ce centre identifie les questions posées par le défi climatique au modèle d'entreprise de GDF SUEZ. Il suit également les opportunités créées par le grand basculement dans la géographie de la croissance mondiale. Notre ambition est d'être un Groupe référent pour le XXI^e siècle, c'est-à-dire d'être capable d'anticiper et de réagir pour tirer parti des grandes mutations en cours.

Notre diagnostic à moyen et long terme reste toujours valable : il y a un besoin considérable d'investissements pour renouveler et moderniser le système énergétique des pays de l'OCDE, et pour accompagner la formidable croissance économique et sociale des pays émergents. C'est sans conteste le phénomène économique le plus frappant de la période.

Êtes-vous confiants dans les perspectives du Groupe ?

G.M. : Bien entendu, car nous réunissons tous les atouts stratégiques, technologiques et humains nécessaires. Notre Groupe est aujourd'hui un grand fournisseur de gaz naturel, d'électricité et de services énergétiques et environnementaux. Nos équipes sont présentes dans près de 60 pays à travers le monde, aussi bien des pays développés qu'émergents.

Nous disposons de leaderships incontestables dans quatre domaines aujourd'hui essentiels que sont le gaz naturel liquéfié, la production indépendante d'énergie, les services à l'énergie et l'environnement.

Sur le terrain, nos forces se caractérisent par une excellence technique de premier rang qui nous permet de mener à bien de très grands projets pour le compte de nos clients et de nos partenaires. Cette capacité de nos équipes à bien conduire les chantiers complexes du monde énergétique est un atout essentiel dans la compétition mondiale.

Nous visons toujours l'excellence opérationnelle, nous mettons en œuvre notre programme d'investissements ambitieux et poursuivons une intégration de nos activités toujours plus grande. Maintenir, développer et renforcer ces trois éléments, c'est pour nous la garantie de la réussite de GDF SUEZ aujourd'hui comme demain.

Chiffres clés financiers

GDF SUEZ enregistre en 2009 des résultats en progression, bien qu'impactés par les effets de la crise économique et des prix des commodités.

Chiffre d'affaires consolidé du Groupe

En milliards d'euros



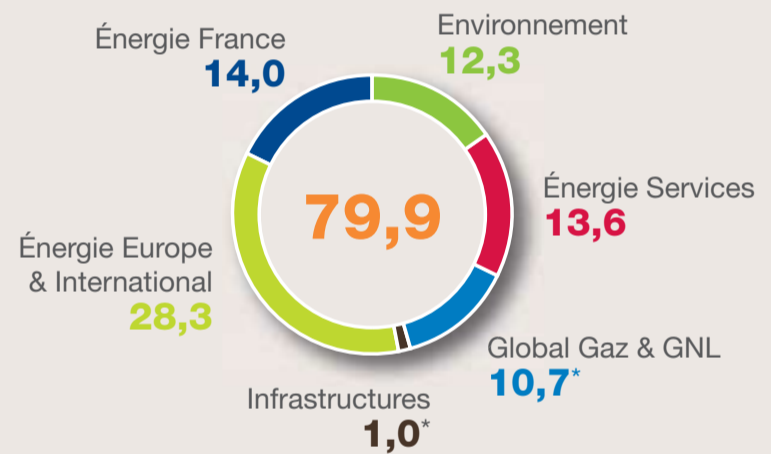
- 3,8% ↘

La baisse du prix des matières premières et l'impact de la crise économique sur les marchés du Groupe conduisent à une contraction de son chiffre d'affaires.

* Donnée pro forma non auditée.

Chiffre d'affaires par branche

En milliards d'euros



Le Groupe fonde sa stratégie sur un modèle d'entreprise équilibré.

* Le chiffre d'affaires total des branches Global Gaz & GNL et Infrastructures, y compris prestations au sein du Groupe, atteint respectivement 20,5 et 5,6 milliards d'euros.

EBITDA

En milliards d'euros



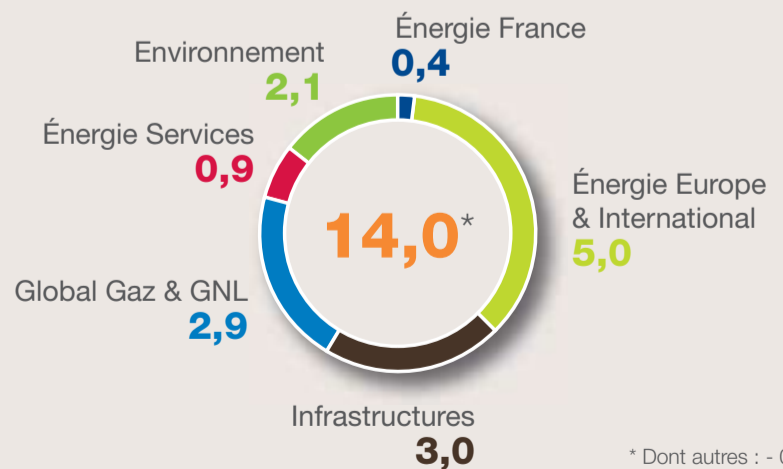
+ 1% ↗

L'EBITDA atteint 14 milliards d'euros, en croissance par rapport à l'année record de 2008.

* Donnée pro forma non auditée.

EBITDA par branche

En milliards d'euros



* Dont autres : - 0,3.

La rentabilité des branches démontre la pertinence du modèle d'entreprise de GDF SUEZ dans un contexte économique dégradé.

Résultat net récurrent, part du Groupe

En milliards d'euros



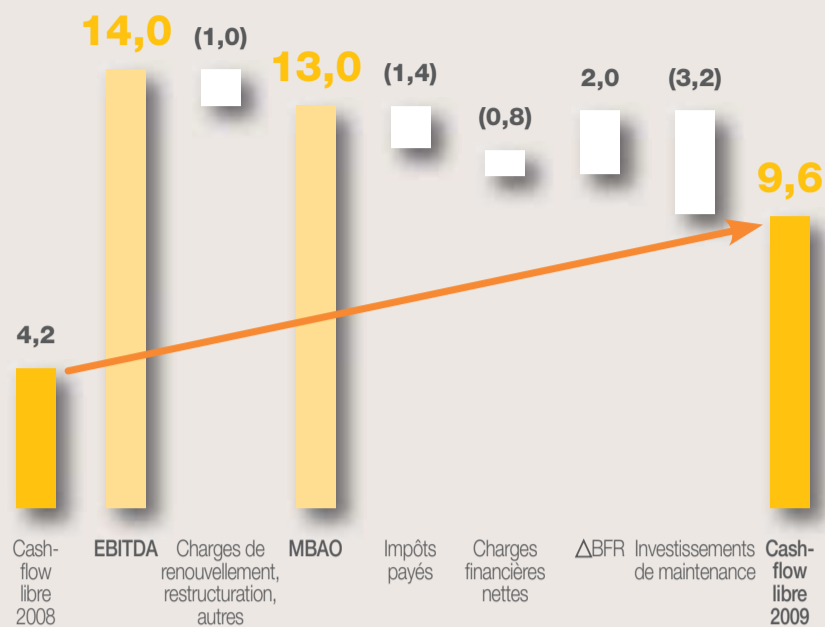
+ 2% ↗

Le résultat net récurrent, part du Groupe, croît de 2% en 2009, à 4,2 milliards d'euros, du fait de la rentabilité des activités.

* Donnée pro forma non auditée.

Doublement du cash-flow libre

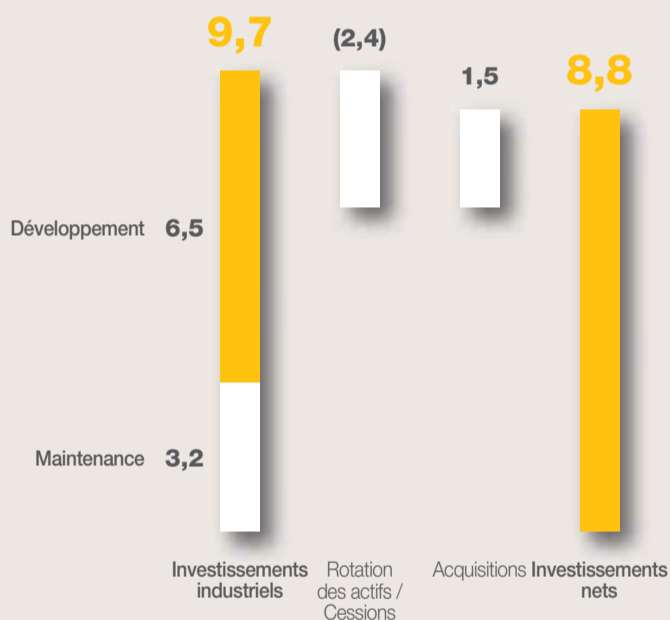
En milliards d'euros



La discipline financière de GDF SUEZ conduit à un doublement du cash-flow libre.

Développement industriel

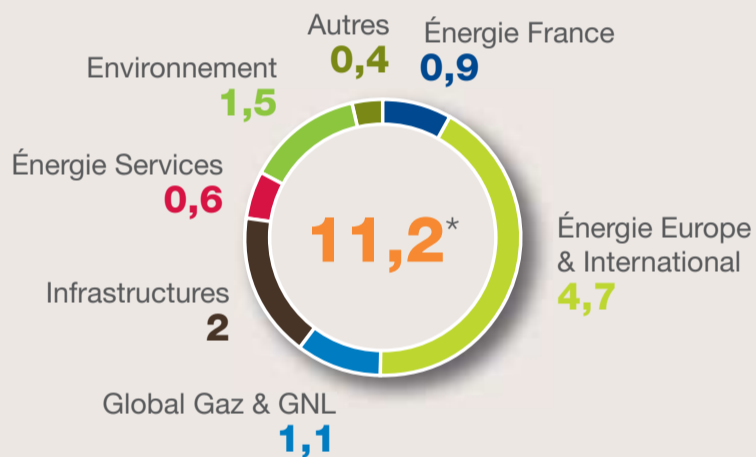
En milliards d'euros



Le montant des investissements nets de 8,8 milliards d'euros, dans le respect des critères d'investissements du Groupe, est en ligne avec son plan d'investissements de 30 milliards d'euros sur la période 2008-2010.

Répartition des investissements par branche (montant brut)

En milliards d'euros

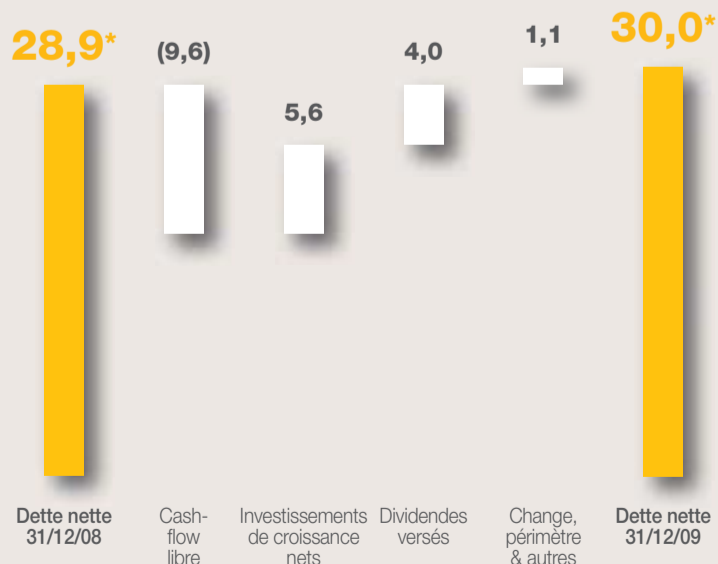


* Y compris acquisitions.

La répartition équilibrée des investissements permet de maintenir l'équilibre de la contribution des branches.

Bilan

En milliards d'euros



La génération de cash-flow libre du Groupe permet de financer intégralement les investissements industriels et la rémunération des actionnaires.

* Y compris IAS 39.

Rémunération de l'actionnaire

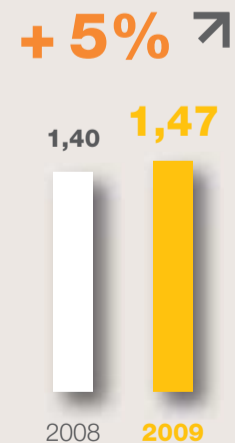
En euros

Bénéfice net par action récurrent



Sur la base du résultat net récurrent = résultat net hors MtM, dépréciations, cessions, autres éléments fiscaux non récurrents et « remèdes 2008 ».

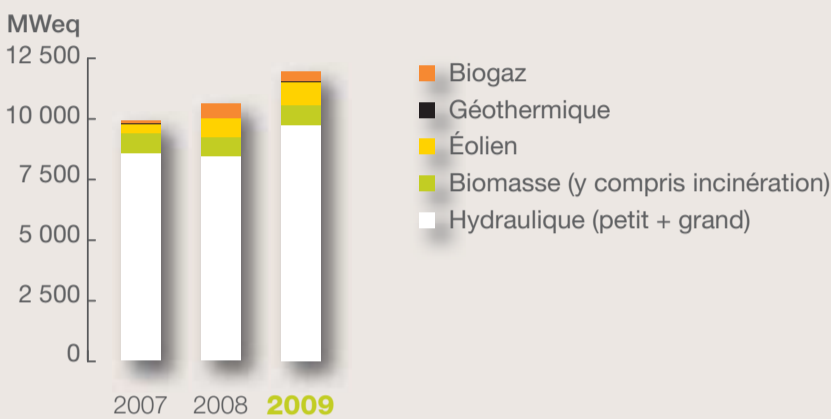
Dividende ordinaire par action



Le dividende 2009, en croissance de 5%, s'inscrit dans l'engagement d'une croissance moyenne de 10% sur la période 2008-2010.

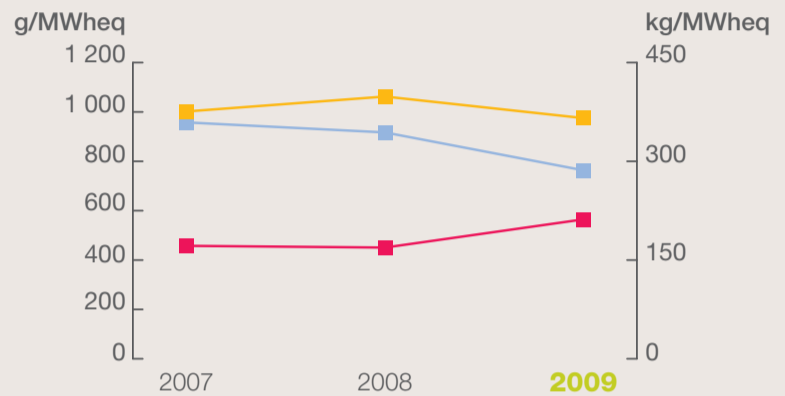
Chiffres clés environnementaux

Évolution des capacités installées d'énergies renouvelables



Les capacités installées en production d'énergie et de chaleur à partir de ressources renouvelables ont augmenté, en grande partie grâce au développement de l'énergie éolienne et à l'exploitation du biogaz issu des stations d'épuration d'eau.

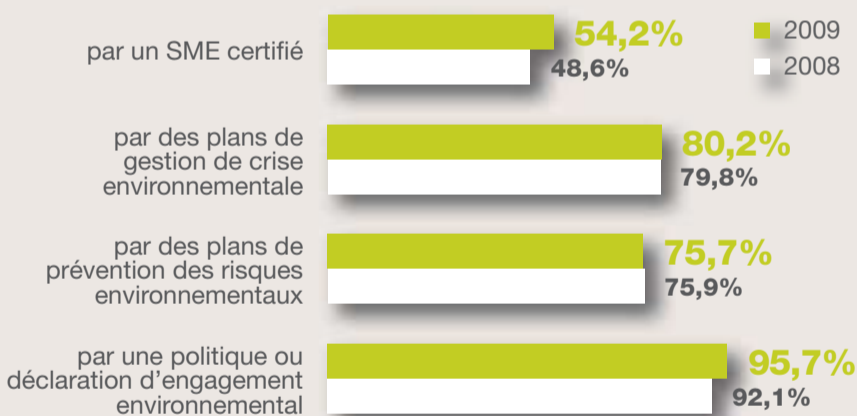
Éco-efficience – Émissions dans l'air



— Émissions de CO₂ liées à la production d'énergie / Énergie produite (kg/MWheq)
 — Émissions de SO₂ liées à la production d'énergie / Énergie produite (g/MWheq)
 — Émissions de NO_x liées à la production d'énergie / Énergie produite (g/MWheq)

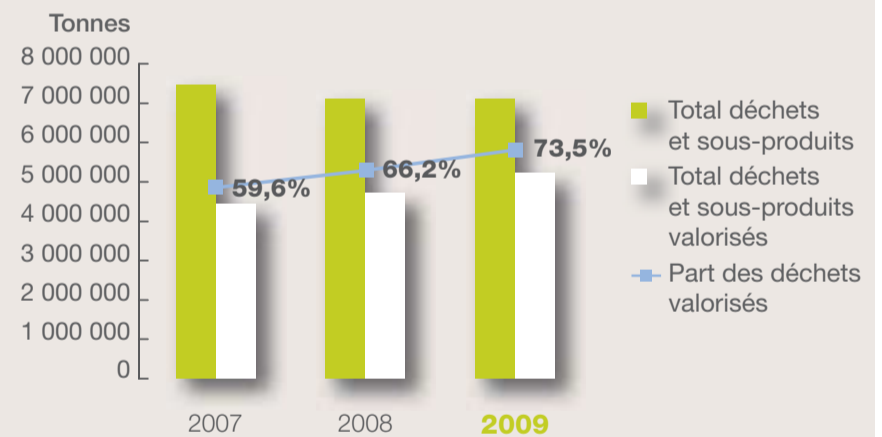
Les émissions de CO₂ et SO₂ sont en nette diminution.

Gestion environnementale Part de chiffre d'affaires couvert



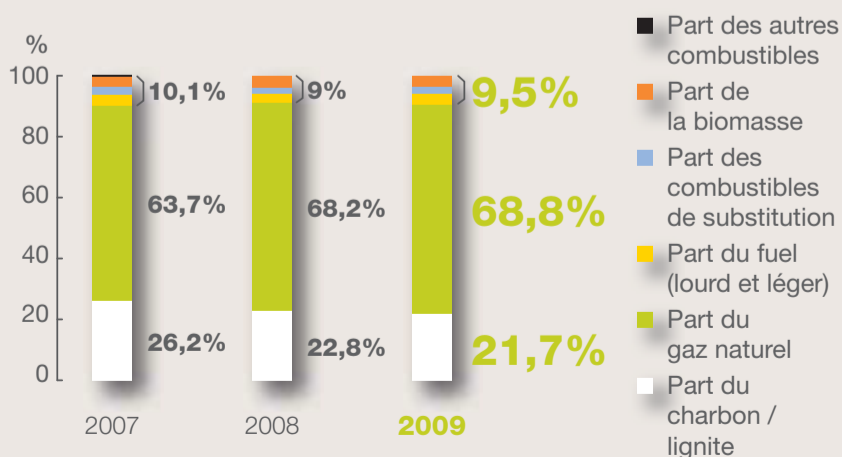
Le Groupe s'est engagé dans une démarche de gestion de l'environnement rigoureuse. Dans cette optique, un programme de formation a été lancé en 2009 pour former davantage d'auditeurs internes dans ce domaine.

Déchets et sous-produits valorisés



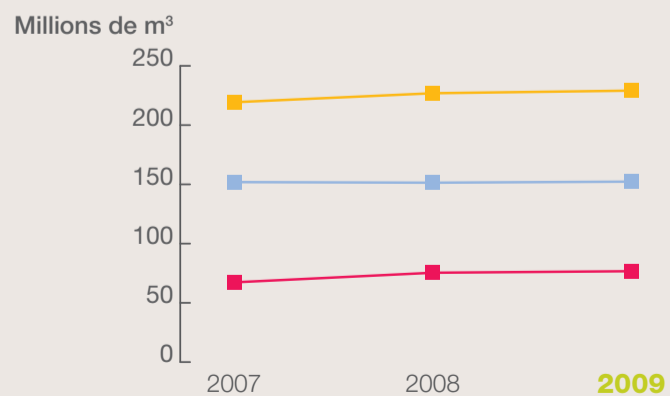
Le taux de valorisation des déchets a fortement augmenté sur ces trois dernières années passant de 60% à 73%. Dans le même temps, la production totale de déchets diminue.

Consommation d'énergie primaire



La part de charbon et de fuel dans les consommations énergétiques du Groupe diminue tandis que la part du gaz augmente fortement.

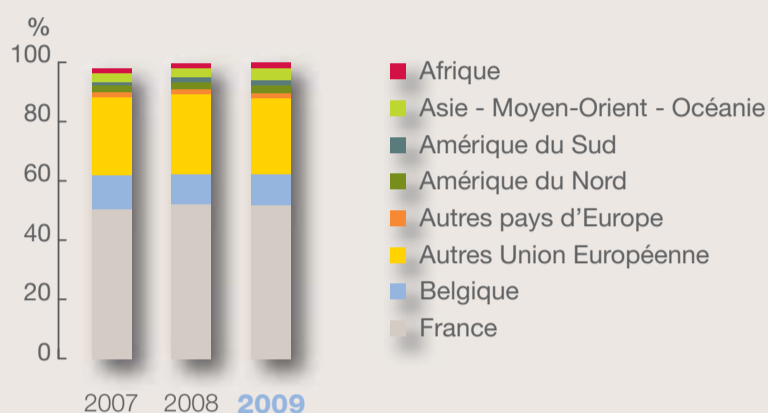
Consommation d'eau dans la production d'énergie



— Total consommation d'eau
 — Consommation totale d'eau pour les circuits de refroidissement
 — Consommation totale d'eau pour le processus industriel

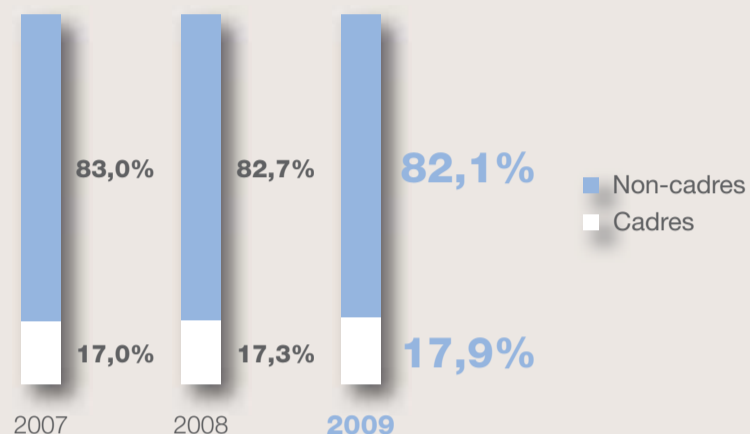
Chiffres clés sociaux

Répartition des effectifs par zone géographique



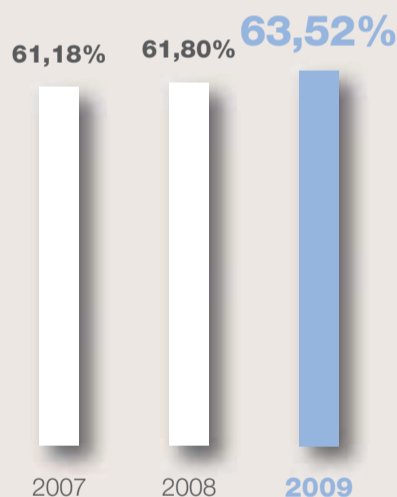
L'Europe regroupe 89% des effectifs (la France 52%, la Belgique 10%). La zone géographique qui a connu la plus forte progression en 2009 est l'Asie-MO-Océanie (désormais 4% des effectifs totaux du Groupe) en raison d'effets de périmètre et de développement d'activité au Moyen-Orient.

Répartition des effectifs par CSP



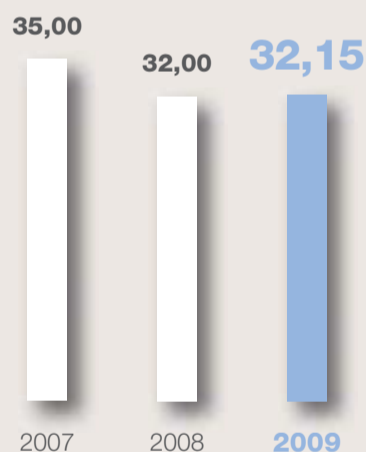
La répartition des effectifs par catégorie socio-professionnelle reste stable, les cadres représentant 17% des effectifs. Les activités Services à l'Énergie et Environnement ont des taux d'encadrement plus faibles que les autres domaines d'activité du Groupe.

Proportion de salariés formés



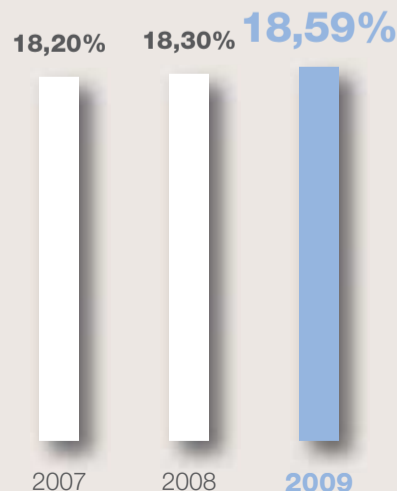
Les efforts de formation dans le Groupe se sont poursuivis en 2009, l'effectif formé est en hausse.

Évolution du nombre d'heures de formation par personne formée



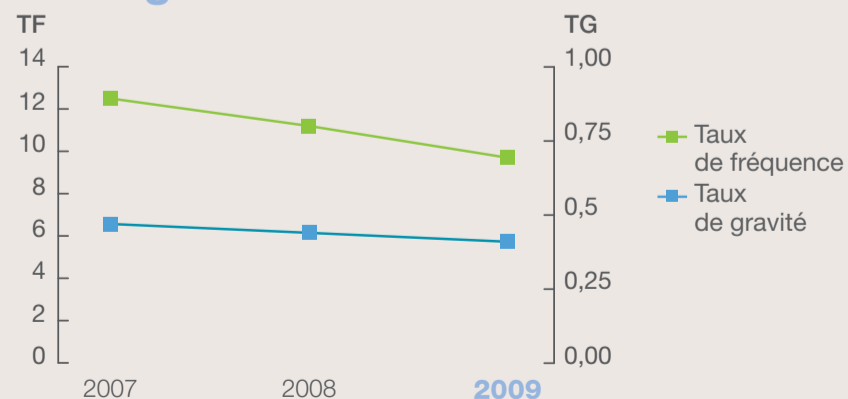
Le nombre d'heures de formation par personne formée reste stable et supérieur à 30 heures.

Proportion de femmes dans le Groupe



La part des femmes dans l'effectif reste stable : 18%.

Évolution des taux de fréquence et de gravité



L'amélioration significative des résultats de Santé et Sécurité s'est poursuivie en 2009. La fréquence des accidents du travail au sein du Groupe a été réduite de près de moitié en cinq ans. En 2009, les résultats du taux de fréquence (9,7) sont légèrement meilleurs que l'objectif de 10 fixé pour l'année. Le taux de gravité des accidents a quant à lui été réduit de plus d'un tiers en cinq ans.

Un mode de gouvernance efficace et responsable

Le Conseil d'Administration de GDF SUEZ a été très actif en 2009 : au total, neuf réunions ont été organisées en séance plénière et 31 en Comités. Le Conseil a été particulièrement impliqué dans le pilotage de la stratégie et des risques. Une évaluation du fonctionnement du Conseil a été réalisée à l'issue de la première année afin d'optimiser celui-ci.

GDF SUEZ exprime son attachement à l'application des meilleures pratiques en matière de gouvernance en se référant au Code de Gouvernement d'Entreprise des sociétés cotées de l'AFEP-MEDEF.

Le Conseil d'Administration de GDF SUEZ a adopté un ensemble de textes qui fixent les droits et les devoirs de l'Administrateur (ces documents sont disponibles sur le site www.gdfsuez.com) :

- Le Règlement Intérieur précise en particulier la composition et le fonctionnement du Conseil d'Administration, les périmètres de responsabilité du Conseil, de la Direction Générale et de ses Comités.
- Le Code de Bonne Conduite édicte les règles relatives aux opérations sur titres de la Société, et au délit et manquement d'initié applicable aux Administrateurs, mandataires sociaux, et à tous les salariés.
- La Charte de l'Administrateur prévoit notamment les règles afférentes à l'exercice du mandat de l'Administrateur, relativement au respect de l'intérêt social, des lois et des statuts, de l'indépendance de l'Administrateur et son devoir d'expression, au conflit d'intérêt, au professionnalisme de l'Administrateur, à son implication et son efficacité.
- Le Statut des Administrateurs salariés précise, pour les Administrateurs salariés, les conditions d'exercice de leur mandat.

Implication et indépendance de jugement

Conformément aux statuts, tout Administrateur doit être propriétaire d'au moins 50 actions de GDF SUEZ (obligation ne s'appliquant pas aux Administrateurs représentants de l'État, ni à l'Administrateur représentant les salariés actionnaires).

L'indépendance de chaque Administrateur a été examinée par le Comité des Nominations dans sa séance du 22 février 2010, puis par le Conseil d'Administration du 3 mars 2010, tenant compte des recommandations de l'AFEP-MEDEF et également d'autres interprétations réalisées par divers organismes internationaux sur la gouvernance. Onze Administrateurs sont considérés comme indépendants*, parmi lesquels le Vice-Président non exécutif du Conseil d'Administration et les Présidents des Comités du Conseil. Le taux d'Administrateurs indépendants s'élève ainsi à 47,8% conformément aux recommandations AFEP-MEDEF.

Le montant des jetons de présence perçus par les Administrateurs et les Censeurs s'élève à 872 535 euros pour l'exercice 2009, en ligne avec 2008 (464 334 euros pour la période allant du 22 juillet au 31 décembre 2008), étant précisé que Gérard Mestrallet et Jean-François Cirelli ainsi que les Administrateurs représentant les salariés et les salariés actionnaires ne perçoivent aucun jeton de présence au titre de leur participation au Conseil d'Administration.



Assemblée Générale de GDF SUEZ à Paris en mai 2009.

La rémunération des Administrateurs comporte une part variable, liée à l'assiduité aux réunions du Conseil et de ses Comités.

Forte activité en 2009

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité du Groupe et veille à leur mise en œuvre. Il examine au moins une fois par an le budget, la stratégie industrielle, la stratégie financière et la politique d'approvisionnement en matière énergétique.

Le Conseil se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et, conformément à son règlement intérieur, au moins six fois par an dont au moins une fois par trimestre. Neuf réunions ont été tenues au cours de l'exercice 2009, avec un taux d'assiduité de 85%.

Lors de ces réunions, le Conseil d'Administration de GDF SUEZ a notamment examiné et délibéré sur les sujets suivants :

- Stratégie et marche des affaires du Groupe : politique nucléaire du Groupe, projets d'investissement, environnement concurrentiel dans l'énergie.
- Finances : budget 2009, arrêté des comptes sociaux et consolidés 2008, comptes semestriels 2009, renouvellement de l'autorisation d'émettre des obligations, renouvellement de l'autorisation d'émettre des cautions, avals et garanties, paiement d'un acompte sur dividende 2009.
- Gouvernement d'entreprise et éthique : examen de l'indépendance des Administrateurs, approbation du Statut des Administrateurs salariés, approbation de la Charte Éthique du Groupe, attribution gratuite d'actions à l'ensemble des salariés du Groupe, attribution de stock-options et d'Actions de Performance.

Le Conseil a également été associé à la politique de management global des risques, à travers notamment l'examen des principaux risques de GDF SUEZ et la présentation de la politique ERM

(*Enterprise Risk Management*) au Comité d'Audit.

Un processus d'évaluation du fonctionnement du Conseil d'Administration a été engagé sous la responsabilité du Président du Comité pour l'Éthique, l'Environnement et le Développement Durable, en partenariat avec un expert externe, à l'issue d'une première année de fonctionnement du Conseil issu de la fusion-absorption. Des mesures d'amélioration ont été prises dès la réunion du Conseil d'Administration du 3 mars 2010.

* Un Administrateur est indépendant lorsqu'il n'entretient aucune relation de quelque nature que ce soit avec la Société, son Groupe ou sa Direction, qui puisse compromettre l'exercice de sa liberté de jugement (Source : recommandations AFEP-MEDEF).

47,8%
d'Administrateurs indépendants

Composition du Conseil d'Administration

Au 3 mars 2010, le Conseil d'Administration de GDF SUEZ est composé de 13 Administrateurs élus par l'Assemblée Générale, six Administrateurs représentants de l'État, trois Administrateurs représentant les salariés et un Administrateur représentant les salariés actionnaires. Il compte 17 membres français, quatre membres non français et deux membres ayant une double nationalité (française et autre).

Deux Censeurs et le Commissaire du gouvernement assistent également aux réunions du Conseil, disposant chacun d'une voix consultative.

Administrateurs élus par l'Assemblée Générale des actionnaires

a. Gérard Mestrallet
Président-Directeur Général

b. Jean-François Cirelli
Vice-Président,
Directeur Général Délégué

c. Albert Frère*
Président du Conseil
d'Administration et Administrateur
Délégué de Groupe Bruxelles
Lambert (Belgique)
• Vice-Président du Conseil
d'Administration

d. Edmond Alphanéry*
Président du Conseil
d'Administration
de CNP Assurances
• Président du Comité pour
l'Éthique, l'Environnement
et le Développement Durable
• Membre du Comité d'Audit

e. Jean-Louis Beffa*
Président du Conseil
d'Administration de Saint-Gobain
• Président du Comité
des Nominations
• Membre du Comité
des Rémunérations

f. Aldo Cardoso*
Administrateur de sociétés
• Président du Comité d'Audit

g. René Carron*
Président du Conseil
d'Administration
de Crédit Agricole SA
• Membre du Comité
des Nominations

h. Étienne Davignon*
Vice-Président du Conseil
d'Administration de
SUEZ-TRACTEBEL (Belgique)

• Membre du Comité
des Nominations
• Membre du Comité
des Rémunérations
Mandat arrivant à échéance
à l'AG de 2010

i. Paul Desmarais Jr.*
Président du Conseil et Co-Chef
de la Direction de Power
Corporation du Canada
• Membre du Comité
des Nominations
• Membre du Comité
des Rémunérations

j. Jacques Lagarde*
Administrateur de sociétés
• Président du Comité
de la Stratégie
et des Investissements

k. Anne Lauvergeon*
Présidente du Directoire
du Groupe Areva
• Membre du Comité de la
Stratégie et des Investissements
• Membre du Comité pour
l'Éthique, l'Environnement
et le Développement Durable

l. Thierry de Rudder*
Administrateur Délégué de Groupe
Bruxelles Lambert (Belgique)
• Membre du Comité d'Audit
• Membre du Comité de la
Stratégie et des Investissements

m. Lord Simon of Highbury*
Administrateur de sociétés
• Président du Comité
des Rémunérations

* Administrateur indépendant.

Administrateurs représentants de l'État

n. Jean-Paul Bailly
Président du Groupe La Poste
• Membre du Comité pour
l'Éthique, l'Environnement
et le Développement Durable

o. Olivier Bourges
Directeur Général Adjoint
à l'Agence des Participations
de l'État (APE)
• Membre du Comité d'Audit
• Membre du Comité de la
Stratégie et des Investissements
• Membre du Comité
des Rémunérations

p. Pierre-Franck Chevet
Directeur Général de l'Énergie
et du Climat (DGEC) au ministère
de l'Écologie, de l'Énergie,
du Développement Durable
et de la Mer
• Membre du Comité de la
Stratégie et des Investissements

q. Ramon Fernandez
Directeur Général du Trésor
et de la Politique Économique
(DGTPE) au ministère
de l'Économie, de l'Industrie
et de l'Emploi
• Membre du Comité
des Nominations

r. Pierre Graff
Président-Directeur Général
d'Aéroports de Paris

s. Pierre Mongin
Président-Directeur Général
de la RATP

Administrateurs représentant les salariés

t. Alain Beullier
Présenté par la CFDT

u. Patrick Petitjean
Présenté par la CGT

Administrateur représentant les salariés actionnaires

w. Gabrielle Prunet

v. Anne-Marie Mourer
Présentée par la CFE-CGC
• Membre du Comité pour
l'Éthique, l'Environnement
et le Développement Durable

Censeurs

x. Richard Goblet d'Alviella
Vice-Président, Administrateur
Délégué de SOFINA (Belgique)

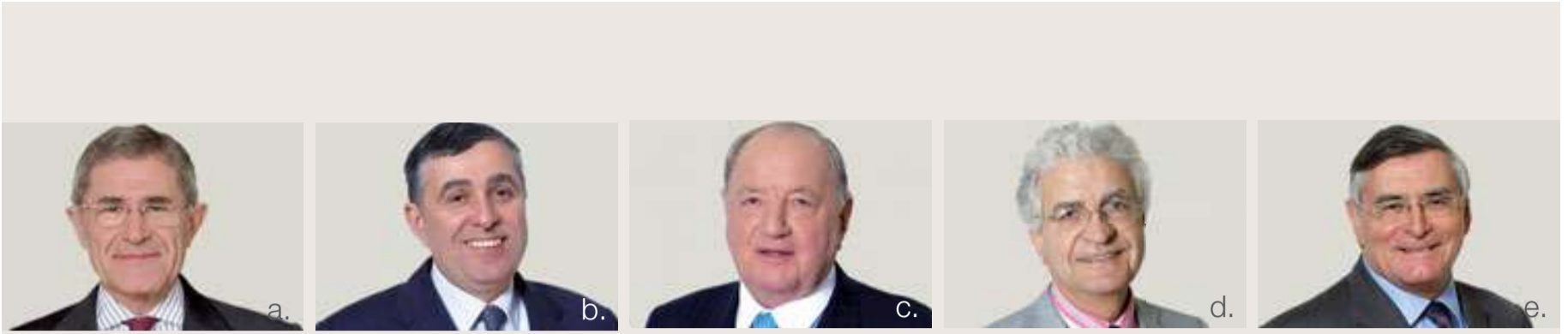
y. Philippe Lemoine
Président-Directeur Général
de LaSer

Commissaire du gouvernement

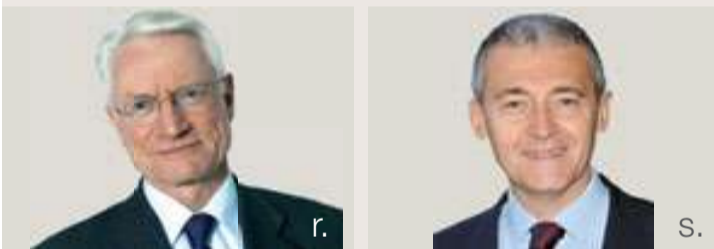
z. Florence Tordjman
Adjointe au Directeur de l'Énergie – Direction Générale de l'Énergie
et du Climat au ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement
Durable et de la Mer

Secrétaire du Conseil

Patrick van der Beken



**Administrateurs élus
par l'Assemblée Générale
des actionnaires**



**Administrateurs
représentants de l'État**

**Administrateurs
représentant les salariés**



**Administrateur
représentant
les salariés
actionnaires**



Censeurs

**Commissaire du
gouvernement**



**9 réunions du CA en 2009
Taux d'assiduité : 85%**

Des Comités du Conseil très actifs

Le Conseil d'Administration de GDF SUEZ est assisté par cinq Comités permanents : le Comité d'Audit, le Comité de la Stratégie et des Investissements, le Comité des Nominations, le Comité des Rémunérations et le Comité pour l'Éthique, l'Environnement et le Développement Durable. Il s'agit là d'une particularité forte du Groupe, qui a souhaité impliquer étroitement le Conseil dans la stratégie et le respect des meilleures pratiques de gouvernance. La présidence de chaque Comité est assurée par un Administrateur indépendant.

Comité d'Audit



10 réunions en 2009
Taux d'assiduité : 92%

Président : Aldo Cardoso*



Membre : Edmond Alphandéry*



Membre : Olivier Bourges



Membre : Thierry de Rudder*

Le Comité d'Audit est composé de quatre Administrateurs, dont trois indépendants. Il a pour mission d'examiner les comptes, les procédures de contrôle interne et externe, la situation financière, la situation de trésorerie, ainsi que la politique de maîtrise des risques.

« En 2009, le Comité d'Audit a examiné notamment :

- les aspects financiers : prévisions budgétaires 2009, arrêté des comptes annuels et semestriels, préparation de la clôture des comptes, reportings trimestriels, attribution d'un acompte sur dividende, situation de financement ;
- l'audit interne : rapports d'activité, plan d'audit 2009 ;
- le contrôle interne : dispositif 2008 et actions 2009, informations sur le contrôle interne dans les entités partiellement contrôlées ;
- l'audit externe : suivi des honoraires 2008 et budget d'audit 2009, indépendance des Commissaires aux Comptes, approche d'audit externe 2010 ;
- les risques : revue préliminaire des risques 2008, conséquences de la transposition de la 8^e directive impliquant la modification du règlement intérieur du Conseil d'Administration, politique de management global des risques, analyse des risques prioritaires, point sur les litiges en cours. »

* Administrateurs indépendants.

Comité de la Stratégie et des Investissements



7 réunions en 2009
Taux d'assiduité : 74%

Président : Jacques Lagarde*



Membre : Olivier Bourges



Membre : Pierre-Franck Chevet



Membre : Anne Lauvergeon*



Membre : Thierry de Rudder*

Le Comité de la Stratégie et des Investissements est composé de cinq Administrateurs, dont trois indépendants. Il a pour mission d'exprimer au Conseil d'Administration son avis sur les grandes orientations stratégiques de la Société et sur tous les projets de croissance externe et interne, de cession, d'accords stratégiques, d'alliances ou de partenariat qui sont soumis au Conseil. Le Comité est également saisi sur les questions de création et de modernisation d'équipements industriels et de travaux, de politique d'achat et de projets immobiliers significatifs.

« En 2009, le Comité a notamment abordé l'environnement concurrentiel dans l'énergie, le plan d'affaires à moyen terme (orientations stratégiques et perspectives financières), l'impact des turbulences économiques et financières sur les activités et les objectifs 2009, la politique nucléaire du Groupe, la politique d'approvisionnement du Groupe en matière énergétique, le contrat de service public et la situation tarifaire, la veille technologique, la stratégie et les perspectives à moyen terme de la branche Énergie France, ainsi qu'une série de projets d'acquisitions nécessitant l'approbation du Conseil d'Administration. »

Comité des Rémunérations



Président : Lord Simon of Highbury*

5 réunions en 2009
Taux d'assiduité : 72%



Membre : Jean-Louis Beffa*



Membre : Olivier Bourges



Membre : Étienne Davignon*



Membre : Paul Desmarais Jr.*

Le Comité des Rémunérations est composé de cinq Administrateurs, dont quatre indépendants. Il a pour mission d'examiner et de faire des recommandations au Conseil d'Administration sur la rémunération, le régime de retraite et de prévoyance, les avantages en nature, les attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions ainsi que d'Actions de Performance aux membres du Comité de Direction. En outre, il examine, au moins une fois par an, les conditions dans lesquelles est mise en œuvre la convergence des conditions d'emploi entre les salariés de Gaz de France et de SUEZ, de même que leur compétitivité par rapport aux groupes comparables.

« En 2009, le Comité des Rémunérations a formulé des recommandations au Conseil concernant notamment :

- la rémunération variable des dirigeants mandataires sociaux au titre de 2008 et pour 2009 ;
- la rémunération fixe et variable des autres membres du Comité de Direction ;
- la mise en œuvre d'un plan de stock-options et d'un plan d'attribution gratuite d'actions en 2009 à plus de 8 000 collaborateurs du Groupe (hors membres du Comité Exécutif) ;
- un système de LTI (Long-Term Incentives) pour les membres du Comité Exécutif, qui ont renoncé au bénéfice des stock-options au titre de 2009 ;
- la poursuite du système de gestion programmée des stock-options exercées par les dirigeants du Groupe. »

Comité des Nominations



Président : Jean-Louis Beffa*

3 réunions en 2009
Taux d'assiduité : 66%



Membre : René Carron*



Membre : Étienne Davignon*



Membre : Paul Desmarais Jr.*



Membre : Ramon Fernandez

Le Comité des Nominations est composé de cinq Administrateurs, dont quatre indépendants. Il a pour mission d'examiner et de faire des recommandations au Conseil d'Administration sur toutes candidatures à un poste de membre du Conseil d'Administration ou de censeur devant être soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale.

« En 2009, le Comité a principalement examiné et formulé au Conseil d'Administration ses recommandations quant à la qualité d'Administrateur indépendant qui doit, chaque année, être examinée avant l'Assemblée Générale des actionnaires statuant sur les comptes de l'exercice écoulé. »

Comité pour l'Éthique, l'Environnement et le Développement Durable



Président : Edmond Alphandéry*

6 réunions en 2009
Taux d'assiduité : 95%



Membre : Jean-Paul Bailly



Membre : Anne Lauvergeon*



Membre : Anne-Marie Mourer

Le Comité pour l'Éthique, l'Environnement et le Développement Durable est composé de quatre Administrateurs, dont deux indépendants. Il a pour mission de veiller à la diffusion et au respect des valeurs et principes d'éthique du Groupe, ainsi qu'au respect des règles de conduite.

« En 2009, le Comité pour l'Éthique, l'Environnement et le Développement Durable a notamment validé la nouvelle Charte Éthique de GDF SUEZ, avant qu'elle soit adoptée par le Conseil d'Administration, et pris acte de la cartographie des risques éthiques du nouveau Groupe, travail engagé à sa demande. En matière de développement durable, le Comité s'est fait présenter la politique de développement durable du Groupe, ainsi que la politique de recherche et développement dans ce domaine. Enfin, en matière de gouvernance, le Comité a souhaité reprendre le processus d'évaluation du fonctionnement du Conseil d'Administration à la suite d'une pleine année de fonctionnement. L'évaluation a été engagée sous la responsabilité du Président du Comité, en partenariat avec un expert externe. Elle a permis de relever les améliorations à apporter au fonctionnement du Conseil, mais aussi d'apprécier le fonctionnement de cette instance dans le processus post-fusion. »

* Administrateurs indépendants.

Composition du Comité Exécutif

Au 4 mars 2010, le Comité Exécutif de GDF SUEZ est composé de 18 membres représentant les activités opérationnelles et fonctionnelles. Il comprend notamment les cinq membres du Comité de Direction, en charge du pilotage du Groupe : le Président-Directeur Général, le Vice-Président, Directeur Général Délégué et les trois Directeurs Généraux Adjointes. Le Comité Exécutif examine les questions et décisions relatives à la stratégie, au développement ou à l'organisation du Groupe et à son pilotage d'ensemble.



a. Gérard Mestrallet
Président-Directeur Général



b. Jean-François Cirelli
Vice-Président, Directeur Général Délégué

c. Dirk Beeuwsaert
Directeur Général Adjoint en charge
de la branche Énergie Europe & International

d. Jean-Marie Dauger
Directeur Général Adjoint,
en charge de la branche Global Gaz & GNL

e. Gérard Lamarche
Directeur Général Adjoint,
en charge des Finances





f.



g.



h.



i.



j.



k.



l.



m.



n.



o.



p.



q.



r.

f.	g.	h.
i.	j.	k.
l.	m.	n.
o.	p.	
q.	r.	

f. Valérie Bernis
Membre du Comité Exécutif,
en charge des Directions de la Communication,
de la Communication Financière
et des Relations Institutionnelles

g. Alain Chaigneau
Membre du Comité Exécutif,
en charge de la Direction de la Stratégie
et du Développement Durable

h. Jean-Louis Chaussade
Membre du Comité Exécutif,
Administrateur et Directeur Général
de SUEZ Environnement Company

i. Pierre Clavel
Membre du Comité Exécutif,
Directeur Adjoint de la branche
Énergie Europe & International

j. Jean-Claude Depail
Membre du Comité Exécutif,
en charge de la branche Infrastructures

k. Henri Ducré
Membre du Comité Exécutif,
en charge de la branche Énergie France

l. Yves de Gaulle
Membre du Comité Exécutif,
Secrétaire Général

m. Jean-Pierre Hansen
Membre du Comité Exécutif,
Président du Comité de Politique
Énergétique

n. Emmanuel Hedde
Membre du Comité Exécutif,
en charge de la Direction Intégration,
des Synergies et de la Performance

o. Emmanuel van Innis
Membre du Comité Exécutif,
en charge de la Direction Cadres Dirigeants

p. Philippe Jeunet
Membre du Comité Exécutif,
en charge de la Direction Audit et Risques

q. Philippe Saimpert
Membre du Comité Exécutif, en charge
de la Direction des Ressources Humaines

r. Jérôme Tolot
Membre du Comité Exécutif,
en charge de la branche Énergie Services

Des valeurs partagées autour de l'éthique

GDF SUEZ a défini une politique d'éthique globale et ambitieuse et s'est notamment doté d'une Charte Éthique et d'un guide sur « Les pratiques de l'éthique ». Ces documents ancrent les valeurs qui réunissent partout dans le monde les collaborateurs du Groupe autour d'un socle commun, partagé.

À l'issue d'un chantier mené en mars 2009 sur les valeurs du Groupe, les 200 000 collaborateurs de GDF SUEZ ont élaboré les quatre valeurs au cœur du projet d'entreprise :

- l'exigence de garantir la performance à long terme pour l'ensemble des parties prenantes ;
- l'engagement de concilier le développement du Groupe et le respect de la planète ;
- l'audace de vivre le présent avec optimisme tout en construisant l'avenir avec créativité ;
- la cohésion autour de l'énergie et de l'environnement en tant que sources durables de progrès et de développement.

Des textes fondateurs

L'ambition éthique de GDF SUEZ est d'agir partout et en toutes circonstances, conformément à ses valeurs et engagements, dans le respect des lois et réglementations. Le Comité Exécutif a validé dans ce cadre les référentiels du domaine, qui remplacent

le « Dispositif Éthique et Compliance », texte provisoire adopté en juillet 2008 pour accompagner la création du nouveau Groupe.

Adoptée par le Conseil d'Administration du 10 novembre 2009, la Charte Éthique GDF SUEZ définit les principes éthiques que tout collaborateur du Groupe et de ses filiales ainsi que toute personne détachée par une entreprise tierce auprès d'une entité du Groupe se doit de mettre en œuvre dans ses pratiques professionnelles et ses comportements vis-à-vis de tous les interlocuteurs du Groupe. Elle fixe également le système de gouvernance de l'éthique.

Quatre principes fondamentaux constituent les piliers éthiques du Groupe : agir en conformité avec les lois et les réglementations, ancrer une culture d'intégrité, faire preuve de loyauté et d'honnêteté, respecter les autres.

Le guide « Les Pratiques de l'éthique » a été conçu pour détailler les modalités d'application concrètes du cadre général présenté dans la Charte. Il apporte des réponses aux questions liées aux dilemmes éthiques qui peuvent se poser au quotidien.

Codes, chartes et déontologie métiers

Au-delà de la Charte Éthique de GDF SUEZ qui fixe les principes éthiques fondamentaux, le Groupe a défini des règles éthiques spécifiques à certaines activités et pratiques professionnelles. Pour chacun des guides, codes ou chartes métiers existants, une importance particulière a été donnée aux lois et normes en matière d'éthique et de déontologie, émanant des instances régulatrices telles que l'Organisation des Nations Unies et ses agences, l'Organisation de Coopération et de Développement Économique et la Chambre de Commerce International.



ethics@gdfsuez.com

Une adresse électronique permet à chaque collaborateur de questionner la Direction Éthique sur une difficulté d'ordre éthique en cas de doute sur la conduite à tenir.

Une organisation pilotée au plus haut niveau

Les politiques éthiques sont décidées par le Comité Exécutif et pilotées par le Secrétaire Général, Déontologue du Groupe. Les sujets relatifs à l'éthique et à la compliance sont examinés par le Comité pour l'Éthique, l'Environnement et le Développement Durable du Conseil d'Administration. Pour être en capacité de mesurer la conformité de ses pratiques à ses engagements éthiques, le Groupe a appuyé la gouvernance de l'éthique sur une organisation dédiée et des éléments structurants.

Au sein du Secrétariat Général, la Direction Éthique et Compliance a pour mission d'intégrer les valeurs et l'éthique dans la stratégie, le management et les pratiques du Groupe. Elle anime un réseau de plus de 140 déontologues qui relaient sa mission au sein des branches et directions fonctionnelles. Le Compliance Committee, présidé par le Déontologue du Groupe, réunit les directeurs Audit, Juridique, Éthique et Compliance pour veiller à ce que le Groupe se conforme partout à ses propres règles éthiques et puisse détecter toute dérive. Impulsée et supervisée du plus haut niveau de l'entreprise, l'éthique repose toutefois sur un système de pilotage

managérial impliquant la totalité de la chaîne de management du Groupe. Les directeurs de branche ont nommé pour chacune d'elles un déontologue de branche choisi au sein de leurs comités exécutifs respectifs. Un dispositif de *compliance* articule des procédures de conformité, de reporting des incidents, d'audits et de management des risques éthiques. Les déontologues établissent chaque année un rapport faisant état de l'avancement et de l'organisation éthique de leur entité qui s'accompagne d'une lettre de conformité du manager. Le déontologue du Groupe établit sur cette base le rapport de conformité annuel de GDF SUEZ.

Le déontologue

Le déontologue participe à la définition des règles et des devoirs en matière d'éthique professionnelle et veille à leur respect dans l'entreprise. Il apporte aide et conseils à tout collaborateur qui s'interroge en matière d'éthique et contribue à l'identification de bonnes pratiques par sa participation au réseau des déontologues du Groupe. Il participe à la prévention des risques éthiques du Groupe par l'établissement du rapport de conformité de son entité.

Échanger et forger les valeurs communes

Le 3 mars 2009, GDF SUEZ a organisé le Forum des Valeurs afin de co-construire avec les salariés les valeurs de référence du Groupe. Cette journée a permis à tous les collaborateurs d'échanger, de discuter et de s'exprimer de façon interactive sur les valeurs qui les rassemblent. Au terme de ce dialogue multilingue de 18 heures, quatre valeurs ont été sélectionnées que le Groupe décline aujourd'hui en interne comme en externe.



Des relations avec les investisseurs dans la durée et dans l'échange

Au cours de l'année 2009, l'activité du service Relations Investisseurs a permis de rencontrer 424 institutions. Les rendez-vous avec les investisseurs institutionnels du Groupe se sont organisés essentiellement autour des périodes de présentation des résultats annuels et semestriels.

À ces occasions, la Direction Générale du Groupe et les équipes des Relations Investisseurs se sont déplacées sur les principales places financières en Europe (Paris, Londres, Francfort, Bruxelles, Édimbourg, Dublin et Genève) et aux États-Unis (New York, Boston, San Francisco et San Diego). Lors des 28 jours de *road show*, le Groupe a rencontré, en plus des actionnaires stratégiques, des actionnaires représentant à chaque fois plus de 20% du capital du Groupe – soit 40% du flottant – afin d'expliquer la stratégie et les résultats publiés.

Par ailleurs, le reste de l'année, en dehors des périodes de *black-out* qui ont précédé les publications de résultat, GDF SUEZ a rencontré les investisseurs dans le cadre de conférences, de *reverse road shows* ou de rendez-vous individuels. Cette première année complète du nouveau Groupe a donc été extrêmement riche en rencontres avec les principaux actionnaires.

Aux cinq Assemblées Générales de 2008 (Gaz de France, SUEZ puis GDF SUEZ) a succédé la première Assemblée Générale Ordinaire du nouveau Groupe qui a approuvé les comptes 2008 et le versement d'un dividende exceptionnel de 0,80 euro par

action, qui pouvait être perçu en titres en complément du dividende ordinaire de 1,40 euro par action. Cette offre a rencontré un succès certain puisque les actionnaires représentant 80% des titres ont marqué leur confiance dans la stratégie du Groupe en optant pour le paiement en titres. Au total, les actionnaires auront perçu 2,20 euros par action au titre de l'année 2008.

Dividende au titre de l'année 2009

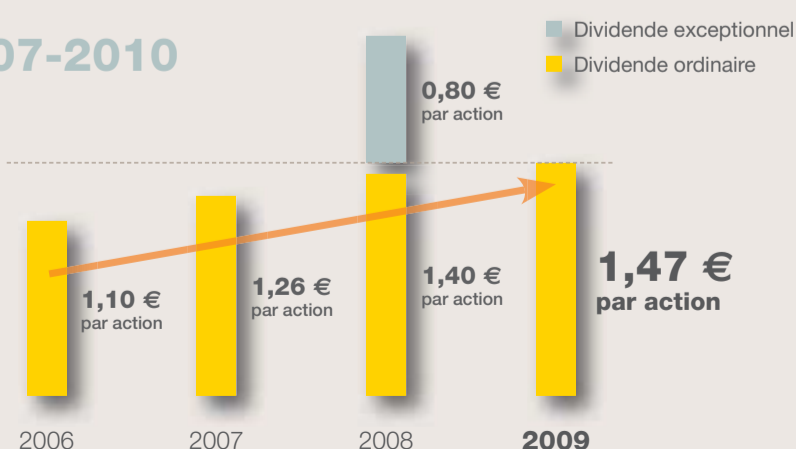
Le Conseil d'Administration propose lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 3 mai 2010 le paiement d'un dividende de 1,47 euro par action, en croissance de 5% par rapport au dividende 2008. Un acompte de 0,80 euro par action a été versé le 18 décembre 2009, le paiement du solde de 0,67 euro par action étant fixé au 10 mai 2010. Ce dividende est en ligne avec la politique annoncée avant la fusion qui prévoyait une croissance annuelle moyenne supérieure à 10% entre 2007 et 2010. Lors de la présentation des résultats annuels 2009, le Groupe a annoncé pour 2010 et 2011 un dividende supérieur ou égal à celui de l'année précédente*.

* Dividendes 2010 et 2011 payables respectivement en 2011 et 2012.

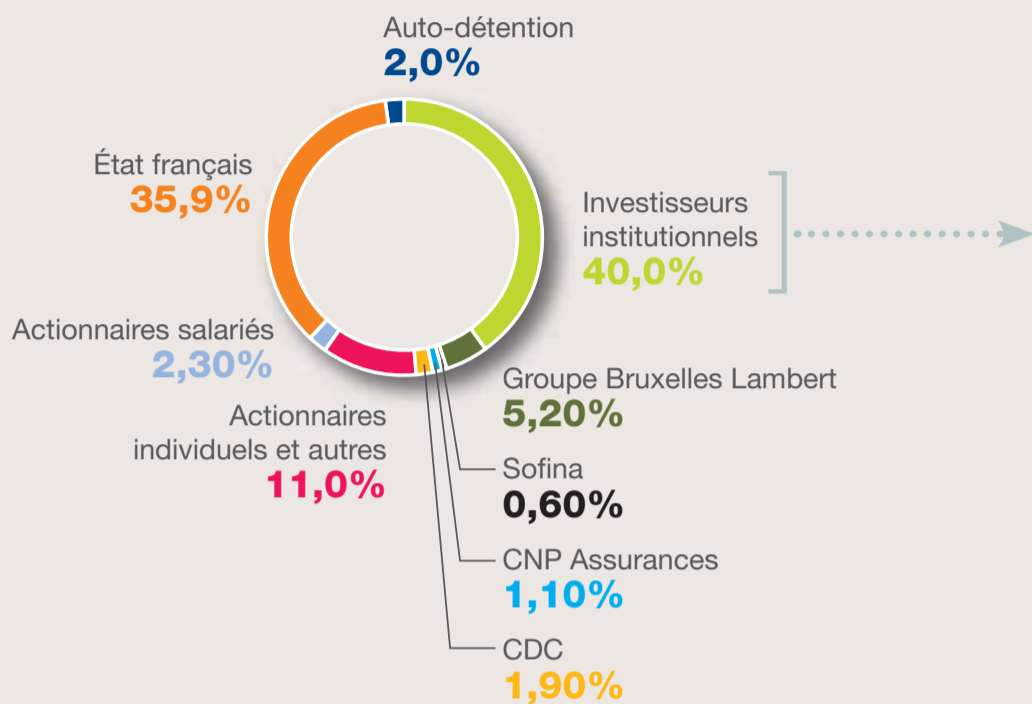
Évolution du dividende sur la période 2007-2010

+ 10,15% ↗

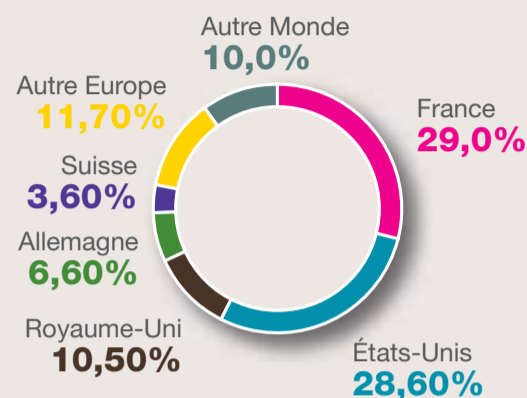
Le taux de croissance annuel moyen du dividende ordinaire par action sur 2007-2010 se situe dans la fourchette de 10% à 15% entre le dividende versé par Gaz de France en 2007 au titre de 2006 (1,10 euro par action) et le dividende versé en 2010 au titre de 2009, conformément aux engagements de GDF SUEZ.



Répartition du capital de GDF SUEZ par type d'actionnariat*

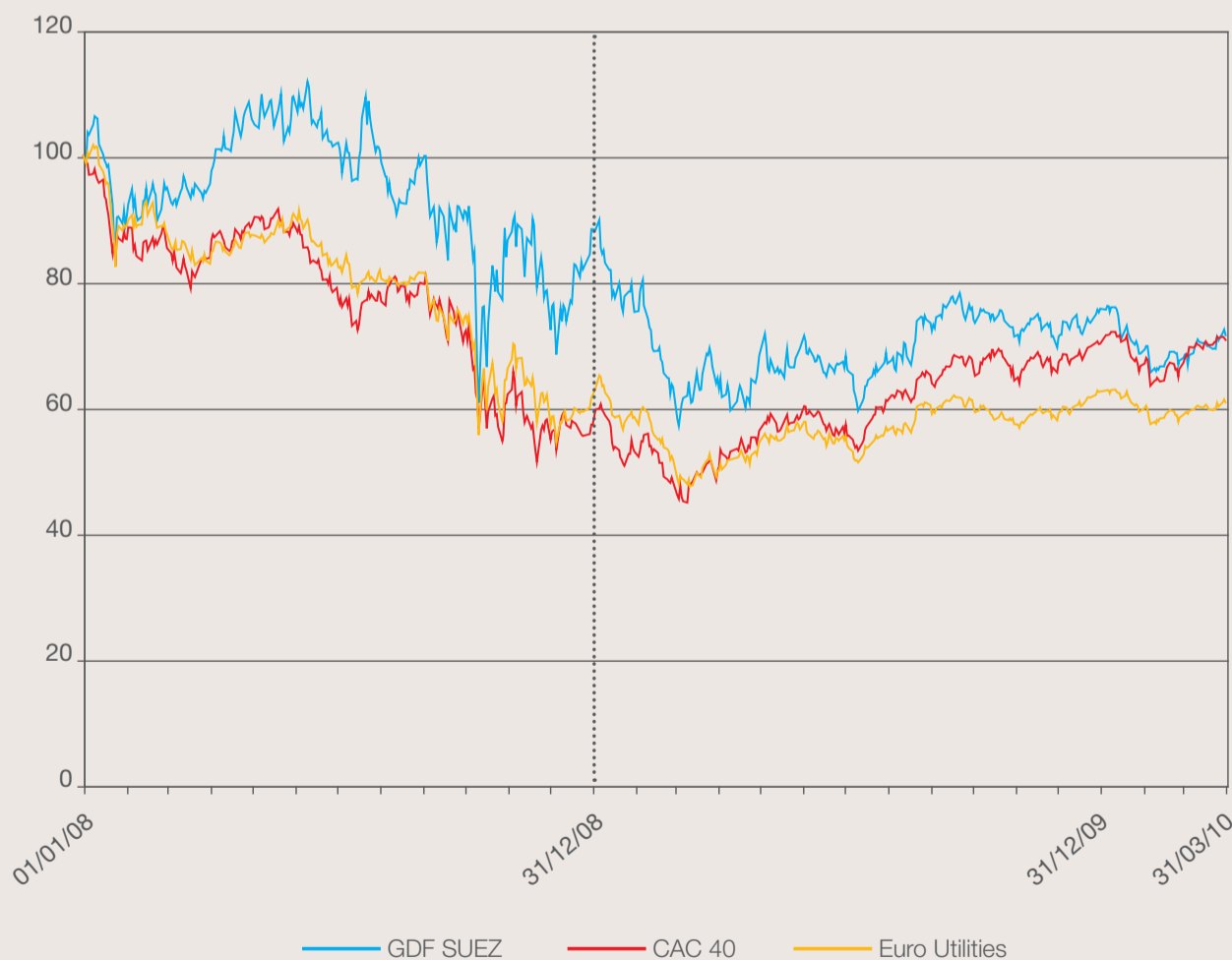


Répartition géographique de l'actionnariat institutionnel



* Au 31 décembre 2009.

Évolution du cours de bourse GDF SUEZ en 2008-2009



Fiche signalétique de l'action GDF SUEZ

- **Code ISIN :**
FR0010208488
- **Code mnémorique :**
GSZ
- **Nombre d'actions :**
2,26 milliards*
- **Capitalisation boursière :**
68,4 milliards d'euros*
- **Indices :**
CAC 40
BEL 20
DJ Stoxx 50
DJ Euro Stoxx 50
Euronext 100
FTSE Eurotop 100
MSCI Europe
ASPI Eurozone
ECPI Ethical Index EMU

* Au 31 décembre 2009.

Après avoir enregistré en 2008 la meilleure performance du CAC 40 et surperformé le DJ Euro Stoxx 50, l'action GDF SUEZ a sous-performé le CAC 40 et l'indice de référence en 2009. Dans un contexte marqué par la crise financière et en dépit de la confiance exprimée dans les perspectives du Groupe, l'orientation des investisseurs vers d'autres secteurs d'activité et les prises de bénéfice d'une des valeurs les plus liquides des indices ont entraîné ce recul en 2009.

Des relations renforcées

avec les actionnaires individuels

Un dispositif de communication complet, conçu pour être encore plus proche des attentes des actionnaires, une année d'échanges fructueux et de nombreuses rencontres : le bilan des échanges entre GDF SUEZ et ses actionnaires en 2009 se place sous le signe de la nouveauté et du dynamisme.

Les actionnaires individuels représentent 11% du capital de GDF SUEZ et les actionnaires salariés 2,3%. Les relations que le Groupe entretient avec eux répondent à trois grands objectifs : informer, écouter et rencontrer les actionnaires. Elles sont fondées sur de fortes exigences : qualité, fiabilité, réactivité, mais aussi cohérence et traçabilité des échanges et des actions.

Elles s'inscrivent désormais dans un dispositif complet qui a été entièrement refondu en 2009. Ce dispositif est multicanal, pour permettre aux actionnaires d'utiliser le mode de communication qu'ils préfèrent : téléphone, Internet, e-mail, courrier. Il comprend notamment :

- Une lettre des actionnaires à travers laquelle le Groupe apporte une information claire, adaptée et régulière à ses actionnaires. La version électronique (« e-Letter ») permet d'en savoir plus sur les sujets traités dans la lettre grâce à un accès direct au site Internet (informations complémentaires, vidéos, visites virtuelles de sites industriels...).
- Un espace dédié sur le site Internet du Groupe sur lequel les actionnaires peuvent consulter les informations clés (cours de bourse, Assemblée Générale, fiscalité, Guide de l'Actionnaire...) et s'inscrire aux événements proposés par le Club des Actionnaires.
- Un numéro de téléphone gratuit depuis un poste fixe, une adresse e-mail dédiée et une mise en contact *via* le site Internet pour poser des questions ou demander des informations complémentaires.
- Un Club des Actionnaires, créé pour favoriser les échanges et faire connaître les nombreuses facettes du Groupe : conférences sur les métiers, formations à la Bourse, activités sportives et culturelles en lien avec GDF SUEZ sont proposées au programme du Club.
- Un Comité Consultatif des Actionnaires particulièrement opérationnel et actif pour permettre une meilleure adéquation entre les attentes des actionnaires en matière de communication et les réponses apportées par le Groupe.



Randonnée en raquettes dans le sud-est de la France avec le Club des Actionnaires.

- Une présence au salon Actionaria à Paris.
- Des réunions avec les actionnaires à Paris et à Bruxelles ainsi que dans les régions françaises.

Dotée d'une organisation structurée et d'outils informatiques de pointe, l'équipe en charge des relations avec les actionnaires est ainsi en mesure de répondre aux attentes et de développer les contacts avec une population qui se caractérise à la fois par son importance (près d'1 million d'actionnaires individuels) et par son hétérogénéité (diversité d'âges et de taille de portefeuille d'actions).

Des enquêtes de satisfaction très positives

Fin 2009, le service Relations Actionnaires a lancé une première évaluation de ce dispositif auprès des 28 000 membres du Club des Actionnaires en France. Les résultats de cette enquête sont très positifs puisque 81% se sont déclarés satisfaits ou

très satisfaits du dispositif en place (97% si l'on exclut les actionnaires ne se prononçant pas). Des résultats de même niveau ont été atteints dans les enquêtes de satisfaction réalisées auprès des 10 000 membres du Club en Belgique.

Les axes d'amélioration qui ressortent de la consultation portent notamment sur le développement de thématiques extra-financières comme le développement durable et l'éthique. Les résultats complets sont disponibles sur le site Internet du Groupe dans la rubrique « Actionnaires ».

Le Comité Consultatif des Actionnaires

Constitué en 2009, le Comité Consultatif des Actionnaires (CCA) de GDF SUEZ compte 12 membres dont un actionnaire salarié, deux belges et 25% de femmes. Il est structuré en trois groupes de travail (Édition, Événements, Internet & N° Vert) afin d'être le plus opérationnel possible

pour une mise en œuvre optimale de la stratégie du Groupe en matière de relations avec ses actionnaires. Au cours de l'année 2009, il s'est réuni trois fois en rencontres plénières, et cinq fois en sous-groupe ou par le biais de réunions à distance *via* Internet (« web-conférences »). Ce nouveau mode de communication permet de travailler à distance en évitant les déplacements. Les travaux ont notamment porté sur l'évolution des outils de communication tels que la lettre des actionnaires et le site Internet afin de les mettre pleinement en adéquation avec les attentes des actionnaires.

Le CCA est renouvelé par tiers tous les ans. Chaque actionnaire peut se porter candidat, les nouveaux membres prenant leurs fonctions au moment de l'Assemblée Générale du Groupe. L'ensemble des travaux du CCA peuvent être consultés sur le site Internet du Groupe (rubrique « Actionnaires »).

Bilan des échanges de GDF SUEZ avec ses actionnaires en 2009*



Plus de 600 actionnaires ont assisté à la présentation de Gérard Mestrallet lors d'Actionaria 2009.

Une communication transparente

autour des critères sociaux et environnementaux

GDF SUEZ a publié pour la première fois en 2009 un document spécifique à destination des publics experts du développement durable. Intitulé « Développement Durable 2008-2009 », il met en lumière les axes stratégiques du Groupe et les objectifs qui définissent sa politique de développement durable.

S'inscrivant dans une démarche de transparence, le Groupe fait appel à des référentiels internationaux reconnus qui sont intégrés dans ses documents de communication (Rapport d'activité et développement durable, document à l'attention des « experts », Document de Référence) :

- la correspondance des indicateurs de performance environnementale du Groupe avec la loi française sur les

Nouvelles Régulations Économiques (NRE) et la *Global Reporting Initiative* (GRI) référencée à la fin du rapport dans le tableau de synthèse des performances environnementales ;

- le tableau de correspondance avec les principes du Pacte mondial des Nations Unies, dont GDF SUEZ est membre fondateur depuis 2000.

Indices de notation extra-financière

Le Groupe GDF SUEZ a été créé en 2008. Dès 2009, il a été intégré dans l'indice ASPI Eurozone® (*Advanced Sustainable Performance Indices*) qui est l'indice de référence européen des sociétés et investisseurs souhaitant s'engager en faveur du développement durable et de la responsabilité sociale des entreprises.

En décembre 2009, GDF SUEZ a intégré l'indice ESG italien ECPI Ethical Index EMU qui regroupe les 150 entreprises européennes les plus responsables. En janvier 2010, GDF SUEZ a été noté A par Innovest, leader mondial de l'analyse et de la notation sociale et environnementale, et figure dans le *Sustainability Yearbook 2010*, classement d'entreprises réalisé par l'agence de notation SAM, avec le statut « SAM bronze class ». GDF SUEZ se classe au quatrième rang des plus grandes compagnies énergétiques selon l'évaluation de « *Tomorrow's Value* ».



Centrale hydroélectrique de la SHEM sur le lac d'Artouste dans les Pyrénées.

Investissement socialement responsable

Les performances environnementales et sociales des entreprises sont aujourd'hui un critère d'appréciation non négligeable tant pour les investisseurs institutionnels classiques qui complètent leur approche financière par une évaluation des considérations environnementales et sociétales que pour les investisseurs qui se définissent comme socialement responsables. GDF SUEZ est très souvent interrogé sur les sujets ISR et s'attache à y apporter des réponses individuelles et adaptées tout en maintenant un accès équitable à ces informations.

À cette fin, les Directions du Développement Durable et de la Communication Financière travaillent en parfaite collaboration pour renseigner ces parties prenantes. Au cours de l'année 2009, GDF SUEZ a rencontré 13 investisseurs ISR en *one on one* et est intervenu lors d'une présentation à la « Carbon Conference » organisée par Cheuvreux à Paris.

Le Groupe reste à la disposition de ses interlocuteurs notamment pour approfondir certains aspects de notre stratégie de développement durable au cours de réunions ou de visites de sites. GDF SUEZ a été promoteur et acteur des six dialogues entreprises/investisseurs conduits conjointement par le WBCSD et le PNUE FI en vue de développer une vision commune de l'évaluation de la performance extra-financière des entreprises. Un guide pratique permettant d'appréhender la valeur durable créée par les facteurs environnementaux sociaux et de gouvernance devrait être publié en 2010 par ces deux organismes.



« Le défi à relever est de toute évidence colossal. »

Martin Young,
Directeur exécutif, European Utilities Research, Nomura

Au cours de ces 10 dernières années, les questions environnementales sont devenues rapidement un sujet de préoccupation majeure et ont graduellement façonné les stratégies des entreprises, notamment dans le secteur de l'énergie et de l'environnement.

L'Union Européenne s'est placée aux avant-postes de la lutte contre le réchauffement climatique mondial au travers d'une série d'objectifs à atteindre d'ici à 2020, regroupés dans son plan baptisé « 20-20-20 », à savoir : une augmentation de 20% de l'efficacité énergétique, une réduction de 20% des émissions de gaz à effet de serre et une contribution énergétique des énergies renouvelables portée à 20%. Elle s'est de plus engagée à se fixer des objectifs encore plus ambitieux, soit une réduction de 30% des émissions de CO₂ d'ici à 2030 et de 60 à 80% d'ici à 2050, pour autant que la communauté internationale lui apporte son soutien. Compte tenu du fait que, sur la période allant de 2007 à 2030, l'Agence Internationale de l'Énergie prévoit un taux de croissance annuel composé de la demande d'énergie primaire de 1,5% et un taux annuel encore plus élevé de 2,5% pour la progression de la consommation d'électricité, il va falloir décarboner progressivement la production d'électricité.

Des progrès sont déjà en cours. L'éolien on-shore est devenu progressivement un axe de développement majeur et dans certains

pays on assiste à un recentrage vers l'éolien offshore qui promet d'être un secteur en forte croissance au cours des 20 prochaines années. Le nucléaire mobilise également à nouveau les attentions et traverse une phase de renaissance au niveau mondial, notamment en Asie et plus particulièrement en Chine, où le nombre de nouvelles centrales sera le plus élevé, les pays occidentaux envisageant quant à eux à la fois de construire de nouvelles centrales et d'approuver la prolongation de l'exploitation de celles déjà en fonction. D'un autre côté, les techniques de captage et de stockage du carbone ont encore des progrès à accomplir avant de pouvoir être commercialisées et c'est un domaine dans lequel il est nécessaire de pousser les travaux de recherche et de développement déjà en cours. Une chose est sûre cependant : l'énergie à l'avenir coûtera plus cher. Il faudra peut-être aussi revoir les mécanismes de fixation des prix et il est bien possible qu'on assiste à une plus grande implication des pays sur le plan politique.

La question de l'eau et des déchets occupe également de plus en plus le devant de la scène. La poursuite du développement urbain ne faiblit en effet pas : chaque mois, la population urbaine dans le monde s'accroît de l'équivalent de la population d'une ville comme Madrid et, en 2008, elle a été pour la première fois supérieure à la population rurale. Cette évolution démographique constitue un défi important en termes d'infrastructures, notamment dans le domaine de l'approvisionnement en eau, de la mise en œuvre de systèmes d'assainissement appropriés et du traitement des déchets.

Des investissements seront donc nécessaires, les systèmes de dessalement connaîtront probablement un développement important dans la mesure où 98% de l'eau sur terre est salée. La réutilisation et le recyclage de l'eau connaîtront également un fort développement et d'autres mesures seront prises pour limiter la quantité de déchets produite par l'industrie et les ménages. Comme dans le cas de l'électricité, cela aura un coût et, alors que, dans les pays développés il est probable que les habitants verront leurs factures augmenter, il est essentiel de faire en sorte que dans les pays moins développés l'accès à l'eau demeure abordable compte tenu du caractère vital de cette ressource. Il faudra mettre en place des structures de financement et de fixation des prix appropriées, en faisant éventuellement appel à des processus de subventionnement croisé ou à l'aide au développement international.

Pour les entreprises impliquées dans la fourniture d'infrastructures, que ce soit dans le domaine de l'électricité, du gaz, de l'eau ou des déchets, le défi à relever est de toute évidence colossal. Il est possible que la crise financière mondiale ait entraîné une contraction de la demande à court terme, certains préférant réduire leurs investissements, par choix ou par nécessité. Cependant, les perspectives à long terme laissent entrevoir une progression des investissements en faveur de l'environnement. Ceux dont les bilans sont solides et dont la gestion s'inscrit dans une vision à long terme semblent être les mieux placés pour occuper les premières places dans ce monde devenu « plus vert ».





ENJEUX ET STRATÉGIE

De grands enjeux énergétiques et environnementaux	p. 30
Imaginer et réaliser la ville de demain	p. 34
Un modèle industriel solide et performant	p. 36
Une politique commerciale dynamique et proactive	p. 40
Innovation et R&D : huit programmes pour demain	p. 42

De grands enjeux énergétiques et environnementaux

Ses métiers et sa position de leader mondial placent GDF SUEZ au cœur des grands enjeux énergétiques et environnementaux. Le Groupe est confronté à la nécessité d'innover en permanence pour répondre à trois principaux défis : la sécurité d'approvisionnement, la compétitivité et le réchauffement climatique.

Sécuriser l'approvisionnement en ressources énergétiques est un enjeu fondamental pour garantir l'équilibre des marchés sur le long terme. Dans un contexte de raréfaction des ressources fossiles et de croissance continue de la demande mondiale d'énergie, ainsi que de défis technologiques et climatiques, il est nécessaire de promouvoir les projets appropriés visant à assurer une fourniture d'énergie stable, sûre et continue.

Le défi de compétitivité est lié à la globalisation des marchés, à la volatilité accrue des prix de l'énergie, au surcoût encore important de la plupart des énergies renouvelables ainsi que du nombre de solutions d'efficacité énergétique, mais aussi aux liens croissants entre les industries énergétiques, l'environnement, les nouvelles technologies et les marchés financiers. Il implique des investissements élevés mais intelligents, soutenus par une vision stratégique solide et ambitieuse, répondant aux besoins des marchés, aux exigences des investisseurs financiers, et aux défis d'une concurrence mondiale qui s'intensifie.

La lutte contre le réchauffement climatique est un enjeu majeur au niveau mondial. Elle nécessitera de produire une énergie

moins carbonée et de la consommer de manière plus raisonnée. Le scénario alternatif de l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE)⁽¹⁾, visant à maintenir le réchauffement climatique à la limite cruciale de + 2° C à long terme, présente les efforts à faire par rapport à un scénario de référence « *business as usual* » en matière de maîtrise de la demande, de développement du nucléaire et des énergies renouvelables ou encore de capture et de stockage du CO₂. De nombreuses solutions énergétiques et environnementales innovantes doivent être développées afin de répondre aux défis de demain, de manière sécurisée, durable et compétitive.

Chaque énergie doit donc être utilisée au mieux, en tenant compte de ces trois critères, dans le cadre d'un mix équilibré, dans un contexte en profonde mutation liée à la libéralisation et à l'intégration des marchés. Il faut une vision globale dans les secteurs de l'énergie et de l'environnement, adossée à un portefeuille solide et diversifié, pour répondre aux besoins des clients en proposant des solutions adaptées et durables. Par exemple, l'électricité pourrait être utilisée afin d'accroître le rendement dans les transports, sous réserve de répondre à cette demande par un mix de production peu carboné et fiable. Dans le scénario alternatif de l'AIE, la demande finale en



Ville norvégienne de Stavanger, siège de GDF SUEZ E&P Norge.

électricité augmente de 55% en 2030 par rapport à 2007, et la demande d'énergies renouvelables et nucléaire s'accroît sur la même période de 38% par rapport au scénario de référence.

Par sa souplesse d'utilisation et l'atout que lui confèrent sa capacité à être stocké, sa compétitivité et ses performances énergétiques, le gaz naturel est quant à lui parfaitement adapté à des usages thermiques des bâtiments ainsi qu'à certains process industriels, en substitution au fioul et au charbon. Il est également pertinent pour couvrir des besoins de flexibilité croissants dans la production d'électricité et dans la consommation finale d'énergie. L'AIE prévoit que, même dans un scénario très sobre en carbone, le gaz naturel jouera un rôle incontournable dans la fourniture d'énergie mondiale, avec une part qui restera stable à 20% en 2030, avec un taux de croissance annuel moyen de 0,7%.

Les énergies renouvelables forment le complément indispensable de ce bouquet, et doivent être envisagées en fonction de leur potentiel sur le long terme et de leur contribution à la diminution des impacts environnementaux. Elles représentent aujourd'hui 15% de la production électrique en Europe. Au plan mondial, elles pourraient fournir, dans un avenir engagé dans la réduction des émissions de CO₂, près de 22% des énergies primaires en 2030, selon le scénario alternatif de l'AIE.

La crise financière et ses conséquences

Le monde a connu en 2008-2009 la pire crise économique et financière de son histoire depuis le krach de 1929. Pour ce qui concerne le

secteur énergétique, les impacts à court terme sont multiples : chute des prix, ralentissement de la croissance de la demande, décalage des besoins en investissements, renforcement de la difficulté d'accès au crédit.

Mais la crise a aussi livré ses enseignements. Elle a ainsi accéléré la prise de conscience que les problèmes globaux ne trouveront de solutions qu'à travers une régulation mondiale des marchés bien organisée ; et, pour ce qui concerne GDF SUEZ, prouvé la solidité de son modèle, renforcé par le rapprochement de savoir-faire et de ressources essentiels.

Les nouveaux défis climatiques des marchés énergétiques

Les négociations internationales sur le climat sont cruciales pour l'avenir des marchés énergétiques. Malgré le dialogue inachevé à Copenhague, elles devraient permettre la conclusion d'un accord international à la fois consensuel et ambitieux. Même s'il peut être long à mettre en place, un tel accord international est indispensable :

- d'un point de vue scientifique : limiter l'augmentation des températures en 2050 à un niveau où les conséquences seraient maîtrisables – soit + 2° – implique que les émissions commencent à décroître dès 2020 au niveau mondial. Il faut donc des engagements d'actions significatifs et rapides.
- d'un point de vue politique : un consensus des États sur de grandes orientations permettrait aux négociateurs de finaliser les détails courant 2010 afin que le nouvel accord puisse entrer en vigueur dès janvier 2013, pour prendre le relais du protocole de Kyoto qui arrive à échéance fin 2012.

Cet accord international devrait être l'acte fondateur d'un nouveau modèle de développement durable sobre en carbone, ce qui implique nécessairement des changements notables. Il doit en outre jeter les bases d'une coopération mondiale contribuant à la croissance et au développement durable de tous les pays, et intégrant notamment une nouvelle architecture économique et financière.

Malgré les difficultés actuelles à bâtir un cadre réglementaire ambitieux au niveau international, une tendance lourde guide les choix stratégiques d'un groupe comme GDF SUEZ et pourrait peser en faveur d'un engagement politique fort dans l'avenir : c'est le pouvoir des citoyens de choisir ceux qui leur offrent un avenir durable. Construire des avantages compétitifs aujourd'hui dans les énergies propres, dans la fourniture efficace d'eau, dans l'économie circulaire, c'est poser les fondements d'une présence forte sur les marchés de demain, et assurer le développement profitable et durable de l'entreprise sur le long terme.

3,3% est le taux de croissance annuel des EnR estimé par l'AIE sur la période 2007-2030.

La politique européenne

Afin de répondre aux défis majeurs posés par l'énergie et les changements climatiques, l'Europe s'est fixé des objectifs environnementaux et énergétiques très

(1) World Energy Outlook 2009.



ambitieux. Notamment, l'adoption en 2009 du Paquet Énergie-Climat détermine les orientations de la politique européenne dans la lutte contre les changements climatiques jusqu'en 2020 et établit plusieurs objectifs contraignants à cet horizon : la réduction de 20% des émissions de gaz à effet de serre (GES) par rapport aux niveaux de 1990) et une part de 20% de l'énergie finale consommée provenant d'énergies renouvelables.

Le Paquet Énergie-Climat regroupe plusieurs textes législatifs, notamment :

La directive sur l'utilisation des énergies renouvelables (EnR) fixe un objectif de 20% de consommation d'énergies renouvelables d'ici à 2020, objectif réparti entre les États membres, dont un objectif commun de 10% d'EnR dans les transports. Chaque État membre doit établir avant juin 2010 un plan d'action national détaillant la façon dont il compte atteindre son objectif national, notamment la répartition envisagée entre l'électricité, le chauffage et les transports. L'application de cette directive aura des impacts significatifs notamment sur la production d'électricité (~34% d'énergies renouvelables dans la consommation énergétique finale au niveau européen), avec une pénétration accrue des EnR dans les réseaux énergétiques, les bâtiments et la production décentralisée. La directive prévoit également des mécanismes de flexibilité entre les États membres leur permettant de conduire des projets EnR communs ou encore de procéder à des transferts statistiques d'unités vertes de façon à permettre à certains d'entre eux ayant peu de

La directive ETS prévoit - 21% d'émissions en 2020 par rapport à 2005.

potentiels EnR de remplir leurs objectifs et aux autres de les valoriser. Il est encore aujourd'hui difficile d'avoir une vision claire de l'utilisation que les États membres feront de ces mécanismes.

La directive sur le système européen d'échange de quotas pour la période 2013-2020 : le système européen d'échange de quotas d'émissions de GES (EU-ETS) entrera dans sa troisième phase le 1^{er} janvier 2013. Dans ce cadre, les secteurs concernés devront avoir réduit leurs émissions de 21% en 2020 par rapport à 2005. La directive ETS prévoit notamment que dès 2013, une partie des quotas sera allouée *via* des mises aux enchères (100% de quotas payants dès 2013 pour le secteur électrique). Le marché européen du carbone deviendra l'un des plus importants sur la scène internationale. De nombreux textes d'application de cette directive doivent encore être produits par la Commission dans les années à venir. À ces incertitudes s'ajoutent celle liée aux négociations sur l'accord international succédant au Protocole de Kyoto dont le succès conditionne notamment le passage d'un objectif européen de réduction de

20% des émissions de GES à un objectif de - 30% d'ici à 2020.

La directive sur le captage et le stockage de CO₂ (CSC) fixe un cadre légal pour le déploiement des installations de CSC dans les États membres. S'y ajoutent les dispositions de la directive prévoyant que 300 millions de quotas de CO₂ devront être alloués au cofinancement de projets de démonstration CSC et EnR innovants.

Par ailleurs, la directive sur la performance énergétique des bâtiments de 2002 a été révisée en 2009, la Commission ayant estimé que les mesures européennes minimales actuelles n'étaient pas assez ambitieuses (utilisation des équipements les plus performants, promotion des bâtiments faiblement consommateurs d'énergie, etc.). Un compromis politique a été atteint fin 2009 et la directive EU-ETS révisée devrait être formellement adoptée au cours du premier semestre 2010.

Le marché français – le rôle fondateur du Grenelle de l'Environnement

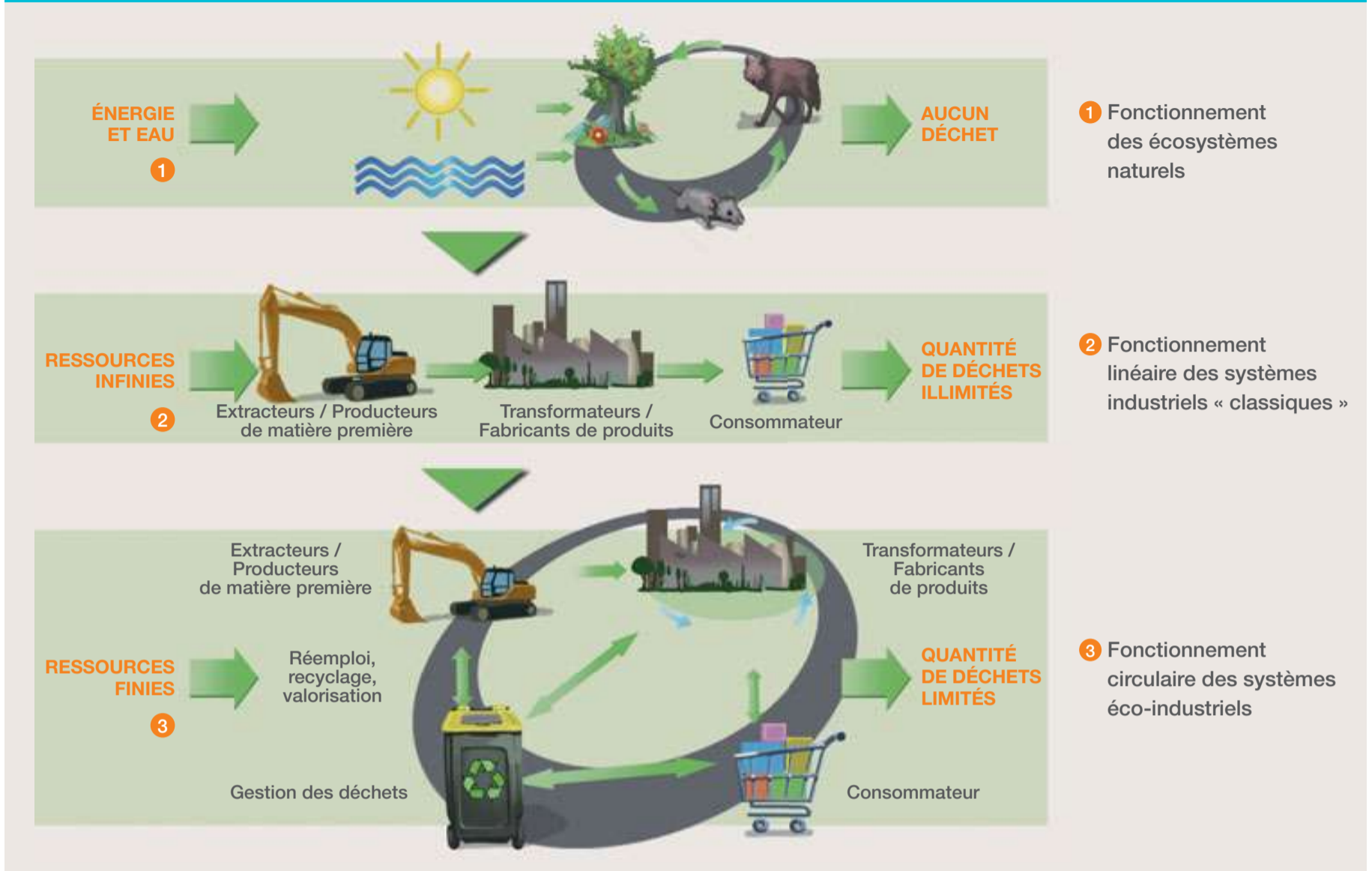
En 2007, le Grenelle de l'Environnement a réuni pour la première fois l'État et les représentants de la société civile afin de définir des engagements en faveur de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables.

La loi du 3 août 2009, dite Grenelle I, fixe le cadre d'action et les objectifs de sa mise en œuvre, avec les moyens juridiques, économiques et techniques s'y rapportant.



Barrage de la Compagnie Nationale du Rhône près de Valence, dans le sud de la France.

De l'économie linéaire à l'économie circulaire



La démarche est un formidable levier de relance économique et d'orientation durable de la croissance future en France. L'application des mesures du Grenelle, en plus des mesures déjà existantes, conduirait à une baisse de 25% de la consommation d'énergie thermique, et à une réduction de 24% des émissions de GES à l'horizon 2020. Au-delà de ces chiffres, le Grenelle vise à un véritable changement de trajectoire de l'économie nationale.

L'économie circulaire : d'une économie de volume à une économie de valeur

Dans un monde où les ressources naturelles ne sont pas inépuisables, l'avènement d'un développement plus durable suppose une utilisation rationnelle de ces ressources : moins de gaspillage sur le cycle de production, plus de nouvelles ressources, sous forme de matières ou d'énergie, extraites des déchets et des produits en fin de vie.

Ce processus, qui s'applique assez naturellement aux biens matériels de consommation ou d'équipement durables ou semi-durables, convient aussi pour un

bien naturel comme l'eau. Celle-ci n'est pas une ressource épuisable, mais sa répartition à l'échelle du globe est inégale, des régions sont sous pression hydrique, et elle est requise pour de nombreux usages (domestique, agricole et industriel) : il est important de ne pas gaspiller un bien aussi précieux.

Les enjeux liés aux matières premières et énergies fossiles, et à l'énergie sont tout aussi cruciaux : réinventer un modèle moins consommateur en ressources finies est indispensable pour éviter un épuisement des matières sur lesquelles repose le développement des États et des populations.

Les États prennent conscience de l'importance de passer d'une économie de volume à une économie de valeur, mais le temps presse. Avec une population qui atteindra 9 milliards de personnes en 2050 et 40% de la population qui sera située en région de stress hydrique à horizon 2040, il faut agir.

GDF SUEZ, entreprise dépositaire d'un savoir-faire précieux dans les métiers de l'eau et des déchets, se doit d'accompagner la mise en œuvre d'une économie circulaire qui est, de fait, moins gourmande en ressources

naturelles. La mission du Groupe est double, gérer les ressources qui lui sont confiées et mettre en place un modèle de développement pérenne, mais aussi économiquement et socialement acceptable.

GDF SUEZ conçoit et emploie des solutions de gestion raisonnée des ressources, pour éviter leur surexploitation. Et prépare ainsi le passage progressif :

- d'une **économie linéaire**, qui épuise les ressources et produit des déchets sans contrôler ni les flux, ni les rejets ;
- à une **économie circulaire**, qui prône au contraire la maîtrise de tous les flux afin qu'ils reproduisent le fonctionnement quasi cyclique des écosystèmes.

L'économie circulaire limite ainsi le gaspillage des ressources et permet une autre croissance, plus **éco-responsable**.

Cette politique vise notamment à :

- optimiser le taux de recyclage et de valorisation des déchets ;
- augmenter les rendements techniques des réseaux d'eau potable et réduire les fuites afin d'éviter le gaspillage d'une ressource précieuse.

Imaginer et réaliser la ville de demain

La ville de demain inscrit l'aménagement urbain durable et l'amélioration du cadre de vie au cœur de ses préoccupations. Les solutions mises en œuvre par GDF SUEZ répondent à ces enjeux, en adaptant les techniques au contexte et aux besoins des collectivités.

Aujourd'hui, 3,3 milliards de personnes, soit près de la moitié de la population mondiale, vivent dans des zones urbaines. Elles seront près de 5 milliards en 2030 et près de 7 milliards en 2050. Cet accroissement démographique conjugué à la lutte contre le changement climatique et à la nécessaire optimisation des ressources oblige à reconsidérer les formes urbaines. Plates-formes de consommations et d'émissions, les mégapoles sont au cœur des grands enjeux mondiaux.

Ville durable, lieu de vie, de travail et de citoyenneté

Les valeurs d'une ville durable sont liées à sa capacité d'adaptation et de transformation dans le temps, à sa haute qualité d'usage et de vie, à son attractivité économique, à sa capacité à générer de l'emploi et en assurer l'ancrage local, à la fluidité de ses réseaux, à sa sécurité et à son partage des espaces. Le Groupe s'attache à mettre ces valeurs en œuvre en portant sa réflexion le plus en amont possible des grands projets urbains. En conjuguant l'écoute à une vision partagée des enjeux, il noue des partenariats adaptés et efficaces avec les États et les collectivités territoriales

pour les accompagner dans la mise en œuvre de leur stratégie de développement. À travers une organisation adaptée, il développe des solutions pour une gestion intégrée de villes respectueuses de l'environnement, où il fait bon vivre et travailler.

GDF SUEZ concentre ses activités sur la conception de grands projets énergétiques, les aménagements urbains et les services essentiels aux populations : électricité, gaz naturel, services à l'énergie, eau et propreté. Sa forte implication dans la recherche et l'innovation fait que chaque réalisation marque une avancée dans la sécurisation de l'approvisionnement, la gestion de la réversibilité des solutions, l'amélioration des performances et le contrôle de l'impact environnemental.

Le Groupe intervient dans le monde entier pour donner corps au schéma vertueux de la ville durable. En Europe, il est le partenaire privilégié des développeurs de villes nouvelles et des gestionnaires d'éco-quartiers. En Chine et au Moyen-Orient, il est présent pour accompagner l'essor rapide des très grandes villes nouvelles. En témoigne notamment le développement en partenariat avec Qatari Diar et Barwar de Marafeq, la première société *multi-utilities* de la région qui interviendra dans le projet « Energy City Qatar », à Lusail.

Exemples de réalisations

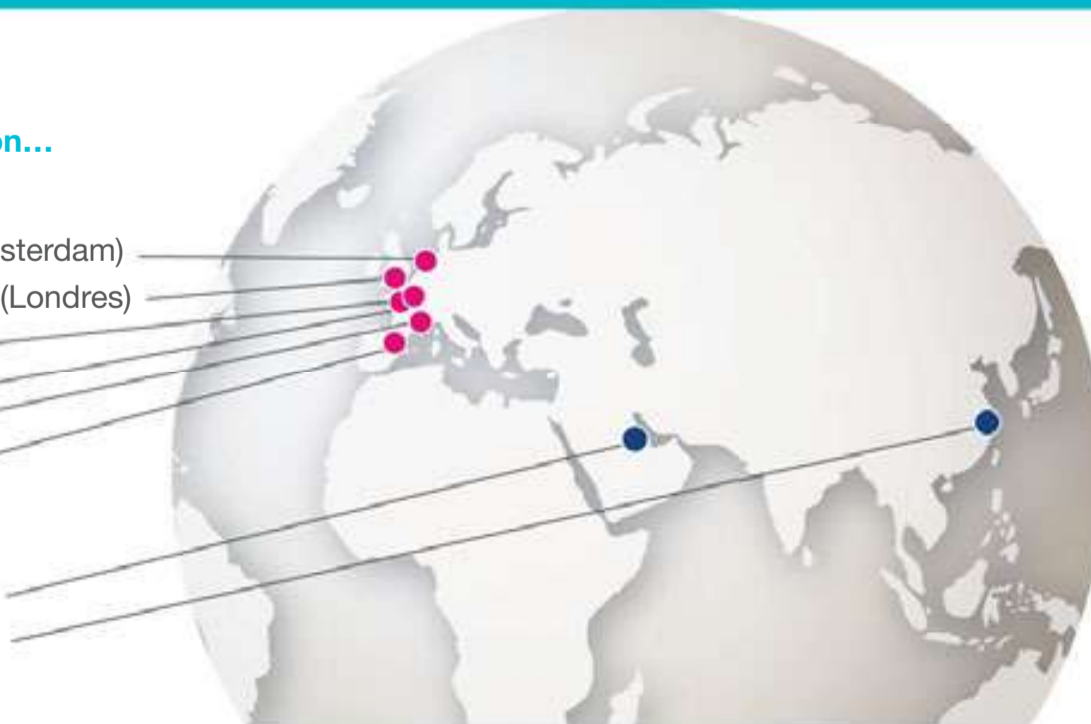
GDF SUEZ a été choisi pour participer à la conception...

→ D'éco-quartiers :

- Overhoeks & Mahler 4 (Amsterdam)
- Jeux Olympiques de 2012 (Londres)
- Limeil Brevannes
- Caudebec-lès-Elbeuf
- Manosque
- Barcelona 22

→ De villes nouvelles :

- Plusieurs projets au Qatar
- Tianjin (Chine)



6 priorités pour une ville durable

Implémenter les services dont la cohérence et la complémentarité contribuent à un fonctionnement vertueux. Cette orientation est définie par les six priorités définies par GDF SUEZ pour une ville durable :

1. Construire la ville avec ses habitants et ses parties prenantes.
2. Porter une attention particulière au contact et lien social.
3. Favoriser l'économie circulaire – par le recyclage, les économies d'énergie et de ressources.
4. Favoriser l'économie de fonctionnalité – de la propriété à l'usage optimal du bien.
5. Développer les synergies entre nos métiers en les adaptant au contexte local en favorisant l'ancrage local.
6. Rendre visible la performance pour progresser.



Design urbain : un savoir-faire structurant et à forte valeur ajoutée

De plus en plus, GDF SUEZ intervient en amont des projets d'aménagements urbains, au stade du schéma directeur ou du diagnostic. Chercher des solutions pérennes et travailler sur des logiques transversales permet de mutualiser les techniques, de réduire les coûts et d'économiser les ressources.

La première étape concerne l'évaluation du contexte et l'analyse.

L'objectif est ensuite de concevoir les voies qui structurent l'espace et déterminent les réseaux. Une phase qui permet d'optimiser simultanément tous les paramètres par des couplages entre les différents flux et des connexions entre les systèmes.

À ce stade initial, l'écoute et la concertation sont au cœur des démarches conduites

par GDF SUEZ. Parce que la ville durable est aussi une ville citoyenne, la prise en compte des attentes des habitants est un point essentiel de la conception des projets.

De l'amont à l'aval : une expertise complète, reconnue dans le monde entier

Pour mieux répondre aux besoins de ses clients, le Groupe conseille une démarche par solutions plutôt qu'une approche par métiers. Un choix qui lui permet d'engager sa responsabilité pour la conception, l'ingénierie, la réalisation et l'exploitation :

- optimisation économique et environnementale du mix énergétique,
- optimisation des réseaux,
- économie circulaire par la réutilisation des ressources.

Chaque autorité locale ayant des attentes spécifiques, GDF SUEZ propose l'élaboration de montages financiers adaptés et un travail en partenariat. Ses engagements s'inscrivent dans une vision intégrée de long terme, qui sécurise les options prises et garantit la cohérence globale du service.

Projets sans CO₂

Produire une énergie accessible au plus grand nombre, l'utiliser plus rationnellement et avoir une consommation plus respectueuse de l'environnement : ces exigences ont conduit GDF SUEZ à s'impliquer dans des projets pilotes de villes nouvelles et d'éco-quartiers à émission de CO₂ faible, voire nulle. Le Groupe propose ses outils performants et ses expertises pour la conception et la réalisation de villes propres et intelligentes.

« Meilleure ville, meilleure vie »

C'est ce thème ambitieux qu'a choisi Shanghai pour l'exposition universelle qui se tiendra du 1^{er} mai au 31 octobre 2010. À la mesure de l'Empire du Milieu, c'est la plus grande jamais organisée depuis la création du concept, en 1855 : plus de 200 pays participants, un site de plus de 15 hectares, 70 à 100 millions de visiteurs attendus... Une envergure emblématique de la mutation aussi profonde que spectaculaire qu'a connue Shanghai en quelques années seulement.

Le Groupe est partenaire du Pavillon français, auquel il apporte notamment un soutien inédit : un mécénat de compétences à travers sa filiale ETC, spécialiste reconnue de la mise en images et en lumière des bâtiments. GDF SUEZ est également partie prenante des Pavillons de Paris-Île-de-France, de la Belgique et de l'Union Européenne.

Ce rendez-vous essentiel constitue pour GDF SUEZ une occasion privilégiée de montrer l'importance de sa présence en Chine, pays où il est présent depuis plus de 30 ans et où il emploie aujourd'hui environ 7 000 personnes. Il y a créé 28 joint-ventures et alimente en eau 11 millions d'habitants. Il se développe aujourd'hui dans l'énergie à travers sa participation dans les centrales de Macao et de Zhanjiang, la gestion des réseaux urbains de chaleur et de froid de Chongqing, ou encore sa participation dans BUGET, société d'ingénierie active dans le gaz naturel, créée en partenariat avec Beijing Group.

Un modèle industriel solide et performant

Dans un contexte mondialisé, c'est une nécessité vitale de sans cesse renouveler ses avantages concurrentiels. GDF SUEZ fonde sa stratégie de croissance sur un modèle industriel solide et performant, associant un mix énergétique flexible et faiblement émetteur et un développement international maîtrisé.

Peu de secteurs sont aussi prometteurs, et porteurs d'avenir et de défis que ceux de l'énergie et de l'environnement, domaines fondamentalement utiles à l'Homme pour lui apporter chaque jour eau, lumière, chaleur, propreté. Ces perspectives et cette dimension d'utilité publique sont des points d'appui essentiels pour GDF SUEZ, qui combine plusieurs atouts puissants pour sécuriser sa croissance :

- **une offre qui repose sur un mix énergétique flexible et équilibré**, l'un des plus efficaces et des moins carbonés d'Europe, combinant plusieurs sources d'énergie : les énergies renouvelables comme l'hydraulique, l'éolien, la biomasse et l'énergie solaire, ainsi que le gaz naturel, énergie fossile la moins carbonée, et le nucléaire ;
- **une position double de grand énergéticien et d'opérateur majeur des métiers de l'environnement**, leader mondial dans quatre activités de premier plan :
 - dans le gaz naturel liquéfié (GNL), le Groupe est le troisième importateur mondial, leader sur le bassin atlantique⁽¹⁾ et le deuxième opérateur de terminaux méthaniers en Europe ;
 - dans la production indépendante d'électricité sur des zones clés à forte croissance, le Groupe est le premier producteur indépendant au Brésil et dans les pays du Golfe⁽²⁾ ;

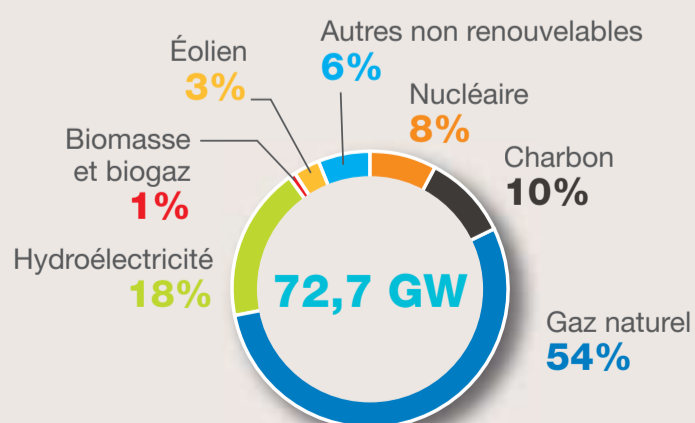
- dans les services à l'énergie, le Groupe est le premier fournisseur de services d'efficacité énergétique et environnementale en Europe, position déterminante au moment où l'efficacité énergétique est le maître mot de la plupart des plans de relance ;
- dans les services à l'environnement, le Groupe est le deuxième fournisseur aux collectivités et aux industriels au niveau mondial.

- **une organisation qui repose sur une complémentarité industrielle et géographique**, avec un positionnement équilibré dans les différents métiers et une présence dans des régions soumises à des cycles différents.

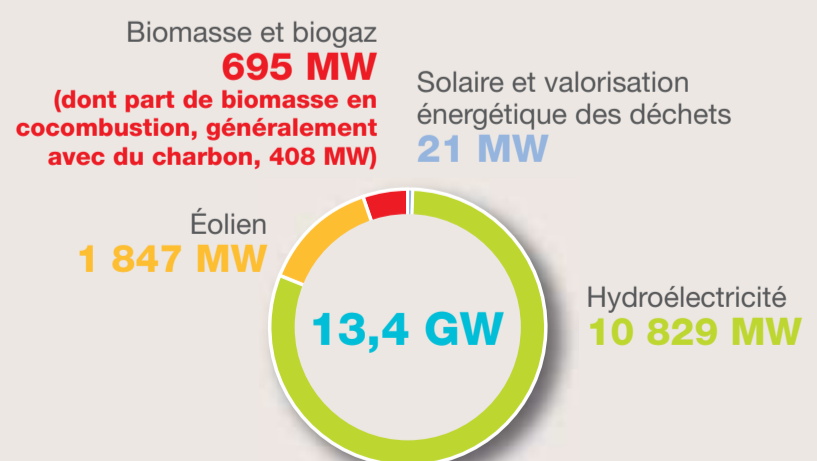
Un partenaire énergétique global

Un grand opérateur doit apporter les réponses aux enjeux du présent mais aussi, aujourd'hui plus que jamais, à ceux du futur. Si le charbon fut au cœur de la révolution industrielle du XIX^e siècle, et le pétrole l'énergie qui a accompagné les progrès du XX^e siècle, le XXI^e siècle appelle quant à lui une véritable révolution énergétique : celle d'un mix où toutes les énergies ont leur place pourvu qu'elles conjuguent efficacité et faibles émissions.

Répartition des capacités installées par technologie*



Capacités en énergies renouvelables*



* Tenant compte de 100% des actifs détenus par le Groupe au 31 décembre 2009, quel que soit le taux réel de détention.

GDF SUEZ est un partenaire énergétique global qui apporte un éventail de compétences en matière d'électricité, de gaz naturel, de gestion des émissions de CO₂ et de services énergétiques associés. Le Groupe recherche un mix énergétique équilibré, comprenant notamment l'énergie nucléaire tout comme les énergies renouvelables et le gaz naturel, qui permette de garantir dans la durée la fourniture d'électricité à un prix compétitif, et de contribuer à la limitation des rejets de gaz à effet de serre (GES).

GDF SUEZ dispose d'une solide réputation en matière de développement et de gestion d'importants projets énergétiques dans le monde entier et possède une connaissance approfondie des différents modèles de marché ainsi qu'une large expérience de tous types d'installations de production électrique comme le cycle combiné, les renouvelables, le nucléaire, le charbon et la cogénération.

L'un des parcs les plus diversifiés du monde

Le Groupe dispose aujourd'hui d'un parc de production électrique mondial de près de 72,7 GW et a produit 296 TWh en 2009. Le recours à une large gamme de sources d'énergie permet d'éviter une trop grande dépendance à l'une ou plusieurs d'entre elles et protège du risque que cette dépendance engendrerait.

Cette structure de parc assure au Groupe une solide compétitivité tant en termes de rendement énergétique des centrales que d'impact environnemental : le parc combine en effet des technologies efficaces et des combustibles peu polluants. Le Groupe poursuit son effort de développement dans cette voie, et participe également à des recherches visant à accroître le rendement des centrales et à en diminuer l'impact environnemental local et global.

Une puissance affirmée à l'international

GDF SUEZ réalise près de 20% de son activité hors d'Europe. Les pays du BRIC et certains connaissant une croissance rapide – Mexique, Pérou, Chili, Thaïlande, Indonésie – demeurent des relais de croissance déterminants. Le Groupe veille à cibler les pays et les régions conjuguant des critères stricts de rentabilité et de maîtrise des risques tels que le Brésil. Au Moyen-Orient, il a développé en cinq ans une capacité de production équivalente à celle de son parc en Belgique.

Fort de plus de 15 ans d'expérience dans les pays du Golfe, GDF SUEZ est le premier développeur et producteur privé d'électricité dans la région avec une capacité de production de près de 14 000 MW et une capacité de dessalement d'eau supérieure à 2,5 millions de m³ par jour.

Le Groupe assure également dans la zone la gestion de plus de 400 000 m³ d'eau recyclée et réutilisée par jour, et propose des solutions en matière d'ingénierie et de gestion des déchets.

Il a notamment développé une présence importante à Abu Dhabi.

Les grands axes stratégiques

La stratégie de développement de GDF SUEZ s'articule autour de quatre axes :

- conforter les positions de leader sur ses deux marchés domestiques que sont la France et le Benelux ;
- s'appuyer sur les complémentarités pour renforcer les offres : offres duales gaz/électricité, services énergétiques innovants ;
- poursuivre le développement industriel, et notamment : l'amont gazier (E&P, GNL), les infrastructures et la production d'électricité (nucléaire, énergies renouvelables...);
- renforcer les relais de croissance au grand international (Amérique Latine, Asie du Sud-Est, Moyen-Orient et Amérique du Nord), notamment par le développement de la production indépendante d'électricité sur de nouveaux marchés en forte croissance ainsi que de projets intégrés E&P et GNL en Asie.

Le Groupe a engagé un programme d'investissements industriels de 30 milliards d'euros sur la période 2008-2010, comprenant notamment plusieurs projets de terminaux méthaniers dans le monde, la construction du barrage de Jirau, au Brésil, ou encore celle de la plus importante centrale de production combinée d'électricité et de dessalement d'eau de mer à Marafiq, en Arabie Saoudite.

Dans la production d'électricité, ses ambitions sont de soutenir le modèle industriel du mix énergétique performant, flexible et équilibré, d'une capacité de 100 GW à l'horizon 2013, dont plus de 10 GW en France, notamment dans les énergies renouvelables (hydraulique, éolien, biomasse et solaire), le nucléaire et les centrales au gaz naturel.

Le programme d'investissements du Groupe s'élève à 30 milliards d'euros sur la période 2008-2010.

Dans le domaine de la commercialisation auprès de la clientèle résidentielle et professionnelle en France, le Groupe entend développer des offres multiénergies avec un objectif à terme de 20% de part de marché en électricité.

Un portefeuille optimisé dans le gaz naturel

Dans le gaz naturel, GDF SUEZ veut conforter sa stratégie de sécurisation de l'approvisionnement à travers la diversification et l'optimisation de son portefeuille, mais aussi de ses routes d'acheminement ; capitaliser sur ses positions fortes dans le GNL pour renforcer sa place de leader sur le bassin atlantique et valoriser ses compétences sur les autres marchés ; augmenter ses capacités de stockage et de transport.

Dans les services à l'énergie, le Groupe entend tirer parti des opportunités de développement offertes par la croissance de la demande en matière de performance énergétique.

Dans ses métiers de l'environnement, le Groupe vise un développement dynamique avec une croissance rentable dans les métiers de l'eau comme ceux de la propreté, à partir d'un développement ciblé en Europe et sélectif à l'international avec de nouveaux modèles d'entreprise : contrats de management, partenariats capitalistiques à long terme, montages financiers innovants.

(1) Sources : GIGNL et benchmark interne réalisé à partir des rapports annuels (données 2008).

(2) Capacités nettes, source benchmark interne à partir des rapports annuels et MEED pour le Moyen-Orient.

Pax Electrica II : harmoniser et réguler la concurrence en préservant la diversité du mix énergétique

En novembre 2009, GDF SUEZ et E.ON ont finalisé l'accord d'échange de capacité de production d'électricité convenu au mois de juillet, après que les autorisations nécessaires ont été délivrées par les autorités compétentes de la concurrence. Dans ce cadre, le Groupe a acquis auprès d'E.ON des centrales conventionnelles d'une puissance totale de 860 MW et des capacités hydroélectriques d'environ 132 MW, ainsi que des droits de tirage auprès de centrales nucléaires en Allemagne d'environ 700 MW (Gundremmingen B et C, Unterweser et Krümmel). De son côté, E.ON a acquis auprès de GDF SUEZ la centrale à charbon et biomasse de Langerlo (556 MW) et la centrale au gaz de Vilvoorde (385 MW), ainsi qu'environ 770 MW de droits de tirage auprès de centrales nucléaires avec des points de livraison en Belgique et aux Pays-Bas. L'objectif de cette transaction, qui réalise l'engagement final contenu dans la « Pax Electrica II » : favoriser la concurrence sur les marchés électriques intégrés de l'Europe du Nord-Ouest.

Le modèle de mix énergétique développé par GDF SUEZ est un levier essentiel pour sécuriser l'approvisionnement des clients professionnels et particuliers. Les ressources disponibles se raréfient, la lutte contre le réchauffement climatique demande toujours plus d'efforts pour économiser les énergies et diminuer les émissions de GES. Parallèlement, la demande s'accroît avec la pression démographique sur le long terme. La sortie du nucléaire observée par certains pays, l'arrêt des unités charbon les plus anciennes et le faible nombre de projets de construction de nouvelles capacités complexifient encore la donne.

Un recours à toutes les sources d'énergie

La conviction du Groupe est qu'il n'existe pas d'énergie idéale au regard des principaux objectifs énergétiques – coût, dépendance, disponibilité, réduction des émissions de CO₂ – et qu'il est donc nécessaire de rechercher une diversité dans les énergies constituant son mix énergétique.

Aux actions conduites sur les énergies elles-mêmes pour en sécuriser la fourniture – développement des énergies les plus disponibles, diversification des sources et des zones géographiques – s'ajoute une dimension stratégique, celle de l'optimisation. Le Groupe propose à ses clients les technologies qui leur permettent d'optimiser leurs consommations et d'ajouter ainsi une sécurité supplémentaire à la satisfaction de leurs besoins en contribuant à réduire ces derniers.

Pour ce qui concerne le gaz naturel, l'Europe dépend à 50% de ressources extérieures. Cette dépendance devrait atteindre 68% en 2030.

GDF SUEZ occupe une position privilégiée en Europe : il y est le premier acheteur de gaz naturel, disposant d'une capacité unique à approvisionner des clients dans 10 pays au moyen d'un portefeuille de plus de 110 milliards de m³. Le Groupe est aussi opérateur du premier réseau de transport et de distribution, troisième opérateur de stockage, deuxième opérateur de terminaux méthaniers et un acteur E&P de taille significative (premier producteur offshore aux Pays-Bas et cinquième producteur en Allemagne).

Le Groupe attache une importance primordiale à la sécurité de ses approvisionnements et dispose d'outils très performants pour assurer la fourniture d'énergie et la continuité de service.

En premier lieu, le Groupe s'attache à établir une relation de confiance, structurée sur le long terme avec des fournisseurs diversifiés, dont aucun ne dépasse 25% du portefeuille total d'approvisionnement. Ce portefeuille est constitué pour près de 60% par des contrats de long terme, caractérisés notamment par des clauses de flexibilité permettant les ajustements nécessaires. Il est enrichi selon les besoins par des achats de court terme sur les marchés, et dispose de la souplesse fournie par les stockages de gaz naturel et la réservation de capacités sur l'ensemble des réseaux de transport, outils fondamentaux dans le dispositif de sécurité des approvisionnements.



Le méthanier Provalys dans le port de Brest, en Bretagne.



Une gestion de crise efficace et solidaire

7 janvier 2009 : à la suite d'un différend avec l'Ukraine, la Russie stoppe ses livraisons de gaz alors que la France fait face à une vague de froid qui se traduit par des records historiques de consommation. Grâce à une mobilisation exceptionnelle de ses équipes, GDF SUEZ peut non seulement assurer sans défaillance la fourniture de gaz à l'ensemble de ses clients, mais aussi contribuer de façon majeure à l'effort de solidarité européen. Solutions déployées : la reconfiguration des schémas d'approvisionnement pour compenser les quantités devenues indisponibles, le recours aux stockages et des achats supplémentaires. La gestion de cette crise a permis de valider la solidité du modèle construit avec la nouvelle entité GDF SUEZ : l'accroissement de la diversité des sources d'approvisionnement renforce la sécurité énergétique française et européenne.

La flexibilité du GNL

Par ailleurs, la volonté de renforcer la diversification des routes d'acheminement, et donc la sécurisation de ses approvisionnements, a conduit le Groupe à développer un métier stratégique, le GNL, dont il est aujourd'hui l'un des grands opérateurs mondiaux et qui apporte, en outre, une grande flexibilité géographique dans l'accès aux ressources. En matière d'électricité, la sécurité d'approvisionnement est garantie par l'équilibre des sources de production entre énergies renouvelables, thermique et nucléaire. Ce portefeuille diversifié constitue la réponse la plus fiable aux variations de la demande et aux enjeux climatiques futurs.

GDF SUEZ détient et développe un parc de production flexible et performant dans ses marchés clés : l'Europe, l'Amérique du Nord, l'Amérique Latine ainsi que le Moyen-Orient et l'Asie.

La production provient pour plus de la moitié de centrales à gaz, 16% d'hydraulique, 16% de nucléaire et 11% de charbon.

La capacité installée du Groupe, comptabilisée à 100%, atteint près de 72 GW et est comptabilisée en quote-part 60 GW.

En 2009, le Groupe a produit, comptabilisé à 100%, 296 TWh, et, comptabilisé en quote-part, 253 TWh.

La puissance cumulée des projets du Groupe en cours de construction atteint 19,5 GW au 31 décembre 2009, dont près de 60% à partir de gaz naturel.



La clause d'effacement, l'ultime recours

Certains clients industriels acceptent, moyennant une contrepartie financière, de ne plus être fournis en gaz lors de périodes de consommation accrue ou d'événements exceptionnels. Prévenus 48 heures auparavant, ils peuvent alors utiliser du fuel lourd comme compensation sans pénaliser leur production. Ce service est rendu à travers la clause dite d'« effacement ». Lors de périodes de grands froids, elle a permis d'éviter le délestage de régions entières, à savoir l'interruption de fourniture à tous les clients sans distinction.



Une politique commerciale dynamique et proactive

Pour accompagner collectivités, professionnels et particuliers, GDF SUEZ conçoit et propose des offres distinctes et adaptées. Il les développe à travers une stratégie de marques solidement implantées, à fortes image et notoriété.

Clients professionnels : au service de la performance et de la compétitivité

GDF SUEZ Global Energy

La création de GDF SUEZ a permis le lancement, début 2009, de la marque GDF SUEZ Global Energy. Les grandes entreprises disposent désormais d'une marque qui leur propose, à l'échelle européenne, des offres gaz et électricité ainsi que des services associés, comme l'optimisation énergétique ou le *risk management*. Ils bénéficient ainsi de la fiabilité et de la diversité des approvisionnements d'un grand importateur européen de gaz et de l'accès à un parc de production d'électricité équilibré et compétitif.

Cofely : une nouvelle marque européenne pour les services énergétiques

Début 2009, les entités Elyo et Cofathec se sont rapprochées sous une nouvelle appellation commune : Cofely. Objectif de cette démarche : créer une marque forte et unitaire pour affirmer le leadership de GDF SUEZ dans ses activités de services énergétiques et donner à ces dernières une visibilité accrue. Cofely se place sous le signe de la maximisation et de la mutualisation des expertises industrielles, techniques et commerciales. Son déploiement s'est réalisé courant 2009.

Edelway : un engagement de performance dans nos offres

La démarche qui a conduit SUEZ Environnement à imaginer Edelway est originale. Plus qu'une offre commerciale sur le marché français des secteurs de l'eau et de la propreté, c'est un engagement qui garantit aux collectivités et aux industriels des performances datées et chiffrées dans un ou plusieurs des trois domaines suivants : la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la préservation des ressources naturelles et la protection de la biodiversité. C'est une valeur ajoutée inédite : l'expression d'une prise de conscience forte des enjeux auxquels la planète est désormais confrontée et d'une volonté affirmée d'y apporter des réponses concrètes et efficaces.

Provalys, partenaire engagé des entreprises

Afin d'aider les entreprises françaises à maîtriser leur empreinte énergétique, le Groupe les accompagne dans leur démarche d'éco-efficacité. La marque Provalys leur propose une gamme étendue d'offres de maîtrise de l'énergie, depuis l'audit et l'optimisation de la performance économique et environnementale de leurs installations jusqu'au pilotage en ligne des consommations, en passant par la répartition multiénergie et une offre destinée à compenser les émissions de CO₂. Avec AlpEnergie 100, les entreprises peuvent également disposer d'une électricité d'origine 100% renouvelable et issue des barrages français.



Maintenance d'une chaudière par des collaborateurs de Cofely.



Énergies Communes, une gamme complète pour les collectivités

Les collectivités françaises peuvent bénéficier de solutions variées pour répondre à leurs enjeux de mobilité durable. À travers sa filiale Énergies Communes Conseil, GDF SUEZ leur offre la possibilité de structurer leur politique Développement Durable dans leur globalité et de mettre celle-ci en valeur auprès de leur population ; les collectivités locales bénéficient, en outre, des outils les plus en pointe pour mesurer les impacts environnementaux de leurs projets d'aménagement de quartiers.

Clients particuliers : apporter souplesse et confort

L'offre duale gaz-électricité

En deux ans, GDF SUEZ est devenu en France le premier fournisseur d'électricité alternatif avec 724 000 clients. Aux 10 millions de foyers fournis en gaz, il peut proposer une offre duale qui leur permet de recevoir les deux énergies sans avoir à changer de fournisseur. L'objectif affiché pour 2010 : totaliser 1 million de clients en électricité.

« Idées neuves sur l'eau » : ouvrir le dialogue sur une ressource essentielle

L'eau est au cœur du débat public, avec une prise de conscience grandissante du caractère fragile de la ressource. Lyonnaise des Eaux a lancé début 2010 un programme de 12 mois invitant l'ensemble des acteurs et des consommateurs à réfléchir sur le sujet. Avec un objectif à la fois simple et ambitieux : inventer des approches innovantes issues des attentes qui se seront exprimées. De ce travail collectif et participatif, Lyonnaise des Eaux tirera des pistes de recherche et

de développement ainsi que de nouvelles offres. Plusieurs plates-formes d'échanges ont été mises en place : un site en ligne, www.ideesneuvessurleau.net, recueillant les contributions des internautes ; un forum rassemblant experts, économistes, spécialistes du développement durable... et qui se réunira en deux sessions thématiques de deux mois chacune.

L'esprit de service

Les offres commerciales de GDF SUEZ intègrent de nombreux services pour simplifier la vie des consommateurs. Avec par exemple :

- un numéro d'appel unique pour la sécurité et le dépannage gaz : remplaçant les 95 numéros Azur, le Numéro Vert unique 0800 47 33 33, gratuit depuis les postes fixes, a été mis en place au 1^{er} trimestre 2009 ;
- le conseil DolceVita Économies d'énergie : gratuit et sur mesure, un ensemble de services d'accompagnement de travaux, avec une ligne de téléphone dédiée permettant de joindre des spécialistes de la performance énergétique, un nouveau portail internet comprenant notamment des outils de simulation...
- Dolce Ô, une gamme de nouveaux services proposés par Lyonnaise des Eaux pour un habitat confortable, plus sûr, plus économique et plus écologique, comprenant l'alerte fuite, le relevé à distance des compteurs et l'assurance/assistance fuite.

Énergie solaire pour tous

Avec DolceVita, les panneaux photovoltaïques ne sont plus réservés aux seuls usages professionnels. Grâce à un accompagnement dédié, les particuliers

aussi peuvent réaliser un investissement écologique et rentable, avec trois possibilités :

- produire et revendre de l'électricité : le solaire photovoltaïque,
- produire leur eau chaude : le chauffe-eau solaire,
- alimenter leur chauffage : le système solaire combiné.

Le contrat de service public en France 2010-2013

Le 23 décembre 2009, l'État a renouvelé pour quatre ans le contrat de service public du Groupe. S'inscrivant dans la continuité du précédent, il prend en compte l'évolution du contexte économique et environnemental ainsi que la nouvelle organisation des marchés de l'énergie. Il réaffirme et renforce les missions assignées à GDF SUEZ, tout en fixant un cadre réglementaire qui donne plus de transparence et plus de visibilité à la fixation des tarifs. Trois grands points sont particulièrement concernés : la sécurité des biens et des personnes, la limitation des impacts sur l'environnement, la solidarité et la prise en charge des plus démunis. Sur ce dernier volet, plusieurs orientations sont définies :

- hausse des engagements pris en termes financiers ;
- mise en œuvre de moyens innovants pour faciliter la relation avec ces clients (accord avec La Poste, recours à des structures de médiation) ;
- encouragement et aide aux ménages modestes pour sécuriser leurs installations intérieures ou réduire leurs consommations ;
- mise en œuvre et promotion du tarif social du gaz.

Innovation et R&D : huit programmes pour demain

La recherche et l'innovation constituent un axe majeur de la stratégie de développement de GDF SUEZ. Liées à l'expertise et aux compétences technologiques, leurs avancées concernent l'ensemble des chaînes énergétiques et environnementales, dans une double optique : répondre aux attentes des marchés par des solutions sans cesse améliorées, développer les technologies du futur.

GDF SUEZ est fournisseur de services d'utilité publique auprès de villes et d'entreprises dans le monde entier : le développement et la mise en œuvre des solutions de demain font partie intégrante de sa mission. Cette exigence nécessite d'innover en permanence afin de privilégier les technologies de production d'électricité les moins émettrices de gaz à effet de serre (GES), de maîtriser la chaîne de valeur du gaz naturel liquéfié, de proposer des solutions à l'efficacité énergétique et environnementale à l'ensemble de nos clients : particuliers, entreprises, collectivités.

Les savoir-faire du Groupe sont le fruit d'une politique de recherche et d'innovation dynamique qui s'appuie sur un réseau international de centres et de laboratoires de recherche ainsi que sur des partenariats avec des organismes mondialement reconnus. Plus de 1 200 chercheurs animés par la passion de l'innovation y inventent et expérimentent de nouvelles solutions qui ont permis d'obtenir l'excellence technologique dans tous ses métiers.

Les travaux s'articulent autour de quatre domaines : la sécurité d'approvisionnement, l'amélioration des performances technique

et économique, la maîtrise des impacts sur l'environnement et la lutte contre les changements climatiques.

C'est cette démarche volontariste, systématique, de stimulation et de promotion de l'innovation qui permet à GDF SUEZ de rester une référence dans ses domaines de compétences. Il s'agit d'une politique concrète, opérationnelle et réactive aux demandes des branches : nées des demandes du terrain, les innovations contribuent à faire progresser sans cesse les réponses que le Groupe veut apporter en permanence aux grands enjeux énergétiques et environnementaux.

En 2009, les dépenses de GDF SUEZ pour la recherche et le développement technologique se sont élevées à 218 millions d'euros et son portefeuille de brevets ressort à 3 500.



Silos pour copeaux de bois à la centrale de Ruien, en Belgique.

L'innovation en huit programmes transversaux

La Groupe a mis en œuvre huit grands programmes corporate afin de préparer les technologies de demain.

1. Les énergies renouvelables

Les énergies renouvelables sont l'un des axes de développement majeurs du Groupe. Ce programme coordonne les actions de recherche et développement (R&D) pour les différentes technologies renouvelables, en se focalisant naturellement sur les technologies émergentes : solaire thermodynamique concentré, solaire photovoltaïque, énergies marines, nouvelles applications de la biomasse, microalgues. Dans ces domaines, le programme déploie une veille technologique particulière afin d'identifier les technologies les plus prometteuses pour le Groupe. Pour ces dernières, le programme développe des projets pilotes ou démonstrateurs, seul ou en partenariat avec des fournisseurs ou institutions de recherche.

Par exemple, l'objectif du projet GAYA, plate-forme de démonstrateurs sur la production de biométhane par gazéification de biomasse, est de positionner le Groupe comme leader technologique dans le domaine de la gazéification de la biomasse, et ses différentes voies de valorisation : cogénération, biogaz d'alimentation de fours industriels, production de biométhane injectable dans les réseaux, biocarburants de deuxième génération.

2. Captage et stockage de CO₂ (CSC)

Selon les scénarios établis par l'Agence Internationale de l'Énergie, le développement

des énergies renouvelables seul ne se fera pas assez rapidement pour permettre les réductions d'émissions nécessaires dès 2020 pour atteindre les objectifs de réduction des GES. Une accélération des réductions des émissions en mettant en œuvre le captage, le transport et le stockage de CO₂ sur des installations industrielles déjà existantes dans la génération électrique et dans l'industrie est nécessaire. Les enjeux en termes de R&D sont d'assurer le positionnement stratégique du Groupe dans ce domaine et d'acquérir les savoir-faire nécessaires à la maîtrise des facteurs clés de succès sur cette technologie et son marché en devenir. La Recherche et Innovation de GDF SUEZ se positionne sur le captage par précombustion et postcombustion, le captage cryogénique, le transport et le stockage.

Le projet France Nord de transport et stockage de CO₂, porté par un partenariat entre des industriels et des organismes de recherche français et européens, a été sélectionné par l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME). Il permettra d'étudier la possibilité d'implanter dans le bassin sédimentaire français, situé au nord de la Loire, une infrastructure pilote de transport et de stockage de CO₂, utilisée par plusieurs industries émettrices. Il est cofinancé par l'ADEME et les partenaires industriels.

Dans le cadre du plan de relance économique européen, GDF SUEZ et E.ON ont été retenus conjointement pour développer un projet de grand démonstrateur en captage, transport et stockage de CO₂. L'installation de captage sera relié à une centrale de production d'électricité au charbon et traitera un volume de fumée



Innovation et performance

En 2009, l'innovation et la performance ont été plus que jamais au cœur de la culture d'entreprise de GDF SUEZ avec un événement d'envergure : les Trophées Initiative Innovation. Organisés chaque année, ils sont le reflet des quatre valeurs essentielles choisies par les collaborateurs du Groupe et qui les animent : l'exigence, l'engagement, l'audace et la cohésion. En 2009, 448 dossiers ont été déposés, 14 Grands Prix et six Labels Création de Valeur ont été décernés.

d'une capacité équivalente à 250 MW charbon. Le CO₂ sera ensuite acheminé par gazoduc jusqu'à un gisement offshore destiné au stockage. Cette solution d'avenir offre deux avantages essentiels : la réduction massive des émissions de CO₂ et la réutilisation des gisements gaziers existants épuisés, première étape vers un nouveau type d'industrie du CSC. Fort d'une expérience internationale dans cette technologie, GDF SUEZ, si le projet est accepté, exploitera celui-ci en partenariat avec E.ON dès 2015.



Centrale de production d'électricité et de dessalement d'eau de Sohar, à Oman.



Le programme AMPERES sur le traitement des micropolluants

Lancé en 2006 par SUEZ Environnement et le Cemagref – institut public de recherche en sciences et technologies pour l’environnement – pour anticiper les enjeux de protection des milieux aquatiques et de la biodiversité fixés par la directive-cadre européenne, le programme AMPERES a deux objectifs principaux : mesurer les concentrations des micropolluants dans les eaux usées des stations d’épuration (STEP), évaluer les capacités d’élimination des différentes technologies de traitement.

Issus de quelque 5 000 analyses de 2 000 échantillons provenant de 21 STEP en France, les premiers résultats fournissent aux collectivités un outil d’aide à la décision très poussé. Ils montrent que les STEP arrêtent 85% des substances prioritaires. Avec des traitements classiques (secondaires), elles pourront donc contribuer à l’atteinte des objectifs européens qui déterminent un bon état écologique et chimique des masses d’eau en France. Des résultats rassurants mais qui orientent aussi la recherche vers des traitements plus sophistiqués au-delà de 2015 pour les autres substances. Autre défi français à relever : l’action en amont sur l’ensemble du bassin-versant. Avec trois grands axes : maîtrise des rejets non domestiques dans les réseaux d’assainissement, optimisation de la gestion des eaux pluviales, surveillance accrue des milieux aquatiques.

3. Dessalement et énergie associée

Le programme de développement dessalement/énergie est emblématique des synergies possibles au sein de GDF SUEZ. Le dessalement s’impose aujourd’hui comme une solution incontournable dans les régions de stress hydrique situées à proximité des côtes. Il est cependant consommateur d’énergie et beaucoup de clients sont désireux de pouvoir opter pour des solutions peu émettrices de GES et compétitives économiquement. L’expertise énergétique devient ainsi une condition de compétitivité dans les grands projets de dessalement à venir. Le Groupe a donc lancé ce programme en vue d’améliorer la performance énergétique du dessalement, mais également d’élaborer des offres bien définies de dessalement avec production d’énergie mobilisant énergies renouvelables, nucléaire ou encore centrales à gaz. En 2009, des avancées importantes ont été réalisées. La supériorité énergétique de la technologie d’ultrafiltration par osmose inverse développée par SUEZ Environnement a été prouvée par rapport à la technologie alternative de dessalement par évaporation nettement plus énergétivore. Par ailleurs, le marché a envoyé un signal fort avec la victoire remportée par le Groupe à Melbourne pour la conception, la construction et l’exploitation de la plus grande usine de dessalement de l’hémisphère Sud et son parc éolien associé pour en limiter l’impact.

4. Stockage de l’énergie

Les retenues hydrauliques offrent aujourd’hui la seule solution de stockage d’énergie électrique immédiatement mobilisable. Ce programme vise notamment à étudier de nouveaux procédés de stockage utilisant de l’air comprimé.

Le stockage de l’énergie, et en particulier de l’électricité, est sur le point de devenir un enjeu stratégique, notamment sur les marchés européens et nord-américains, pour accompagner le développement des nouveaux mix énergétiques plus respectueux de l’environnement mais incluant une part sans cesse croissante de sources intermittentes plus ou moins aléatoires. La mise au point de solutions performantes de stockage sera également une condition nécessaire au développement des *Smart grids* et de nouveaux usages tels que le véhicule électrique.

5. GNL offshore et chaînes gazières du futur

À Boston, le Groupe a mis en service en février 2010 l’un des premiers terminaux offshore au monde. D’autres projets sont envisagés, notamment en Italie. Des innovations majeures sont développées pour ces nouvelles solutions. En Australie, le Groupe vise l’installation d’une usine de liquéfaction flottante avec le projet Bonaparte LNG. Le programme corporate réalise des analyses technologiques de l’ensemble des filières alternatives possibles,

du GTL (*Gas To Liquid*) au GNL (gaz naturel liquéfié) carburants, afin de conférer au Groupe la meilleure position pour demain.

6. Ville de demain

Le programme corporate « Ville de demain » accompagne la structuration des offres « ville durable » et « éco-quartiers » de GDF SUEZ afin de proposer des innovations permettant aux collectivités locales de relever les défis environnementaux et énergétiques auxquels elles sont confrontées. En complément d’une approche globale développée par le Groupe et qui permet de porter un conseil sur l’amont (analyse du cycle de vie, analyse flux matière énergie...), le programme fédère des innovations transverses dans des domaines tels que l’efficacité énergétique, la gestion de l’eau et des déchets, la gestion énergétique, la gestion de consommations individuelles et la mobilité urbaine.

La mobilité de demain cherche à concilier l’accessibilité, le progrès économique, et les objectifs environnementaux dans une démarche de développement durable. Dans ce contexte, la Recherche et Innovation du Groupe développe des solutions d’optimisation de la mobilité du futur, tant dans le domaine des véhicules électrifiés (véhicules électriques et véhicules hybrides) que des carburants gazeux (GNV, biométhane, hythane). Au-delà des aspects techniques (GNV, véhicule électrique), les recherches portent sur des aspects plus organisationnels et sur de

Un réseau international de centres de recherche

Le **CRIGEN** (Centre de Recherche et Innovation Gaz et Énergies Nouvelles), centre de recherche corporate situé en région parisienne, regroupe 526 collaborateurs et gère un portefeuille de 1 220 brevets. Ses travaux portent sur le développement d'offres pour les différents publics (résidentiel, industriel, collectivités...), les énergies nouvelles (renouvelables, stockage d'énergie), le captage et stockage de CO₂, les infrastructures gazières (sécurité, performance...), le GNL, les innovations web et les solutions de mobilité du poste de travail.

Laborelec, rattaché à la branche Énergie Europe & International, est le centre de recherche et de compétences dans les technologies de l'électricité de GDF SUEZ implanté près de Bruxelles. En 2009, il compte 250 personnes. Ses compétences et activités couvrent les domaines de la production, de la transmission, de la distribution et de l'usage final de l'énergie. Son expertise se focalise sur la réduction de l'incidence environnementale, l'amélioration de la disponibilité et de la maintenance et les systèmes énergétiques du futur.

Cylergie, rattaché à la branche Énergie Services, est basé près de Lyon. Ses compétences sont utilisées pour les activités de services à l'énergie. Un accent particulier est donné à l'efficacité énergétique, à la maîtrise de l'impact sur la qualité de l'air et la santé ainsi qu'au suivi des engagements de performance. Ses axes de recherche prioritaires sont : les réseaux de chaleur et de froid, la gestion de l'énergie, la métrologie et les télésystèmes, les énergies renouvelables et les nouvelles technologies de l'énergie, la qualité de l'air et la santé.

Le **CIRSEE** (Centre International de Recherche Sur l'Eau et l'Environnement) est le principal centre de recherche de SUEZ Environnement. Les travaux des chercheurs, techniciens et experts portent principalement sur les thématiques de l'eau (de la ressource en eau à la distribution d'eau potable) et de l'assainissement (traitement des eaux usées urbaines et industrielles, traitement des odeurs, impacts environnementaux). Aujourd'hui le CIRSEE intègre également les problématiques associées au traitement et à la valorisation des déchets solides (valorisation thermique, valorisation matière). Il est organisé autour de quatre pôles d'expertise qui s'adaptent aux nouveaux enjeux majeurs du Groupe :

- Pôle Analyse et Santé : expertise analytique et sanitaire appliquée aux métiers de l'environnement ;
- Pôle Assainissement et Environnement : traitement des eaux usées, retour au milieu naturel, respect de l'environnement ;
- Pôle Eau Potable : de la gestion de la ressource en eau à la qualité de l'eau du robinet ;
- Pôle Valorisation Matière et Énergie : transformation et valorisation des matières liquides et solides afin d'augmenter significativement le pourcentage de déchets recyclés.

nouveaux services liés à la mobilité (ex. auto-partage, intermodalité, interface mobilité-habitat, interfaces communicantes, etc.).

7. Smart metering (le comptage intelligent)

Télérelève des consommations d'énergie et d'eau, développement de systèmes d'alerte, de surveillance et d'aide au pilotage des équipements de l'habitat... Les technologies téléopérées permettent de développer de nouveaux services pour tous les clients, notamment pour l'efficacité énergétique. Ainsi, l'offre novatrice « Zen Box » de DolceVita (voir page 65) permet au client particulier d'agir sur la maîtrise de ses consommations énergétiques.

8. Smart grids (les réseaux intelligents)

Un réseau intelligent est un ensemble formé du réseau électrique proprement dit et des technologies de l'information et de télécommunication. En plus de faire considérablement évoluer le métier de gestionnaire de réseau, il ouvre l'accès à une gestion avancée de la production (distribuée et renouvelable), des moyens de stockage (comme entre autres des véhicules électriques) et de la charge (nécessitant une interaction forte avec le consommateur). Ces évolutions, qui permettront de mieux mettre en relation l'offre et la demande et de sécuriser le fonctionnement des réseaux, seront donc à l'origine de changements

majeurs dans les métiers de fourniture et de production d'électricité.

2009 a vu la clôture du grand projet européen EU-DEEP, piloté par GDF SUEZ, concernant l'intégration des ressources décentralisées dans le système électrique. Lancé par l'Union Européenne il y a plus de cinq ans, avec 40 partenaires dans plus de 16 pays, ce projet couronné de succès positionne le Groupe au cœur de la dynamique *smart grids* européenne et a suscité la création du programme corporate, rassemblant différentes expertises de GDF SUEZ. Des participations ont été initiées dans des projets démonstrateurs en France et en Belgique dans le cadre du programme.



Réservoir de gaz naturel liquéfié au terminal de Fos-Tonkin, dans le sud de la France.





EXPERTISES ET MÉTIERS

Électricité

- L'énergie nucléaire p. 48
- Les énergies renouvelables p. 50
- La production thermique p. 54

Gaz naturel et GNL

- Exploration & Production p. 56
- Approvisionnement p. 58
- Infrastructures p. 60

Services à l'énergie

- Services à l'efficacité
énergétique
et environnementale p. 62

Environnement

- Gestion de l'eau p. 66
- Gestion des déchets p. 68

L'énergie nucléaire

GDF SUEZ entend développer un mix de production électrique diversifié, performant, flexible et durable, d'une capacité de 100 GW à l'horizon 2013, dont plus de 10 GW en France. Le nucléaire, dont le Groupe est l'opérateur historique en Belgique, joue un rôle majeur au sein de cette stratégie.

Face aux enjeux énergétiques et à la nécessité de préserver la sécurité et la continuité de la fourniture d'énergie, le nucléaire apporte des réponses performantes sur tous les plans :

- une garantie d'indépendance énergétique liée à la faible quantité de combustible nécessaire et à la stabilité de l'approvisionnement en uranium, ressource abondante et accessible à un coût soutenable ;
- une source d'énergie compétitive à un prix prédictible et stable, le coût de l'uranium ne représentant qu'une très faible part de celui du MWh d'électricité produit ;
- une production à faible émission de CO₂ : selon l'Union Européenne, le parc nucléaire actuel des 27 États membres permet d'éviter chaque année l'émission de 700 tonnes ;
- une haute garantie de sûreté, assurée par le respect des référentiels internationaux les plus stricts, respect contrôlé en permanence par des organismes indépendants.

L'énergie nucléaire représente 31% de l'électricité produite en Europe où elle est utilisée par 16 des 27 pays de l'Union.

GDF SUEZ en est l'un des pionniers avec sa filiale Electrabel, opérateur de référence dans la filière depuis 45 ans. Le Groupe est l'un des rares acteurs à maîtriser des compétences élevées tant à l'amont (ingénierie, achat, exploitation, maintenance) qu'à

l'aval (gestion des déchets – conditionnés et gérés sur les sites du Groupe, démantèlement) de la filière.

Producteur d'uranium, GDF SUEZ détient *via* sa filiale Synatom une participation dans la société canadienne Powertech Uranium Corporation pour assurer son approvisionnement. GDF SUEZ détient également une participation dans l'usine d'enrichissement d'uranium Georges Besse II d'Areva située au Tricastin, dans le sud de la France. Il a participé directement à la construction de cette installation qui sécurisera l'approvisionnement en uranium enrichi de ses centrales.

Avec 6,1 GW installés, l'énergie nucléaire assure 8,4% des capacités électriques et 15,5% de la production de GDF SUEZ. *Via* Electrabel, le Groupe exploite sept unités en Belgique, à Doel et à Tihange, dont la performance opérationnelle se classe parmi les meilleures du monde, avec une disponibilité avoisinant 90%. Le Groupe détient également des droits de tirage dans les centrales nucléaires françaises de Chooz et Tricastin à hauteur de 1 108 MW et dans les centrales nucléaires allemandes d'Unterweser, de Gundremmingen et de Krümmel à hauteur de 700 MW.

Plus de 4 000 collaborateurs travaillent dans les 11 filiales du Groupe dédiées au nucléaire. Près de 1 300 d'entre eux sont des spécialistes de la maintenance nucléaire qui interviennent dans



Unité 3 de la centrale nucléaire de Doel, en Belgique.

les installations du Groupe, mais aussi dans celles des principaux acteurs européens de la filière : Areva, EDF, E.ON.

Fort de son expérience, GDF SUEZ entend être l'un des acteurs du renouveau du nucléaire, avec le lancement et l'exploitation de plusieurs centrales de troisième génération d'ici à 2020.

La révolution de la troisième génération

À la première génération de réacteurs conçue dans les années 1950 et 1960 ont succédé les centrales des décennies 70 et 80. Héritiers de cette deuxième génération, les réacteurs tels que l'EPR, l'AP1000, l'ABWR, l'ESBWR bénéficient de ces évolutions et d'innovations majeures. Leur conception est encore plus sûre, plus fiable et plus compétitive, plus économe en ressource et en production de déchets.

En France, GDF SUEZ a obtenu une participation de 33,33% dans le second EPR qui sera construit dans le nord du pays, à Penly, et a mis en place un partenariat pour permettre à Total de s'associer à ce projet à hauteur de 8%. Fort de cette reconnaissance comme acteur nucléaire, le Groupe est candidat à la construction et l'exploitation d'un futur réacteur de troisième génération en France.

Une présence internationale

En Europe, le Groupe conforte sa présence historique à travers des opérations majeures : un accord de coopération a ainsi été signé en février 2009 avec Iberdrola et Scottish & Southern Energy pour développer conjointement de nouvelles centrales au Royaume-Uni. En octobre, le consortium

a pu acquérir à un prix compétitif un terrain adjacent au site de Sellafield afin d'y implanter plusieurs réacteurs. L'objectif est de développer jusqu'à 3,6 GW à partir de 2015. Cette opération s'inscrit dans le cadre du *UK Nuclear New Build Programme* qui soutient le développement de nouvelles centrales dans le pays tout en encourageant la concurrence.

En Roumanie, GDF SUEZ est partenaire de l'achèvement de la construction des unités 3 et 4 de la centrale de Cernavoda (2 x 700 MW).

Plus largement, le Groupe souhaite développer sa présence et ses capacités de production nucléaire d'électricité dans les régions du monde où il est déjà fortement présent. L'objectif est de détenir et d'exploiter hors d'Europe une capacité nucléaire significative à l'échéance 2020, dans des pays s'engageant à développer une éthique et un cadre de responsabilité en matière de sûreté.

Au Brésil, pays dans lequel il est le premier producteur privé d'électricité avec plus de 7 000 MW de puissance installée, le Groupe a signé en septembre 2009 un accord de coopération avec Eletrobras et Eletronuclear portant principalement sur le partage d'informations et d'expérience en vue de la poursuite du programme nucléaire dans le pays.

La Jordanie a quant à elle confié à GDF SUEZ via sa filiale Tractebel Engineering les études préalables de sa première centrale nucléaire. D'une durée de deux ans, cette mission consistera à inventorier toutes les caractéristiques du site pressenti : données géophysiques, impact environnemental, maîtrise du risque en matière de santé publique, de sécurité des personnes et de sûreté des installations.

Le Groupe a également pris des contacts avec les autorités et des partenaires industriels dans d'autres pays, comme l'Italie, le Chili et les États-Unis.

La Belgique prolonge la durée de vie de ses centrales

Alors que la législation belge prévoyait la sortie du nucléaire et l'arrêt complet des centrales au bout de 40 ans d'exploitation, le gouvernement a finalement décidé de prolonger de 10 ans la durée de vie des trois centrales de Doel 1 et 2 et de Tihange 1, soit jusqu'en 2025. Cette décision se fonde sur les recommandations d'un rapport d'un groupe d'experts internationaux mis en place par le ministre de l'Énergie. Elle a été prise afin de préserver l'approvisionnement en électricité de la Belgique, et ce en tenant compte de toutes les exigences qu'impose un tel prolongement en matière de sûreté des installations. GDF SUEZ et le gouvernement belge ont signé dans ce cadre un protocole d'accord prolongeant l'exploitation des trois centrales. Le Groupe procédera en 2010 et jusqu'à mi-2011 à une réévaluation et à une confirmation des investissements à réaliser, également à la lumière des exigences de *Design Upgrade* formulées par l'autorité de sûreté (AFCN) et celles de l'association européenne des régulateurs WENRA.



Les énergies renouvelables

GDF SUEZ est depuis longtemps présent sur le segment des énergies renouvelables. Cette longue expérience lui confère une position de pionnier qui a ouvert des voies aujourd'hui reconnues comme déterminantes pour l'avenir.

En France, le Groupe est aujourd'hui le premier acteur dans l'éolien (602 MW installés) et le deuxième dans l'hydraulique (3 769 MW). Son parc de production se compose à plus de 60% d'énergies renouvelables. Dans le monde, il s'affirme comme un partenaire privilégié des États pour les accompagner dans l'accomplissement de leurs ambitions dans ce domaine, s'adaptant aux différents contextes culturels et réglementaires.

Hydraulique

L'énergie hydraulique représente aujourd'hui près de 90% de la production d'électricité d'origine renouvelable dans le monde et 18,4% de la capacité installée de GDF SUEZ. Un pourcentage qui en fait la deuxième énergie exploitée par le Groupe après le gaz naturel, avec une expérience de plus de 30 ans dans le développement et l'exploitation des installations hydroélectriques. Une maîtrise qui lui confère une reconnaissance internationale dans la gestion de cette énergie, toujours inscrite dans le respect des populations locales et des territoires. GDF SUEZ et ses filiales spécialisées interviennent sur l'ensemble de la planète : de l'Europe – France, Belgique, Portugal, Italie – à l'Amérique – États-Unis, Panama, Pérou, Brésil, Chili – en passant par le Laos, Vanuatu...

GDF SUEZ conçoit et opère des installations hydroélectriques variées : barrages avec retenue, barrages au fil de l'eau, microcentrales. Il s'appuie sur Coyne et Bellier, filiale de Tractebel Engineering spécialisée dans la construction de barrages et réputée mondialement pour ses études sur l'impact socio-économique et environnemental des installations hydrauliques. Cette société a déjà étudié plus de 700 barrages et contribué au développement de 26 000 MW hydroélectriques.

Le Groupe s'est particulièrement développé au Brésil, où il est un acteur de référence : implanté depuis 50 ans, et comptant près de 2 300 collaborateurs, GDF SUEZ est aujourd'hui le premier producteur privé d'électricité du pays, par l'exploitation de 21 centrales, dont 13 hydroélectriques. Ces grands chantiers s'accompagnent systématiquement d'actions et de projets menés en collaboration étroite avec des associations et des structures locales dans une vision de développement durable.

Le 5 février 2009 a été inaugurée la nouvelle centrale hydroélectrique de São Salvador, située sur la rivière Tocantins. D'une capacité de 241 MW, elle a été réalisée dans des délais record de 32 mois.



Barrage de la Compagnie Nationale du Rhône près de Montélimar, dans le sud de la France.

Elle produira suffisamment d'énergie pour approvisionner une ville d'un million d'habitants.

En mars, c'est la première pierre du chantier de Jirau qui a été posée (voir encadré ci-contre), le plus grand ouvrage du pays en matière d'hydroélectricité et également l'un des plus importants conduits par le Groupe.

Éolien

Conscient des atouts de l'énergie éolienne, GDF SUEZ en développe la production depuis plusieurs années. Le Groupe, qui est n°1 en France avec 602 MW installés, poursuit d'importants projets en Europe et dans le monde et mise sur l'essor de cette énergie inépuisable et 100% verte.

Il est devenu l'actionnaire de référence de nombreuses filiales spécialisées et possède un savoir-faire complet sur l'ensemble de la filière.

En France, quatre nouveaux parcs ont été mis en service en 2009, en Bretagne et en Picardie, totalisant 32 éoliennes pour une puissance de 60 MW. La première pierre du parc de Germinon (Marne) a été posée en juin, donnant le coup d'envoi à ce qui sera l'une des plus grandes fermes éoliennes du pays avec 30 éoliennes offrant une puissance totale de 75 MW. Mise en service fin 2010, elle produira de quoi alimenter l'équivalent de 187 000 foyers et représentera une économie annuelle de 123 000 tonnes de CO₂ par rapport à une centrale électrique au fuel.

En novembre, c'est le chantier du parc de Plumieux qui a été lancé à Saint-Étienne du



Le barrage de Jirau : répondre à la demande croissante du Brésil

La pose de la première pierre de la centrale hydroélectrique de Jirau, le 12 mars 2009, en présence du Président Lula, a marqué le démarrage de la construction du plus grand barrage du Brésil. D'une capacité de 3 450 MW, l'ouvrage fait partie du programme d'accélération de la croissance (PAC) lancé en 2006 par le gouvernement fédéral brésilien. Sa réalisation a bénéficié d'un prêt de 2,44 milliards d'euros de la Banque nationale de développement économique et social du Brésil, qui financera 68,5% de l'investissement total de 3,3 milliards. Depuis 2003, chaque nouveau projet soutenu par les banques brésiliennes doit répondre à un certain nombre d'exigences sociales et environnementales. C'est donc en vertu du respect de ces principes dits « Equator » que la BNDES a donné une réponse favorable à l'opération de Jirau, remportée en 2008 par le consortium Energia Sustentavel do Brasil via une concession de 35 ans.

Intégré dans le complexe du fleuve Madeira, le site doit entrer en exploitation en 2012. La centrale est équipée d'un réservoir de 258 km² dont 135 km² constitués par le lit d'origine de la rivière.

Sa capacité de 4 500 MW permettra de répondre à la demande croissante d'énergie du pays et de l'Amazonie tout en assurant sa sécurité d'approvisionnement.

Gué de l'Isle (Finistère), pour une mise en service prévue fin 2010. D'une puissance totale de 12 MW, le parc comptera huit éoliennes et produira environ 43 millions de kWh chaque année.

En Belgique, un accord de partenariat industriel a été signé en décembre

2009 avec Bekaert SA pour étudier les possibilités de production d'électricité sur site, tant en Belgique qu'à l'étranger. Un premier projet pourrait être la réalisation d'un projet éolien sur le site de Bekaert à Zwevegem.



Parc éolien du Hauts des Ailes dans l'est de la France.

Le Groupe consacre également d'importants efforts à l'information du public sur cette énergie : en France, des journées « portes ouvertes » permettent aux visiteurs de découvrir de près les éoliennes. Au Portugal, c'est un sentier de randonnée à vocation pédagogique qui a été aménagé sur le parc de Fafe.

GDF SUEZ est également l'un des acteurs de l'essor rapide que connaît l'éolien en Amérique du Nord. Fin 2009 a ainsi été mis en service au Canada le parc éolien de Caribou, dans le Nouveau-Brunswick. Tirant le meilleur parti des forts vents dominants locaux, il offre une capacité de 99 MW, portant la capacité de production d'énergie renouvelable du Groupe en Amérique du Nord à plus de 500 MW.

Les parcs éoliens du Groupe représentent 1 847 MW de capacités dans le monde.

GDF SUEZ développe également plusieurs projets d'énergies renouvelables en Amérique Latine. En février 2009 a été inauguré le parc éolien de Pedra do Sal, au nord-est du Brésil, assurant une production de 18 MW. Elle couvrira la moitié des besoins des 150 000 habitants du district de Parnaíba.

Au Chili, le parc de Monte Redondo, premier du genre développé par le Groupe dans ce pays, est opérationnel depuis octobre 2009. D'une capacité installée de 38 MW, il compte 19 éoliennes.

Solaire

Les technologies de production d'électricité à partir de l'énergie solaire ont le potentiel pour fournir plus de 20 fois les besoins énergétiques mondiaux. Et pourtant, elle ne représente que 1% des capacités de production électrique mondiale. L'objectif de GDF SUEZ ? Mettre tout en œuvre pour développer cette énergie renouvelable et propre au sein de son mix énergétique, en étant présent aussi bien dans la recherche que dans la mise en place des installations en passant par leur fabrication.

Le Groupe conçoit des offres innovantes et efficaces à destination de ses clients particuliers et professionnels. Ses solutions clés en main couvrent à la fois les projets de développement de fermes photovoltaïques et ceux relatifs aux installations sur bâti.

En février 2010, un accord a été signé avec la mairie de Curbans (Alpes de Haute-Provence) portant sur l'implantation du plus grand parc photovoltaïque de l'Hexagone : 145 000 panneaux solaires, une puissance totale de 33 MWc, une production annuelle de 43,5 millions de kWh, soit la consommation annuelle de 145 000 foyers (hors chauffage) et près de 120 000 tonnes d'émissions évitées de CO₂. Autre projet de ferme photovoltaïque,

18,4% de capacités de production du Groupe sont à base d'énergies renouvelables.

mis en service en avril 2010 : la centrale de Saulce-sur-Rhône réalisée par la Compagnie Nationale du Rhône, l'une des plus importantes en France avec une production annuelle de 5 040 MWh.

En ce qui concerne l'intégration d'installations photovoltaïques au bâti, GDF SUEZ contribue activement au développement de solutions aussi attractives pour les professionnels que pour les clients individuels : équipement de l'hypermarché Leclerc d'Albi, d'une copropriété de 307 logements à Mandelieu, d'une résidence de la Nantaise d'habitation (logements sociaux), de centres commerciaux du groupe Casino à La Réunion. En Belgique, c'est le plus grand producteur mondial de feutre aiguilleté, Beaulieu, qui a installé quelque 5 900 panneaux solaires sur les quatre hectares de son toit. L'installation offre une puissance de 1,1 MWc et une production annuelle de 1 000 MWh.



Le développement de fermes photovoltaïques répond aux attentes de nombreuses collectivités.



Stockage du bois brut à la centrale de Polaniec, en Pologne.

En Toscane, le Groupe va équiper 18 hôpitaux qui ont fait le choix du solaire pour économiser 10% sur leur facture énergétique et réduire leurs émissions de CO₂ de 1 700 tonnes par an, grâce à 21 installations d'une puissance totale de 2,8 MWc.

Le Groupe reste aussi un acteur significatif du solaire thermique, notamment à travers ses solutions de chauffage clés en main primées aux Trophées de l'Innovation. Enfin, plus en amont sur la filière, GDF SUEZ détient, avec Total, la société Photovoltech, une filiale de fabrication de cellules photovoltaïques située en Belgique.

Biomasse

Leader européen, GDZ SUEZ développe depuis plus de 10 ans une expertise unique pour améliorer la combustion du bois – la source la plus couramment utilisée – et valoriser d'autres ressources. GDF SUEZ consomme chaque année plus de 2 millions de tonnes de biomasse diverse pour alimenter des centrales électriques et chaufferies à travers l'Europe, les États-Unis et le Brésil, et possède l'une des meilleures expertises internationales. De nombreux projets sont en cours de développement, qui confortent la position du Groupe comme acteur majeur de la filière.

En France, plusieurs centrales ont été inaugurées en 2009 : celle du groupe Eymin Leydier, dans la Haute-Vienne, répondra aux besoins en énergie du site industriel grâce à une chaufferie bois de 4,5 MW ; elle contribuera en outre, par son approvisionnement à une plate-forme voisine, à pérenniser la filière bois locale.

Le réseau de chaleur de Moulins et celui de Bourges se sont également dotés de chaufferies alimentées au bois : deux exemples significatifs de la montée en puissance des énergies renouvelables dans les choix faits par les collectivités.

Plus de 2 millions de tonnes de biomasse sont consommées par GDF SUEZ chaque année.

GDF SUEZ est le leader européen de la cocombustion. Pour de nombreux projets, l'intégration de la biomasse permet de restructurer des centrales au charbon et d'améliorer ainsi leurs performances en termes d'émissions de CO₂ évitées.

C'est le cas aux Pays-Bas, où la centrale de Gelderland, alimentée au charbon et à la biomasse, a été équipée d'une nouvelle unité fonctionnant uniquement à la biomasse, portant à 25% la part totale d'énergie renouvelable. La mise en service a eu lieu en janvier 2010.

Autre exemple : en juin 2009, le Groupe a lancé à Rotterdam la construction d'une centrale de 800 MW fonctionnant également au charbon et à la biomasse. Représentant un investissement global de 1,2 milliard d'euros, elle s'inscrit

dans une perspective de sécurisation de l'approvisionnement en électricité en Europe de l'Ouest. Cette centrale nouvelle génération, qui sera mise en service en 2013, offre un rendement énergétique de 46%, soit une performance plus élevée de 10% que celles des générations précédentes. Elle anticipe également un développement technologique majeur, celui de capture et captage de CO₂.

En Belgique, le projet Max Green va contribuer aux objectifs du Plan Énergie Climat de l'Union Européenne : pour la centrale de Rodenhuize, située dans le port de Gand, c'est une unité existante qui va être transformée en centrale 100% biomasse. Elle développera une puissance de 180 MW, ce qui représente une première mondiale.

En Pologne, c'est la centrale de Polaniec qui a été totalement restructurée pour passer en cocombustion à l'aide de la biomasse provenant de différentes sources : du bois, issu des coupes sanitaires effectuées par les services forestiers de l'État et de déchets divers ; de résidus agricoles (tourteaux de paille et de tournesol...) ; d'origines plus exotiques comme l'arachide, l'olive, le riz... Les résultats valident la performance du choix en faveur du renouvelable : une rentabilité améliorée, une production annuelle qui a atteint 720 GWh en 2009, 2,3 millions de tonnes de CO₂ évitées, plusieurs distinctions, dont un Trophée de l'Innovation. En 2009 a démarré la construction d'une deuxième unité, l'ambition étant de faire du site à terme une « centrale verte ».

La production thermique

Premier producteur indépendant au monde, GDF SUEZ occupe des positions fortes sur tous les continents : cinquième producteur et sixième commercialisateur en Europe, il est le premier producteur privé du Brésil et dans les pays du Golfe.

L'électricité produite par GDF SUEZ provient à 64% de centrales alimentées au gaz naturel ou au charbon. Toutes participent de l'ambition d'avoir un parc au rendement le plus élevé et aux émissions de gaz à effet de serre les plus basses possibles : centrales à gaz de dernière génération (à cycle combiné, à turbine gaz vapeur, à cogénération), centrales à charbon dotées des technologies les plus récentes.

Gaz naturel

Les capacités de production électrique du Groupe à partir du gaz naturel représentent 39 GW. En France, GDF SUEZ développe son savoir-faire en matière de centrales à cycle combiné à gaz, une technologie qui offre des performances élevées. Plusieurs sites sont en exploitation et seront complétés par deux centrales qui seront mises en service en 2010 : celle de Montoir-de-Bretagne (435 MW) et celle de CombiGolfe (425 MW), à Fos-sur-Mer.

En Grèce, GDF SUEZ a conclu un accord de partenariat portant sur une participation à parité dans les deux premières centrales électriques de GEK Terna, important groupe possédant une longue expérience sur le marché de l'énergie de son pays. Ultramodernes, les deux sites, Heron I et Heron II, sont situés à 120 km au nord d'Athènes. Heron I est une centrale à gaz à circuit ouvert de

150 MW ; Heron II, une centrale à gaz à cycle combiné de 450 MW, entrée en service début 2010.

Aux États-Unis, GDF SUEZ renforce sa présence à New York avec sa centrale Astoria Energy II située dans le quartier de Queens et dont la construction devrait s'achever mi-2011. Sa capacité sera de 575 MW, équivalente à celle d'Astoria Energy I dont le Groupe est devenu l'actionnaire majoritaire en février 2010. Cette opération s'ajoute aux autres marchés clés de GDF SUEZ en Amérique du Nord : Nouvelle-Angleterre, Texas et États « mi-Atlantique ».

Au Pérou, la troisième turbine à gaz de la centrale électrique de ChilcaUno a été inaugurée officiellement le 20 octobre 2009. Sa mise en service porte à 1 043 MW la capacité totale détenue par GDF SUEZ dans le pays, où il est le deuxième producteur privé d'électricité. De nouveaux projets sont à l'étude, notamment une unité à cycle combiné sur le même site que ChilcaUno.

Le Moyen-Orient représente l'une des régions du monde où GDF SUEZ bénéficie d'une présence particulièrement forte. Il détient une participation directe dans 12 020 MW de capacités de production installées et en construction, assortie d'une capacité de dessalement d'eau de plus de 2,5 millions de m³ par jour.



Centrale à cycle combiné DK6 à Dunkerque, dans le nord de la France.

En octobre 2009 a démarré à Marafiq l'exploitation commerciale des premières unités de l'IWPP (*Independent Water and Power Project*). Le site sera entièrement opérationnel courant 2010, offrant une capacité de production d'électricité de 2 745 MW et de dessalement d'eau de 800 000 m³/jour : des chiffres qui en font la plus grande unité de ce type au monde. L'usine alimentera la ville de Jubail, à 95 km au nord de Damman, et la province de l'est de l'Arabie Saoudite.

Le gaz naturel représente 53,8% des capacités de production du Groupe.

C'est également une usine de production d'électricité et de dessalement d'eau de mer qui est au cœur du projet de Shuweihat 2, à Abu Dhabi. À travers ce projet développé en association avec Marubeni Corporation, cette centrale *greenfield* fonctionnant au gaz naturel produira 1 500 MW d'électricité et 454 610 m³ d'eau par jour. Sa mise en service est prévue pour 2011.

Au Qatar, l'usine de Ras Laffan va entrer dans la première phase de son exploitation en 2010. Elle offrira une capacité de 2 730 MW et de 286 000 m³ d'eau par jour.

Charbon

Les centrales au charbon représentent 7,3 GW de capacités de production électrique de GDF SUEZ. Elles sont principalement situées en Belgique, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Pologne et en Thaïlande.

Début février 2009, la centrale d'Amercœur, en Belgique, a fourni ses premiers megawatts après son *repowering*. L'ancienne unité au charbon de 125 MW a été transformée en nouvelle centrale gaz-vapeur en cycle combiné de 420 MW, affichant de belles performances environnementales : un rendement énergétique de 57%, une diminution des rejets de 53% pour le CO₂ et de 88% pour les NOx et une élimination quasi complète des émissions de SO₂.

Projet majeur en Allemagne, la construction de la centrale de Wilhelmshaven s'est poursuivie ; affichant un rendement de 46%, elle offrira une capacité de 742 MW et sera reliée au réseau en 2012. GDF SUEZ a investi un milliard d'euros dans cette opération conduite en collaboration avec la collectivité territoriale. L'usine est implantée dans un site portuaire en plein essor et sera dotée d'infrastructures optimales en termes de logistique.

En Thaïlande, où GDF SUEZ détient une capacité totale de 1 708 MW destinée en priorité aux clients industriels de la zone de Map Ta Phut, trois centrales sont en cours de construction : deux alimentées au charbon, dont les puissances respectives s'élèvent à 115 MW et à 660 MW, et la troisième au gaz naturel, d'une puissance de 382 MW.

CyCoFos : la performance en cycle combiné

Sécuriser l'approvisionnement énergétique du sud de la France en faisant appel à une technologie novatrice : ces caractéristiques sont celles de la centrale de CyCoFos, mise en service à Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône), en janvier 2010. D'une capacité installée de 482 MW, elle associe un cycle combiné à gaz qui produira 3 TWh d'électricité par an tout en affichant un rendement élevé de près de 58%, et une centrale classique de 62 MW. Celle-ci valorisera chaque année 1,3 TWh thermiques de gaz sidérurgiques émis par ArcelorMittal : une solution performante pour tirer profit de gaz qui auraient dû être brûlés à la torchère.

La nouvelle installation apporte un complément indispensable à la sécurité de l'approvisionnement électrique de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Un facteur de développement essentiel pour cette région à l'équilibre énergétique fragile ; GDF SUEZ contribue ainsi à soutenir le dynamisme économique local, l'électricité produite par CyCoFos desservant plus particulièrement les zones de Marseille, d'Aix-en-Provence, de Toulon, de Nice et de Nîmes.



Centrale au gaz d'Astoria à New York, aux États-Unis.

Exploration & Production

L'Exploration & Production constitue une activité clé dans la stratégie d'intégration du Groupe sur l'ensemble de la chaîne gazière, avec quatre grandes orientations : développer, diversifier, sécuriser et optimiser le portefeuille. Cette présence dans l'amont gazier lui permet de disposer de réserves propres et contribue à préserver son accès aux ressources d'hydrocarbures.

L'activité Exploration & Production (E&P) est le premier maillon de la chaîne gazière. Elle exerce un rôle déterminant pour GDF SUEZ, en actionnant des leviers stratégiques :

- consolider la présence du Groupe entre l'amont et l'aval de la chaîne gazière ;
- réduire les effets de la variation des prix de l'énergie sur ses coûts d'approvisionnement ;
- accéder à de nouvelles ressources de gaz naturel et diversifier son portefeuille ;
- renforcer la position d'acheteur de premier plan du Groupe auprès de nos fournisseurs historiques et à travers de nouveaux partenariats ;
- contribuer aux projets intégrés d'E&P-GNL.

Conformément aux pratiques de l'industrie, GDF SUEZ mène ses activités en tant qu'opérateur ou partenaire aux côtés d'autres compagnies pétrolières et gazières. Le Groupe détient des réserves prouvées et probables de 763 millions de barils équivalent pétrole (Mbep), dont 76% de gaz naturel et 24% d'hydrocarbures liquides.

Sa production annuelle de gaz naturel et d'hydrocarbures liquides a atteint 52,9 Mbep en 2009. Environ la moitié du gaz produit rentre dans le portefeuille d'approvisionnement du Groupe, afin de répondre à ses besoins propres ou à ceux de ses clients.

Les activités d'exploration-production sont conduites dans 14 pays, principalement en Europe et en Afrique du Nord : Royaume-Uni, Norvège, Pays-Bas, Allemagne, France ; Égypte, Libye, Algérie, Mauritanie, Côte d'Ivoire ; Azerbaïdjan, Qatar, États-Unis et Indonésie.

Un total de 17 puits d'exploration ont été forés en 2009, dont quatre ont mis à jour des découvertes qui renforcent les ressources du Groupe et contribueront à alimenter ses réserves pour les années à venir. Quatre puits d'appréciation ont également été forés, dont trois avec succès. L'un d'entre eux se trouve dans le champ de Cygnus situé dans la zone méridionale du plateau continental britannique. Foré sur une profondeur de 3 790 mètres, son test a permis d'extraire 905 600 m³ de gaz naturel par jour. L'exploration a confirmé la présence de gaz dans les réservoirs primaire et secondaire, les réserves de ce dernier devraient atteindre plus de 2,83 milliards de m³.



Plate-forme en Mer du Nord.

Deux opérations, conduites en collaboration avec Total, ont renforcé la position du Groupe dans la région de la mer Caspienne. En Azerbaïdjan, GDF SUEZ a pris une participation, aux côtés de la société nationale Socar, dans un contrat de partage de production, dans la licence d'exploration d'Absheron. En cas de succès, elle contribuera de manière significative à l'augmentation des réserves du Groupe. Par ailleurs, l'ouverture d'un bureau de représentation à Bakou montre la volonté du Groupe d'être un partenaire de long terme dans ce pays. Au Kazakhstan, GDF SUEZ a signé un protocole d'accord, en partenariat avec Total, afin d'acquérir la moitié de la participation de KazMunaiGas dans la licence d'exploration de Khvalinskoye. Le développement de ce projet russo-kazakh, l'un des plus importants dans le nord de la Caspienne, marque l'entrée du Groupe dans le secteur de l'exploration-production russe.

Le Groupe a par ailleurs poursuivi son développement dans la région Asie-Pacifique, *via* le projet Bonaparte LNG ainsi qu'avec une prise de participation dans le contrat de production offshore de Muara Bakau, en Indonésie, ainsi qu'avec le développement de Bonaparte LNG en Australie. Cette opération s'inscrit dans le cadre d'un échange d'actifs avec Eni, qui reste opérateur du site avec une participation de 55%. Le contrat couvre une superficie de 1 082 km², au large du delta Mahakam, à une profondeur comprise entre 200 et 1 000 m. Une première campagne d'exploration menée en mars 2009 a confirmé la présence d'un important volume d'hydrocarbures.

En Algérie, GDF SUEZ et Sonatrach ont lancé le plan de développement du permis gazier de Touat, au moyen de leur filiale commune, Groupement TouatGaz, dont GDF SUEZ possède 65%. Le plan prévoit le forage d'une quarantaine de puits de production, la construction d'une centrale de traitement et le raccordement au futur gazoduc principal.

En Égypte, le Groupe a renforcé sa coopération avec Shell Egypt, avec l'entrée de ce dernier dans le consortium également composé de Vegas Oil & Gas. Cet accord porte sur la concession d'Alam El Shawish, située dans le désert occidental égyptien. Des travaux sont en cours pour lancer la production de gaz naturel.

**Le Groupe
détient
des réserves
prouvées
et probables
de 763 Mbep.**

Gjøa : GDF SUEZ opérateur du plus grand projet industriel de Norvège

Octobre 2009 : après 18 mois de construction en Corée du Sud, la coque de la future plate-forme offshore du champ de Gjøa est arrivée au chantier naval situé à proximité de l'île de Stord, en Norvège. Deux mois plus tard, son appariement aux superstructures est réalisé avec succès. Nécessitant une précision extrême, cette opération complexe a été réalisée par Aker Solutions pour le compte de Statoil, en charge du site durant la phase de développement. En octobre 2010, le Groupe deviendra opérateur du projet, son premier gisement de gaz en production sur le plateau continental norvégien. Couplée à cinq installations sous-marines d'extraction, la plate-forme flottante sera la première à être entièrement alimentée en électricité depuis le continent, ce qui réduira les rejets de dioxyde de carbone de 210 000 tonnes par an – l'équivalent des émissions annuelles de 100 000 voitures. Le gisement de Gjøa a été découvert en 1989 et fait partie du portefeuille du Groupe depuis 2003. Avec 4 milliards d'euros d'investissements, c'est le plus grand projet en développement actuellement en Norvège. Sa capacité estimée est de 40 milliards de m³ de gaz et 82 millions de barils de pétrole.



Forage dans la région de Touat, en Algérie.

Approvisionnement

L'approvisionnement en gaz naturel répond à trois priorités : sécurisation, compétitivité et flexibilité. L'objectif pour GDF SUEZ : garantir une alimentation en gaz naturel fiable et constante pour tous ses clients.

Enjeu majeur en termes de sécurité des approvisionnements, le portefeuille du Groupe, qui représente un volume annuel de plus de 110 milliards de m³ de gaz naturel, est l'un des plus diversifiés d'Europe. Il englobe les voies terrestres et maritimes et fait appel principalement aux contrats de long terme – socle de la gestion de son portefeuille – mais aussi au marché de court terme pour optimiser ses besoins.

En juin 2009, le Groupe a prolongé jusqu'en 2029 ses contrats avec GasTerra, la société néerlandaise de négoce de gaz naturel, afin de participer à l'équilibre du portefeuille du Groupe et à sa diversification. L'accord prévoit une augmentation des volumes de 6 à 9 Gm³/an à partir du 1^{er} octobre 2016. Ils représenteront 15% du portefeuille d'approvisionnement dans les prochaines années. La sécurité en découlant est aussi renforcée par des liens de confiance entre partenaires, basés sur le long terme. Les contrats de long terme prévoient également des clauses de flexibilité, permettant une souplesse primordiale au portefeuille, qui participe à sa sécurisation.

Le gaz naturel liquéfié : un rôle stratégique pour le futur

Le marché mondial du gaz naturel est marqué par un fort degré de concentration des réserves, souvent éloignées des lieux de consommation. Si les échanges par voie terrestre demeurent

prépondérants, le GNL connaît un développement soutenu. Ce qui entraîne des besoins accrus en termes de nouvelles capacités de regazéification.

Opérateur majeur dans le domaine du GNL, GDF SUEZ en est aujourd'hui le premier importateur sur le bassin atlantique. Ses compétences couvrent l'ensemble de la filière, de la production à la commercialisation, en passant par l'exploitation des usines de liquéfaction, des terminaux de regazéification et le transport maritime.

Engagé dans une stratégie de diversification et de sécurisation qui privilégie le long terme, GDF SUEZ reçoit du GNL en provenance d'Algérie, d'Égypte, du Nigeria, de Norvège et de de Trinité-et-Tobago. S'y est ajoutée, en novembre 2009, une nouvelle source : le Yémen, qui permettra de desservir les marchés du Groupe (Amériques, Europe, ainsi que la région Asie-Pacifique).

Au Cameroun, une avancée significative a été enregistrée sur le projet de développement d'une usine de liquéfaction on-shore d'une capacité annuelle qui pourrait atteindre 3,5 millions de tonnes, située sur la côte sud du pays. Elle permettra au Cameroun de valoriser ses ressources gazières dans le cadre de son Plan National pour le Gaz Naturel, et apporte à GDF SUEZ une nouvelle ressource stratégique en Afrique de l'Ouest.



Le GDF SUEZ Neptune dans le port de Boston, aux États-Unis.

Fin 2009, le Groupe exploitait 15 navires méthaniers, une flotte appelée à se renforcer en 2010. Trois nouveaux navires ont été livrés en 2009 : le BW GDF SUEZ Brussels et le BW GDF SUEZ Paris et le GDF SUEZ Neptune, premier méthanier regazéifieur du Groupe, qui sera rejoint en mai 2010 par son jumeau le GDF SUEZ Cap Ann. Ces quatre navires sont équipés d'un système de propulsion Diesel Electric, utilisant les évaporations naturelles de la cargaison comme carburant, ce qui limite les émissions de gaz à effet de serre et améliore très sensiblement le rendement global de la propulsion.

Le GDF SUEZ Neptune, d'une capacité de 145 000 m³, est doté de son propre système de regazéification et a été conçu sur mesure pour livrer le gaz naturel à un nouveau terminal offshore, également baptisé Neptune, situé à 10 milles au large des côtes du Massachusetts (voir encadré ci-contre). Polyvalent, il peut également décharger sa cargaison à n'importe quel terminal terrestre.

Livré en février 2010 à Mihara, au Japon, le GDF SUEZ Point Fortin est l'un des trois méthaniers au monde à bénéficier d'une amélioration de conception, à travers l'optimisation du design des cuves, équipées de la membrane Mark III de GTT. La forme trapézoïdale de la cuve n° 1, située à l'avant du navire, lui permet d'avoir une capacité accrue de 2 000 m³ de GNL, soit une capacité maximale de 154 200 m³. Ces navires sont exploités par BW Gas pour les BW GDF SUEZ Brussels et BW GDF SUEZ Paris, Höegh LNG pour le GDF SUEZ Neptune et le GDF SUEZ Cap Ann et par MOL pour le GDF SUEZ Point Fortin dans le cadre de contrats d'affrètement de long terme.

Neptune, un terminal offshore respectueux de l'environnement

En février 2010 a été mis en service le nouveau terminal de regazéification offshore du Groupe situé à 10 milles au large de Gloucester. Baptisé *Neptune Deepwater Port*, ce terminal est constitué de deux bouées immergées, qui permettent à des méthaniers regazéifieurs spécialement conçus pour stocker, transporter mais aussi pour vaporiser le GNL, de se connecter et d'émettre le GNL revaporisé en gaz naturel aux consommateurs *via* un gazoduc sous-marin existant, connecté au réseau de transport et de distribution. Les deux bouées permettent de garantir la fourniture continue du gaz naturel en retenant simultanément, pendant un court laps de temps, deux méthaniers connectés.

La conception offshore de Neptune, qui répond aux normes environnementales strictes du Massachusetts, présente plusieurs avantages importants : pas d'emprise de terrains côtiers ni d'impacts visuels. Le site offre la hauteur d'eau nécessaire pour supporter la technologie du système à bouées, tout en évitant avec précision la réserve marine Stellwagen Bank National Marine Sanctuary et les couloirs de navigation essentiels vers le port de Boston.

Australie : le premier projet intégré de GDF SUEZ

Avec une usine de liquéfaction flottante de près de 2 millions de tonnes par an de GNL associée à la mise en production de trois champs offshore en mer de Timor, le projet Bonaparte LNG constitue la première opération intégrée dans ce domaine pour laquelle le Groupe sera opérateur.

Procédant d'un accord finalisé en janvier 2010 avec Santos, importante compagnie australienne d'E&P gazière et pétrolière, il répond à un triple objectif stratégique pour GDF SUEZ : développer des projets intégrés d'E&P-GNL, de l'exploration-production à la commercialisation ; accroître ses ressources gazières, les trois champs acquis représentant un potentiel de croissance significatif d'une augmentation de 20% des réserves d'hydrocarbures ; élargir son

Le volume annuel de l'approvisionnement de GDF SUEZ en gaz naturel s'élève à plus de 110 Gm³.

portefeuille d'approvisionnement en GNL à la zone Asie-Pacifique, un marché en forte croissance qui représente les deux tiers de la demande mondiale de GNL. La première phase du projet durera environ trois ans, avant la décision finale d'investissement. De nouvelles campagnes de forage sont programmées fin 2010, afin de confirmer le potentiel des réservoirs.

Nord Stream : sécuriser l'approvisionnement de millions de consommateurs

L'entrée dans le projet de gazoduc Nord Stream, signée le 1^{er} mars 2010 à travers un protocole d'accord conclu avec Gazprom, fait de GDF SUEZ l'acteur d'un projet majeur, d'une importance stratégique pour l'Europe. Long de 1 200 km, reliant directement la Russie à l'Allemagne par la mer Baltique, le gazoduc sous-marin Nord Stream apportera en effet une garantie supplémentaire de poids pour la sécurité de millions de consommateurs. Il a reçu son feu vert définitif en février 2010 : tous les pays riverains ont donné leur autorisation, soumise au respect par l'ouvrage des exigences environnementales. Marquant le 35^e anniversaire des relations commerciales entre Gazprom et GDF SUEZ, le protocole d'accord comprend également la fourniture de quantités additionnelles de gaz naturel livrées *via* le futur gazoduc. La première tranche sera achevée en 2011, avec une capacité annuelle de 27,5 milliards de m³. La seconde tranche sera opérationnelle en 2012, portant la capacité totale à 55 milliards de m³. Le consortium Nord Stream AG est chargé de l'étude, la construction et l'exploitation du gazoduc. Gazprom détient 51% de son capital, la participation prévue de GDF SUEZ devant s'élever à 9%.



Infrastructures

GDF SUEZ est le premier opérateur d'infrastructures de gaz naturel en Europe : terminaux méthaniers, sites de stockage souterrain, réseaux de transport et de distribution. Sa présence dans ce maillon essentiel au cœur de la chaîne gazière accompagne et soutient la croissance des marchés du gaz naturel en contribuant à la compétitivité et à la sécurité d'approvisionnement.

En Europe, GDF SUEZ est le deuxième opérateur de terminaux méthaniers, ces installations portuaires qui permettent la réception de gaz naturel liquéfié (GNL) ainsi que la regazéification du gaz naturel de l'état liquide à l'état gazeux. À travers sa filiale Elengy créée fin 2008, le Groupe exploite trois sites en France : Montoir-de-Bretagne, Fos-Tonkin et Fos-Cavaou.

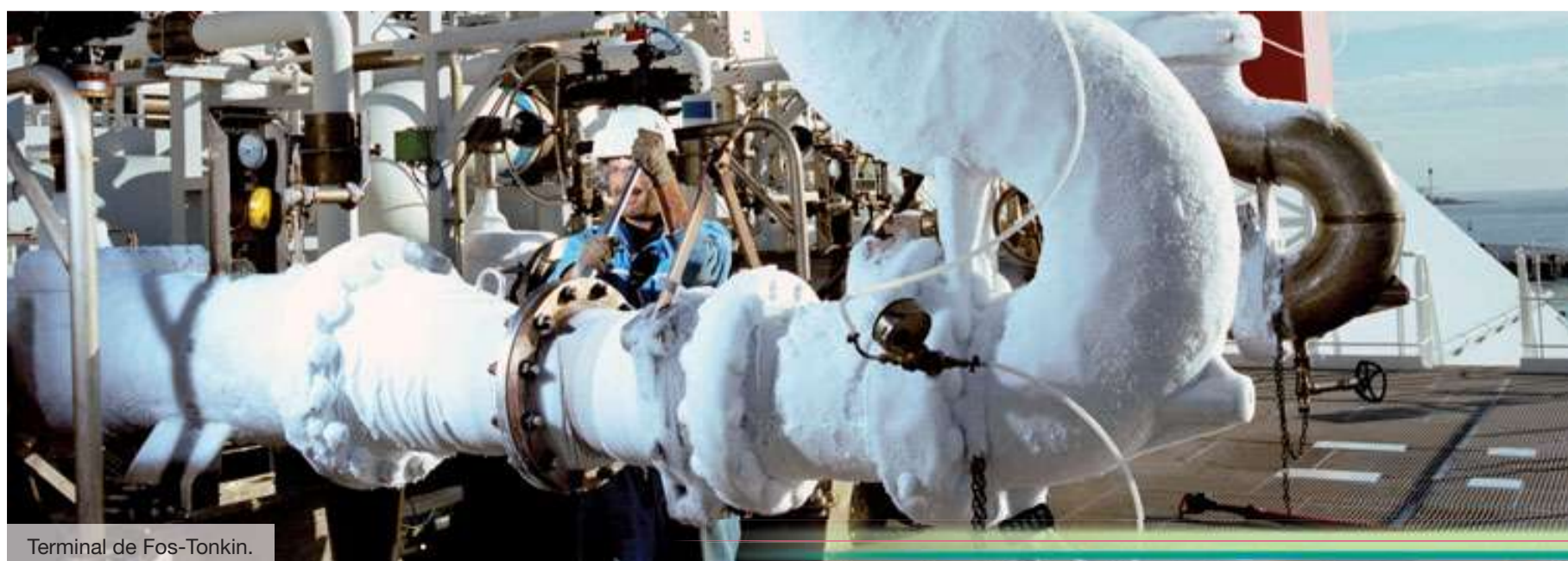
Dernière installation en date, Fos-Cavaou a reçu en octobre 2009 son premier navire méthanier dont la cargaison a servi aux essais de mise en froid avant l'accueil des premières livraisons commerciales début avril 2010. Situé sur la côte méditerranéenne, le nouveau terminal, détenu à hauteur de 71,21% par Elengy, bénéficie d'une situation très favorable qui lui permet d'être directement accessible par la mer 24 h/24 et d'accueillir les plus gros méthaniers existant à ce jour, d'une capacité de 220 000 m³ de GNL. Il offre une capacité de stockage de 330 000 m³ et disposera à terme d'une capacité de regazéification de 8,25 milliards de m³.

En novembre, le terminal de Montoir a quant à lui accueilli le plus grand méthanier jamais reçu en France : ce navire dit « Q-Flex », avec ses 315 mètres de longueur, 50 mètres de largeur, un tirant d'eau de 12 mètres et une capacité de 216 000 m³, a démontré l'efficacité de la démarche volontariste de Port Atlantique Saint-Nazaire en matière de qualité d'accueil. Montoir est l'un des

terminaux les plus importants d'Europe, la taille et le tirant d'eau des navires qu'il reçoit étant en constante augmentation. Elengy mène actuellement des travaux qui vont lui permettre de garantir à ses clients la poursuite de l'exploitation du terminal jusqu'en 2035.

Des terminaux à travers le monde

GDF SUEZ occupe également des positions affirmées à l'international. Aux États-Unis, le Groupe est propriétaire du terminal méthanier d'Everett, d'une capacité de 6,9 milliards de m³. Au 31 décembre 2009, il détient des participations en Belgique, dans le terminal méthanier de Zeebrugge, et en Inde, dans la société Petronet LNG Ltd., qui possède un terminal à Dahej et en construit un autre à Cochin. Des projets sont en cours de développement en Italie. Au Chili, le terminal méthanier de Mejillones a été mis en service début 2010 après avoir bénéficié d'un développement accéléré. Sa conception innovante associe des installations terrestres à un stockage flottant de GNL amarré en permanence à une jetée, le BW GDF SUEZ Brussels. Il assure l'alimentation en gaz nécessaire pour couvrir 20% des besoins du SING – le réseau électrique du nord du pays –, celui-ci desservant principalement des clients industriels. GDF SUEZ est partie prenante du projet de gazoduc sous-marin Medgaz construit entre l'Espagne et l'Algérie, et qui aura



Terminal de Fos-Tonkin.

nécessité quelque 900 millions d'euros d'investissements. Long de 210 km, il doit entrer en fonctionnement courant 2010, après des essais conduits au début de l'année. Avec une capacité annuelle de 8 milliards de m³, Medgaz va renforcer l'approvisionnement du sud de l'Europe grâce aux exportations de gaz algérien.

Leader européen du stockage souterrain

Traditionnellement utilisés pour ajuster l'offre et la demande de gaz naturel et garantir la sécurité d'approvisionnement, les stockages répondent aujourd'hui à de nouveaux besoins, liés à l'évolution du marché du gaz naturel, notamment en termes de flexibilité et d'arbitrage.

Dans ce contexte, Storengy, filiale de GDF SUEZ créée fin 2008 et dédiée au stockage souterrain de gaz naturel, a engagé un programme ambitieux qui s'appuie à la fois sur la construction de nouveaux stockages souterrains et le développement de sites existants. Elle s'appuie sur un savoir-faire acquis au cours des 50 dernières années pour développer, exploiter et commercialiser des capacités de stockage de gaz naturel. Storengy est l'une des rares entreprises à disposer d'une expertise reconnue sur les plans technique, économique et réglementaire couvrant toutes les technologies de stockage de gaz. En France, deux nouveaux sites vont prochainement être mis en exploitation, Hauterives dans la Drôme et Trois-Fontaines en Haute-Marne. En Allemagne, ce plan prévoit entre autres l'extension du site de Peckensen. Enfin, en Grande-Bretagne, le projet Stublach, lancé en 2007, entrera progressivement en service entre 2014 et 2018, pour une capacité de plus de 400 millions de m³, ce qui fera de lui le plus grand stockage en cavités salines du Royaume-Uni.

Transport et distribution

À travers ses filiales en France, en Belgique, en Allemagne et en Autriche, GDF SUEZ assure en Europe la gestion du plus long réseau de transport de gaz naturel (37 373 km) et du premier réseau de distribution (près de 290 000 km). En France, GRTgaz prévoit un développement important de son réseau pour répondre à la demande de nouvelles capacités d'acheminement par les expéditeurs, identifiant un programme d'investissements qui pourrait atteindre 6,5 milliards d'euros sur 10 ans. Cette perspective, liée au renforcement de la fluidité



Le Gaselys au terminal de Montoir-de-Bretagne.

du réseau de transport et à l'amélioration de la sécurité d'approvisionnement, conforte la France dans son rôle de plaque tournante du gaz en Europe.

GRTgaz veille à conduire ses investissements dans un esprit de concertation. Elle a ainsi renforcé ses liens avec le monde agricole, à travers la signature d'un protocole en janvier 2010. L'accord prévoit des dispositions relatives à la bonne conduite des travaux de pose ou d'entretien de canalisations en milieu rural, afin de pénaliser le moins possible les exploitants : conventions de servitude, contreparties liées à la présence d'un gazoduc... sont notamment prévues, ainsi qu'un engagement de déclaration des travaux six mois avant leur démarrage et une augmentation de la profondeur d'enfouissement.

Hors d'Europe, GDF SUEZ détient également des participations dans des réseaux de transport, telles que celles de 84,7% dans Gasoducto Norandino, société propriétaire et exploitante d'un gazoduc au nord du Chili. Le réseau de distribution français exploité par GrDF, filiale créée le 31 décembre 2007, constitue le premier d'Europe par sa longueur avec 190 834 km. La quasi-totalité des communes françaises de plus de 10 000 habitants au sein de la zone de desserte y est raccordée. GrDF poursuit son engagement dans la croissance et la densification du réseau. Elle apporte aux consommateurs finaux et aux collectivités locales des solutions énergétiques innovantes et performantes au plan économique et environnemental. Cette démarche permet de valoriser la complémentarité du gaz naturel avec le nucléaire et les énergies nouvelles. GDF SUEZ est également un distributeur important en Italie et en Allemagne. Il est aussi présent en Roumanie, en Hongrie, en Slovaquie et au Portugal. Hors d'Europe, le Groupe occupe des positions au Mexique, en Argentine, au Chili et en Thaïlande.

Certifications

Au même titre que leur développement, GDF SUEZ considère la sécurité, la fiabilité des infrastructures et la maîtrise des impacts environnementaux comme des priorités. En Europe, où le Groupe est le premier gestionnaire de réseaux et d'infrastructures de gaz naturel, chacune de ses filiales s'est engagée dans une démarche visant à obtenir ou renouveler la certification de ses activités par l'organisation internationale de normalisation ISO. Ces certifications, ISO 9001 (qualité) et ISO 14001 (environnement), visent les prestations commerciales aussi bien que l'activité industrielle.

Pour garantir le haut niveau de performance de leurs activités, Storengy et Elengy ont mis en place un système de management intégré de la qualité, de la sécurité et de l'environnement, dont le niveau est évalué annuellement selon un référentiel internationalement reconnu : l'Isrs7 de DNV (Det Norsk Veritas, fondation norvégienne indépendante ayant pour objectif la sauvegarde des vies, des biens et de l'environnement). En juillet 2009, le terminal méthanier de Montoir-de-Bretagne a obtenu le niveau 7 de certification Isrs7, devenant ainsi le premier site industriel français à atteindre ce niveau de reconnaissance.

1^{er} opérateur de réseaux de transport et de distribution en Europe

Services à l'efficacité énergétique et environnementale

L'efficacité énergétique et environnementale est au cœur des services que GDF SUEZ propose à ses clients, dans le monde entier. Les solutions qu'il conçoit, développe et met en œuvre couvrent toute la chaîne de valeur, de la conception à la maintenance, en passant par la réalisation des installations. Ses prestations s'adressent autant aux collectivités, aux clients professionnels – industriels et tertiaires – qu'aux particuliers : un positionnement qui donne au Groupe une vision globale des besoins, avec des réponses fondées sur l'expertise et la proximité.

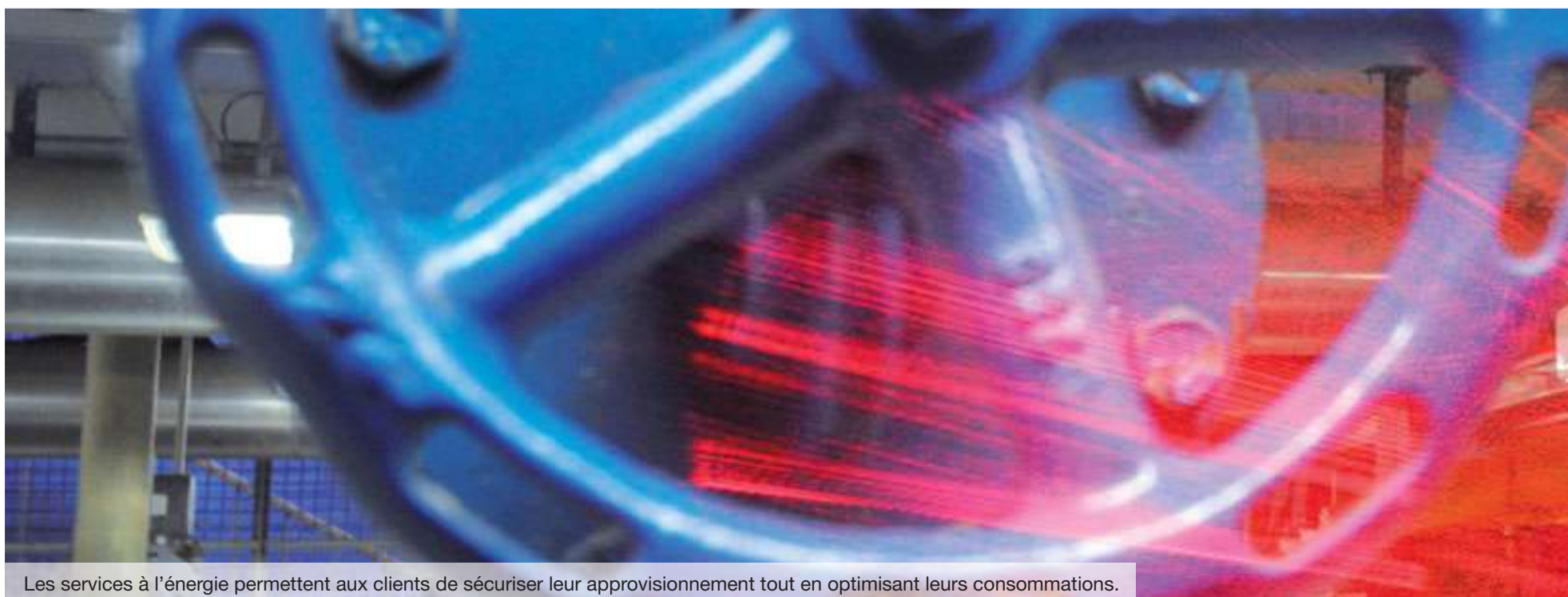
En s'appuyant sur le maillage territorial, le déploiement de savoir-faire spécifiques et des équipes réactives, GDF SUEZ a développé des positions de leader européen sur ses marchés de services énergétiques. Il est également très actif au Canada, au Brésil, en Thaïlande, à Singapour et dans les Départements et Territoires d'Outre-Mer.

Répondre aux enjeux des collectivités et des entreprises

Son offre globale permet aux clients de disposer d'une efficacité optimale dans la recherche de solutions de performance énergétique et environnementale. GDF SUEZ est aussi particulièrement présent dans les champs les plus novateurs concernés par cet enjeu majeur : les réseaux urbains de chaleur et de froid qui s'intègrent désormais dans les éco-quartiers et plus largement dans un cadre stratégique, celui de la ville durable ; les performances désormais exigées par les maîtres d'ouvrage des grands sites tertiaires ; les *data-centers*.

GDF SUEZ gère ainsi plus de 110 réseaux de chaleur et de froid dans le monde. À Aubenas, à Moulins, à Rochefort-en-Montagne, à Châteaubriant, à Yssingeaux ou encore à Brétigny-sur-Orge, les réseaux de chaleur de nombreuses villes en France se mettent à la biomasse pour améliorer la qualité du service de chauffage et réduire fortement l'impact environnemental de la chaleur délivrée aux habitants. Des projets qui vont permettre d'éviter le rejet de millions de tonnes de CO₂ dans l'atmosphère.

Fort de son organisation de proximité, le Groupe est aussi dimensionné pour opérer à des échelles très différentes à l'international. En témoigne la signature, en septembre, d'un accord avec la municipalité de Chongqing, l'une des plus grandes du monde avec ses 30 millions d'habitants, pour concevoir, construire et exploiter des réseaux urbains de chaud et froid.



Les services à l'énergie permettent aux clients de sécuriser leur approvisionnement tout en optimisant leurs consommations.

Les data-centers : un savoir-faire à part entière

Servant à conserver en toute sécurité les données gérées par les opérateurs pour leur exploitation – assureurs, banques, groupes de télécommunications... – les data-centers imposent de fortes contraintes en matière d'énergie car il faut à la fois sécuriser absolument l'approvisionnement énergétique et optimiser les consommations de sites particulièrement énergivores.

Le Groupe est le 1^{er} fournisseur de services d'efficacité énergétique et environnementale dans le monde.

La résolution de ces contraintes est devenue un savoir-faire à part entière de GDF SUEZ qui a aujourd'hui en charge quelque 175 000 m² en Europe. S'il intervient chez ses clients, le Groupe a ouvert en 2009 son propre centre de compétences dédié à Maastricht ; il y hébergera notamment les données de APG – le leader néerlandais de la gestion d'actifs et de fonds de pension –, mission confiée dans le cadre d'un contrat de 10 ans.

Une nouvelle génération de sites tertiaires

L'efficacité énergétique est désormais intégrée à la conception des nouveaux bâtiments qu'occupent les entreprises ; elle participe de leur recherche de rentabilité, avec un impact important sur les économies générées par la baisse de consommations. Domaine d'expertise historique pour GDF SUEZ, l'approche de ces sites s'effectue à travers deux grands volets : la conception des installations et leur exploitation/maintenance. Au Royaume-Uni, le Groupe s'est vu récompensé en 2009 par la CHP Award pour le schéma énergétique mis au point dans le cadre de la construction de la nouvelle « cité des médias » à Manchester : MediaCity UK. Opérationnel en 2011, cet ensemble, réalisé pour le compte de Peel Media, accueillera notamment la BBC, un pôle d'enseignement universitaire, un hôtel, un central commercial, des studios... le tout s'organisant autour d'une place de deux fois la taille de Trafalgar Square. Reposant sur une trigénération, la solution de GDF SUEZ émettra près de 30 % de CO₂ en moins qu'une installation conventionnelle et générera 876 000 euros d'économies.

Les énergies renouvelables au cœur des services

Maillon essentiel du mix énergétique développé par GDF SUEZ, les énergies renouvelables (voir page 50) forment l'un des grands axes de l'offre de services. Le Groupe accompagne les collectivités de plus en plus nombreuses à s'orienter vers ces solutions, à l'exemple de la ville de Bourges, de l'île de La Réunion ou encore de l'agglomération de Metz dont l'usine

76 750 collaborateurs sont dédiés aux services à l'énergie.

de production d'électricité sera désormais alimentée par biomasse. GDF SUEZ y assure la conception de la rénovation du site, avec l'installation d'une turbine à vapeur de 7 MW.

En Italie, c'est l'industriel agroalimentaire Amato qui a confié à GDF SUEZ la conception et la réalisation d'une centrale de trigénération. D'une puissance de 2,4 MW, elle produira l'énergie thermique destinée au séchage des pâtes. Elle se complétera d'une installation photovoltaïque de 100 kW qui assurera la production électrique du site. Au Royaume-Uni, GDF SUEZ participe à la construction du « London Array », le plus grand parc éolien offshore du monde. Composé de 341 éoliennes d'une puissance de 1 000 MW, il sera implanté sur 245 km² dans le delta de la Tamise, à l'est de Londres. Une première tranche sera livrée en 2012 afin de faire profiter les jeux Olympiques de cette énergie verte.

Une première nationale en Alsace

35% de baisse des consommations d'énergie, 65% de réduction des gaz à effet de serre, 90 000 tonnes d'émissions évitées de CO₂ : ces performances sont au cœur du





Des indices de satisfaction en hausse

La satisfaction de la clientèle sur le marché des particuliers a progressé en 2009 pour se rapprocher du niveau observé avant l'ouverture des marchés en 2007. Cette évolution positive est également notée, et de façon encore plus marquée, sur le marché des professionnels, pour lequel l'ouverture à la concurrence date de 2004.

L'obtention du 1^{er} prix de la relation client on line décerné par Qualiweb pour le site www.gazdefrance.fr (catégorie eau-énergie) traduit également les progrès réalisés sur la qualité de service. Ce résultat illustre la montée en puissance d'Internet dans le dispositif commercial.

contrat d'une durée de 20 ans signé avec le Conseil Régional d'Alsace en décembre 2009. Les bénéficiaires : 14 éco-lycées, pour lesquels Cofely assurera la conception, le financement, la construction et l'exploitation des équipements énergétiques. Il s'agit du premier CPE (contrat de performance énergétique) passé en France par une collectivité, sous la forme d'un contrat de partenariat sur les équipements publics. Preuve de l'engagement de la région Alsace, pilote en matière d'énergies renouvelables et de bâtiments à basse consommation, l'opération comprend notamment la construction de six chaufferies

à biomasse, l'optimisation des installations climatiques existantes, l'installation de 5 000 m² de panneaux photovoltaïques. Les travaux vont débuter à la rentrée 2010 et s'achèveront en septembre 2011, date à laquelle s'ouvrira la deuxième phrase du contrat : la période d'exploitation.

Éclairage public : quand l'efficacité énergétique rencontre la dimension esthétique

En 2009, les villes de Beaune et de Vallauris ont toutes deux confié à GDF SUEZ leur éclairage public à travers un partenariat

public-privé. La cité bourguignonne a lancé une démarche pionnière : un plan Lumière qui vise à la fois à mettre en valeur son patrimoine très prisé des touristes, à renforcer la sécurité et le confort des habitants et à réduire la facture d'énergie de l'agglomération de près de 50%. La mission confiée à GDF SUEZ englobe la réalisation dans le centre historique d'un parcours lumineux dynamique, associée à la rénovation intégrale du réseau d'éclairage.

Vallauris a elle aussi conjugué l'esthétique et la performance dans son cahier des charges avec de nouveaux candélabres



Éclairage public à Beaune, en Bourgogne.



Cofely alimente en chaud et froid les laboratoires du nouveau Shell Technology Center à Amsterdam, aux Pays-Bas.

qui remplaceront les équipements existants, soit 3 000 points lumineux au total. La solution mise en place permettra, dès janvier 2011, de réduire les émissions de carbone et la consommation d'énergie d'au moins 25%.

110 réseaux urbains de chaleur et de froid sont gérés par GDF SUEZ.

Quand le carburant se met au vert

GNVERT a été retenu pour équiper le SIETOM [Syndicat mixte d'enlèvement et de traitement des ordures ménagères de la région de Tournan-en-Brie (Seine-et-Marne)] avec une solution de transport propre. Elle comprend 25 bennes à ordures utilisant du Gaz Naturel Véhicules (GNV), ainsi que l'équipement d'avitaillement de la station avec deux compresseurs et deux bornes. Le GNV permet de diminuer de 20% les émissions de CO₂ par rapport à une motorisation diesel, il n'émet pas de particules et entraîne une division par deux des émissions sonores des moteurs.

Services à l'habitat : la nouvelle donne du développement durable

L'efficacité énergétique est aussi au cœur des solutions que GDF SUEZ développe pour les particuliers dans l'habitat individuel. Conciliant respect des exigences du développement durable et création de valeur, son offre s'organise autour de trois grands axes :

- maintenance de systèmes énergétiques performants ;
- conception et installation de systèmes énergétiques à base d'énergies renouvelables ;
- financement de travaux d'éco-efficacité.

L'efficacité énergétique au service des clients

L'année 2009 a été marquée par un renforcement significatif de la gamme avec des solutions de conseil et d'accompagnement autour de l'efficacité énergétique, telles que le portail Économies d'Énergies, la mise à disposition de fiches pratiques et de simulateurs en ligne -M@ future installation, la maison de Zoé ou encore le lancement des offres Photovoltaïque et Chaudière. Ce positionnement a également permis une contribution majeure à la satisfaction des obligations réglementaires du Groupe en termes de collecte des Certificats d'Économies d'Énergies sur les trois dernières années.

La DolceVita ZenBox : l'innovation domotique pour une totale tranquillité d'esprit

Révolution technologique au service de la sécurité et la maîtrise des consommations dans l'habitat, la DolceVita ZenBox a été lancée début 2010. Elle offre deux services distincts à partir d'un boîtier unique :

- « Vigilance » : pour suivre ses consommations d'énergie et d'eau en temps réel et, le cas échéant, être alerté sur des dépassements du seuil défini ainsi qu'en cas de risques domestiques (fumée, fuite d'eau...);
- « Sécurité » : une protection par télésurveillance.

Énergies en synergie

Pour répondre aux attentes des clients industriels concernant le réseau intérieur de gaz naturel, des équipes de deux branches du Groupe ont travaillé en synergie pour concevoir et proposer une nouvelle offre baptisée « Sérénité Gaz ». Il s'agit d'une offre globale qui comprend notamment l'analyse de l'existant, le conseil réglementaire, la mise en conformité du réseau et la maintenance avec un suivi de la performance. Un premier contrat a été signé avec General Electric pour la remise en conformité du réseau de leur site de Belfort, après une prestation de conseil réglementaire.

Gestion de l'eau

SUEZ Environnement alimente 90 millions de personnes en eau potable et assure les services d'assainissement de 58 millions de particuliers. Elle occupe une position de leader mondial présent sur les cinq continents, qui répond aux grands enjeux environnementaux à travers des solutions innovantes favorisant l'économie circulaire et la préservation de la ressource en eau.

Le modèle de SUEZ Environnement repose sur la maîtrise complète du cycle de l'eau. Des études à la valorisation des boues d'épuration, chaque métier est porté par des expertises dédiées. Son offre globale se déploie à travers une présence mondiale, fortement ancrée en Europe. Soutenue par une dynamique de recherche et innovation constante, elle s'organise autour de solutions sur mesure pour les collectivités et les industriels, formalisées dans des cadres contractuels adaptés. Avec des réponses qui se déclinent autour de six grands enjeux :

- surveiller et protéger la ressource,
- maîtriser la qualité de l'eau,
- traiter les eaux usées,
- protéger le littoral,
- entretenir des relations de proximité avec les clients,
- gérer et préserver le patrimoine,
- répondre aux besoins spécifiques des industriels.

En 2009, le Groupe a pris le contrôle de l'ensemble des activités Eau et Environnement d'Agbar (Aguas de Barcelona). Avec cette opération stratégique majeure, le Groupe se renforce sur ses métiers en Espagne, mais aussi à l'international et pourra

développer des synergies géographiques, commerciales et opérationnelles. Outre sa position de leader en Espagne, Agbar bénéficie en effet d'une présence forte au Chili, au Royaume-Uni, au Mexique et en Algérie.

L'ingénierie a poursuivi son développement à un rythme soutenu. Safège a ainsi été sélectionné pour le contrat-cadre multiple européen 2009-2013 en tant que chef de file pour les lots Environnement, Transports et Infrastructures. À ce titre, il fait partie des consortiums habilités à répondre aux appels d'offres lancés par l'Union Européenne sur l'ensemble des secteurs d'aide au développement, et dont l'expertise sera sollicitée à travers plus de 400 missions de prestations de services dans plus de 100 pays.

Spécialiste du traitement de l'eau en milieu industriel, Ondeo IS a su s'adapter aux impacts de la crise économique sur le secteur en se concentrant sur des services à haute valeur ajoutée et sur des marchés clés. Il a ainsi enregistré en 2009 quelques beaux succès commerciaux, et notamment la conception, réalisation et installation d'une unité de traitement d'eau avec dessalement d'eau



Une première mondiale : la Zone Libellule

« Liberté Biologique Et de Lutte contre les polluants Émergents », autrement dit Libellule : ce joli nom a été donné par Lyonnaise des Eaux à cette zone naturelle, condensé de différents types de zones humides abritant des plantes pour affiner la qualité des eaux en sortie de station d'épuration, ainsi qui contribue à la dégradation de substances présentes en très petites quantités, les micropolluants comme les résidus médicamenteux et cosmétiques ou les métaux. La Zone Libellule est formée d'un ensemble de bassins regroupant différentes espèces de plantes locales. L'eau provenant de la station met une dizaine de jours pour la traverser avant de rejoindre le milieu naturel.



de mer et déminéralisation pour la nouvelle centrale thermique de Ghannouche en Tunisie ; le gain d'un contrat d'ingénierie et d'approvisionnement pour la production d'eau déminéralisée d'une nouvelle unité d'hydrocracking du groupe Galp (Portugal) ; la réhabilitation de la station de traitement des eaux résiduaires de la raffinerie d'Elefsina (Grèce) appartenant à la société Hellenic Petroleum.

Filiale de SUEZ Environnement aux États-Unis, United Water tire parti des opportunités liées à la dynamique de croissance verte lancée par le gouvernement en 2009. Il peut ainsi proposer des solutions comme la réutilisation des eaux usées ou les stations de traitement de l'eau à énergie positive sur le modèle Green Cubes. Il a par ailleurs obtenu le renouvellement d'une large majorité de ses contrats arrivant à échéance – à l'exemple du contrat d'exploitation de la centrale de réutilisation des eaux usées de West Basin en Californie, reconduit pour une durée de cinq ans. Autre succès : la signature d'un contrat DBO (conception-construction-opération) de 73 millions d'euros pour améliorer sur les 10 prochaines années les installations d'assainissement de la ville de East Providence (Rhode Island).

SUEZ Environnement travaille aussi sur le bilan carbone de ses usines de traitement d'eau et sur leur autonomie en énergie : à Cannes, la station d'épuration Aquaviva est la première à être « carboneutre » grâce à la mise en place de différentes mesures (panneaux photovoltaïques, construction d'un sécheur de boues sur place pour éviter les trajets en camion...). À Amman, en Jordanie, le Groupe a inauguré une station d'épuration capable de générer 95% de l'énergie qu'elle consomme. Présent depuis 1999 dans ce pays dont les ressources en eau figurent parmi les plus pauvres du monde, il y a apporté de nombreuses améliorations en termes de distribution (70% d'augmentation d'approvisionnement) et de services.

Degrés Bleus® choisi par la ville de Levallois

Signée Lyonnaise des Eaux, cette innovation utilise la formidable énergie que représentent les eaux usées des réseaux urbains. Grâce à une technologie simple, elle consiste à récupérer la chaleur produite par les canalisations d'assainissement pour chauffer ou refroidir des bâtiments. Pour les collectivités, ce procédé apporte une contribution efficace aux objectifs définis dans leurs Plans Climat. Une raison qui a motivé le choix de la ville de Levallois-Perret en faveur de Degrés Bleus®, utilisé pour maintenir en température l'eau de son nouveau centre aquatique.

Une dynamique de développement qui se poursuit en Asie

SUEZ Environnement est présent depuis 30 ans en Chine, où, en 2009, il a acquis une nouvelle joint-venture pour l'approvisionnement en eau à Tianjin (1 million d'habitants) et remporté plusieurs grands contrats à Chongqing (construction d'une usine d'eau potable et exploitation du réseau de distribution d'eau pour alimenter 1,2 million d'habitants à terme), dans le Jiangsu (conception, construction et exploitation de la première usine de traitement de boues de la province, la partie construction étant assurée par Degrémont, filiale de GDF SUEZ) et sur le site de Petrochina à Chengdu (construction d'une usine de traitement des eaux usées industrielles avec une capacité de 60 000 m³/jour).

Par ailleurs, la région administrative spéciale de Macao a renouvelé pour une durée de 20 ans le contrat de concession de services d'eau pris en charge depuis 25 ans par Macao Water. Cette filiale de SUEZ Environnement approvisionne chaque année plus de 540 000 résidents locaux et 27 millions de touristes, en intégrant une vision de long terme pour faire face aux besoins futurs de la région.

Melbourne : la plus grande usine de dessalement de l'hémisphère Sud

Double record pour le contrat remporté en juillet 2009 par Degrémont, au sein du Consortium Aquasure, en Australie : il s'agit, d'une part, de la plus grande unité de dessalement d'eau de mer qui sera construite dans l'hémisphère Sud, et, d'autre part, du plus important projet de partenariat public-privé au monde dans le secteur du dessalement. Situé à 80 km de Melbourne, le projet, mené par l'État de Victoria, porte sur la construction et l'exploitation de l'usine dans le respect de contraintes énergétiques et environnementales très strictes. La capacité s'élèvera à 450 000 m³ d'eau potable par jour et couvrira un tiers des besoins en eau de l'agglomération de Melbourne dès la fin 2011. À terme, une ligne de traitement supplémentaire est envisagée pour porter cette capacité à 600 000 m³.

L'usine jouera aussi la carte de l'intégration dans son environnement et de préservation du milieu naturel : toiture végétale, programme ambitieux de végétalisation du site, protection de la faune. L'énergie nécessaire à la production et à la livraison de l'eau potable sera quant à elle 100% renouvelable, provenant notamment d'un nouveau parc éolien de l'État.



Gestion des déchets

Dans les déchets, le modèle de SUEZ Environnement reste plus que jamais un atout : privilégier la maîtrise de l'ensemble du cycle des déchets et une présence tout au long de la chaîne de valeur. Présent sur les cinq continents, il collecte, traite et valorise les déchets de 46 millions de personnes.

Les métiers de la propreté ont connu une profonde évolution, passant d'une obligation d'évacuation à une logique de traitement et d'élimination. L'économie circulaire rebat les cartes dans une dynamique vertueuse, avec des choix de long terme en faveur du recyclage et de la valorisation énergétique.

SUEZ Environnement possède une maîtrise globale qui va des services de collecte jusqu'à l'élimination des déchets résiduels, avec une expertise pointue en matière de filières spécialisées. Il intervient pour le compte des collectivités dans le cadre de contrats de long terme ainsi que pour les industriels à travers des solutions adaptées à leurs problématiques spécifiques de déchets spéciaux.

Répondre aux enjeux climatiques

Au-delà de ses missions de gestion des déchets, SUEZ Environnement se mobilise pour répondre aux grands enjeux climatiques et énergétiques. Ses solutions sont conçues en ce sens, à l'exemple de Limay (Yvelines), où a été inaugurée en 2009 l'une des premières usines en France de recyclage des bouteilles en PET pour un usage alimentaire. Capable de recycler 40 000 tonnes de bouteilles en plastique par an, elle devrait aussi permettre la création de près de 80 emplois. Ce projet s'inscrit dans le cadre des engagements pris par le Groupe pour le Grenelle de l'Environnement.

À Bessières, près de Toulouse, le Groupe a développé un projet de récupération de la chaleur émise par un incinérateur pour chauffer des serres agricoles. Élaborée en concertation avec les acteurs locaux, cette démarche devrait permettre de récupérer 25% de l'énergie thermique générée par l'incinérateur (soit 51 GWh), tout en offrant aux serristes locaux une source d'énergie bon marché, renforçant ainsi leur compétitivité.

Innover pour la ville de demain : la collecte durable

Partenaire de longue date des collectivités pour la collecte et le traitement des déchets, SUEZ Environnement s'est particulièrement investi dans les réflexions relatives à la ville durable (voir page 34). Parmi toutes les solutions qu'il propose pour imaginer des configurations urbaines plus vertueuses figure notamment la collecte durable. Son schéma s'organise en effet autour des trois grands enjeux du développement durable, avec les procédés ou les actions qui s'y corrént :

- environnemental, à travers une réduction de l'énergie consommée, une amélioration de la performance recyclage et une réduction des impacts urbains ;
- économique, avec un budget maîtrisé ;
- social, en faisant appel aux structures d'insertion du Groupe et en travaillant constamment sur l'amélioration des conditions de travail et de sécurité.



Centre de tri de SITA Environmental Solutions à Adélaïde, en Australie.



Traitement des déchets radioactifs à la centrale nucléaire de Doel, en Belgique.

Accompagner les industriels

SUEZ Environnement compte plus de 460 000 clients industriels dans le monde, qu'il conseille et accompagne dans la mise en œuvre d'une logistique adaptée à leurs besoins. Il a notamment remporté en 2009 un contrat majeur auprès d'Arkema, portant sur une gestion globale des déchets sur les 37 sites français du Groupe et de ses filiales, pour une durée de cinq ans. Ce qui a fait la différence : une expérience éprouvée en matière de traitement des déchets dangereux et de régénération des sols, déjà mise en œuvre pour Arkema en Rhône-Alpes. L'industriel a aussi trouvé en SUEZ Environnement un partenaire capable de l'aider à améliorer son empreinte écologique et de répondre aux exigences de l'engagement *Responsible Care*, la démarche mondiale de l'industrie chimique en faveur du développement durable.

Un développement soutenu à l'international

SUEZ Environnement est présent dans le monde entier. Avec 80 sites hors France, il intervient dans des contextes réglementaires et culturels différents, mais toujours avec l'ambition de répondre aux enjeux essentiels du climat et de la préservation des ressources. Aux Pays-Bas a été lancé le *SITA Green Label* qui offre une collecte et un traitement neutre en CO₂ aux clients désireux de limiter l'impact de ce service. En Belgique, a été lancé le *SITA Webshop* qui permet de commander en ligne l'enlèvement de déchets. Mais 2009 a également été marquée par la mise en service de l'usine de valorisation énergétique EVI, à la frontière

entre les Pays-Bas et l'Allemagne, et par le début de la construction de l'usine de valorisation thermique de Roosendaal (Pays-Bas, Brabant-Septentrional) qui pourra produire 275 000 MWh d'électricité annuellement grâce aux déchets. En 2009, SITA Nederland a gagné des contrats concernant le traitement des déchets combustibles des ménages dans trois grandes villes des Pays-Bas et représentant un volume supplémentaire de traitement de 300 à 500 000 tonnes par an.

Au Maroc, deux villes ont choisi SUEZ Environnement pour la gestion déléguée de leurs déchets : Oujda, une ville de 450 000 habitants en plein essor avec la construction d'un aéroport et d'une autoroute vers Fès, et El Jadida, cité balnéaire de 250 000 habitants qui double sa population en été du fait de sa proximité avec Casablanca.

À Hong Kong, où SUEZ Environnement est présent depuis plus de vingt ans dans le secteur de la propreté, le contrat O&M relatif à l'exploitation de Island East Transfer station a été renouvelé pour une période minimale de quatre ans et demi. Le site gère chaque année plus de 300 000 tonnes de déchets marins qu'il reçoit, compacte et transfère par bateau vers une décharge également exploitée par le Groupe. Le nouveau contrat comprend la réalisation d'un centre de traitement biologique où seront transformés et traités les déchets biodégradables.

Royaume-Uni : la réhabilitation d'un ancien complexe industriel

La dépollution des sols, notamment ceux des friches industrielles, est une expertise clé de SUEZ Environnement. Elle permet de récupérer des emprises foncières afin qu'elles puissent accueillir en toute sécurité de nouvelles activités et de nouveaux occupants, contribuant ainsi à la vitalité économique d'une région. Au Royaume-Uni, le Groupe a remporté l'un des plus importants contrats dans ce domaine en Europe, concernant l'ancien complexe industriel « The Avenue », à Chesterfield. Le projet sera mis en œuvre à travers la joint-venture VSD Avenue (SUEZ Environnement, Volker Stevin UK et DEC NV), et financé en partie par le *National Coalfields Program*, l'organisation gouvernementale de reconversion des anciens sites miniers.

Le complexe industriel « The Avenue », qui s'étend sur 98 hectares, a un passé industriel lourd : accueillant à l'origine des mines d'extraction de charbon, il est ensuite devenu un site chimique jusqu'à sa fermeture, en 1992. Les étapes de dépollution ont débuté en septembre 2009 et s'échelonnent sur cinq ans. À cette date, le maître d'ouvrage, *East Midlands Development Agency* (EMDA), disposera d'un site réhabilité pouvant accueillir divers projets de développement et passer de « Brownfield » à « Greenfield ».





RESPONSABILITÉS ET ENGAGEMENTS

Le développement durable dans le Groupe	p. 72
Le déploiement du développement durable dans le Groupe	p. 76
Dialogue avec les parties prenantes	p. 78
Actions sociétales	p. 82
L'engagement environnemental	p. 86
Le climat	p. 88
La biodiversité	p. 92
Priorités des ressources humaines	p. 94
Gestion des carrières	p. 96
Santé et sécurité	p. 98
Dialogue social	p. 100
L'égalité des chances	p. 102
Mécénats et partenariats	p. 104

Le développement durable dans le Groupe

Le développement durable est un impératif constitutif de l'identité de GDF SUEZ. L'ambition du Groupe est de développer une croissance responsable qui s'appuie sur les atouts et ses métiers : énergie, services à l'énergie et environnement.

Les métiers de GDF SUEZ fournissent des solutions pour aider ses clients (collectivités, entreprises et particuliers) à atteindre leurs propres objectifs de développement durable. Ils sont en outre exercés localement et nécessitent des investissements sur le long terme. Le développement durable est ainsi au cœur même de la stratégie du Groupe.

Un engagement au cœur de la stratégie du Groupe

Présent sur tous les continents, GDF SUEZ, fournisseur de services essentiels à la vie et à l'économie (énergie, services à l'énergie et environnement) doit tenir compte des tensions majeures qui vont influencer le XXI^e siècle :

Des tensions démographiques et territoriales marquées par une croissance de la population mondiale très inégale entre régions développées et moins développées, et une urbanisation croissante qui concernera 65%⁽¹⁾ de la population mondiale en 2025 et jusqu'à 80% dans certains pays.

Des tensions environnementales qui s'illustrent en particulier par les changements climatiques, sans précédent par leur rapidité.

Des tensions sur les ressources fossiles et en eau avec, d'une part, la volatilité des prix des énergies et, d'autre part, 1 milliard de personnes n'accédant pas à l'eau potable aujourd'hui et 2,6 milliards de personnes⁽¹⁾ ne disposant pas de système d'assainissement.

Des tensions économiques et géopolitiques liées à la croissance des inégalités entre et au sein des pays en développement, amplifiées par la croissance démographique, la montée en puissance de nouveaux acteurs économiques majeurs à forte croissance (BRICS : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). Plus récemment la crise financière et ses conséquences économiques incertaines vont infléchir probablement les paradigmes du système économique actuel, très centré sur les considérations purement financières, vers des dimensions sociales et environnementales.

Des tensions sociales qui se manifestent à travers la pauvreté et les inégalités. Ces tensions ont des conséquences sur l'accès à l'énergie et la précarité.

La prise de conscience croissante par les parties prenantes de ces évolutions se manifeste, vis-à-vis de l'entreprise, par des attentes



encore plus fortes qui dépassent la question de la rentabilité financière.

Le renforcement actuel des domaines réglementaire et juridique, et des exigences éthiques et de solidarité vise à orienter et à encadrer les pratiques du monde économique de demain et donc de GDF SUEZ.

Le Groupe, en tant qu'opérateur industriel d'envergure internationale, aura ainsi de plus en plus à justifier ses méthodes et ses moyens. Mais il trouvera sur ce champ des opportunités de développement en répondant :

- à des besoins grandissants des clients et des collectivités locales et nationales ;
- aux attentes des autres parties prenantes (salariés actuels et futurs, organisations non gouvernementales et associations humanitaires, actionnaires et communauté financière, etc.) ;
- aux risques et rôles liés aux particularités des métiers du Groupe. Notamment, l'implantation locale des installations renforce encore plus son rôle social et environnemental vis-à-vis des parties prenantes ;
- aux exigences croissantes des réglementations.

Le Groupe poursuit 8 objectifs majeurs en matière de développement durable.

Les enjeux du développement durable du Groupe

Parce qu'il est l'un des tout premiers énergéticiens au plan mondial et l'un des leaders dans le secteur de l'eau et de l'environnement, GDF SUEZ se positionne comme un acteur majeur dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques et de la transition⁽²⁾ vers une société plus sobre en carbone et plus respectueuse de la nature et de ses ressources.

La transition vers cette société nouvelle engage des réaménagements structurels importants de l'économie et des politiques environnementales et sociales⁽³⁾.

- les **normes et les réglementations** en matière d'émission de CO₂, d'efficacité énergétique, de préservation des ressources rares et de la biodiversité vont continuer à se préciser ;
- les **attentes des clients et de la société, les modes de consommation** énergétiques se diversifieront, exigeant des entreprises des réponses de plus en plus adaptées aux défis sociaux et environnementaux ;
- progressivement les **métiers de l'énergie** se modifieront tandis que de nouveaux emplois liés à la gestion durable des services apparaîtront ;
- ces transitions vont susciter de **nouvelles formes de dialogue entre les acteurs** que sont les citoyens, les collectivités, les organisations de salariés, les associations, les autorités et les entreprises.

La **légitimité des entreprises** sera fonction de leur capacité à innover, à s'investir résolument dans le dialogue social et sociétal

et à s'organiser pour répondre aux enjeux sociétaux de ces transitions économiques, sociales et environnementales.

Les objectifs de la démarche de GDF SUEZ

1. anticiper les évolutions et les transitions économiques, sociales et environnementales constituant l'environnement stratégique du Groupe ;
2. contribuer aux propositions d'offres commerciales intégrant les dimensions du développement durable, afin de répondre aux nouvelles attentes du marché ;
3. assurer la pérennité des activités de l'entreprise, pérennité qui repose sur de multiples facteurs dont la prise en compte des éléments du développement durable dans le développement et la gestion ;
4. établir des relations de confiance avec l'ensemble des parties prenantes en démontrant l'engagement du Groupe en termes de transparence et de lisibilité dans l'exercice de ses activités ;
5. apporter des propositions pour intégrer le développement de l'entreprise dans la voie de la « *Low Carbon Economy*⁽⁴⁾ » qui se profile pour le XXI^e siècle ;

(1) Avenir de l'Environnement Global (2007) du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (GEO-4 Global Environment Outlook 4).

(2) Pour exemple, le titre du Grenelle 2 est « projet de loi de transition environnementale ».

(3) Conclusions de la réunion des ministres de l'Environnement de l'OCDE, 29 avril 2008.

(4) L'économie à faible production de carbone.



- 6. optimiser le mix énergétique actuel, développer les énergies renouvelables, de nouvelles offres et services (services liés à la maîtrise de l'énergie / efficacité énergétique ; offres autour du CO₂, offres autour de la ville nouvelle et des éco-quartiers...);
- 7. renforcer l'attractivité et le sentiment d'appartenance au Groupe en faisant du développement durable le ciment du projet d'entreprise. La prise en compte du développement durable se fait également dans la gestion des ressources humaines au travers des recrutements, de la gestion des compétences, ou de la mise en place d'actions de formation au développement durable en interne comme en externe ;
- 8. développer une conscience responsable au sein de l'ensemble des salariés du Groupe par la promotion d'actions de maîtrise de la consommation énergétique dans les gestes quotidiens (éco-gestes).

Une politique ambitieuse

Le développement durable de GDF SUEZ repose sur l'ambition d'une croissance responsable qui s'appuie sur les atouts et métiers du Groupe (énergie, services à l'énergie et environnement) afin qu'il soit rapidement une référence en matière de développement durable. Cette ambition s'articule autour des trois grandes orientations suivantes :

1. Innover pour se développer et anticiper l'évolution des marchés de l'énergie, de l'eau et de la propreté

Les marchés de l'énergie, de l'eau et de la propreté répondent à des enjeux forts d'ordres économiques, sociaux et environnementaux, dont certains connaissent des mutations majeures. Afin d'anticiper les évolutions des marchés et leurs impacts sur ses activités, le Groupe GDF SUEZ répond à ces exigences en innovant pour assurer son développement.

2. Garantir la pérennité et l'acceptabilité locale des activités dans les territoires

L'ancrage territorial des installations industrielles du Groupe est spécifique à ses métiers (fourniture d'eau et d'énergie, propreté) et essentiel à sa pérennité. Pour assurer son développement à long terme, le Groupe se doit par ailleurs de répondre aux attentes de ses parties prenantes. GDF SUEZ doit mener cette politique à la fois au niveau local et global du Groupe sur l'ensemble des thématiques sociales et environnementales.

3. Développer l'attractivité, l'efficacité et la cohésion sociale de GDF SUEZ

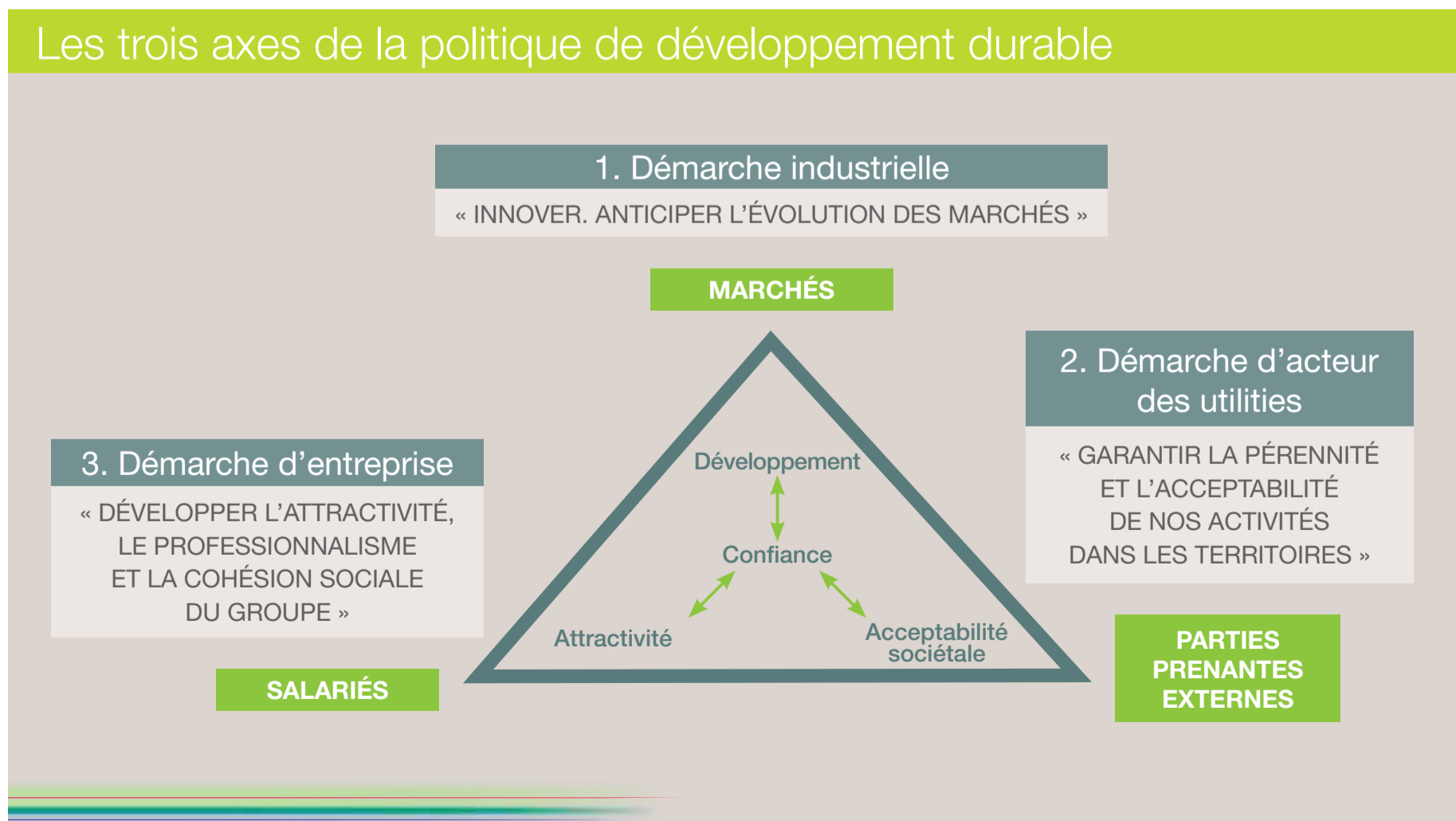
Développer le capital humain et intellectuel est un défi majeur pour le Groupe. GDF SUEZ doit s'appuyer sur des savoir-faire et des compétences au service d'une croissance écologique.

En complément, les valeurs du développement durable sont un levier puissant de cohésion, de culture commune des salariés du Groupe.

Les actions prioritaires des plans d'actions de développement durable de GDF SUEZ

La politique développement durable du Groupe est déclinée dans les plans d'actions des branches et *business units* de GDF SUEZ. Chaque entité conçoit et met en œuvre un plan d'actions à partir des trois orientations de la politique du Groupe adaptées aux spécificités de chacun des métiers (voir ci-contre).

GDF SUEZ appuie sa croissance responsable sur 3 grandes orientations.



Chaque année, le déploiement du plan d'actions est évalué. Pour 2010, des exemples de thématiques abordées sont proposés dans le tableau suivant :

INNOVER POUR SE DÉVELOPPER SUR LES MARCHÉS ET ANTICIPER LEUR ÉVOLUTION	
Satisfaire les attentes des marchés et se développer	<ul style="list-style-type: none"> • Multiplier des offres permettant aux clients d'améliorer leurs performances environnementales et sociales • Développer le projet de marketing durable • Participer à la recherche sur le développement durable et responsabilité sociétale
S'assurer de la qualité et garantir la continuité de service	<ul style="list-style-type: none"> • Partager les bonnes pratiques • Réaliser des benchmarks • Développer le réseau et accroître les standards d'accès au réseau gaz naturel
Partager l'expérience du Groupe avec les pays en développement	<ul style="list-style-type: none"> • Continuer à soutenir les ONG internes du Groupe • Encourager le mécénat de compétence
Promouvoir un comportement éthique dans la relation commerciale	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en œuvre le plan d'action 2009-2010 du Groupe en matière d'éthique • Poursuivre la diffusion du stage « éthique des affaires » • Poursuivre le déploiement du plan d'action d'achats durables
GARANTIR L'ACCEPTABILITÉ ET LA PÉRENNITÉ DES ACTIVITÉS	
Garantir une écoute et un dialogue structurés avec chaque partie prenante	<ul style="list-style-type: none"> • Mesurer les attentes des populations en matière de développement durable • Poursuivre la mise en place d'une cartographie des parties prenantes dans chaque entité du Groupe et de <i>stakeholder</i> sessions • Mettre en place un système de management des parties prenantes au niveau Groupe • Identifier et mesurer la précarité énergétique et hydrique • Soutenir l'innovation et la cohésion des territoires • Organiser le dialogue avec les ONG • Suivre et développer des partenariats • Identifier et mesurer la précarité énergétique et hydrique • Participer à la mise en œuvre de la politique clients démunis • Assurer les relations avec les agences de notation
Garantir la sécurité industrielle et la sûreté des installations	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en œuvre l'accord santé et sécurité signé en février 2010
Préserver les ressources naturelles et diminuer l'impact environnemental des activités	<ul style="list-style-type: none"> • Respecter les engagements pris à l'occasion du Grenelle de l'Environnement • Élargir le périmètre des systèmes de management environnemental • Améliorer les performances en matière de rendement des réseaux d'eau, d'utilisation de l'eau et de l'énergie dans les process industriels • Bâtir une charte et un plan d'actions pour la préservation de la biodiversité dans les activités • Mettre en œuvre les critères développement durable dans les choix d'investissement du Groupe
Se comporter en entreprise solidaire	<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir le développement local des territoires • Participer à l'économie locale en favorisant les emplois de proximité et le recours à des fournisseurs locaux • Entreprendre avec des acteurs reconnus (issus de la société civile) des actions de solidarité pour favoriser l'accès aux services essentiels pour les plus pauvres
Limiter notre exposition au changement climatique	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer la recherche appliquée dans les projets de captage du CO₂ • Finaliser la stratégie Carbone • Développer les actions de maîtrise de l'énergie
Lutter contre la corruption	<ul style="list-style-type: none"> • Diffuser et faire appliquer la nouvelle Charte Éthique GDF SUEZ • Respecter le dispositif Éthique et Compliance
DÉVELOPPER L'ATTRACTIVITÉ, L'EFFICACITÉ ET LA COHÉSION CULTURELLE DE GDF SUEZ	
Construire la culture du Groupe autour du développement durable	<ul style="list-style-type: none"> • S'appuyer sur la vitalité du développement durable pour attirer les meilleurs talents • Poursuivre la mise en place de plan d'action développement durable sur le même rythme que le plan stratégique à moyen terme • Soutenir l'activité des ONG internes de salariés • Intégrer le développement durable dans l'évaluation des managers
Favoriser l'égalité des chances	<ul style="list-style-type: none"> • Garantir un accès sans discrimination à l'emploi • Faire progresser la mixité
Améliorer le « bien-être » au travail	<ul style="list-style-type: none"> • Garantir le dialogue social • Favoriser la mobilité au sein du Groupe
Développer le professionnalisme	<ul style="list-style-type: none"> • Déployer les formations au développement durable

Le déploiement du développement durable dans le Groupe

L'intégration du développement durable dans le management de GDF SUEZ est un levier essentiel pour faire en sorte que les critères environnementaux et sociaux soient pris en compte par les entités « métiers » dans le pilotage de leurs activités et pour la mesure de la performance, au même titre que les critères financiers et économiques.

Une gouvernance assurée au plus haut niveau

La gouvernance du Développement Durable s'organise autour de principes et d'une structure de pilotage composée d'instances portées par le plus haut niveau de l'entreprise. Ces instances sont les suivantes :

- **le Comité pour l'Éthique, l'Environnement et le Développement Durable**, émanation du Conseil d'Administration. En 2009, celui-ci s'est réuni tous les deux mois et en particulier pour démarrer la réflexion sur la stratégie sur le développement durable du Groupe dès janvier, valider le plan d'actions développement durable en juin, examiner le reporting environnemental annuel en octobre et étudier les actions de recherche dans le développement durable en décembre ;
- **un Comité de Pilotage de la politique Développement Durable** du Groupe, constitué :
 - des responsables Développement durable des branches ;
 - des représentants de la Direction du Développement Durable ;
 - des directions du Siège (Direction des Ressources Humaines, Direction Santé Sécurité et Système de Management, Direction de l'Éthique, Direction Recherche et Innovation...).

Sa mission est la préparation des plans d'actions annuels, le suivi de leur mise en œuvre, la capitalisation des expériences entre le Siège et les différentes branches, l'échange sur les stratégies

développement durable majeures (lutte contre le changement climatique, responsabilité sociétale, etc.).

La Direction du Développement Durable

La Direction du Développement Durable (DDD), rattachée à la Direction de la Stratégie et du Développement Durable, est composée de trois services :

- Animation et Performance,
- Environnement et Climat,
- Responsabilité Sociétale.

Ses principales missions sont les suivantes : proposer les politiques et stratégies du Groupe en matière de développement durable ; impulser leur mise en œuvre auprès des branches et directions fonctionnelles ; organiser le reporting et le portage externe ; intégrer le développement durable dans le processus de planification stratégique du Groupe.

Une filière dédiée

La filière Développement Durable repose sur un réseau de correspondants composé :

- des responsables développement durable des branches et des représentants de la DDD;



- des filières (achats, ressources humaines, santé – sécurité, communication) ;
- des représentants des filiales ;
- des correspondants des délégations régionales France.

Les responsables développement durable, membres de la filière, ont pour missions :

- l'élaboration et la mise en œuvre de la politique développement durable au sein de leur branche ou de leur filiale ;
- la conduite des plans d'actions développement durable de leur branche ou de leur filiale ;
- l'intégration de la dimension développement durable dans le processus de planification stratégique de leur branche – Plan Stratégique, PAMT, plan d'actions ;
- la sensibilisation, la mobilisation et la formation au développement durable de l'ensemble des collaborateurs ;
- la capitalisation d'expérience au sein de leur branche et de leur filiale.

Le système de management

Le système de management du développement durable s'inscrit dans l'organisation du Groupe. Son objectif est de mettre en place une démarche de progrès permanent pour assurer le leadership du Groupe en matière de développement durable à partir d'une réalité vérifiable

(certifications, contrôle interne, audit).

Pour ce faire, chaque branche et chaque business unit se sont dotées d'un plan d'actions Développement Durable pluriannuel déclinant les axes prioritaires du Groupe en les adaptant à leurs métiers.

La dimension développement durable s'inscrit dans les champs examinés dans les revues de performance selon un rythme adapté pour chacune des branches, et *a minima* une fois par an, sur la base de la réalisation des plans d'actions DD et des résultats mesurés.

Par ailleurs, le contrôle interne veille à intégrer dans son programme et son dispositif certains aspects de mise en œuvre, en coordination avec la Direction de la Stratégie et du Développement Durable. Il en est de même pour le programme d'audit. Enfin, en matière d'investissements, des critères Développement Durable sont intégrés au dispositif d'analyse des projets.

Le tableau de bord

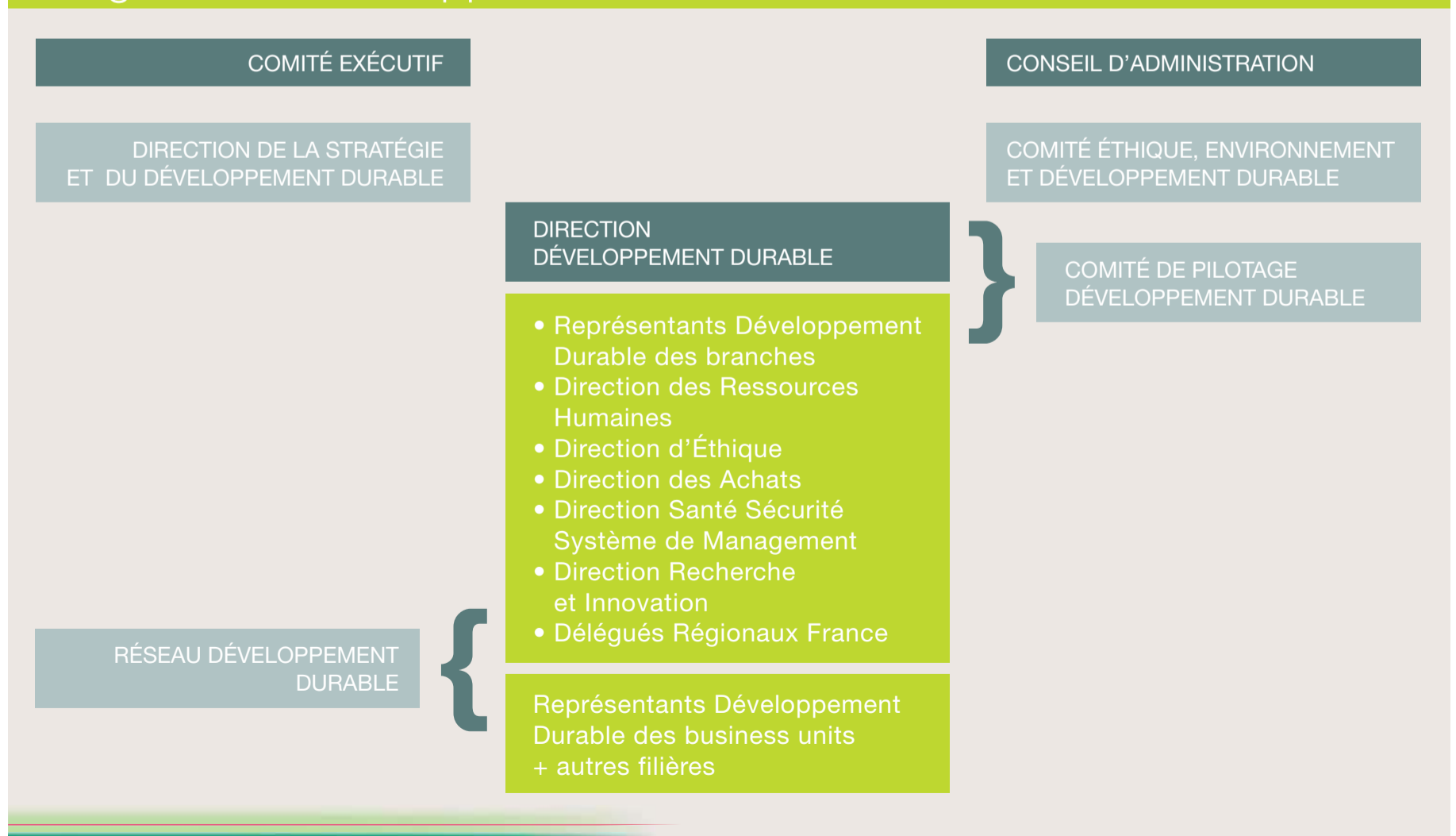
Le tableau de bord développement durable du Groupe rassemble les indicateurs majeurs communs pour l'ensemble des entités. Il permet de suivre les progrès du Groupe d'une année sur l'autre et répond à plusieurs enjeux :

- représenter l'ambition et la politique Développement Durable ;

- assurer un équilibre en termes de couverture :
 - des axes de la politique Développement Durable ;
 - des domaines du développement durable.
- garantir la cohérence avec les engagements que le Groupe a pris pour lutter contre les changements climatiques ;
- fournir des données chiffrées, validées par les managers et commentées par les entités opérationnelles concernées.

Le nombre d'indicateurs environnementaux obtenant le niveau d'assurance raisonnable est passé de 7 en 2008 à 13 en 2009.

L'organisation développement durable



Dialogue avec les parties prenantes

Face aux transitions économiques, sociales et environnementales, l'expertise et l'implication des parties prenantes (clients, salariés, fournisseurs, organismes publics, collectivités territoriales, société civile, organisations non gouvernementales, actionnaires, investisseurs) se renforcent.

L'ancrage territorial des activités de GDF SUEZ est une spécificité de ses métiers. C'est pourquoi le Groupe, tant au niveau global qu'au niveau local, organise l'échange avec ses parties prenantes et veille à répondre à leurs attentes.

GDF SUEZ développe des partenariats et des outils méthodologiques adaptés pour mener sa politique de dialogue sociétal à la fois au niveau local et global sur l'ensemble des questions sociales et environnementales. Les relations que tisse le Groupe avec les parties prenantes s'appuient sur l'écoute et le dialogue et visent à accroître la confiance entre les différents acteurs.

Les attentes des parties prenantes sont nombreuses et ont augmenté avec la prise de conscience écologique actuelle :

- Les **citoyens** souhaitent, que les entreprises soient de réels acteurs pour le développement environnemental, social et économique en apportant des réponses concrètes en agissant au plus proche du terrain.
- Les **clients** attendent de l'entreprise une qualité des produits et des services, une proximité et une continuité de service.

Ils exigent de plus en plus de nouvelles garanties sur la santé et la sécurité des consommateurs. L'évaluation des clients passe aussi désormais par l'examen des choix de l'entreprise en matière de protection de l'environnement, de respect des droits humains tout autant que les caractéristiques du produit.

- Les **ONG et les associations** de consommateurs exercent pour leur part une influence croissante sur l'ensemble des composantes du développement durable : dans la protection de l'environnement, le respect des droits de l'Homme ou encore sur la défense des minorités. Leur montée en puissance et leur professionnalisation constituent une nouvelle donne de la vie internationale. De plus en plus, les ONG s'ouvrent au dialogue avec les entreprises par le biais de partenariats.
- Les **salariés actuels et futurs** sont de plus en plus sensibles aux questions de développement durable de l'entreprise, ce qui a des conséquences d'attractivité en matière de recrutement ou de fidélisation des collaborateurs. Les salariés souhaitent que l'entreprise se mobilise sur les questions de diversité, de formation et d'employabilité.



Les parties prenantes de GDF SUEZ

LES CLIENTS

- Enquêtes de satisfaction
- Journaux ciblés par types de clients : collectivités locales, grandes entreprises, PME, particuliers
- Site internet dédié
- Campagnes d'information
- Médiateur

LES ATTENTES

- Transparence et information
- Comportement éthique et responsable
- Respect de la réglementation, des droits du travail et des droits de l'homme
- Résultats financiers
- Visibilité à long terme
- Prévention des risques
- Participation aux décisions de l'entreprise
- Gestion durable de l'emploi
- Préservation de l'environnement
- Qualité de service, compétitivité
- Innovation, réactivité
- Partenariat

NOS ACTIONNAIRES ET INSTITUTIONS FINANCIÈRES

- Club Espace Actionnaires avec les investisseurs individuels ; participation du Groupe à des salons spécialisés
- Réunions régulières avec les analystes financiers
- Département Relations Investisseurs Institutionnels
- Site internet dédié
- Lettre aux actionnaires
- Rapports agences de notation

LES SYNDICATS ET LES SALARIÉS

- Négociations sociales
- Représentation au Conseil d'Administration
- Instances locales de dialogue au niveau des entités
- Intranet
- Journaux d'entreprise, newsletters
- Enquêtes de satisfaction

LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LES POUVOIRS PUBLICS

- Société civile :
 - Partenariats, parrainages
 - Appui aux projets et co-développement
 - Réunions d'échanges et d'information publique
 - Relations media
 - Participation aux forums écoles
 - Partenariats de recherche
 - Panels de parties prenantes
 - Conseil d'Orientation et de Prospective (SUEZ Environnement)
 - Adhésion à des organisations (Comité 21, Observatoire Social International...)
 - Participation à des manifestations externes (salons, conférences)
- Pouvoirs publics :
 - Participation aux groupes de travail avant-projet de loi ou directive
 - Information sur l'activité
 - Contrat de service public

PARTENAIRES/ FOURNISSEURS

- Charte éthique fournisseur
- Acte d'engagement RSE
- Clause développement durable
- Autoévaluation



Stand GDF SUEZ au salon Expogaz en septembre 2009 à Lyon.



Le baromètre développement durable

Afin de mieux appréhender les attentes du grand public en matière de développement durable et de la contribution attendue des entreprises, le Groupe a mis en place en 2009 un baromètre dédié. Il est constitué d'une étude qualitative réalisée au printemps et d'une étude quantitative (sondage) menée à l'automne. Pour 2009, le baromètre de Groupe a fait apparaître de grandes tendances telles que des attentes renforcées du grand public pour une implication plus soutenue des énergéticiens en matière de développement durable. Les résultats de ce baromètre constituent un apport important pour la construction de politiques et d'offres innovantes en matière de développement durable par les entités du Groupe.

- Les **fournisseurs** sont attentifs aux évolutions des normes et labels environnementaux et sociaux. Ils attendent de l'entreprise une relation de qualité sur le long terme *via* un dialogue continu. Les fournisseurs participent, aux côtés des entreprises à l'intégration du développement durable dans les démarches achats.
- Les **actionnaires et la communauté financière** s'intéressent de plus en plus à la performance extra-financière. Ils souhaitent bénéficier d'une information fiable, transparente et exhaustive sur l'engagement de l'entreprise en matière de développement durable, sur sa stratégie, ses activités, son organisation et ses résultats. La communauté financière, regroupant analystes, banques et investisseurs, tient de plus en plus compte des critères extra-financiers dans l'évaluation des entreprises. Par ailleurs, depuis avril 2006, les Principes pour l'Investissement Responsable (PRI)

sont intégrés par les Nations Unies dans le prolongement du Pacte Mondial. Ces principes marquent la reconnaissance de l'ISR à l'échelle mondiale.

L'année 2009 a été l'occasion d'un approfondissement des pratiques de dialogue sociétal au sein du Groupe et de ses entités. Plusieurs initiatives marquantes ont été organisées avec des associations représentatives des thématiques environnementales et sociétales.

Une forte implication avec les acteurs internationaux de la responsabilité sociétale

GDF SUEZ s'implique dans un grand nombre d'organisations actives dans la réflexion, sur la responsabilité sociétale des entreprises. L'adhésion à ces organisations favorise l'écoute des attentes des parties prenantes, le partage de bonnes pratiques, et la formulation de positions communes.

GDF SUEZ fait partie des premières entreprises à s'être associée au Pacte Mondial des Nations Unies (ou Global Compact), dès le lancement de cette initiative en juillet 2000. La politique Développement Durable, les principes de gouvernance comme les principales chartes du Groupe GDF SUEZ respectent les 10 principes du Pacte Mondial.

En ratifiant ceux-ci, GDF SUEZ renforce sa position d'entreprise responsable et consciente des problématiques sociales et environnementales. Ce pacte invite les entreprises à adopter, soutenir et appliquer dans leur sphère d'influence un ensemble de dix principes dans les domaines des droits de l'homme, des normes du travail, de l'environnement et de lutte contre la corruption.

En moins de 10 ans, le Pacte Mondial est devenu une plate-forme d'échange entre les Nations Unies, les entreprises, les syndicats, et la société, un lieu de

Comité 21

En 2009, le Groupe a organisé deux réunions de parties prenantes sur le thème des clients démunis avec l'appui du **Comité français pour l'environnement et le développement durable** (Comité 21). De son côté, SUEZ Environnement a organisé avec le Comité 21 plusieurs concertations sur le thème de l'accès à l'eau et de la transparence dans le domaine de l'eau.



promotion et de partage de valeurs et de bonnes pratiques de gestion responsable. Cette année, le Pacte Mondial compte plus de 6 000 adhérents dans le monde dont près de 600 en France incluant des grandes, petites et moyennes entreprises.

En 2009, Gérard Mestrallet a été nommé président du réseau français du Pacte Mondial. GDF SUEZ a conduit plusieurs actions au cours de l'année, et notamment la signature de la déclaration des dirigeants pour la lutte contre la corruption.

GDF SUEZ est membre fondateur de CSR Europe, le plus important réseau d'entreprises pour la Responsabilité Sociale des Entreprises. Il comprend 80 entreprises membres et 27 organisations nationales partenaires. Les membres se réunissent et échangent leurs expériences afin de mettre en place des projets interentreprises sur les questions sociales et environnementales. Les entreprises membres de l'association CSR Europe ont participé à l'élaboration d'une boîte à outils sur la responsabilité sociétale des entreprises, sur la base des travaux de 20 laboratoires portant sur le dialogue avec les parties prenantes, le social business, les achats durables, la diversité, le bien-être au travail, ... <http://www.csreurope.org/pages/en/toolbox.html>

Une reconnaissance internationale dans le domaine de la responsabilité sociétale des entreprises

En Thaïlande, GDF SUEZ a reçu le label du ministère de l'Industrie (DIW) le reconnaissant comme un opérateur de centrales thermiques socialement responsable. Cette récompense est fondée sur le projet de norme ISO 26000. Elle valide le respect par l'entreprise des sept engagements fondamentaux de la RSE : la gouvernance, les droits humains, les pratiques professionnelles,

l'environnement, l'éthique, le traitement des problèmes des clients et l'implication dans le développement de la communauté. Un domaine dans lequel GDF SUEZ s'est particulièrement investi, ainsi que dans la préservation de l'environnement, de manière à construire des relations durables avec ses parties prenantes locales.

Au Brésil, le Groupe s'est également vu décerner le Trophée 2009 de la RSE, attribué chaque année par l'YPO (Young Presidents' Organization) qui regroupe 17 000 dirigeants du monde entier. L'YPO distingue chaque année ses 10 meilleurs membres ayant œuvré en faveur d'un monde plus durable et plus responsable à travers des mesures significatives en termes d'impacts sur la communauté et sur l'environnement.

En janvier 2010, GDF SUEZ a obtenu en France le label RSE dans la catégorie « Donneurs d'ordres ». Ce label exigeant valide la qualité des relations du Groupe avec ses sociétés prestataires de gestion des centres de relations clients particuliers et professionnels en France. Il a été mis en place fin 2004 par le ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale avec les professionnels du secteur. 42 critères sont audités, pour reconnaître des relations saines, pérennes et transparentes entre l'entreprise labellisée et ses prestataires.

Intégration du développement durable dans les démarches d'achats

Dans le cadre de sa stratégie Développement Durable, GDF SUEZ, considère que la mise en place d'un plan d'action achats durables est une priorité. L'objectif : intégrer des critères sociaux et environnementaux dans le processus achats.

La fonction Achats – qui est depuis toujours une fonction indispensable à l'entreprise – joue désormais un rôle stratégique de

premier plan. En effet, la contribution des acheteurs à la performance globale des entreprises est aujourd'hui décisive : en raison de la part grandissante des achats dans leurs chiffres d'affaires, de la nécessité de sécuriser de meilleures sources d'approvisionnement à l'international, de la dimension technologique des produits développés.

Assurer des achats durables au sein du Groupe constitue une des priorités majeures du Groupe GDF SUEZ. C'est un réel engagement d'amélioration tant pour les activités industrielles que pour les relations avec les clients, intérimaires, sous-traitants. En 2009, un plan d'action achats durables Groupe a été élaboré pour 2009-2011. Il fixe des objectifs communs à atteindre. Leur suivi est un processus qui doit s'inscrire dans une spirale d'amélioration continue.

La charte de déontologie des relations avec les fournisseurs

Les principes de gouvernance achats de GDF SUEZ ont été définis par Gérard Mestrallet et Jean-François Cirelli.

La communauté des acheteurs dispose, avec le manuel achats, d'un référentiel méthodologique. Elle s'engage à promouvoir les engagements du Groupe GDF SUEZ en matière de développement durable, de responsabilité sociétale, en adoptant des critères de sélection des fournisseurs et des produits.

Un guide de l'éthique des relations avec les fournisseurs a été élaboré. Ce guide demande de respecter les chartes et principes du Pacte Mondial concernant les droits de l'homme, les droits du travail, la préservation de l'environnement et l'éthique. Cette charte est introduite dans tous les contrats des fournisseurs.

Guide de l'éthique des relations avec les fournisseurs

Le guide de l'éthique des relations avec les fournisseurs est répertorié dans « Les pratiques de l'éthique » et s'adresse à toutes les personnes qui sont en relation avec les fournisseurs du Groupe, prescripteurs, acheteurs, approvisionneurs, utilisateurs, managers, responsables de projets, etc.



Actions sociétales

Groupe international, GDF SUEZ agit en entreprise responsable dans tous les pays où il est présent. Cet engagement prend différentes formes, s'adaptant aux contextes socio-économiques locaux pour être le plus concret et le plus efficace possible.

Impliqué dans des activités de long terme portant sur des services essentiels aux populations (énergie, eau et propreté), GDF SUEZ est un acteur majeur du développement local durable. Il intervient dans une grande diversité de domaines :

- la mise en place d'infrastructures nouvelles (gaz naturel, eau) ;
- l'amélioration des conditions de vie grâce à l'accès aux services ;
- la solidarité, à travers l'aide aux plus démunis ;
- la préservation de l'environnement ;
- la création d'emplois ;
- l'appui au développement des économies locales (l'accès à l'énergie et à l'eau pour les populations vulnérables) ;
- le soutien du microcrédit ;
- le soutien au monde associatif et aux acteurs d'intérêt général.

Le Groupe développe ainsi de nombreuses actions dont plusieurs ont valeur d'innovation sociétale.

Son engagement sociétal s'est décliné également dans ses réponses aux appels d'offres. Cette approche Groupe mobilise aujourd'hui des moyens significatifs en matière d'ingénierie sociétale, tant au niveau central qu'au niveau des entités opérationnelles du Groupe.

Un partenariat avec Emmaüs pour prévenir l'exclusion

Engagé dans la lutte contre l'exclusion et la pauvreté, GDF SUEZ a noué un partenariat avec Emmaüs France. Un premier accord triennal a été signé sur la période 2006-2009, il a été renouvelé en février 2010 pour la même durée.

De nombreuses actions ont été conduites durant la première période : audits énergétiques et rénovation d'installations de chauffage des communautés Emmaüs, dons de téléphones portables et de véhicules...

Le nouvel accord s'articule autour de quatre axes :

- sensibiliser les personnes accueillies par les groupes Emmaüs à la nécessité de mieux maîtriser leur consommation énergétique ;
- soutenir et développer l'activité de récupération d'Emmaüs au sein de GDF SUEZ ;
- encourager l'insertion professionnelle au sein des entités GDF SUEZ ;
- accompagner les actions de solidarité d'Emmaüs France.

De plus, un développement de l'accord au niveau international est prévu.



Bénévole au 10^e Salon Emmaüs à Paris en juin 2009.



Lancement d'un observatoire sur les précarités hydrique et énergétique

Le Groupe a lancé un observatoire international interne des précarités énergétique et hydrique. Il offre aux décideurs de ses entités un outil simple et flexible pour mieux cerner le phénomène de la précarité sur les territoires où ils interviennent ou projettent d'intervenir, et ainsi mieux adapter offres et services aux clients en situation de précarité.

L'intelligence coopérative dans le Gujarat en Inde

En accompagnement de la construction et de l'exploitation du terminal méthanier de Dahej, la Business Unit GNL de la branche Global Gaz & GNL du Groupe a développé avec son partenaire indien Petronet des programmes humanitaires dans les villages proches de son implantation. Les premières initiatives – mise en place de drainage pour l'évacuation des eaux stagnantes, d'un dispensaire et d'un système de distribution d'eau potable – ont été réalisées dans le village de Luvara pour s'étendre ensuite à celui de Baruch pour l'extension d'un internat pour jeunes filles en majorité aborigènes. Ces projets sociétaux, des deux partenaires GDF SUEZ et Petronet, en faveur de la santé et de l'éducation s'appuient sur l'expertise de Codegaz, ONG des collaborateurs de GDF SUEZ, et des ONG locales.

Des produits et services pour les plus démunis en France

GDF SUEZ vient en aide aux clients démunis à travers la Branche Énergie France – Direction Clients Particuliers.

Le Groupe participe, à hauteur de 5,5 millions d'euros, à la mise en œuvre du Fonds de Solidarité Logement (FSL). Cet engagement a été réaffirmé dans le cadre du contrat de Service public 2010-2013, signé fin 2009. Il a fait bénéficier 300 000 clients en difficulté du Tarif Spécial de Solidarité (TSS), ce qui représente pour le Groupe, un montant d'environ 22 millions d'euros, versé au profit des ménages les plus démunis.

Le dispositif partenarial sur la solidarité a été renforcé en 2009 par le développement de ses partenaires de médiation et de son réseau Points Partenaires d'Accueil et d'Orientation (PPAO). À fin 2009, le

réseau comptait 208 PPAO, et le nombre de contacts clients facilités s'est fortement accru (de 4 500 en 2008 à près de 10 000 en 2009).

Plusieurs dispositifs sont également mis en place depuis 2007 et notamment :

- le dispositif Solidarité Énergie qui permet de prévenir les difficultés de paiement des factures d'énergie pour les clients démunis propriétaires, en contribuant au financement de travaux d'amélioration générateurs d'économies ;
- l'abondement par GDF SUEZ des éco-primes exceptionnelles que l'ANAH (l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat) attribue aux revenus dits « sociaux », lorsque les travaux permettent d'économiser au moins 30% d'énergie. Près de 400 primes ont été distribuées en fin 2009.

ISIGAZ

Depuis fin 2005, l'action ISIGAZ (Information Sécurité Intérieure GAZ) a pour but d'informer et sensibiliser les clients démunis à la sécurité des installations intérieures de gaz naturel. Elle prévoit la visite de médiateurs d'associations partenaires qui vérifient le raccordement des appareils et proposent des raccords de sécurité gratuitement lorsque cela s'avère nécessaire. Cette action, favorisant l'ancrage territorial des structures de médiation (plus de 80% des personnes ciblées sont touchées par le porte-à-porte), est complétée par des conseils en matière de maîtrise et économie d'énergie destinés aux locataires. Les coûts sont pris en charge par le Groupe qui consacre à l'opération un budget de 3 millions d'euros sur la période 2010-2013. Plus de 130 000 foyers ont déjà bénéficié de l'initiative dans une centaine de villes françaises.





Enfants s'initiant au jardinage biologique au Parc de La Villette, à Paris.

Le Groupe a expérimenté en 2009, un dispositif de médiation sortante avec sept associations partenaires. Dans ce dispositif, GDF SUEZ prend l'initiative de contacter une liste de clients en difficulté, via des médiateurs d'associations de solidarité partenaires du Groupe. Il s'agit pour le Groupe de renouer le contact avec les clients et de leur proposer de nouvelles pistes d'aide aux règlements de leurs factures. Environ 10 000 médiations ont été réalisées en 2009.

Enfin, GDF SUEZ met en œuvre des actions de prévention, visant à réduire à la source et en amont les consommations et impayés d'énergie via deux leviers : des offres adaptées (Point DolceVita Économies

d'Énergie...), une sensibilisation à la maîtrise de l'énergie et à la sécurité. En 2009, 26 200 médiations ISIGAZ-Information sur la Sécurité des Installations intérieures Gaz et plus de 8 000 Diagnostics Qualité Gaz « solidarité » gratuits ont été réalisés au domicile des locataires de bailleurs sociaux situés dans les quartiers sensibles.

Des initiatives à l'international

La filiale hongroise du Groupe, Egaz Degaz, a introduit dans son système de facturation les règles de compensation dont bénéficient les clients démunis, en concertation avec les autorités publiques. La filiale détecte, accompagne les clients

démunis et propose une assurance en cas de non-paiement.

En Roumanie, GDF SUEZ *Energy Romania*, filiale du Groupe, diminue la facture de 17% de ses clients qui bénéficient d'aides sociales gouvernementales et s'engage à leur fournir le gaz de manière continue pendant les périodes hivernales.

Au Mexique, le Groupe développe avec l'autorité de régulation de l'énergie des systèmes de prépaiements pour permettre aux populations les plus modestes une meilleure maîtrise de leur consommation.

En Italie, la filiale Italcogim Energy du Groupe, offre de nombreux contrats de crédits, plus que ce qui est prévu par la loi, aux clients à revenus modestes. De plus la

Le Tarif Spécial de Solidarité

Le Tarif Spécial de Solidarité (TSS), créé en France par décret d'août 2008, fonctionne depuis octobre 2008, avec plus de 320 000 bénéficiaires à fin mai 2009 ; quasiment 100% des titulaires du tarif social électricité bénéficient du tarif social gaz.

GDF SUEZ est à l'initiative du succès du lancement de ce tarif, en proposant une gestion du dispositif TSS commune avec le Tarif de Première Nécessité (TPN), fédérant une majorité de fournisseurs autour de ce projet qui permet l'optimisation et la maîtrise des coûts de gestion du dispositif.





En Roumanie, le Groupe s'engage à fournir du gaz naturel aux clients démunis de manière continue pendant l'hiver.

**En France,
10 000
médiations ont
été réalisées avec
les clients en
difficulté en 2009.**

filiale collabore avec les services sociaux pour être au plus près des difficultés de ses clients démunis.

L'étude « *Energy for the Base of the Pyramid* »

En 2009, le Groupe a réalisé une étude en collaboration avec Total, Schneider Electric, Ashoka et Hystra visant à recenser et évaluer des projets d'accès à l'énergie pour le bas de la pyramide (BOP) mis en œuvre par des entrepreneurs sociaux à travers le monde. Cette étude a constitué un préalable pour envisager en 2010 le développement d'un programme par le Groupe.

L'étude « *Energy for the Base of the Pyramid* » (BOP) sur l'accès à l'énergie des populations les plus pauvres a pour objectif d'identifier des projets à la fois efficaces, économiquement viables et répliquables ailleurs. Il s'agit de la première étude prospective d'envergure menée sur ce sujet par des entreprises.

Lydec : un engagement dans le développement durable

Le 13 septembre 2005, Lydec, filiale de SUEZ Environnement, a signé un accord cadre avec l'Autorité Délégante et la Région du Grand Casablanca en vue de fournir à domicile les services d'électricité, d'eau et d'assainissement à 85 000 foyers (500 000 habitants) vivant dans des logements clandestins dont les Autorités ont décidé qu'ils resteraient sur place. Fin 2009, le projet a permis d'assurer le raccordement à domicile de 30 000 foyers. Les enjeux pour le projet sur la période 2010-2014 sont essentiellement d'ordre financier. Le bilan 2009 des facteurs clés du projet (acquisitions foncières, décision de restructuration, listes validées des bénéficiaires, ouvrages réalisés par les partenaires...) incite à une mobilisation de tous les acteurs sur le besoin de financement du déficit du projet. Lydec est un acteur clé de la métropole de par la nature de ses métiers et son ancrage territorial. Ses orientations, ses choix et ses activités impactent la ville et ses habitants. Consciente de cette responsabilité, Lydec inscrit naturellement ses actions dans une logique de développement durable. Dans ce cadre, l'entreprise veille à ce que les savoirs propres à ses quatre métiers soient reliés et créateurs de synergies et d'innovations, au service d'une finalité commune. En conformité avec sa Vision 2015, la politique de développement durable s'exercera principalement sur sept thématiques, à savoir, contribuer à une ville : propre et saine ; qui maîtrise ses ressources et son développement ; fluide ; attractive sur le plan économique ; sûre ; attentive à sa gouvernance ; solidaire.



L'engagement environnemental

Parce que l'environnement est indissociable de ses métiers, GDF SUEZ a choisi de faire figurer parmi ses valeurs communes essentielles, le respect de l'environnement pour améliorer durablement la qualité de vie. Pour les collaborateurs de GDF SUEZ, il ne s'agit pas seulement de mettre à disposition des clients les techniques les plus efficaces et les meilleurs savoir-faire ; il s'agit aussi d'un engagement au service de l'environnement.

GDF SUEZ est présent sur l'ensemble de la chaîne de production d'énergie, en électricité et en gaz naturel, de l'amont à l'aval, mais aussi dans les énergies renouvelables, dans les services énergétiques et dans les métiers de l'eau et des déchets. Le Groupe est notamment convaincu de la nécessité de répondre aux défis du dérèglement climatique et de la raréfaction des ressources énergétiques, tout comme de l'importance à accorder à l'action dans les domaines du bâtiment et des transports.

En tant que professionnel des métiers de l'énergie, de l'eau et de la propreté, GDF SUEZ s'engage à :

Fournir des solutions répondant aux besoins d'efficacité énergétique et environnementale dans le bâtiment :

- en proposant, avec ses partenaires, une offre intégrée d'efficacité énergétique, optimisant les dimensions : émissions, consommation d'énergie et qualité de l'air intérieur des bâtiments ;
- en développant, pour ces prestations d'efficacité énergétique, des contrats de performance dans la durée, assortis d'un diagnostic

initial et d'indicateurs de suivi afin de garantir aux clients des économies d'énergie réelles et durables ;

- en proposant un service d'accompagnement sur le solaire thermique dans l'habitat ainsi qu'un conseil personnalisé et gratuit sur l'ensemble des dimensions technique, économique et pratique d'un projet solaire thermique.

Participer à la transition vers une production d'énergie à faible contenu en carbone, en France, comme à l'international :

- en doublant d'ici 2015 sa capacité de production en électricité renouvelable (hydraulique, photovoltaïque, éolien, biomasse) en France et en Europe pour contribuer à l'objectif ambitieux de 20% d'énergie renouvelable dans la consommation finale en 2020 ; dans le monde, en fonction des ressources et des priorités locales ;
- en développant les énergies renouvelables thermiques dans le bâtiment et les réseaux de chaleur ;
- en renforçant encore la recherche appliquée dans les projets de captage et de stockage du CO₂ ;
- en promouvant la production nucléaire, les cycles combinés gaz à très haut rendement et la cogénération.



Proposer des solutions, compétitives et respectueuses de l'environnement pour le transport des personnes :

- en soutenant des programmes de recherche visant à optimiser la gestion énergétique d'un parc de véhicules électriques et en nouant des partenariats avec des constructeurs pour stimuler la mise sur le marché des technologies de véhicules électriques les plus prometteuses.

Favoriser l'économie circulaire fondée sur la réduction, la réutilisation et le recyclage des déchets :

- en mettant au point, en partenariat avec les industriels, des processus de déconstruction ou de traitement pour :
 - améliorer l'éco-conception des produits ;
 - optimiser la valorisation des matériaux constitutifs de ces produits ; en se fixant un objectif d'au moins 35% de valorisation matière et biologique en France à l'horizon 2012.

Centrer la R&D sur le développement durable :

- en affectant une part élevée de son budget de R&D au Développement durable.

Lutter contre le gaspillage en améliorant le rendement des réseaux d'eau potable :

- afin d'économiser en France, d'ici à fin 2010, l'équivalent de la consommation d'eau d'une ville de 700 000 habitants.

Développer des partenariats public-privé :

- permettant aux collectivités de réaliser les investissements nécessaires au respect des normes d'épuration des eaux usées fixées par l'Union Européenne tout en limitant leur impact sur le prix du service.

Embaucher 114 000 collaborateurs d'ici à 2014 :

- (dont près de 10 000 par an en France), qui accompagneront son développement dans les métiers de l'énergie et de l'environnement.

Poursuivre l'intégration, en France de la biodiversité à la gestion des sites du Groupe :

- en mettant en place des plans d'actions sur les sites sensibles avant d'étendre cette expérience à tous nos sites européens d'ici à 2012.

En tant qu'entreprise citoyenne, GDF SUEZ s'engage à :

Poursuivre ses efforts pour réduire son impact environnemental et faire de ses collaborateurs des ambassadeurs du Développement durable :

- en privilégiant systématiquement les véhicules les moins émetteurs en CO₂ ;
- en poursuivant la sensibilisation de tous les collaborateurs du Groupe aux gestes éco-citoyens.

Contribuer un dialogue actif avec ses parties prenantes à tous les niveaux de gouvernance du Groupe :

- en organisant régulièrement des réunions de concertation à tous les échelons du Groupe.

Convaincre ses actionnaires de « l'actif » que constitue la stratégie de Développement durable du Groupe :

- en enrichissant la communication sur ces thèmes, notamment lors de chaque Assemblée Générale Ordinaire ;
- en valorisant le rôle du Comité Éthique Environnement et Développement Durable au sein des organes de gouvernance.

Manifeste du WBCSD pour l'efficacité énergétique dans le bâtiment

GDF SUEZ participe activement aux groupes de travail du WBCSD (*World Business Council for Sustainable Development*), réseau rassemblant plus de 180 entreprises internationales qui se sont engagées pour le développement durable par le biais de la croissance économique, l'équilibre écologique et le progrès social. Ces groupes de travail ont pour objectif d'aider les entreprises à réduire les impacts de leurs activités. GDF SUEZ s'implique particulièrement dans les groupe de travail consacrés aux thèmes « Énergie et Climat » et « Efficacité Énergétique dans les Bâtiments ».

Dans le cadre de ce dernier groupe la réflexion sur la projection de l'évolution des bâtiments à l'horizon 2050 a donné lieu à la mise en place d'un Manifeste pour l'efficacité énergétique des bâtiments. Ce manifeste est à destination des décideurs internationaux. Il a été signé par les dirigeants de groupes industriels, dont Gérard Mestrallet. Dans ce cadre, chaque groupe s'engage ainsi à améliorer la performance énergétique de son parc immobilier.



Une charte dédiée

La Charte Environnement du Groupe rappelle que le respect de l'environnement est au cœur de la philosophie et de la stratégie du Groupe. Chaque collaborateur s'inspire de ces principes dans son action quotidienne. Les fondements sont les suivants :

1. S'engager

- La prise en compte de l'environnement et du développement durable
- Le respect de la loi en matière de protection de l'environnement et de santé publique
- L'organisation et les responsabilités
- La mobilisation de chaque collaborateur

2. Comprendre

- L'analyse environnementale
- La prévention des risques
- La gestion des crises
- L'écoute

3. Savoir-faire

- La recherche et le développement
- La réduction des nuisances et l'amélioration de l'environnement
- Le recyclage et l'éco-efficience

4. Partager

- La communication
- Le partenariat
- La sensibilisation, l'éducation et la formation
- Le mécénat

Le climat

Les orientations de la conférence de Copenhague montrent que la réduction des émissions de gaz à effet de serre restera une orientation majeure de la communauté internationale pour les années à venir. Cela confirme le rôle fondamental que devront jouer les productions d'énergie faiblement émettrices en CO₂.

Si la conférence de Copenhague n'a pas permis d'établir un cadre juridique agréé par l'ensemble des participants pour la poursuite des efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre, elle a cependant marqué une certaine avancée à travers la définition d'un objectif de long terme et l'identification de moyens pour y parvenir. Pour la première fois un texte de portée mondiale fait référence à l'objectif de limitation à 2° C du réchauffement climatique et les pays développés s'engagent à aider financièrement les pays les plus vulnérables.

Dans ce contexte, déjà positionné comme un acteur engagé dans la lutte contre les changements climatiques, le Groupe s'implique pour intégrer dans sa prise en compte de l'environnement les grands principes et engagements des conclusions de la conférence de Copenhague. Une volonté qui se traduit par des engagements concrets :

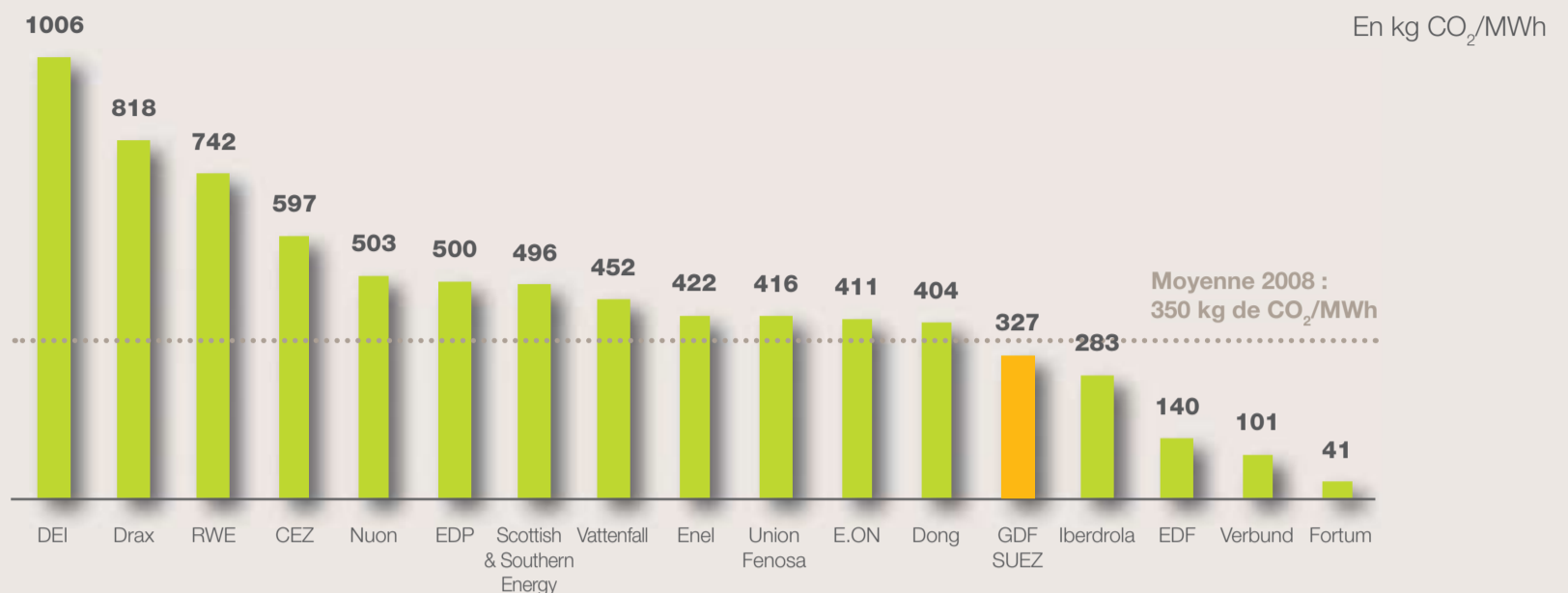
- Promouvoir les technologies peu émettrices de CO₂ en bénéficiant des outils de financement mis en place (nucléaire, hydraulique, renouvelables) et promouvoir le gaz naturel, qui allie la souplesse et la disponibilité des énergies fossiles à un contenu carbone relativement faible, comme énergie de transition vers une société peu carbonée.

- Développer la recherche et l'innovation sur les secteurs encouragés : captage stockage du CO₂, intégration des renouvelables dans le bâtiment (solaire, géothermie), le transport (biométhane, véhicules électriques) et la production d'électricité (éolien, hydraulique, *smart grids*).
- Bénéficier à partir des compétences acquises par le Groupe du développement des marchés carbone (activité de trading et services associés à destination de ses clients, business développement dans les pays hors OCDE...).
- Bénéficier du développement induit des services liés à la maîtrise de l'énergie (dans les secteurs résidentiel, tertiaire et industriel).
- Créer des offres innovantes en prenant appui sur les différents métiers du Groupe, énergie, services, environnement (ville durable, recyclage...).

L'après-Copenhague

En cohérence avec son engagement industriel, GDF SUEZ s'implique pour l'aboutissement d'un accord international exigeant et équilibré. Il soutient en ce sens la position européenne qui prône une réduction des émissions pour tous les pays industrialisés et émergents à l'horizon 2020.



Émissions de CO₂ des énergéticiens européens par MWh produit en 2008

Le Groupe souhaite un accord, le plus large possible, fait d'engagements significatifs, rapides et proportionnels au développement des pays pour au moins deux raisons :

- La première découle de l'engagement résolu et de longue date du Groupe dans la lutte contre le changement climatique et dans la mise en œuvre du protocole de Kyoto. Celui-ci s'exprimera plus largement encore avec un nouvel accord étendu et ambitieux, sans lequel la portée des efforts entrepris serait réduite, et les positions et les ambitions d'investissement des entreprises européennes fragilisées.
- La seconde raison tient à la nature de l'activité industrielle du Groupe. Celle-ci requiert de la lisibilité à moyen et long terme pour être en mesure d'opérer les choix décisifs et pertinents en faveur du climat et accélérer son adaptation aux changements majeurs qui se profilent. Selon le consensus scientifique proposé à Copenhague, la limitation des températures en 2050 à un niveau dont les conséquences resteraient maîtrisables, implique que les rejets mondiaux de gaz à effet de serre commencent à décroître dès 2020.

Les actions du Groupe pour lutter contre le réchauffement climatique

Conscient de son impact et convaincu de la nécessité de répondre aux défis du changement climatique, GDF SUEZ se mobilise et contribue à la maîtrise de l'impact environnemental des économies modernes. Grâce à son expertise dans l'efficacité énergétique, à son mix énergétique peu émetteur de CO₂, et en intégrant la

composante CO₂ dans chacun de ses processus opérationnels, le Groupe entend contribuer à la lutte contre le réchauffement global et à répondre aux attentes de ses parties prenantes.

Le Groupe GDF SUEZ dispose de compétences et d'expertises reconnues en matière de limitation des émissions de gaz à effet de serre. Les métiers du Groupe sont tournés vers ces objectifs.

Un parc de production électrique diversifié et faiblement émetteur en CO₂

GDF SUEZ fait de la maîtrise de l'impact de ses activités sur l'environnement et le climat un de ses objectifs majeurs. Pour répondre à la demande croissante d'énergie, GDF SUEZ développe un parc de production à la fois diversifié et performant en termes d'émissions de CO₂. GDF SUEZ dispose du mix énergétique et du portefeuille gazier les plus diversifiés du marché. Une souplesse qui lui permet de s'adapter en permanence aux fluctuations du marché, de bénéficier pleinement de la convergence gaz-électricité tout en privilégiant les solutions les moins émettrices en carbone. Ce mix lui permet aussi d'être classé parmi les électriciens émettant le moins de CO₂ par MWh produit en Europe et dans le monde (voir graphique).

L'amélioration de l'efficacité énergétique de ses installations

Des installations plus efficaces du point de vue énergétique permettent de consommer moins d'énergie, de préserver les ressources et de réduire les coûts. Elles contribuent à

la réduction des rejets de CO₂. Le Groupe améliore l'efficacité énergétique de ses installations de production grâce à :

- des centrales de cogénération, (qui peuvent atteindre 85% de rendement) dès qu'il existe une demande suffisante et stable de chaleur ;
- des technologies qui, quelle que soit l'énergie utilisée, garantissent la meilleure efficacité :
 - les turbines gaz vapeur (TGV) pour les centrales gaz, qui font partie des techniques de production les plus performantes, permettent d'obtenir des rendements de l'ordre de 55%. À Teeside en Angleterre, le Groupe possède la centrale à cycle combiné la plus puissante d'Europe (1 875 MW, une capacité supérieure à celle d'un réacteur nucléaire EPR).
 - des centrales charbon à très haute efficacité (centrales « super-critiques ») en Europe et à l'international (comme chez Glow en Thaïlande) permettent également d'atteindre des rendements supérieurs et en corollaire, moins d'émissions qu'avec des centrales charbon classiques.
- la reconversion des centrales charbon, partielle avec l'ajout de biomasse en cocombustion, ou totale en les transformant en centrales TGV à cocombustion.
- le remplacement des générateurs de vapeur des centrales nucléaires.

Par ailleurs, l'ensemble des entités du Groupe opérant dans le stockage-distribution-transport de gaz naturel et les terminaux méthaniers ont défini des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2012.

Ce programme passe par la rénovation des stations de compression, le développement de compresseurs mobiles), la limitation des fuites sur le réseau (résorption des fontes grises).

La recherche et l'innovation

L'innovation est une valeur centrale de GDF SUEZ dont le développement repose largement sur l'expertise technologique. Le Groupe emploie 1 200 chercheurs et techniciens opérant dans neuf centres de recherche spécialisés.

En matière de lutte contre les changements climatiques, on retient en particulier les programmes corporate suivants :

- **Captage et stockage de CO₂ (CSC)**

Le CSC est un domaine stratégique pour le Groupe. Les centrales à charbon de dernière génération sont conçues *carbon-capture ready* et sont d'ores et déjà en conformité avec les lois sur les émissions de CO₂ (sous réserve d'options de stockage identifiées). GDF SUEZ possède toutes les compétences utiles au CSC : le captage, le transport (gazoducs), le stockage et les géosciences (grâce à son expertise dans le stockage et l'exploration et production).

- **Énergies renouvelables**

Les énergies renouvelables sont l'un des axes de développement majeurs du Groupe. Ce programme EnR coordonne les actions de R&D pour chaque technologie : solaire photovoltaïque, solaire thermique concentré, éolien, biomasse...

- **Comptage et réseaux intelligents**

Télérelève des consommations, suivi des informations à distance, développement de nouveaux services, gestion active de la demande, agrégation de production distribuée... La technologie « réseaux intelligents » permet de développer de nouveaux services, notamment dans l'efficacité énergétique et la gestion de la charge.

- **Ville de demain**

Efficacité énergétique du bâtiment, gestion des transports et de l'éclairage public, réseau de chauffage et de climatisation

urbains, énergies renouvelables, collecte et valorisation des déchets, distribution de l'eau potable, assainissement : tels sont les nombreux défis de la ville durable. Le Groupe maîtrise de nombreuses technologies déployées dans le cadre des projets d'éco-villes du futur.

L'offre de moyens de réduction d'émissions de CO₂ à ses clients

Ainsi le Groupe propose à ses clients particuliers des offres d'« électricité verte », 100% renouvelable. En France avec DolceVita 2 énergies Nature, les clients peuvent bénéficier d'une énergie 100% renouvelable et de la possibilité de compenser 100% des émissions de CO₂ liées à la consommation de gaz naturel. En Belgique, avec Electrabel Vert, la nature renouvelable de l'électricité est garantie par un label européen certifiant chaque MWh d'électricité verte injecté dans le réseau.

Pour les collectivités locales, SUEZ Environnement et ses filiales s'engagent au quotidien à relever le défi de la protection des ressources à travers l'offre Edelway. Celle-ci rassemble l'ensemble des solutions de SUEZ Environnement à même d'améliorer les performances environnementales dans les domaines de l'eau et des déchets. À travers cette offre, SUEZ Environnement s'engage pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre, notamment par l'informatisation de la collecte des déchets et la production de l'énergie verte à partir de leur incinération pour améliorer le bilan carbone des agglomérations.

GDF SUEZ aide également les entreprises à réduire leurs émissions de CO₂ et s'engage aux côtés d'industriels pour lutter contre le changement climatique, à l'image de l'initiative de la centrale DK6 en France. DK6 est née de la rencontre d'intérêts convergents entre GDF SUEZ et ArcelorMittal. La centrale DK6 à Dunkerque recycle les gaz sidérurgiques produits par une usine d'acier située à proximité. Il s'agit d'une centrale à cycle combiné à gaz associant turbine à gaz naturel, chaudière de récupération brûlant des gaz sidérurgiques en post-combustion et turbine à vapeur : une première technologique.



Granulés de bois à la centrale de Rodenhuize, en Belgique.



Une position commune France-Brésil à Copenhague

En préparation de la conférence de Copenhague, la France a élaboré une position commune avec le Brésil, une référence dans le rapprochement entre les pays développés et les pays émergents. Cette position commune a été présentée à Copenhague. Dans le même esprit, Gérard Mestrallet a été mandaté par le président de la République pour présider une réflexion commune d'industriels français et brésiliens. Ces derniers ont exhorté les gouvernements à conclure un accord ambitieux et équilibré à Copenhague et ont invité leurs propres gouvernements à agir sans attendre en se donnant des objectifs de réduction des émissions. Ils ont souligné la nécessité de disposer de conditions claires pour favoriser les investissements à long terme et les transferts de technologie, ce qui requiert un système international de mesure et de vérification des émissions. Ils ont insisté sur le principe de responsabilité différenciée des pays et sur l'intérêt d'un marché international du carbone intégrant les actions de lutte contre la déforestation.

Les gaz sidérurgiques sont donc récupérés et chaque année 4,7 milliards de m³ de gaz sidérurgiques sont valorisés. Le rendement de DK6 est supérieur de près de 50% à celui d'une centrale classique.

La production des énergies renouvelables à partir des « rejets »

Les déchets et les « rejets » ne sont pas seulement un coût pour la collectivité, ils sont aussi une opportunité. SUEZ Environnement contribue à diminuer leur impact sur l'environnement en réduisant leur volume, en modernisant leur collecte et en développant des filières capables d'optimiser leur potentiel.

- Les boues d'épuration et les déchets peuvent être en partie valorisés énergétiquement grâce à l'incinération et la méthanisation, qui permettent de produire une énergie verte. On peut également capter, traiter et valoriser le biogaz émis par les décharges.

D'autres solutions environnementales existent :

- Production d'énergie verte : incinération des déchets, et des boues, et récupération de leur chaleur, méthanisation des déchets verts et des boues.

La ville de Montpellier a choisi de se doter d'une unité de méthanisation à grande capacité. Capable de transformer les déchets ménagers en énergie verte, cette unité de pointe fera partie des

installations les plus exemplaires au monde dans le domaine du traitement biologique des déchets. Avec une capacité de traitement de 203 000 tonnes par an, cette unité valorisera la fraction organique des déchets sous forme de compost et de biogaz. Le biogaz issu de la fermentation des déchets permettra de produire de l'énergie électrique ou thermique, équivalent à 30 000 MWh d'électricité pouvant alimenter près de 25 000 habitants.

- Production de chaleur à partir des réseaux d'eaux usées (Degrés Bleus) et des eaux de stations d'épuration (Green Cubes).

Les solutions innovantes pour réduire les émissions de CO₂ dans le GNL

GDF SUEZ développe des solutions pour limiter les émissions de CO₂ de sa flotte de méthaniers. Dans le cadre de sa politique environnementale, le Groupe GDF SUEZ consigne les émissions de CO₂ des navires qu'il détient (en totalité ou partiellement). Ainsi, les cinq navires en propriété génèrent en moyenne un total cumulé de 1 000 tonnes de CO₂ par jour ; les récents navires à propulsion DFDE (moteurs à propulsion diesel électrique) dégagent un tiers de CO₂ de moins que les navires à turbines à vapeur, pour une capacité de transport de GNL équivalente.

Les trois derniers navires construits par le Groupe, *GDF SUEZ Global Energy*, *Provalys* et *Gaselys*, se sont vus décerner un « Passeport Vert » par la société de certification Bureau Veritas. Ce document, qui accompagne le navire tout au long de son cycle de vie, répertorie tous les éléments potentiellement nocifs pour l'homme ou l'environnement (tels que l'amiante ou les chlorofluorocarbures) utilisés dans sa construction. Les armateurs successifs du navire doivent tenir le Passeport Vert à jour et y consigner toute modification de la conception ou des équipements du navire. En fin de cycle de vie, le dernier armateur remet ce document au chantier de démolition.

La réduction de ses émissions de CO₂

Le développement durable est un puissant ciment favorisant l'émergence d'une culture commune, de valeurs partagées au sein de GDF SUEZ et un engagement personnel de chacun en faveur du développement durable et de l'environnement.

Via les outils de communication du Groupe, l'ensemble des collaborateurs est régulièrement sensibilisé à ces problématiques. En avril 2009, un guide des éco-gestes a été distribué à l'ensemble des collaborateurs à l'occasion de la semaine du Développement durable en France.

La biodiversité

L'équilibre que procure la biodiversité nous est indispensable pour de multiples raisons : elle conditionne la production d'éléments essentiels à notre vie, notre économie, notre bien-être. Cependant les activités humaines entraînent la dégradation de cette diversité biologique et des services qu'elle rend, exposant l'humanité à des risques importants.

La biodiversité exprime toute la diversité du vivant et la dynamique de ses interactions, que ce soit en milieu naturel ou domestique. Elle est habituellement subdivisée en trois niveaux : la diversité génétique, qui se définit par la variabilité des gènes au sein d'une même espèce ou d'une population ; la diversité des espèces ; la diversité des écosystèmes présents sur Terre.

Stopper la perte de biodiversité est donc un enjeu majeur, d'autant que la diversité biologique réduit les effets du changement climatique (régulation des inondations, absorption des gaz à effet de serre, protection contre les événements météorologiques extrêmes qui sont en augmentation, etc.). Cela concerne la biodiversité dans son ensemble, y compris la nature dite « ordinaire ou commune », celle qui fait partie de notre quotidien mais qui n'est pas nécessairement protégée.

L'année 2010, déclarée année internationale de la biodiversité par l'Organisation des Nations Unies, constituera un temps fort en faveur de la conservation de la biodiversité et une belle opportunité pour évaluer et renforcer les engagements en sa faveur.

L'engagement du Groupe dans la biodiversité

Au-delà du cadre réglementaire, c'est à l'ensemble de ses parties prenantes que l'entreprise doit rendre des comptes. La protection de

la biodiversité est aujourd'hui une préoccupation environnementale majeure au même titre que le changement climatique. Après s'être longtemps ignorées voire confrontées, ONG et entreprises nouent depuis une dizaine d'années des partenariats au travers desquels les entreprises s'engagent à améliorer leurs pratiques. Devenir proactif sur les questions liées à la biodiversité ne s'assimile plus à du mécénat, mais à une intégration plus large de la biodiversité dans la stratégie et les activités de l'entreprise.

GDF SUEZ est déjà impliqué dans la prise en compte de la biodiversité par ses activités de fournisseur d'énergie et gestionnaire de services. Partager une stratégie d'action en faveur de la biodiversité avec les parties prenantes (élus, associations, établissements publics...) est une démarche que les différents métiers du Groupe appliquent depuis plusieurs années. Afin de valoriser, de promouvoir et de renforcer ces démarches exemplaires, GDF SUEZ va développer une **charte globale** en matière de préservation de la biodiversité et un plan d'action permettant d'intégrer concrètement la conservation de la nature au sein de ses activités. Pour l'accompagner dans ce travail, le Groupe a signé un partenariat avec l'UICN France (Union Internationale pour la Conservation de la Nature). Les actions prioritaires définies dans la convention de partenariat sont :

- l'appui à l'intégration de la biodiversité dans la politique de l'entreprise ;





L'UICN

Fondée en 1948, l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) est un organisme international qui rassemble des États, des organismes gouvernementaux et un large panel d'organisations non gouvernementales. Sa mission est d'« influencer sur les sociétés du monde entier, les encourager et les aider pour qu'elles conservent l'intégrité et la diversité de la nature et veillent à ce que toute utilisation des ressources naturelles soit équitable et écologiquement durable ». L'UICN s'appuie également sur près de 11 000 scientifiques et experts bénévoles répartis dans quelque 160 pays. Ce réseau permet de dresser des états des lieux précis sur la biodiversité, d'élaborer des recommandations en vue d'améliorer les politiques publiques et privées, et de mettre en place des programmes d'action.

Le Comité français de l'UICN, créé en 1992, est le réseau des organismes et des experts de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature en France.

- échanger, sensibiliser et accompagner le personnel de l'entreprise dans la mise en place de la stratégie globale du Groupe en matière de biodiversité ;
- apport de l'expertise de l'UICN France sur des sujets particuliers ;
- soutien et participation de GDF SUEZ aux initiatives menées par l'UICN France.

En 2009, l'UICN France a effectué un premier état des lieux de la prise en compte de la biodiversité au sein du Groupe, pour la France métropolitaine. Cette première phase a montré que de nombreuses filiales du Groupe commençaient à intégrer un objectif « biodiversité » dans leur stratégie/politique développement durable, que les nombreux échanges avec les acteurs locaux avaient permis de mieux appréhender les enjeux et les contraintes existants, et ainsi d'élaborer des solutions communes plus efficaces. Certains métiers sont déjà sensibilisés depuis longtemps aux problématiques de la préservation de l'environnement et du

milieu naturel et ont déjà mis en œuvre de nombreuses actions pour limiter leurs impacts et restaurer le milieu naturel. Ces démarches seront à consolider pour l'ensemble du Groupe avec l'appui de l'UICN France qui apportera son soutien scientifique et technique aux décisions du Groupe et pour renforcer sa connaissance quant à sa dépendance vis-à-vis de la biodiversité, pour éviter et limiter ses impacts et enfin pour promouvoir de nouvelles actions en faveur de la biodiversité.

C'est sur la base de cette étude et des actions déjà réalisées au sein du Groupe que la charte biodiversité du Groupe sera bâtie ainsi que le **plan d'action « biodiversité »** qui indiquera précisément comment la politique du Groupe sera mise en œuvre. Conscient que pour participer à une préservation optimale de la biodiversité, les entreprises peuvent apporter des solutions pour contribuer à renverser cette tendance, GDF SUEZ s'engage à poursuivre ses

Une démarche active au sein de SUEZ Environnement

SUEZ Environnement a intégré la biodiversité dans les priorités de sa politique de développement durable. Elle est aussi l'un des volets de l'offre Edelway, garante du respect de principes fondamentaux dans la vente de services et solutions aux clients. Cet engagement se traduit par une diversité d'actions : soutien apporté au livre « Secrets de Méditerranée » dont l'objet est de sensibiliser le grand public, partenariat avec le parc Océanopolis, à Brest, mobilisation des collaborateurs par des actions internes...

Depuis quatre ans, la filiale en charge du traitement des déchets est engagée dans une démarche volontariste et prend en compte la biodiversité dans la gestion des sites de traitement. Elle a notamment mis en place un plan d'action sur les sites sensibles et noué différents partenariats pour la protection des oiseaux, celle des abeilles, la végétalisation d'essences locales ou encore l'inventaire des sites Natura 2000.

efforts pour intégrer cette thématique dans sa politique et la gestion de ses sites. Conjointement, le Groupe apporte son appui à des initiatives ou des projets menés par l'UICN France, tels que le projet de Liste Rouge nationale qui recense les espèces menacées en France ainsi qu'à la réalisation d'étude globale comme la prise en compte de la biodiversité dans les stratégies des collectivités territoriales.

La réglementation sur la préservation de la biodiversité

La réglementation relative à la préservation de la biodiversité s'est renforcée avec les attentes des parties prenantes sur cet enjeu. La Directive Européenne, transposée en France par la loi du 1^{er} août 2008, sur « la responsabilité environnementale concernant la prévention et la réparation des dommages environnementaux » renforce le principe de la compensation écologique. En France, la loi de 2001 sur les nouvelles régulations économiques impose aux entreprises cotées d'intégrer la biodiversité dans les informations sociales et environnementales qu'elles sont tenues de fournir. Les agences de notation extra-financière ont donc affiné en conséquence leurs critères de notation et d'analyse. La biodiversité ordinaire commence à être prise en compte dans les politiques de préservation de la nature, notamment grâce au plan « Restaurer et valoriser la nature en ville », prévu dans l'engagement 76 du Grenelle de l'Environnement.



Priorités des ressources humaines

La fonction Ressources Humaines accompagne le projet industriel et social du Groupe. Elle joue un rôle de « business partner » contribuant à la performance de l'entreprise et à son développement dans le respect de principes fondamentaux pour faire de GDF SUEZ un employeur de référence et de préférence.

La fusion qui a donné naissance à GDF SUEZ a permis l'élaboration d'une vision commune positionnant les ressources humaines (RH) en réponse à trois grands enjeux :

- contribuer à la réussite de l'intégration des diversités du Groupe : les différences existant dans les cultures et les pratiques des deux groupes doivent constituer la richesse et la force de demain ;
- garantir la bonne compétence au bon endroit au bon moment : la capacité du Groupe à développer sa compétitivité et sa performance repose sur la recherche permanente d'une conjonction entre les compétences requises et leur disponibilité ;
- être reconnu comme employeur de préférence : être un grand Groupe mondial impose de définir des principes et des règles valorisant la promesse employeur à l'externe et se confirmant à l'interne du Groupe.

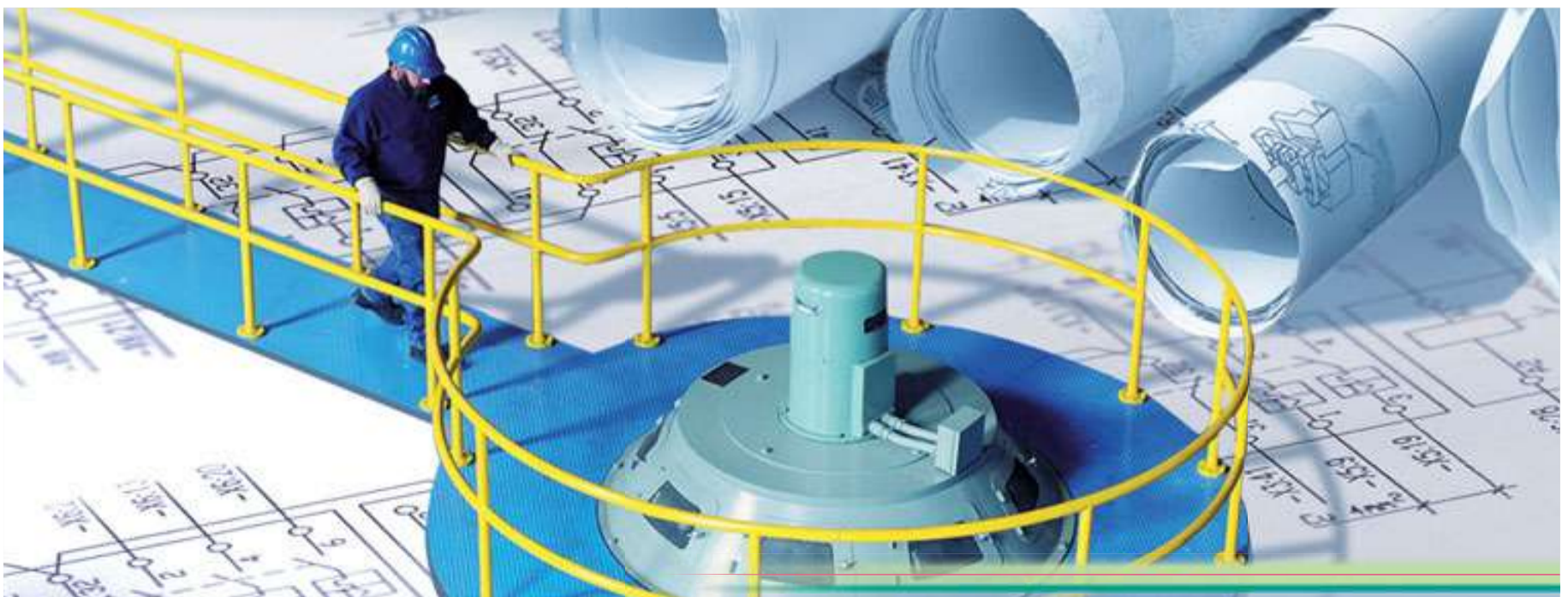
Cette vision respecte également un principe d'action : être porteur d'innovation. Parce que ce sont les entreprises qui entretiennent leur avance, technologique, industrielle mais aussi dans le domaine des RH, elles sont les mieux à même d'affronter les défis auxquels elles sont confrontées. Les ressources humaines du Groupe GDF SUEZ s'engagent donc en tant que « business partner » afin de répondre aux attentes d'un Groupe de plus de 200 000 collaborateurs répartis dans six branches.

Trois principes fondamentaux

Le Groupe a également formalisé ses convictions profondes au service d'une performance globale et durable. Elles se déclinent en trois principes fondamentaux :

- Le Groupe agit en acteur socialement responsable vis-à-vis de ses collaborateurs en veillant à l'adaptation constante de leur employabilité.
- Le Groupe construit son avenir en privilégiant ses talents internes, la coopération entre ses membres et le développement de ses collaborateurs.
- Le Groupe conduit un dialogue constructif et transparent avec les collaborateurs et leurs représentants.

Les Ressources Humaines se positionnent ainsi en appui des opérationnels afin de préparer et d'accompagner le changement. Le contexte général de transition démographique accentue l'urgence de la démarche : attraction et rétention des talents, efforts de formation, valorisation de la séniorité, définition de nouveaux parcours professionnels, adaptation à des métiers et des marchés en pleine évolution requièrent une forte implication et une exigence d'efficacité.





La nouvelle gouvernance de la filière RH mise en place en 2008 a montré toute sa pertinence, notamment dans son respect du principe de subsidiarité entre les fonctions centrales, les branches et les sociétés et BU. Ce principe, essentiel pour assurer la proximité des politiques RH avec les besoins opérationnels, a permis une contribution efficace de tous aux nécessités de développement des politiques RH du Groupe.

L'année 2009 a été l'année des premières concrétisations : la mise en place d'un Reporting Social pour le nouveau Groupe ; la conclusion de l'accord garanties sociales mettant en œuvre l'intégration des salariés de l'ancienne société Suez SA au sein de GDF SUEZ SA ; la mise en place des réseaux RH régionaux en France pour optimiser l'emploi et le développement des actions de solidarité ; la définition des principes et orientations en matière de recrutement pour le Groupe ; la mise en place des institutions représentatives du personnel (Comité d'Entreprise Européen et Comité Groupe France) ; les premières pierres de la politique de mobilité du Groupe ; la mise en place des familles professionnelles et du guide des métiers ; le premier plan mondial d'attribution d'actions gratuites ; la signature d'un accord PERCO (Plan d'Épargne Retraite COLlectif) au périmètre du Groupe en France... Autant d'éléments qui constituent les fondations de l'engagement du Groupe en matière de Ressources Humaines et l'accompagnent dans le développement de son projet industriel et social.

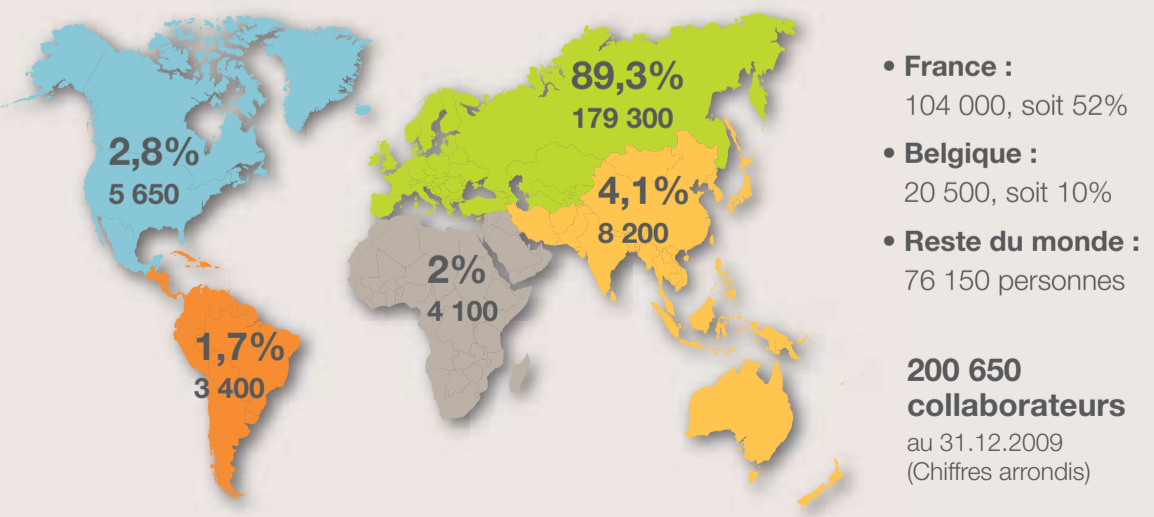
GDF SUEZ lance le premier plan mondial d'attribution gratuite d'actions

La fidélisation des salariés est un principe essentiel de la politique de Ressources Humaines. Elle suscite différentes actions telles que le développement des instruments Groupe de partage de la richesse créée ou encore la mise en place de dispositifs attractifs (PERCO, par exemple).

C'est dans ce cadre qu'en 2009, le Groupe a lancé un PAGA (Plan d'attribution gratuite d'actions) au bénéfice de tous ses salariés. Cette initiative s'est inscrite dans une triple démarche : partager avec les collaborateurs les fruits de la croissance et de la performance du Groupe ; les associer durablement aux réussites actuelles et futures ; renforcer l'actionnariat salarié au sein de GDF SUEZ. Chaque salarié, quelles que soient sa nationalité, sa position hiérarchique, sa fonction et sa rémunération, a reçu 20 actions. Ce nombre d'actions est adapté à la situation spécifique des salariés communs aux filiales de distribution des groupes GDF SUEZ et EDF en France, ainsi qu'à celles des collaborateurs de SUEZ Environnement. Soit au total environ 3,3 millions d'actions GDF SUEZ distribuées à plus de 200 000 bénéficiaires, dans 45 pays.

Effectif de GDF SUEZ

Au 31 décembre 2009, l'effectif de GDF SUEZ s'élevait à 200 650 collaborateurs. Marché domestique du Groupe, l'Europe concentre 89,3% des effectifs. La zone géographique qui a connu la plus forte progression en 2009 est l'Asie – Moyen-Orient – Pacifique (+ 31,9%), en raison notamment du développement de l'activité du Groupe dans ces régions.



Gestion des carrières

L'ambition d'être un employeur de référence se traduit notamment par une gestion attentive des parcours professionnels. Accompagner et valoriser les collaborateurs en sont les deux axes majeurs.

Reconnaître les talents

Pouvoir s'appuyer sur des compétences solides constitue un atout essentiel pour soutenir la croissance et sécuriser les perspectives de développement. GDF SUEZ distingue ses collaborateurs à travers plusieurs types d'initiatives :

- reconnaître les professionnels exemplaires, afin de stimuler les personnes qui, sur le terrain, contribuent quotidiennement au succès de l'entreprise par leur engagement et leurs pratiques. Un projet de labellisation interne au Groupe est en cours de construction ;
- détecter les cadres à potentiel pour fidéliser les collaborateurs concernés et les préparer vers des positions de dirigeants à moyen terme ; la démarche a été déployée dans tous les pays où le Groupe est présent avec la double exigence de la diversité et de l'équité entre les cadres ;
- identifier les experts métiers, *via* une politique élaborée en 2009 et qui vise à connaître les ressources techniques rares dans les activités (nucléaire, GNL, traitement de l'eau...), pour organiser la transmission des savoirs et valoriser GDF SUEZ à travers ces expertises.

Encourager la mobilité

La politique de mobilité professionnelle de GDF SUEZ vise essentiellement à ouvrir les espaces de carrière afin de permettre à tous les salariés qui le souhaitent de bénéficier, à leur initiative, d'un changement de métier, de région ou d'entité au sein du Groupe. Cet objectif est fondé sur la conviction partagée qu'une mobilité professionnelle fluide contribue à :

- favoriser l'attraction, l'implication et la fidélisation des salariés ;
- optimiser l'adéquation entre les compétences internes et les besoins des métiers ;
- renforcer l'intégration culturelle, la coopération et l'égalité des chances ;
- contribuer au développement de l'employabilité de chacun ;
- encourager le partage des savoir-faire et le développement de l'innovation.

Des principes et des règles de Groupe ont été définis. Ils visent notamment à faciliter l'accès aux opportunités internes, à donner la priorité aux candidatures de salariés du Groupe, ou encore à clarifier et à sécuriser au plan juridique un mouvement entre deux sociétés distinctes du Groupe.



Montage d'une éolienne sur le parc éolien du Haut des Ailes, dans l'est de la France.



Génération Horizons

En octobre 2009, le Groupe a lancé une nouvelle campagne « Génération Horizons » destinée à réaffirmer sa position d'employeur de référence mais aussi, un an après la fusion, à donner un signe fort en termes de cohésion. L'objectif : recruter et fidéliser les compétences nécessaires au soutien de la croissance et de l'internationalisation de GDF SUEZ, qui souhaite embaucher 100 000 personnes dans le monde d'ici à 2013. Génération Horizons se veut un symbole fort pour rassembler toutes les personnes qui appartiennent aujourd'hui au Groupe et celles qui veulent le rejoindre autour d'un projet industriel puissant et cohérent.

De plus, pour faciliter l'appréhension de la diversité des métiers, un langage commun a été bâti autour de 23 familles professionnelles, ainsi qu'un guide des métiers, consultable sur l'Intranet du Groupe et qui décrit près de 300 métiers représentatifs des différentes activités de GDF SUEZ.

Enfin, pour soutenir cette dynamique, des réseaux RH/mobilité se sont mis en place en France ainsi qu'en Belgique, en Allemagne, et aux Pays-Bas. Une coordination au niveau du Groupe en facilite le pilotage.

Une politique active en matière de formation

63,5% des effectifs ont été formés en 2009, une proportion dont la hausse régulière démontre les efforts du Groupe dans ce domaine. La moyenne s'établit à 32,15 heures par personne, la majorité des formations dispensées portant sur les techniques des métiers. Le pourcentage des collaborateurs formés en 2009 varie entre 59,5% et 81,9% suivant la branche d'activités.

Différentes entités de formation existent au sein du Groupe, couvrant ses différentes fonctions et métiers. L'université d'entreprise, GDF SUEZ University, s'adresse aux managers du Groupe auxquels elle dispense des programmes ciblés. Elle a été un vecteur d'intégration important entre les deux entités fondatrices.

Une tradition d'apprentissage et d'alternance

Héritage d'une tradition ancienne, GDF SUEZ pratique une politique d'apprentissage volontariste : malgré des circonstances économiques difficiles, le Groupe a poursuivi

en 2009 sa politique volontariste en faveur de l'alternance, vecteur prioritaire de l'égalité des chances et de la diversité. La campagne de recrutement « Alternance 2009 » a été étendue à tout le Groupe en France : ce dernier est devenu un acteur de référence dans ce domaine et grâce à des actions de communication destinées aux candidats potentiels et portant sur les métiers exercés dans les différentes filiales, les formations et les diplômes proposés dans un grand nombre de filières professionnelles, sa position s'est renforcée.

Les recruteurs internes et les publics cibles externes ont été sensibilisés à l'intérêt que revêtent les contrats en alternance offrant un accès direct à la qualification et développant un lien concret entre formation théorique et travail en entreprise. Au 31 décembre 2009, environ 4 400 alternants étaient présents dans le Groupe incluant les contrats d'insertion dont environ 3 700 en France. Le Groupe s'est mobilisé pour répondre aux objectifs fixés par le gouvernement français en matière d'alternance. Aux côtés des principales grandes entreprises françaises, il a participé aux travaux menés par la « Mission Alternance » mise en place par le président de la République française et dont le but est de promouvoir une vision moderne et novatrice de l'alternance comme voie d'excellence. L'objectif fixé par le gouvernement à l'horizon 2015 est le recrutement d'un jeune sur cinq par le biais de l'alternance. Les bases d'un projet de mobilité européenne des alternants, baptisé « Projet MEDA », ont été lancées en 2009 sur deux territoires limitrophes : le Nord-Pas-de-Calais et La Flandre Occidentale (Belgique) dans le cadre de l'Euro Métropole (Lille – Tournai – Courtrai).

Un accord européen sur la GPEC

En février 2010, GDF SUEZ et les partenaires sociaux ont signé un accord portant sur la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC). Il s'inscrit dans une double dimension collective et individuelle. Sur le plan collectif, il vise à anticiper les évolutions de l'emploi à moyen terme d'un point de vue quantitatif et qualitatif. Sur le plan individuel, il renforce les mesures d'accompagnement spécifiques pour chaque salarié dans son parcours professionnel.

Cet accord est stratégique pour adapter les réalités des métiers aux mutations des marchés, des technologies, des produits et des organisations. Il permettra notamment de développer une politique de l'emploi proactive, de définir les moyens pour mettre en adéquation les besoins et les ressources, d'anticiper la pyramide des âges et de veiller au maintien de l'employabilité des collaborateurs.

Sa mise en œuvre se traduira par la réalisation d'un état des lieux et d'une réflexion prospective dans chaque entité. Pour ancrer sa dynamique dans le dialogue social, des Comités GPEEC seront créés aux différentes échelles territoriales – Europe, pays et régions – afin de partager les expériences locales et les analyses prospectives entre les métiers du Groupe.

Un « Livret d'accueil de l'Alternant en France » a été réalisé avec l'appui de l'ensemble des branches et diffusé dans tout le Groupe en France dans le cadre d'un programme de communication intitulé « GDF SUEZ et moi ».

Santé et sécurité

La sécurité des collaborateurs, leur santé et leur bien-être au travail ont toujours été, avec la sécurité industrielle, des priorités pour les entités fondatrices de GDF SUEZ. Cette culture, qui contribue à la réussite du Groupe, conforte son image auprès des clients et de la collectivité.

Un accord santé et sécurité de GDF SUEZ, signé en février 2010 par les organisations syndicales européennes de portée mondiale, a été élaboré sur les acquis des deux groupes avant la fusion, notamment sur l'engagement des Présidents, l'implication de chacun et en particulier des managers. Il vise à relever trois défis : préserver l'intégrité des personnes et des biens, favoriser la qualité de vie au travail, améliorer la santé et la sécurité par le professionnalisme de tous.

Construit en large concertation avec les managers, les experts préventeurs, les médecins et les représentants du personnel, il a pour ambition de « *faire de chacun, dirigeant, manager, salarié... un acteur engagé de sa santé, de sa sécurité et celles des autres* ». Prenant en compte spécifiquement les facteurs humains et organisationnels, il s'appuie sur un dialogue social approfondi et fixe les éléments des dispositifs de management et de communication entre les collaborateurs mais aussi avec les clients et le public. Il s'accompagnera d'un plan d'actions à moyen terme qui permettra à la nouvelle dynamique de se déployer rapidement au sein du Groupe.

Des négociations ont également abouti à un accord avec les organisations syndicales sur le thème de la prévention des risques psychosociaux dans les entreprises et filiales françaises du Groupe. GDF SUEZ a été cité par le ministre français du Travail parmi les entreprises ayant apporté les meilleures solutions négociées à cette question.

Passeport sécurité

Afin de garantir la sécurité de toutes les personnes travaillant sur les chantiers des canalisations de gaz, GRTgaz, filiale de GDF SUEZ en charge du transport de gaz en France, a mis en place en Région Nord-Est un Passeport sécurité destiné aux entreprises prestataires. Remis nominativement à chaque intervenant, il rappelle les informations pratiques nécessaires au respect des exigences de sécurité et de qualité : numéros d'urgence, consignes de sécurité indispensables sur un chantier. Signé par l'intervenant qui reconnaît avoir pris connaissance des consignes de sécurité, il permet également de tracer les habilitations sur le chantier.

Un dispositif de contrôle interne unifié

Le dispositif de contrôle interne porte tant sur le suivi des performances au travers d'indicateurs que sur l'évaluation de la conformité des systèmes de management de la santé et de la sécurité. Les auditeurs internes de la filière ont conduit 35 contrôles croisés entre branches, avec le nouveau référentiel Groupe sur des filiales de l'ensemble des six branches, aussi bien en France qu'à l'international.



La formation, un levier essentiel pour prévenir et sensibiliser

Sensibiliser les collaborateurs, notamment les managers, et professionnaliser les membres de la filière sont les principaux axes de la politique de formation santé et sécurité. Pour l'ensemble du personnel, les heures dispensées en 2009 sur les thématiques de qualité, santé, sécurité et environnement, représentent plus de 27% du nombre total des heures de formation.

La formation des managers fait l'objet d'actions soutenues, avec notamment un nouveau module mis en place via l'Université du Groupe. Dédié spécifiquement à la santé au travail, il aborde la préservation de la santé face aux risques, la maîtrise des risques psychosociaux et la qualité de vie au travail. En 2009, au total, plus de 1 000 managers ont été formés, dont 50% en France et 50% à l'international.

La professionnalisation des membres de la filière passe également par l'échange de bonnes pratiques et de retours d'expérience, lors des conventions santé sécurité ainsi qu'à travers différents supports de communication.

Grippe A : vigilance et prévention

La propagation du virus de la grippe A a été annoncée initialement comme une pandémie. Groupe mondial, GDF SUEZ a donc lancé une démarche de prévention rigoureuse, notamment au Mexique et aux États-Unis, les premiers foyers déclarés. Les dispositions concernant les rassemblements ont été levées en janvier 2010, mais la veille et les mesures d'hygiène sont restées en vigueur tant que de nouvelles vagues épidémiques restaient possibles.

La sécurité industrielle

GDF SUEZ a la charge de différents types d'installations industrielles : production d'électricité, traitement de déchets, traitement et distribution d'eau, production et distribution de vapeur, et installations gazières depuis les gisements et leur exploitation, jusqu'aux installations des clients. Plus spécifiquement, pour le gaz naturel, on peut citer les terminaux méthaniers, les sites de stockage, les réseaux de transport et de distribution et l'entretien de chaufferies. Chaque installation répond à une réglementation spécifique en matière de sécurité (Seveso 2 par exemple).

Pour veiller au respect de cette réglementation, le Groupe se mobilise autour de plusieurs axes : la sensibilisation des managers, le contrôle et la surveillance continus, les inspections, le retour d'expérience et la prise en compte des résultats de l'évaluation des risques de

sécurité industrielle élargis à la santé sécurité au travail, lors de la revue annuelle de management. GrDF, filiale de GDF SUEZ, a également procédé au remplacement de canalisations en fonte grise en France (fin 2007), informatisé la cartographie des réseaux de distribution et mis en œuvre des actions pour éviter les accidents liés aux travaux d'entreprises réalisés à proximité du réseau gaz.

Des résultats toujours en amélioration

En 2009, l'amélioration significative des résultats de santé et sécurité s'est poursuivie, avec des résultats légèrement meilleurs que l'objectif fixé (taux de fréquence de 9,7 pour un objectif de 10). La fréquence des accidents du travail des salariés du Groupe a été réduite de près de moitié en cinq ans et la gravité de plus d'un tiers.

Le nombre d'accidents mortels est également en baisse. Le nombre de décès annuels d'intérimaires et de personnel des sous-traitants est passé de 13 à six en trois ans. Quant au nombre d'accidents du travail mortels du personnel Groupe, il est passé de 14 à 11 par an en cinq ans.

Des performances récompensées

1 500 jours, soit 250 000 heures travaillées, sans accident avec arrêt : ce résultat a été célébré le 9 août 2009 à Bahrain par la filiale du Groupe en charge de l'exploitation et maintenance de la centrale d'Al Ezzel. Sur le chantier de Stublach, au nord-ouest de l'Angleterre, Storengy, filiale de GDF SUEZ spécialisée dans le stockage du gaz, applique une politique de prévention des risques performante qui lui a valu un *Gas Industry Safety Award* en mai 2009.

Reflex, le magazine santé et sécurité du Groupe

Parce que la santé et la sécurité doivent être des préoccupations de chaque instant, GDF SUEZ a souhaité accompagner sa nouvelle politique dans ce domaine par un rendez-vous récurrent : le magazine Reflex, qui est désormais diffusé avec Horizon mag, le journal interne Groupe. Sur ses 20 pages grand format, il propose conseils, reportages, témoignages... Des informations très concrètes pour relayer et favoriser les bonnes habitudes à prendre et les comportements à adopter. À noter : une fiche pratique secourisme (qui dans le premier numéro montre comment réagir face à un arrêt cardiaque) et un quiz Nutrition, montrant qu'au-delà de l'information professionnelle, le magazine a une vocation d'utilité au quotidien.

Le premier numéro a été diffusé en décembre 2009, en français, en anglais et en néerlandais, le second au printemps 2010 et en cinq langues supplémentaires : italien, espagnol, portugais, allemand et roumain.



Dialogue social

La volonté d'un dialogue de qualité et d'une concertation exemplaire a présidé à la création des instances représentatives de GDF SUEZ. Pierre angulaire de l'adhésion de tous à la stratégie de développement du Groupe, le dialogue social s'inscrit aujourd'hui dans une dimension internationale.

La fusion entre SUEZ et Gaz de France a renforcé la volonté du Groupe de poursuivre le dialogue social et la concertation avec une dimension internationale. Très rapidement a été engagée la négociation avec les partenaires sociaux pour la mise en place du Comité d'Entreprise Européen de GDF SUEZ. Un accord instituant ce nouveau CEE a été signé le 6 mai 2009 à l'unanimité par tous les syndicats. Il pose les bases d'un dialogue social fort au niveau européen et crée les conditions pour associer les partenaires sociaux aux enjeux du Groupe.

Ce dialogue s'appuiera sur des groupes de travail par métier (énergie, environnement et services à l'énergie) ou par thème (trois groupes sur les thèmes de l'emploi, formation, mobilité, diversité et égalité professionnelle ; santé et sécurité ; garanties sociales et reporting social), ainsi que sur un secrétariat de 14 membres représentant neuf pays en réunion mensuelle.

Ce CEE composé de 65 membres dont 25 Français représentent les 183 000 salariés répartis dans les 20 pays où le Groupe est présent en Europe. Plusieurs principes ont été partagés avec les représentants du personnel dans cet accord : développer et

renforcer le dialogue social européen, garantir une représentation équilibrée entre les pays et les grands métiers du Groupe, et développer un dialogue social au niveau de ces grands métiers.

Un accord signé le 2 juin a également donné naissance au Comité de Groupe France. L'existence de ce Comité permet de prolonger la dynamique de dialogue social au sein des entreprises du Groupe en France par des échanges approfondis avec les représentants des salariés français du Groupe. Cette instance représente plus de 101 000 salariés répartis dans plus de 300 sociétés en France.

De nombreuses négociations

En 2009, des négociations ont eu lieu au niveau du Groupe, sur le périmètre de la France, et se sont traduites par la signature d'accords sur les thématiques suivantes :

- la mise en place au niveau du Groupe d'un plan d'épargne retraite collectif (PERCO) et l'évolution du plan d'épargne Groupe (PEG) ;
- l'emploi et la carrière des seniors.



Lancement du Comité d'Entreprise Européen à Paris le 6 mai 2009.



Sont venus s'ajouter, en 2010, trois autres accords :

- Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (périmètre européen) ;
- Politique de santé et sécurité (périmètre européen) ;
- Prévention des risques psychosociaux par l'amélioration de la Qualité de Vie au Travail (périmètre France).

L'Observatoire Social International

Pour répondre aux exigences sociales de la mondialisation, GDF SUEZ a continué de soutenir la production d'idées et la promotion des échanges avec l'ensemble des parties prenantes qu'assure l'Observatoire Social International (OSI). Au sein de groupes de travail réunissant des responsables d'entreprise, des syndicalistes et des

universitaires, l'activité de l'Observatoire s'est concentrée sur plusieurs thématiques : le droit universel à la santé et le bien-être au travail comme facteurs stratégiques pour la performance des entreprises ; les enjeux de la gouvernance des entreprises (politiques de responsabilité sociétale, composition des instances de gestion, indicateurs et critères de gestion, politiques de rémunération) ; une vision prospective du rôle et de la formation des managers. Plusieurs « Rendez-vous de l'OSI » ont été organisés avec le soutien de GDF SUEZ, sur la crise financière, l'accès à l'eau potable et l'emploi des seniors.

Avec Entreprise & Personnel, l'OSI a également pris une initiative sur la régulation sociale en Chine, qui associe plusieurs entreprises présentes dans ce pays.

En juin 2009, il a soutenu l'organisation à Casablanca du symposium consacré à l'Union pour la Méditerranée. Il a également contribué à la création d'une nouvelle antenne à Santiago du Chili qui a vu le jour le 20 octobre 2009, à l'occasion d'un séminaire international sur les réponses à la crise économique mondiale.

Les 65 membres du CEE représentent 183 000 salariés dans 20 pays européens.



L'égalité des chances

Expression d'un engagement social fort, la lutte contre toute forme de discrimination et la promotion de l'égalité des chances pour chacun sont des priorités essentielles de la politique de ressources humaines. Elles se traduisent par un grand nombre d'initiatives en faveur de la promotion de la diversité, de l'insertion des jeunes, des personnes en situation de handicap, des seniors, de l'égalité hommes-femmes.

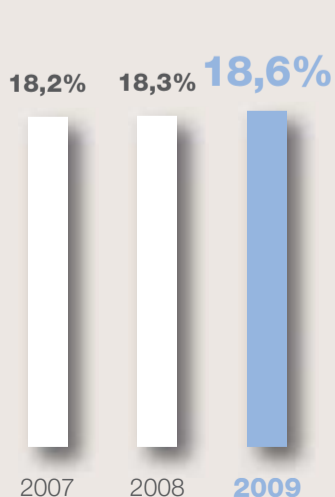
Fin 2009, GDF SUEZ a pris avec l'Association Française de Normalisation (AFNOR) l'engagement de s'inscrire dans la démarche en vue de l'obtention du Label Diversité. Pour cela, le Groupe veut mettre en place la meilleure organisation possible notamment en ce qui concerne les méthodes et outils pour l'insertion professionnelle et le recrutement. GDF SUEZ déploie de nombreuses actions dans le domaine du recrutement et de l'accès à l'emploi pour les populations les plus vulnérables. Pour ce faire, il s'appuie sur les structures locales d'insertion et s'implique au sein de la FACE (Fondation Agir Contre l'Exclusion). Sa filiale SITA Rebond (SUEZ Environnement) s'est spécialisée dans l'accès à l'emploi destiné à des chômeurs de longue durée, des jeunes de moins de 26 ans sans qualification, des travailleurs handicapés et des seniors. En 2009, 554 personnes ont été recrutées en contrat à durée déterminée d'insertion ou en contrats de mission d'intérim d'insertion, 222 personnes ont retrouvé un emploi durable. GEPSA, filiale de Cofely qui gère 25 établissements pénitentiaires en France, travaille quant à elle en partenariat avec l'Administration Pénitentiaire sur des dispositifs de prise en charge et d'accompagnement en faveur des personnes détenues pour trouver des solutions de retour à l'emploi. En 2009, ce sont 573 947 heures de formation qui ont

été dispensées pour 316 titres et diplômes obtenus, 1 996 projets professionnels élaborés pour 670 retours à l'emploi. Le Groupe agit également en faveur des salariés seniors. Un accord a été signé en décembre 2009 avec les partenaires sociaux pour affirmer leur volonté commune de favoriser l'emploi des plus de 45 ans dans les différentes entités du Groupe.

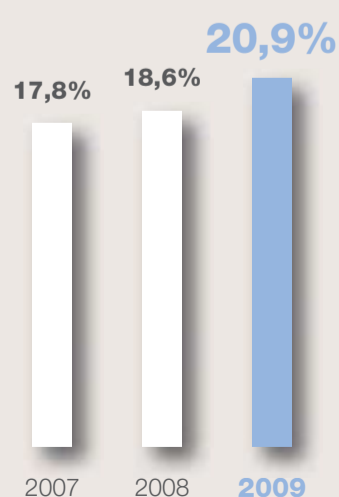
Favoriser l'insertion des jeunes de tous horizons

Aider les jeunes, quel que soit leur parcours, à intégrer la vie professionnelle, est depuis longtemps une priorité des entités du Groupe. Un But Pour l'Emploi, lancé sur une idée de GDF SUEZ, a poursuivi sa montée en puissance en 2009. Après Paris, Nantes et Amiens en 2008, Saint-Étienne et Rennes ont lancé leur première promotion au premier semestre 2009. Au second semestre 2009, l'action s'est poursuivie à Saint-Étienne (2^e promotion), Lyon et Chambéry, et devrait s'étendre en 2010 à Roanne, Nantes (2^e promotion), Calais, Paris, Saint-Quentin-en-Yvelines, soit au total 13 programmations pour 2010. Parmi les partenaires, la Fédération Française de Football et le Collectif contre les discriminations GDF SUEZ est également partenaire fondateur de Talents des Cités, une opération phare qui récompense chaque année des

Proportion de femmes dans l'effectif



Proportion de femmes dans l'encadrement



Les boursiers de GDF SUEZ

Un total de 42 boursiers ont été accompagnés par le Groupe en 2009. Ces bourses sont accordées pour trois ans à des jeunes qui veulent poursuivre leurs études supérieures mais rencontrent des difficultés financières. Cette démarche, mise en œuvre en France et en Belgique, procède de la politique du Groupe en matière de responsabilité sociale et de promotion de l'égalité des chances. Elle s'accompagne d'un parrainage des jeunes par des collaborateurs du Groupe, ce qui permet au boursier d'être soutenu dans sa vie scolaire et/ou universitaire, d'être informé sur les métiers des entreprises, notamment ceux de GDF SUEZ à travers des visites de site, des stages, et de préparer ainsi au mieux son entrée dans la vie active.

créateurs d'entreprise dans les quartiers sensibles dont l'activité est source d'emplois durables.

L'emploi des personnes en situation de handicap

GDF SUEZ se mobilise pour donner toutes leurs chances aux talents des personnes en situation de handicap. En France, en 2009, six accords ont été signés par des sociétés du Groupe avec les partenaires sociaux et trois conventions signées avec l'Agefiph. Il confirme ainsi sa volonté de poursuivre et d'améliorer les démarches précédemment déployées chez Gaz de France et SUEZ, visant une évolution significative du taux d'emploi des personnes handicapées. La plupart des entreprises du Groupe ont défini une politique handicap et des plans d'actions associés. Ils recouvrent le recrutement, l'alternance, la sensibilisation, l'accessibilité des locaux, le maintien dans l'emploi et le reclassement des collaborateurs en situation de handicap. Une charte d'engagement pour l'insertion des personnes handicapées a été également signée avec le Secrétariat d'État français à la Famille et à la Solidarité. Par ailleurs, un grand nombre d'initiatives ont été organisées à l'occasion de la Semaine nationale des personnes handicapées, en novembre 2009 : forums emploi, journées portes ouvertes,

participation à un tchat... En Belgique, GDF SUEZ a signé une convention avec les autorités publiques et les instances sportives dans le but de proposer des emplois à des athlètes paralympiques d'élite sur la base de leurs compétences. En date du 31 décembre 2009, six d'entre eux ont été recrutés par Electrabel, N-ALLO et SITA Belgium.

L'engagement contre l'exclusion et la discrimination

Gérard Mestrallet, Président-Directeur Général de GDF SUEZ, est Président de la Fondation Agir Contre l'Exclusion (FACE), au sein de laquelle le Groupe intervient pour soutenir de nombreuses initiatives en France. À ce titre, il a participé au lancement, en novembre 2009, du réseau Égalité Île-de-France. Ce réseau vise à mobiliser 1 000 entreprises de la région parisienne pendant trois ans afin de les sensibiliser à la lutte contre les discriminations, de mettre en œuvre des actions en ce sens et qu'elles incitent leurs clients et fournisseurs à s'inscrire dans la démarche. Un programme de formation/sensibilisation des managers est déjà mis en œuvre auprès des managers des différentes entités du Groupe, son déploiement sera poursuivi en 2010. GDF SUEZ a été sollicité par de multiples instances dont la Halde pour témoigner des

actions du Groupe en faveur de l'égalité des chances. Le Groupe a également contribué aux travaux de l'Observatoire de la Responsabilité Sociétale des Entreprises. Par ailleurs, GDF SUEZ est membre depuis 2004 de la GBC (*Global Business Coalition*), coalition mondiale des entreprises contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Par l'intermédiaire de Gérard Mestrallet, le Groupe fait partie des 120 entreprises mondiales signataires de la Déclaration de non-discrimination et de non-stigmatisation des personnes qui vivent avec le VIH/sida sur le lieu de travail.

La FAPE

Créée en France en 1995, la Fondation Agir Pour l'Emploi (FAPE) est financée par les dons des salariés et des retraités ainsi que les abondements de plusieurs entreprises des industries électriques et gazières (IEG) dont GDF SUEZ. Elle agit en faveur de l'insertion et contre l'exclusion. En 2009, la FAPE a apporté son soutien à la création de 612 emplois et à la consolidation de 1 932 emplois. Le montant total des dons qu'elle a reçus est de 1 368 711 euros, dont un tiers provenant des dons des salariés et retraités, et deux tiers constituant l'abondement des entreprises adhérentes.

Soutenir l'égalité professionnelle et le leadership des femmes

L'égalité professionnelle hommes-femmes est l'une des grandes priorités du Groupe dans sa politique de ressources humaines. Elle fait l'objet d'un accord dont le suivi est assuré par des indicateurs définis en novembre 2009. Un inventaire des actions et engagements du Groupe dans ce domaine a été réalisé en décembre 2009.

Des initiatives visent également à promouvoir l'accès des femmes à des emplois réputés « masculins ». Leur principal objectif : contribuer à changer les représentations pour favoriser une plus grande mixité.

Plus largement, la démarche de GDF SUEZ s'inscrit dans une perspective : faire grandir le leadership au féminin. Deux projets phares ont été lancés sous l'impulsion de Valérie Bernis, membre du Comité Exécutif en charge de la Communication, de la Communication Financière et des Relations Institutionnelles : le réseau WIN (*Women in Networking*) et le programme de mentoring.

WIN est mis à disposition des femmes du Groupe, pour leur permettre de tisser des liens et de se renforcer collectivement grâce à un dispositif très complet – programme de sensibilisation, rencontres... Créé en septembre 2008, il compte aujourd'hui plus de 250 membres et se déploie désormais à l'international.

Quant au programme de mentoring, il a pour but d'accroître le nombre de femmes aux postes de direction en les accompagnant, de manière formelle et structurée, dans leur progression de carrière. Il a débuté en janvier 2010 et devrait être déployé plus largement dès le mois de juin.



Mécénats et partenariats

La vocation de GDF SUEZ en tant qu'entreprise citoyenne, agissant selon les principes de sa responsabilité sociale et sociétale, est relayée par de nombreuses actions de mécénats et partenariats à travers le monde. Des projets utiles, souvent innovants, et toujours cohérents avec l'image et l'éthique du Groupe.

La solidarité est au cœur des préoccupations de GDF SUEZ. Centrée sur son ancrage territorial, elle se traduit par des actions de solidarité sociale et environnementale, notamment en faveur de l'enfance en détresse et des populations démunies, par le parrainage de jeunes entrepreneurs, par le soutien d'initiatives pour l'éducation par le sport et, depuis 18 ans, par le biais de ses fondations.

Soutien aux jeunes entrepreneurs

GDF SUEZ soutient les initiatives de jeunes entrepreneurs (notamment à travers Talent des Cités – voir page 102) et le développement du microcrédit, à travers des associations engagées en France et à l'international. En 2009, le Groupe s'est ainsi associé à trois programmes de PlaNet Finance, organisation active dans 80 pays et qui lutte contre la pauvreté en soutenant le développement économique de micro-entreprises :

Entreprendre en Banlieue, programme de développement de la micro-entreprise dans les Zones Urbaines Sensibles (ZUS) françaises ;

FinanCités, développé par PlaNet Venture, association loi 1901 qui intervient dans les banlieues défavorisées, notamment par

des investissements en capitaux ou en avances en compte courant d'associé.

Microfinance & Énergie, développé par PlaNet Finance Advisory Services, destiné à soutenir le développement, l'accès et l'utilisation durable d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables au Maroc et en Egypte pour les groupes de populations vulnérables des zones urbaines et rurales.

Environnement et énergie

GDF SUEZ s'implique dans des partenariats tournés vers le cœur même de ses métiers : le respect et la valorisation de l'environnement, la recherche d'efficacité énergétique.

Deux accords signés en 2009 visent à réduire les impacts environnementaux des canalisations de gaz enterrées, l'un avec l'ONF (Office National des Forêts), le second avec la Fédération des Parcs Naturels régionaux et ayant vocation à être décliné au niveau régional des sites concernés. La Convention avec l'ONF intègre notamment un inventaire des secteurs à protéger, l'aménagement d'un sentier de découverte labellisé Tourisme et Handicap ou encore l'élaboration de guides.



Musée Magritte en Belgique.



Une politique structurée par un Comité et une Charte

La politique de GDF SUEZ en matière de mécénat d'entreprise et de partenariat (ou sponsoring). Son action est encadrée par une Charte qui pose les principes d'intervention du Groupe :

- les grands axes de soutien : solidarité, culture, protection de l'environnement, sport ;
- les priorités : développement durable, ancrage territorial, responsabilité sociale ;
- les critères privilégiés : mise en valeur des métiers du Groupe, projets associant ses salariés, sports et fédérations soutenus par GDF SUEZ.

Le respect des règles éthiques qui appuient cette politique affirme l'engagement de GDF SUEZ, engagement qui sera renforcé avec la future Fondation GDF SUEZ, en cours de constitution. Celle-ci sera un outil structurant de cette démarche et donnera de la visibilité aux projets soutenus par le Groupe.

Un Comité de Mécénat a été créé en 2009 et s'est réuni trois fois dans l'année. Composé de représentants de chaque branche et des directions centrales, il assure la cohésion et la transparence des partenariats.

Par ailleurs, Cofely, filiale spécialisée dans les services à l'énergie, a lancé en novembre 2009 son premier Prix des énergies citoyennes. Créée en partenariat avec Le Figaro, cette récompense distingue les collectivités locales ayant mis en place des stratégies assorties d'actions concrètes pour économiser l'énergie et lutter contre les émissions de gaz à effet de serre. Elle se décline en trois « Prix du jury », remis fin mars à l'occasion de la Semaine du Développement durable.

Mécénat culturel et artistique

Le mécénat artistique exprime la sensibilité de GDF SUEZ pour une culture accessible au plus grand nombre. Preuve d'un engagement citoyen, il renforce l'ancrage territorial à travers des projets de nature et d'envergure très différentes.

À Bruxelles, GDF SUEZ est mécène fondateur du Musée Magritte qui a ouvert ses portes le 2 juin 2009. Accueillant la plus grande collection au monde de tableaux du peintre surréaliste, ce nouveau pôle de rayonnement culturel et touristique a fait l'objet d'un chantier conduit en moins d'un an par les équipes du Groupe. Celui-ci s'est impliqué avec un mécénat de compétences original et ambitieux, inédit en Belgique, mobilisant ses savoir-faire en matière d'efficacité énergétique et d'innovation technologique. Au 31 décembre, le musée s'apprêtait à fêter son 300 000^e visiteur.

GDF SUEZ est partie prenante de l'événement culturel le plus important de l'Année croisée France-Russie à Paris : l'exposition « Sainte-Russie », accueillie par le Louvre du 2 février au 24 mai 2010.

Blind date en tandem

En Belgique, GDF SUEZ soutient depuis trois ans le Beau Vélo de Ravel, une association qui organise, chaque samedi d'été, des promenades à bicyclette sur les anciennes voies de chemin de fer de Wallonie. En 2009, cet événement populaire qui rassemble des milliers de personnes a vu naître une initiative originale, le « Blind date » : un vrai défi, qui consistait à proposer à des personnes aveugles ou malvoyantes de participer à des promenades en tandem, en compagnie de co-équipiers voyants. Le succès rencontré a suscité un prolongement vers... l'île de La Réunion. Le soutien du Groupe a permis de financer le déplacement d'une personne aveugle et de son accompagnatrice.



Eole Generation GDF SUEZ

24 octobre 2009 : Sébastien Rogues, le skipper de « Eole Generation GDF SUEZ », arrive cinquième de la 17^e transat 6,50 La Rochelle-Salvador de Bahia.

Une première : le portage d'entreprise à l'international

GDF SUEZ accompagne aussi des projets à vocation économique : dans le cadre de son adhésion à « Pacte PME International », il a accompli une première opération de portage d'une entreprise française au Mexique, par une convention d'accompagnement durant la première année d'implantation. Cet appui permettra à Aria technologies, spécialisée dans la modélisation de l'environnement atmosphérique, de sécuriser son développement commercial en bénéficiant de plusieurs mesures, dont la création d'une vitrine technologique sur un des sites du Groupe.



Tous mobilisés pour Haïti

Dès l'annonce du terrible séisme qui a frappé Port-au-Prince le 12 janvier 2010, les trois associations de collaborateurs Energy Assistance, Codegaz et Aquassistance étaient à pied d'œuvre. Les équipes d'Aquassistance, rodées aux situations d'urgence présentes dès le 14 janvier ont installé cinq unités de traitement d'eau dans différents quartiers de la ville, assurant une production quotidienne de 275 000 litres d'eau.

Codegaz a envoyé un container avec du matériel médical et mobilisé son équipe de volontaires pour des projets de reconstruction.

Energy Assistance, en contact avec différentes ONG opérant déjà sur place, a proposé ses services pour réhabiliter des installations électriques en faveur de dispensaires et d'hôpitaux.

Aux côtés de ses entités humanitaires, GDF SUEZ s'est très fortement mobilisé. Une dotation exceptionnelle de 100 000 euros a été remise à la Fondation de France pour redistribution aux associations après étude des projets soumis en matière d'aide durable aux populations. Également en partenariat avec la Fondation de France, une opération a été montée avec *Le Figaro Magazine* du 23 janvier, « Sauvons les enfants d'Haïti » : pour chaque numéro acheté, le Groupe a versé un euro, les fonds étant destinés à construire ou reconstruire des lieux d'accueil pour l'enfance et la petite enfance. Enfin, des dons ont été effectués par les collaborateurs à hauteur de plus de 100 000 euros, montant abondé par le Groupe à 100%.

Fragments rares de fresques, icônes, manuscrits uniques... Plus de 400 œuvres d'art des 24 plus grands musées et bibliothèques russes auront permis aux visiteurs de découvrir plusieurs siècles de chefs-d'œuvre.

Autre manifestation, très prisée celle-ci des nombreux amateurs du 8^e art, le festival international de la Bande Dessinée d'Angoulême. GDF SUEZ en est partenaire depuis plus de 10 ans. En 2009, il a offert aux festivaliers et aux habitants une spectaculaire mise en images de la façade de l'hôtel de ville. S'y sont ajoutés un parrainage de l'exposition « Lucien », célèbre rocker au grand cœur créé par Franck Margerin, et un soutien à un concours national de B.D. destiné à des jeunes et des adultes handicapés.

Partenariats sportifs

Soutenir des filières sportives est pour GDF SUEZ une façon de faire vivre ses valeurs : audace, cohésion, engagement, exigence ; des principes éthiques qui se retrouvent dans les disciplines ou manifestations auxquelles le Groupe s'associe.

Deux partenariats phares caractérisent le sponsoring sportif : le premier lie depuis 2006 le Groupe à la Fédération Française de Football et a été renouvelé jusqu'en 2014, le second porte sur l'Open de Tennis, événement référent du tennis féminin mondial. Accueillant chaque année les meilleures joueuses du circuit, il se double d'un volet Solidarité important grâce à l'association de Yannick Noah « Fête le mur ».

Pour sa part, GRTgaz est partenaire officiel de la Fédération Française de Cyclotourisme, dont l'action se décline en de multiples initiatives locales. GRTgaz était aussi présente aux côtés de GDF SUEZ sur la 23^e Course du Cœur qui s'est disputée en mars 2009 entre Paris et Courchevel : une équipe GDF SUEZ, associant collaborateurs et jeunes d'une association soutenue par le Groupe, ainsi que d'autres aux couleurs de ses filiales, ont participé à cette épreuve destinée à sensibiliser le grand public à la cause du don d'organes.

Le 5 avril 2009, plus de 31 000 concurrents, parmi lesquels 600 collaborateurs de GDF SUEZ, ont pris le départ de la 33^e édition du Marathon International de



La Course du Cœur 2009.

De nombreux partenariats avec l'enseignement

GDF SUEZ a noué de nombreux liens avec le monde universitaire, qu'il s'agisse de soutenir des filières innovantes liées aux savoirs du développement durable, de nourrir ses métiers grâce à des expertises extérieures ou, inversement, de transmettre son expertise d'entreprise aux étudiants. En 2009, il a notamment signé des conventions de partenariat avec plusieurs établissements ou institutions majeurs :

- **la Fondation universitaire Fondaterra** qui a pour but de constituer un pôle d'excellence interdisciplinaire majeur sur le champ du développement durable des territoires ;
- **l'Université Versailles - Saint-Quentin-en-Yvelines**, avec deux masters : construction durable et éco-quartiers et *Generating eco innovation* ;
- **l'École d'ingénieurs Sup Galilée**, pour permettre à de jeunes diplômés d'accéder rapidement à des postes de management au sein de GrDF grâce à des stages de différentes durées ;
- **l'Université Paris-Dauphine pour le lancement de la chaire « Management de la diversité »**, en collaboration avec La Poste et la Macif ;
- **l'École Nationale des Mines, l'École Nationale des Ponts et Chaussées, l'Université du Havre et le Bureau de recherche géologique et minière**, pour la création d'une chaire industrielle internationale sur le captage-stockage du CO₂ ;
- **le rectorat de Clermont-Ferrand**, via un programme école-entreprise visant à former les jeunes aux métiers de l'efficacité énergétique et environnementale ;
- **l'ESSEC**, à travers une convention de partenariat qui a intégré en 2010 le financement d'une étude sur le bien-être au travail pour les étudiants en master « Management des Ressources Humaines. »

Paris sur les Champs-Élysées. Du côté du challenge des entreprises, qui prend en compte le cumul des temps des cinq meilleurs coureurs, GDF SUEZ a obtenu une très belle 5^e place.

De nombreuses initiatives reçoivent par ailleurs le soutien de GDF SUEZ via ses entités de proximité : celle du skipper Alexis Loison, par exemple, sponsorisé par INEO pour la prestigieuse Solitaire du Figaro ; celle du challenge d'Ossau, course organisée dans les Pyrénées avec le concours de la SHERM ; ou encore le record du monde de vitesse en kitesurf battu en novembre 2009 par le Français Alexandre Caizergues, dont l'un des sponsors est AlpEnergie.

Les Trophées de la Fondation du Football

Le 9 mai 2009, la Fondation du Football, dont GDF SUEZ est membre fondateur, a remis ses Trophées aux clubs ayant développé des initiatives innovantes en matière de comportements responsables. Quatre catégories de programme sont récompensées : « initiation santé », « esprit sportif », « engagement citoyen » et « vert », GDF SUEZ étant membre des deux derniers jurys.

Le Premier prix de « l'engagement citoyen », récompensant les projets en faveur de l'apprentissage du civisme et de l'implication des jeunes dans la vie du club, a été remis à l'Association Sportive Bram Football. Le Premier prix de la catégorie « programme vert » a été remis au projet « Pour un monde durable » du Vallée du Breuchin Football Club de Froideconche. Situé sur une nappe phréatique, le club a mis en place un mode de traçage écologique de son stade, qui s'inscrit dans une réflexion globale sur le respect de l'environnement.



GDF SUEZ, partenaire de l'Année de la France au Brésil

Présent dans le pays depuis plus de 50 ans, GDF SUEZ y occupe des positions particulièrement fortes, notamment au titre de premier producteur privé d'électricité. Dans la continuité de l'Année du Brésil en France, qui avait connu un grand succès en 2005, 2009 aura été l'Année de la France au Brésil. L'occasion pour GDF SUEZ de s'impliquer dans le comité des mécènes pour soutenir une programmation d'une belle diversité artistique et intellectuelle. Le Groupe a aussi souhaité honorer l'un de ses fondateurs, Ferdinand de Lesseps, l'entrepreneur visionnaire qui fit construire les canaux de Suez et de Panama. Une exposition lui a été consacrée au Musée d'Histoire de Florianopolis, montrant la traversée des siècles par un Groupe dont l'Histoire est jalonnée par les grands projets industriels.





PERFORMANCE

2009

Éléments méthodologiques sur le reporting environnemental 2009	p. 110
Indicateurs environnementaux	p. 112
Éléments méthodologiques sur le reporting social 2009	p. 116
Indicateurs sociaux	p. 118
Rapport d'examen des Commissaires aux Comptes	p. 122
État de situation financière Actif et Passif	p. 124
Compte de résultat	p. 125
Flux de trésorerie	p. 126
Respect des principes du Pacte Mondial des Nations Unies	p. 127

Éléments méthodologiques

sur le reporting environnemental 2009

Afin d'assurer la transparence et la fiabilité des données communiquées publiquement, GDF SUEZ est engagé dans une démarche progressive de vérification par ses Commissaires aux Comptes de la qualité de certains indicateurs portant sur l'information environnementale et sociale publiée. Cette démarche avait été engagée par Gaz de France depuis 1999 et par SUEZ depuis 2001.

Le reporting environnemental de GDF SUEZ est déployé grâce à un outil dédié permettant une remontée structurée des données. Cet outil appelé CERIS est une solution informatique de reporting environnemental, qui permet la gestion du réseau de correspondants et coordinateurs environnement, la gestion et la documentation du périmètre de reporting environnemental, la saisie, le contrôle et la consolidation des indicateurs, l'édition de rapports et, enfin, la mise à disposition ou la production de la documentation nécessaire à la collecte des données et au contrôle de la remontée d'information.

CERIS couvre actuellement l'ensemble des branches et est aujourd'hui déployé à l'intérieur de la plupart des branches et filiales.

Les modalités de définition du périmètre de reporting environnemental permettent de couvrir l'ensemble des performances et impacts des installations dont le Groupe détient le contrôle technique opérationnel. Les entités juridiques incluses dans le périmètre de reporting sont celles dont l'activité est pertinente en termes d'impact environnemental (à l'exclusion notamment donc du négoce d'énergie et des activités financières et d'ingénierie), intégrées globalement ou proportionnellement (selon les règles de consolidation financière). Ces entités rapportent les performances et impacts des installations dont elles détiennent le contrôle technique opérationnel, y compris ceux des installations opérées pour compte de tiers.

Cette règle a été définie pour respecter au mieux les recommandations de la *Global Reporting Initiative* (GRI). Il s'agit d'une structure de parties prenantes ou partenaires (monde des affaires, sociétés d'audit, organisation de protection des droits de l'homme, de l'environnement, du travail et des représentants de gouvernements) qui crée un cadre de travail commun pour la publication de données de développement durable.

En outre, 100 % des impacts communiqués sont consolidés lorsque les entités sont sous intégration globale. Pour les entités sous intégration proportionnelle, les impacts environnementaux sont

consolidés proportionnellement au taux d'intégration financière du Groupe si le contrôle technique opérationnel lui appartient à 100 % ou s'il est partagé avec d'autres actionnaires.

Par ailleurs, sur la base du chiffre d'affaires consolidé, un chiffre d'affaires pertinent (après exclusion du chiffre d'affaires généré par les activités jugées non pertinentes en termes d'impact environnemental) est défini et identifié pour chaque entité juridique. La couverture de ce chiffre d'affaires pertinent par chacun des indicateurs de management environnemental est rapportée.

Le jeu de procédures pour la remontée des informations environnementales se compose d'une procédure générique déclinée en une instruction type à mettre en œuvre aux niveaux appropriés du processus de reporting. Le déploiement des procédures à travers l'ensemble du Groupe repose sur un réseau de correspondants et coordinateurs environnement dûment mandatés. Ces procédures et instructions de travail au niveau Groupe et branche décrivent en détail les phases de collecte, contrôle, consolidation, validation et transmission des données environnementales aux différents niveaux de l'organisation ainsi que les règles de définition du périmètre et de consolidation. Elles sont assorties de documents techniques fournissant des lignes directrices méthodologiques pour le calcul de certains indicateurs. La liste des entités entrant dans le périmètre de reporting environnemental est jointe aux procédures et instructions.

Les fiches de définition des indicateurs utilisés pour mesurer la performance environnementale des métiers du Groupe ont été revues sur base des commentaires des Commissaires aux Comptes. Elles ont par ailleurs bénéficié des commentaires des responsables opérationnels représentés dans un groupe de travail dédié. L'ensemble de la documentation est disponible sur simple requête auprès du Groupe.

Sur les données publiées dans le présent rapport ainsi que dans le Document de Référence, il convient de préciser les éléments suivants :

1. Soucieux du devenir des déchets générés par ses activités, le Groupe GDF SUEZ dispose d'indicateurs sur la valorisation de ses déchets. Cependant, les notions de déchets et de valorisation varient selon les pays et les réglementations locales.

2. La fiabilité du périmètre couvert par le reporting environnemental est une des priorités de GDF SUEZ qui évolue dans un contexte international de cessions et d'acquisitions d'activités. Le périmètre est figé au 30 juin de l'année de l'exercice. Pour les cessions intervenant après cette date, il est prévu que l'entité remplisse le questionnaire environnemental avec les données disponibles au dernier jour du mois qui précède la cession. Les acquisitions réalisées après le 30 juin ne sont pas prises en compte, sauf demande de dérogation formulée par le Directeur de la branche concernée et sous réserve que les données soient disponibles.

3. Conscient des enjeux liés à la gestion de l'eau, GDF SUEZ poursuit également ses efforts dans la maîtrise globale de sa consommation, toutes utilisations et types de sites confondus. Une attention particulière a été portée sur les risques de double comptage et sur la possible confusion entre eaux industrielles et eaux de refroidissement.

4. Les données liées à l'activité des méthaniers, y compris les impacts et les consommations, ont été assimilées à celles d'un site en exploitation et donc sont rapportées comme telles. En 2008, seuls les bateaux pour lesquels le Groupe GDF SUEZ détenait une part majoritaire ou ceux exploités par une filiale détenue majoritairement par GDF SUEZ avaient été retenus (quatre au total). Pour 2009, GDF SUEZ a souhaité élargir ce périmètre aux navires affrétés sur le long terme (> 2 ans). Ce qui donne une liste de 15 navires : Maran Gas Coronis, LNG Lerici, Grace Cosmos, Cheikh Bouamama, Lalla Fatma N'Soumer, BW Suez Everett, BW Suez Boston, Matthew, Tellier, Provalys,

GDF SUEZ Global Energy, Gaselys, BW GDF SUEZ Paris, BW GDF SUEZ Brussels, GDF SUEZ Neptune (SRV). Si les impacts environnementaux des navires affrétés sont maintenant pris en compte, leur éventuelle certification ISO14001 l'est également.

5. Les indicateurs environnementaux du site de Carthagène ne sont pas reportés du fait du montage contractuel particulier : le Groupe dispose de la capacité de production, mais ne supporte pas les risques industriels d'exploitation.

6. À des fins de cohérence, le facteur pour convertir l'énergie thermique produite (GWth) en énergie électrique (GWhe) est fixé à 0,44 pour toutes les activités du Groupe.

7. Il est à noter que seuls les lixiviats de centres de stockage de classe 2 sont reportés.

8. Les impacts environnementaux significatifs générés par les sous-traitants dans une installation du Groupe pendant des activités de services matériels sont inclus dans les impacts Groupe sauf lorsqu'une clause contractuelle spécifique prévoit que le sous-traitant est tenu responsable des impacts générés sur le site pendant la fourniture du service. Les données fournies par les sous-traitants ne font pas systématiquement l'objet de vérifications internes avant d'être agrégées aux données du Groupe et n'engagent que les sous-traitants.

9. La réglementation et les obligations légales dans le domaine de l'environnement pouvant être différentes d'un pays à l'autre, certaines données sont parfois plus délicates à collecter (ex. : consommations d'eau au Royaume-Uni).

10. Un nouvel outil de calcul des fuites linéiques des installations de transport et de distribution de gaz naturel a été mis en place cette année. Cela constitue en particulier une rupture dans la méthodologie de calcul des émissions de méthane de GrDF qui utilise dorénavant la méthode des coefficients linéiques avec des coefficients revus par les données MEC 2005. L'année 2009 marque donc un nouveau temps T = 0 pour la mesure des émissions de GrDF avec un impact notable sur les émissions de CO₂ du Groupe.

11. Il a été identifié en 2009 que l'eau utilisée dans le circuit des regazéificateurs des terminaux méthaniers était restituée à 100% au milieu naturel. La consommation d'eau de surface à usage industriel de ces sites étant nulle, cette donnée baisse sensiblement par rapport à 2008.

La correspondance des indicateurs de performance environnementale du Groupe avec la loi NRE et les recommandations du GRI est documentée dans le tableau de synthèse des performances environnementales publié dans les pages suivantes.

Indicateurs environnementaux

Vérfié	Indicateurs publiés	Unité	GDF SUEZ 2008	GDF SUEZ 2009	BEF
Management					
	Systèmes de management environnemental ⁽²⁾	%CA			
✓✓	Part de chiffre d'affaires pertinent couvert par une certification EMAS	%CA	6,7%	6,3%	0,0%
✓✓	Part de chiffre d'affaires pertinent couvert par une certification ISO14001 (non EMAS)	%CA	39,4%	42,6%	22,2%
	Part de chiffre d'affaires pertinent couvert par d'autres certifications SME externes	%CA	2,7%	5,3%	46,3%
	Part de chiffre d'affaires pertinent couvert par une certification interne (mais pas par un SME certifié)	%CA	21,2%	17,2%	0,8%
	Dépenses environnementales (CAPEX et OPEX)	kEur	4 401 339	2 847 782	2 411
	Indemnités payées pour les condamnations (liées à des incidents affectant l'environnement)	kEur	489	1 507	-
Énergie					
✓✓	Renouvelable - Puissance nette installée (électrique et thermique)	MWeq	10 544	12 591	4 096
	Part des ressources renouvelables dans les capacités installées	%	16,5%	18,5%	76,2%
✓✓	Renouvelable - Électricité et chaleur produites	GWheq	45 746	50 009	15 532
	- Énergie produite – part du grand hydraulique	%	86,0%	81,8%	92,2%
	- Énergie produite – part du petit hydraulique	%	1,6%	2,1%	3,0%
	- Énergie produite – part de l'éolien	%	2,8%	3,5%	4,8%
	- Énergie produite – part du géothermique	%	0,1%	0,1%	0,0%
	- Énergie produite – part du solaire	%	0,0%	0,0%	0,0%
	- Énergie produite – part de la biomasse ⁽¹⁾	%	4,6%	8,4%	0,0%
	- Énergie produite – part du biogaz	%	2,2%	1,8%	0,0%
	- Énergie produite – part de l'incinération de la part biodégradable des déchets	%	2,6%	2,3%	0,0%
✓✓	Valorisation énergétique associée au traitement des déchets				
✓✓	- Électricité vendue (incinération, CET et STEP)	GWheq	2 805	2 677	0
✓✓	- Chaleur vendue (incinération, CET et STEP)	GWth	1 201	1 469	0
✓✓	Consommation d'énergie primaire - Total	GWh	382 088	391 214	11 499
	- Part du charbon / lignite	%	22,8%	21,7%	0,0%
	- Part du gaz naturel	%	68,2%	68,8%	67,9%
	- Part du fuel (lourd et léger)	%	2,9%	3,5%	0,00%
	- Part des combustibles de substitution	%	2,1%	2,2%	32,1%
	- Part de la biomasse	%	3,7%	3,6%	0,0%
	- Part des déchets (hors biomasse)	%	0,1%	0,1%	0,0%
	- Part des autres combustibles	%	0,2%	0,2%	0,0%
✓✓	Consommation d'électricité - Total	GWh	6 081	6 036	0
✓✓	Efficacité énergétique des centrales à combustibles fossiles (inclus biomasse)	%	42,8%	43,8%	48,7%
Air					
	Émissions totales de GES ⁽⁸⁾	t eq CO ₂	102 602 659		4 501 731
✓✓	Émissions totales de GES (hors émissions tertiaires et véhicules terrestres)	t eq CO ₂	99 569 435	97 405 418	4 484 794
	- Émissions de GES par unité d'activité – Production d'énergie ^{(6) (7)}	kg eq CO ₂ /MWh	380,9	365,6	212,2
	- Émissions de GES par unité d'activité – Exploration, Production de gaz ⁽³⁾	kg eq CO ₂ /MWh	5,1	6,8	0,0
	- Émissions de GES par unité d'activité – Stockage de gaz ⁽⁴⁾	kg eq CO ₂ /MWh	1,2	7,7	0,0
	- Émissions de GES par unité d'activité – Transport de gaz (hors méthaniers) ⁽⁴⁾	kg eq CO ₂ /MWh	1,2	1,1	0,0
	- Émissions de GES par unité d'activité – Terminaux méthaniers ⁽⁴⁾	kg eq CO ₂ /MWh	1,6	1,5	0,0
	- Émissions de GES par unité d'activité – Distribution de gaz ⁽⁵⁾	kg eq CO ₂ /MWh	8,5	2,2	0,0
	- Émissions de GES par unité d'activité – Incinération	kg eq CO ₂ /T	339,1	335,6	-
	Émissions de GES – Flotte de véhicules ⁽¹⁰⁾	t eq CO ₂	892 425	792 350	16 278
✓	Émissions totales de NOx	t	105 860	136 663	1 452
	- Émissions de NOx par unité d'activité – Production d'énergie ⁽⁶⁾	g/MWheq	451	511	69
	- Émissions de NOx par unité d'activité – Exploration, Production de gaz ⁽³⁾	mg/MWh	15 770	32 126	-
	- Émissions de NOx par unité d'activité – Stockage de gaz ⁽⁴⁾	mg/MWh	4 346	3 437	-
	- Émissions de NOx par unité d'activité – Transport de gaz (hors méthaniers) ⁽⁴⁾	mg/MWh	2 633	2 189	-
	- Émissions de NOx par unité d'activité – Terminaux méthaniers ⁽⁴⁾	mg/MWh	362	222	-
✓	Émissions totales de SO₂	t	202 203	168 883	1 992
	- Émissions de SO ₂ par unité d'activité - Production d'énergie ⁽⁶⁾	g/MWheq	917	651	94
✓	Émissions totales de particules	t	9 549	7 613	114

✓ Vérifiés par les Commissaires aux Comptes avec avis d'assurance « modéré ».
 ✓✓ Vérifiés par les Commissaires aux Comptes avec avis d'assurance « raisonnable ».

BEEI	B3G	BI	BSE	BE	Couverture 2009	Réf. NRE	Réf. GRI
16,9%	0,0%	0,0%	3,4%	0,6%	97,8	3	4.8
46,7%	9,1%	80,6%	25,8%	48,4%	98,2	3	4.8
0,7%	2,6%	0,0%	5,0%	10,2%	99,4	3	4.8
30,5%	72,1%	5,5%	9,4%	5,8%	99,5	3	4.8
795 576	7 849	108 829	113 975	1 819 142	95,5	5	EN30
1 281	-	-	-	226	99,8	8	EN28
7 413	0	0	268	814	99,1	1	EN5 - EN6
15,0%	-	-	2,3%	66,7%	99,1	1	EN5 - EN6
31 806	0	0	699	1 972	99,9	1	EN5 - EN6
83,7%	-	-	0,0%	0,0%		1	EN5 - EN6
1,3%	-	-	22,5%	0,0%		1	EN5 - EN6
3,1%	-	-	1,5%	0,0%		1	EN5 - EN6
0,0%	-	-	7,4%	0,0%		1	EN5 - EN6
0,0%	-	-	0,2%	0,0%		1	EN5 - EN6
11,9%	-	-	57,6%	0,0%		1	EN5 - EN6
0,0%	-	-	5,9%	43,9%		1	EN5 - EN6
0,0%	-	-	4,9%	56,1%		1	EN5 - EN6
0	0	0	0	2 677	99,6	1	EN6
0	0	0	195	1 274	99,4	1	EN6
322 667	6 272	3 234	43 597	3 946	98,6	1	EN3
25,7%	0,0%	0,0%	4,4%	0,0%		1	EN3
66,8%	87,8%	99,8%	83,3%	18,3%		1	EN3
2,09%	12,23%	0,19%	8,37%	60,3%		1	EN3
1,3%	0,0%	0,0%	0,3%	21,5%		1	EN3
3,9%	0,0%	0,0%	3,1%	0,0%		1	EN3
0,0%	0,0%	0,0%	0,5%	0,0%		1	EN3
0,3%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%		1	EN3
1 807	94	579	333	3 224	96,6	1	EN3
43,9%	17,0%	-	42,0%	-	99	1	EN5 - EN6
76 277 624	1 368 444	1 654 354	9 432 514	4 982 128	91,6	1	EN16
76 238 612	1 367 552	1 627 297	9 243 463	4 443 701	97,4	1	EN16
368,4	1187,3	0,0	450,5	625,8		1	EN16
0,0	6,8	0,0	0,0	0,0		1	EN16
40,3	0,0	1,2	0,0	0,0		1	EN16
1,6	0,0	0,7	0,0	0,0		1	EN16
4,7	0,0	0,3	0,0	0,0		1	EN16
1,9	0,0	2,3	0,0	0,0		1	EN16
-	-	-	-	335,6		1	EN16
33 245	453	14 896	189 051	538 428	79,8	1	EN16
105 425	4 159	1 220	19 323	5 084	95,9	1	EN20
496	-	-	951	1 623		1	EN20
-	32 126	-	-	-		1	EN20
1 010	-	3 668	-	-		1	EN20
3 826	-	971	-	-		1	EN20
447	-	144	-	-		1	EN20
157 933	2 559	7	6 141	251	99,7	1	EN20
749	902	-	302	80		1	EN20
6 799	114	-	509	77	99,8	1	EN20

Indicateurs environnementaux

Vérfié	Indicateurs publiés	Unité	GDF SUEZ 2008	GDF SUEZ 2009	BEF
Eau					
✓	Consommation totale d'eau pour le processus industriel	Mm ³	87,70	76,80	0,46
	- Eau de surface	Mm ³	60,17	44,90	-
	- Eau souterraine	Mm ³	7,93	7,15	-
	- Eau du réseau public	Mm ³	19,60	24,74	0,46
✓	Consommation totale d'eau pour les circuits de refroidissement	Mm ³	151,73	152,36	-
	- Eau de surface évaporée	Mm ³	138,90	138,51	-
	- Eau souterraine	Mm ³	7,32	8,04	-
	- Eau du réseau public	Mm ³	5,50	5,81	-
✓✓	Déperdition d'eau / km de réseau	m ³ /km/jour	13,16 ⁽⁹⁾	13,5	-
✓✓	Charge polluante annuelle traitée – tonnes de DBO5/an	t	483 226	489 664	-
Déchets					
✓	Quantité totale de déchets & sous-produits non dangereux évacués (y compris les boues)	t	6 856 348	6 415 606	7 160
	- Cendres volantes, Refioms	t	3 212 722	2 975 623	-
	- Cendres cendrées, mâchefers	t	2 348 431	2 141 481	-
	- Sous-produits de désulphuration	t	195 546	260 888	-
	- Boues (stations d'épuration et production d'eau potable)	t	638 785	667 156	-
✓	Quantité totale de déchets & sous-produits non dangereux valorisés (y compris les boues)	t	4 695 299	5 082 930	6 967
✓	Quantité totale de déchets & sous-produits dangereux évacués (à l'exclusion des déchets radioactifs)	t	249 045	522 770	998
✓	Quantité totale de déchets & sous-produits dangereux valorisés (à l'exclusion des déchets radioactifs)	t	14 042	17 198	104
	Tonnage de déchets valorisés (énergie et matière) / Tonnes de déchets traités	%	42,03%	41,31%	-
	CET - Énergie vendue (biogaz) / déchets enfouis	kWh/t	49,98	47,02	-
	Incinération - Énergie vendue / déchets incinérés avec valorisation énergétique	kWh/t	391,84	386,56	-
	Quantité de lixiviats collectés	m ³	3 930 762	3 707 964	-
✓	Quantité de lixiviats traités (en externe ou en interne)	m ³	3 955 904	3 771 681	-
	Assainissement - Boues valorisées / Production de boues des STEP	%	47,87%	49,43%	-
Nucléaire					
	Émissions gazeuses radioactives				
	- Gaz rares	TBq	28,82	12,52	0,00
	- Iodes	GBq	0,0874	0,10	0,00
	- Aérosols	GBq	0,0120	0,01	0,00
	Déchets nucléaires radioactifs	m ³	282,2	291,6	0,0
	Rejets liquides radioactifs - Émetteurs bêta et gamma	GBq	26,50	12,36	0,00
	Rejets liquides radioactifs - Tritium	TBq	77,34	108,38	0,00
Véhicules					
	Part de la flotte « verte » dans la flotte de camions	%	88,84%	89,27%	-
	Part de la flotte « carburants alternatifs » dans la flotte de camions	%	4,60%	5%	-

(1) La donnée 2008 s'entendait « hors thermique ». Suite à une modification de la méthode de calcul, la donnée 2009 s'entend « thermique inclus » c'est-à-dire inclus la cocombustion. Toutefois, pour GDF, le périmètre a été étendu aux entités en intégration proportionnelle afin de respecter les règles de périmètre du nouveau Groupe. De même, les définitions d'indicateurs 2008 ont été appliquées.

(2) Le calcul de chiffre d'affaires est réalisé à partir de parts d'activités couvertes dans chaque métier multipliées par les chiffres d'affaires consolidés par métier.

Pour davantage de cohérence, ce sont les données pondérées par le taux d'intégration financier qui ont été utilisées en 2009 au lieu des données brutes comme en 2008.

(3) Ratios calculés sur la base des productions d'énergie (gaz naturel et huiles).

(4) Ratios transport/stockage/terminaux sur la base des m³ transportés/injectés et soutirés par les stockages/regazéifiés, et du pouvoir calorifique du gaz (kWh/m³).

(5) Ratios calculés sur la base des quantités de gaz distribués corrigées des variations climatiques (pour la France, représentant 0,4% des quantités de gaz distribués).

(6) Ratios calculés sur la base de la quantité d'énergie électrique et thermique générée.

(7) Pour des raisons techniques liées à la fusion, la production d'énergie renouvelable avait été exclue de ce calcul en 2008, donnant un taux de 398,4 kg eq CO₂/MWh au lieu de 380,9 kg eq CO₂/MWh comme repris dans le tableau pour permettre la comparaison avec 2009.

(8) Dont 14 415 t CO₂ eq correspondant aux émissions d'une partie des bâtiments tertiaires en France.

(9) En 2008, la donnée était égale à 11,6 car elle avait été pondérée par le taux de participation financier. Toutefois, il est plus réaliste de prendre le réseau dans son ensemble.

(10) La donnée 2008 comportait une erreur et a été actualisée dans le tableau ci-dessus à des fins de cohérence.

✓ Vérifiés par les Commissaires aux Comptes avec avis d'assurance « modéré ».
 ✓✓ Vérifiés par les Commissaires aux Comptes avec avis d'assurance « raisonnable ».

BEEI	B3G	BI	BSE	BE	Couverture 2008	Réf. NRE	Réf. GRI
50,37	0,05	5,91	11,85	8,16	99,9	1	EN8
38,43	-	0,00	6,47	-		1	EN8
2,74	0,01	2,01	2,39	-		1	EN8
9,20	0,04	3,90	2,99	8,16		1	EN8
151,39	-	-	0,82	0,14	100,0	1	EN8
138,38	-	-	-	0,13		1	EN8
7,48	-	-	0,56	-		1	EN8
5,54	-	-	0,26	0,01		1	EN8
-	-	-	-	13,5	99,3	-	-
-	-	-	-	489 664	99,3	2	EN26
4 015 343	18 492	37 132	150 353	2 187 126	99,0	1	EN22
2 659 600	-	-	47 096	268 927		1	EN22
860 289	-	-	70 954	1 210 238		1	EN22
260 888	-	-	0	-		1	EN22
-	-	-	-	667 156		1	EN22
3 580 202	4 650	2 808	118 660	1 369 642	98,5	1	EN22
26 861	109 233	11 800	6 481	367 397	98,6	1	EN22
12 863	1 730	715	1 786	-	98,6	1	EN22
				41,31%	100,0	1-2	EN6
-	-	-	-	47,02	100,0	1-2	EN6
-	-	-	-	386,56	100,0	1-2	EN6
-	-	-	-	3 707 964	98,7	1	EN22
-	-	-	-	3 771 681	98,7	1	EN22
-	-	-	-	49,43%	99,8	1-2	EN22
					100,0	1	EN24
12,52	0,00	0,00	0,00	0,00	100,0	1	-
0,10	0,00	0,00	0,00	0,00	100,0	1	-
0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	100,0	1	-
291,6	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	1	-
12,36	0,00	0,00	0,00	0,00	100,0	1	-
108,38	0,00	0,00	0,00	0,00	100,0	1	-
0,00%	-	0,00%	-	90,43%	99,4	1	EN29
0%	-	0%	-	5%	99,4	1	EN29

Unités de mesure

% CA = pourcentage du chiffre d'affaires

Nb = nombre

W = Watt = unité de mesure de la puissance ou de l'énergie par unité de temps = 1 joule/seconde

Wh = Watt heure = unité de mesure de l'énergie développée par une puissance d'1 W pendant 1 heure = 3 600 joules

We = Watt électrique / **Whe** = Watt heure électrique = unité de mesure de la puissance et de l'énergie électrique

Wth = Watt thermique / **Whth** = Watt heure thermique = unité de mesure de la puissance et de l'énergie thermique

Weq = Watt équivalent = unité de mesure de la puissance électrique et thermique (Pour 2008 GDF SUEZ a fixé l'équivalence à 1 Whth = 0,44 Wheq)

Wheq = Watt heure équivalent = unité de mesure de l'énergie électrique et thermique (Pour 2008 GDF SUEZ a fixé l'équivalence à 1 Whth = 0,44 heq)

Bq = Becquerel = unité de mesure de la radioactivité

t = tonne = 1 000 kilogrammes

t.eq.CO₂ = tonnes équivalent CO₂ (1 T CH₄ = 21 T CO₂)

kg.eq.CO₂ = kilogrammes équivalent CO₂ (1 kg CH₄ = 21 kg CO₂)

m³ = mètre cube

k = kilo = 10³

M = méga = 10⁶

G = giga = 10⁹

T = tera = 10¹²

Éléments méthodologiques

sur le reporting social 2009

I. Indicateurs sociaux

Outils utilisés

Pour les données sociales de l'année 2009, le progiciel de consolidation financière Magnitude a été utilisé.

Ce progiciel permet la collecte, le traitement et la restitution de données saisies par les entités juridiques locales, filiales du Groupe GDF SUEZ.

À chacune de ces entités est attribuée, y compris dans la phase DRH, la méthode de consolidation financière : intégration globale (IG), intégration proportionnelle (IP) et mise en équivalence (MEE). Les analyses sociales effectuées dans ce rapport concernent exclusivement les entités en IG, sociétés pour lesquelles GDF SUEZ détient le contrôle, en capital et en management, elles ne prennent donc pas en compte notamment les sociétés en intégration proportionnelle.

Dès lors qu'une société entre dans le périmètre des sociétés en IG dans les comptes de GDF SUEZ, ses données sociales sont intégrées à hauteur de 100% quel que soit le pourcentage de détention du capital.

Périmètre de restitution

À chaque indicateur est attaché un périmètre de restitution correspondant à la couverture de l'indicateur visé en pourcentage de l'effectif Groupe (effectif des sociétés en intégration globale dans les comptes de GDF SUEZ).

En effet, certaines sociétés peuvent ne pas avoir communiqué leurs données ou encore l'information remontée peut présenter certaines incohérences, nous conduisant alors à exclure les données en question du périmètre de restitution.

La faiblesse de certains pourcentages de restitution d'indicateurs est due au fait que certains indicateurs n'ont pas été demandés sur la totalité du périmètre du Groupe, l'harmonisation du Reporting Social Groupe est entrée en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2009.

Méthodes de consolidation des indicateurs

Les données sociales quantitatives de ce rapport sont issues du progiciel de consolidation financière du Groupe. Après avoir été collectées, elles ont fait l'objet d'un traitement et d'une consolidation selon des procédures et des critères clairement définis.

Les données de structure et de flux d'effectifs, de conditions de travail, de formation et de sécurité sont consolidées par agrégation.

Sur les données publiées dans le présent rapport, il convient de préciser les points suivants :

1. Le total des effectifs des branches est inférieur de 3 266 personnes à l'effectif total publié. Cette différence tient principalement aux effectifs du siège à Paris et Bruxelles, mais également à ceux des activités dans les secteurs de la finance, qui ne sont pas rattachés à l'une des six branches opérationnelles.

2. La répartition des effectifs par zone géographique correspond à celle du périmètre financier IFRS. Aussi, bien que localisées en Afrique, des sociétés de la branche Global Gaz & GNL sont affectées à l'Europe.

3. Les indicateurs des années 2007 et 2008 ont été recalculés dans la mesure du possible au pro forma du Groupe actuel.

Afin d'harmoniser la notion d'effectif en 2007 et 2008, l'indicateur « effectif en contrat d'alternance et stage » a été ajouté aux effectifs du périmètre ex-Gaz de France.

Le même retraitement a été opéré sur l'effectif féminin.

4. Dans la répartition des effectifs par catégorie socioprofessionnelle, les employés administratifs sont comptabilisés parmi les TSM (« techniciens supérieurs et agents de maîtrise ») pour une plus grande cohérence.

5. Très ancrée dans la réalité du monde du travail français, la notion de « cadres » reste parfois difficile à appréhender dans d'autres pays où GDF SUEZ est implanté. Cet état de fait peut conduire à une légère sous-estimation du nombre de cadres car certaines entités ont pu être amenées à ne prendre en compte que leurs cadres dirigeants.

6. L'indicateur de turnover prend uniquement en compte les licenciements et les démissions. Il est calculé sur la base des mouvements annuels rapportés à l'effectif moyen annuel.

7. Compte tenu des délais, les données sur la formation et les heures travaillées ne sont pas toujours finalisées et portent donc sur la situation réalisée la plus récente et une prévision des effectifs et dépenses de formation et des heures travaillées de la fin d'année.

8. Concernant le nombre de personnes handicapées, les chiffres mentionnés représentent l'effectif total des personnes handicapées déclarées rapporté à l'effectif fin de période de la branche concernée. Ces chiffres fournissent la meilleure information possible sur l'intégration des personnes handicapées dans les entreprises de GDF SUEZ. Nous ne considérons

pas pertinent de fournir un périmètre de couverture de cet indicateur.

II. Indicateurs Santé & Sécurité

Périmètre

Pour les données Santé & Sécurité de l'année 2009, les analyses effectuées dans ce rapport concernent exclusivement les entités en IG, sociétés pour lesquelles GDF SUEZ détient le contrôle, en capital et en management. Elles n'intègrent pas notamment les entités en intégration proportionnelle.

Dès lors qu'une société entre dans le périmètre des sociétés en IG dans les comptes de GDF SUEZ, ses données sociales sont intégrées à hauteur de 100% quel que soit le pourcentage de détention du capital.

À noter que la branche Environnement intègre les données des entités acquises dans le reporting trois ans après leur intégration dans le périmètre par la Direction Financière. Cette règle a été précisée lors de la révision 2009 de la procédure de reporting Santé & Sécurité.

Méthodes de contrôle et de consolidation des indicateurs

Après avoir été collectées, les données Santé & Sécurité quantitatives de ce rapport ont fait l'objet de contrôles et ont

été consolidées selon des procédures et des critères clairement définis.

Pour la branche Infrastructures, la consolidation des données relatives à la BU de distribution GrDF qui travaille en service commun avec ErDF ne prend en compte que la part « gaz » des heures travaillées.

Sur les données publiées dans le présent rapport, il convient de préciser les points suivants :

1. À la différence du reporting social, le reporting Santé & Sécurité intègre les données des entités acquises de manière spécifique pour la branche Environnement. Cette situation entraîne une légère différence dans le périmètre des effectifs couverts par les deux reportings.

2. La branche Global Gaz & GNL communique des taux de fréquence et de gravité qui prennent en compte les intérimaires, à la différence des autres branches. Cette particularité concerne exclusivement la BU Exploration & Production.

Indicateurs sociaux

		Branche Énergie France			
	GRI	2007	2008	2009	
Effectif par zone géographique	✓✓	LA1	10 012	10 104	10 787
France		LA1	9 978	10 081	10 787
Belgique		LA1			
Autre Union Européenne		LA1	34	23	
Autres pays d'Europe		LA1			
Total Europe		LA1	10 012	10 104	10 787
Amérique du Nord		LA1			
Amérique du Sud		LA1			
Asie – Moyen-Orient – Océanie		LA1			
Afrique		LA1			
% de restitution			100%	100%	100%
Répartition de l'effectif par CSP		LA1			
Cadres	✓✓	LA1	1 482	1 137	2 242
Non-cadres	✓✓	LA1	4 120	5 328	8 545
% de restitution			56,0%	64,0%	100,0%
Part des femmes dans le Groupe					
Proportion de femmes dans l'effectif	✓✓	LA13	34,0%	33,0%	32,8%
% de restitution			100,0%	100,0%	100,0%
Proportion de femmes dans l'encadrement		LA13	22,2%	23,2%	26,5%
% de restitution			16,9%	18,1%	100,0%
Répartition de l'effectif par type de contrat		LA1			
CDI		LA1	97,1%	98,6%	94,3%
Autres		LA1	2,9%	1,4%	5,7%
% de restitution			17,0%	54,2%	100,0%
Pyramide des âges sur l'effectif CDI		LA1			
moins de 25 ans	✓	LA1	5,5%	5,3%	6,2%
25-29 ans	✓	LA1	12,6%	11,3%	14,6%
30-34 ans	✓	LA1	15,5%	16,7%	14,9%
35-39 ans	✓	LA1	15,5%	16,9%	16,9%
40-44 ans	✓	LA1	12,8%	12,7%	13,0%
45-49 ans	✓	LA1	15,7%	14,7%	12,7%
50-54 ans	✓	LA1	17,5%	16,1%	13,8%
55-59 ans	✓	LA1	4,3%	5,8%	7,0%
60-64 ans	✓	LA1	0,4%	0,4%	0,7%
65 ans et +	✓	LA1	0,1%	0,1%	0,1%
% de restitution			16,9%	38,7%	100,0%
Mouvements de personnel et emploi					
Turnover	✓	LA2	0,70%	0,90%	5,96%
% de restitution			16,90%	18,30%	100,00%
Turnover volontaire	✓	LA2	2,49%	2,40%	4,17%
% de restitution			100,00%	97,80%	100,00%
Taux d'embauche	✓	LA2	10,34%	10,30%	13,65%
% de restitution			100,00%	97,80%	100,00%
Taux d'embauche CDI		LA2	67,30%	61,60%	55,72%
% de restitution			16,90%	18,30%	100,00%
Pourcentage d'handicapés				1,31%	1,62%
Développement professionnel					
Pourcentage d'effectif formé	✓✓	LA10	66,45%	75,90%	73,46%
% de restitution			99,66%	97,80%	100,00%
Pourcentage de femmes dans l'effectif formé		LA10	36,95%	31,30%	33,57%
% de restitution			99,66%	94,40%	100,00%
Pourcentage de cadres et de non-cadres dans l'effectif formé :		LA10			
- Cadres		LA10	30,46%	32,90%	21,24%
- Non-cadres		LA10	69,54%	67,10%	78,76%
- % de restitution			16,88%	18,30%	100,00%
Dépenses de formation par personne formée (€)			896	934	1 480
% de restitution			16,88%	18,30%	100,00%
Nombre d'heures de formation par personne formée		LA10	42	32	33
% de restitution			99,66%	97,80%	100,00%
Nombre d'heures de formation par femme formée			39	31	27
% de restitution			99,66%	94,70%	100,00%
Dépenses de formation par heure de formation (€)			22	23	44
% de restitution			16,88%	18,30%	100,00%
Répartition des heures de formation par thème					
- Technique des métiers			44,00%	40,00%	58,25%
- Qualité, environnement, sécurité			30,70%	30,70%	15,25%
- Langues			2,70%	4,10%	2,34%
- Autres			22,60%	25,20%	24,17%
- % de restitution			16,88%	18,30%	100,00%
Conditions de travail		LA7			
Jours d'absence par personne			15	11	19
% de restitution			99,40%	97,80%	100,00%
Heures supplémentaires		LA7		1,51%	1,20%
% de restitution				18,30%	100,00%
Santé et sécurité au travail					
Nombre d'accidents mortels (collaborateurs)*				0	0
Taux de fréquence			16	14,9	14,3
Taux de gravité			0,27	0,33	0,46
% de restitution					

✓ Vérifiés par les Commissaires aux Comptes avec avis d'assurance « modéré ».
 ✓✓ Vérifiés par les Commissaires aux Comptes avec avis d'assurance « raisonnable ».

Branche Énergie Europe & International			Branche Global Gaz & GNL		
2007	2008	2009	2007	2008	2009
26 086	23 919	24 279	1 749	1 909	2 310
141	133	114	673	699	984
9 226	7 561	7 603		18	20
12 432	11 271	10 915	990	1 058	1 162
0	0	0	61	101	139
21 799	18 965	18 632	1 724	1 876	2 305
1 678	2 009	2 012	0	0	1
1 829	2 076	2 259	4	4	3
780	869	1 376			1
0	0	0	21	29	0
100%	100%	100%	100%	100%	100%
3 890	5 693	5 142	514	807	1 211
12 594	18 201	19 137	134	372	1 099
63,2%	99,9%	100,0%	37,1%	61,8%	100,0%
27,2%	27,5%	27,5%	28,8%	28,7%	30,8%
100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
18,8%	20,0%	21,1%	37,5%	35,0%	31,4%
62,8%	66,1%	100,0%	2,5%	2,6%	100,0%
93,1%	94,1%	96,0%	100,0%	100,0%	95,6%
6,9%	5,9%	4,0%	0,0%	0,0%	4,4%
62,8%	66,5%	100,0%	2,5%	37,4%	100,0%
5,5%	5,4%	3,6%	0,0%	2,3%	1,9%
13,6%	15,1%	13,6%	9,3%	15,6%	11,1%
12,7%	13,9%	15,5%	27,9%	22,9%	16,2%
13,8%	13,8%	15,0%	18,6%	18,5%	15,8%
14,7%	14,2%	16,1%	16,3%	12,6%	11,9%
15,1%	14,4%	13,6%	23,3%	11,3%	13,2%
13,9%	12,9%	13,1%	2,3%	9,8%	16,0%
9,3%	8,5%	8,0%	2,3%	6,3%	11,2%
1,2%	1,6%	1,4%	0,0%	0,4%	2,6%
0,1%	0,2%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%
62,8%	64,4%	100,0%	2,5%	36,2%	100,0%
6,10%	5,60%	9,80%	5,60%	2,20%	2,53%
58,80%	60,20%	100,00%	2,20%	2,60%	100,00%
3,67%	3,40%	2,30%	3,28%	1,40%	2,12%
96,77%	94,40%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
12,65%	14,10%	10,38%	11,34%	13,70%	15,01%
96,77%	94,40%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
67,70%	75,00%	73,92%	100,00%	0,00%	78,31%
58,80%	60,20%	100,00%	2,20%	2,60%	100,00%
	0,25%	0,64%		0,00%	1,34%
68,62%	79,00%	77,35%	72,15%	60,60%	81,99%
99,96%	70,30%	94,47%	100,00%	100,00%	86,56%
26,08%	28,10%	27,88%	28,17%	34,60%	30,96%
99,91%	71,00%	94,47%	97,58%	92,10%	86,56%
20,84%	25,50%	20,98%	81,48%	70,00%	57,83%
79,16%	74,50%	79,02%	18,52%	30,00%	42,17%
62,00%	62,40%	94,47%	2,26%	2,60%	86,56%
1 177	1 626	958	2 851	2 243	2 193
61,97%	65,70%	91,55%	2,21%	2,60%	70,96%
48	68	54	186	38	20
99,91%	70,30%	94,04%	97,58%	100,00%	52,69%
43	68	55	36	36	27
99,91%	71,00%	94,04%	97,58%	92,10%	52,69%
22	23	18	75	54	111
61,97%	64,00%	91,55%	2,21%	2,60%	52,69%
42,20%	40,80%	45,88%	47,60%	26,80%	22,55%
19,80%	18,70%	15,23%	6,50%	1,20%	4,72%
10,20%	16,20%	12,29%	23,20%	69,40%	23,88%
27,80%	24,30%	26,61%	22,70%	2,60%	48,85%
61,97%	64,00%	94,04%	2,21%	2,60%	52,69%
10	14	11	11	16	15
99,90%	73,60%	99,98%	100,00%	85,50%	99,21%
	4,15%	3,01%		0,00%	2,15%
	65,40%	99,98%		2,60%	99,21%
	2	2		0	0
2,8	2,2	2,2	0,4	0	2,3
0,08	0,06	0,08	0	0	0,09
		100%			

Indicateurs sociaux

		Branche Infrastructures			
	GRI	2007	2008	2009	
Effectif par zone géographique	✓✓	LA1	18 455	17 395	17 341
France		LA1	17 439	17 343	17 274
Belgique		LA1	953	0	0
Autre Union Européenne		LA1	63	52	67
Autres pays d'Europe		LA1	0	0	0
Total Europe		LA1	18 455	17 395	17 341
Amérique du Nord		LA1	0	0	0
Amérique du Sud		LA1	0	0	0
Asie – Moyen-Orient – Océanie		LA1	0	0	0
Afrique		LA1	0	0	0
% de restitution			100%	100%	100%
Répartition de l'effectif par CSP		LA1			
Cadres	✓✓	LA1	3 614	3 146	3 393
Non-cadres	✓✓	LA1	14 040	14 207	13 948
% de restitution			95,7%	99,8%	100,0%
Part des femmes dans le Groupe					
Proportion de femmes dans l'effectif	✓✓	LA13	19,3%	20,1%	20,9%
% de restitution			100,0%	100,0%	100,0%
Proportion de femmes dans l'encadrement		LA13	12,8%	-	25,2%
% de restitution			5,4%	0,0%	100,0%
Répartition de l'effectif par type de contrat		LA1			
CDI		LA1	97,0%	100,0%	96,0%
Autres		LA1	3,0%	0,0%	4,0%
% de restitution			5,4%	95,8%	100,0%
Pyramide des âges sur l'effectif CDI		LA1			
moins de 25 ans	✓	LA1	3,9%	4,7%	4,9%
25-29 ans	✓	LA1	12,9%	8,6%	9,0%
30-34 ans	✓	LA1	13,4%	10,4%	10,8%
35-39 ans	✓	LA1	19,7%	12,2%	12,0%
40-44 ans	✓	LA1	14,8%	12,7%	12,4%
45-49 ans	✓	LA1	12,7%	21,0%	18,8%
50-54 ans	✓	LA1	12,1%	24,7%	24,8%
55-59 ans	✓	LA1	9,9%	5,6%	6,8%
60-64 ans	✓	LA1	0,5%	0,1%	0,4%
65 ans et +	✓	LA1	0,0%	0,0%	0,0%
% de restitution			5,4%	95,8%	100,0%
Mouvements de personnel et emploi					
Turnover	✓	LA2	3,20%	-	0,37%
% de restitution			5,70%	0,00%	100,00%
Turnover volontaire	✓	LA2	0,37%	0,10%	0,23%
% de restitution			100,00%	100,00%	100,00%
Taux d'embauche	✓	LA2	3,72%	5,40%	6,66%
% de restitution			100,00%	100,00%	100,00%
Taux d'embauche CDI		LA2	55,70%	-	57,12%
% de restitution			5,70%	0,00%	100,00%
Pourcentage d'handicapés				0,00%	2,05%
Développement professionnel					
Pourcentage d'effectif formé	✓✓	LA10	71,03%	54,60%	66,68%
% de restitution			99,42%	100,00%	99,99%
Pourcentage de femmes dans l'effectif formé		LA10	16,28%	16,60%	16,77%
% de restitution			99,43%	95,30%	99,99%
Pourcentage de cadres et de non-cadres dans l'effectif formé :		LA10			
- Cadres		LA10	28,40%		18,15%
- Non-cadres		LA10	71,60%		81,85%
- % de restitution			5,68%	0,00%	99,99%
Dépenses de formation par personne formée (€)			1 471		1 603
% de restitution			5,68%	0,00%	99,99%
Nombre d'heures de formation par personne formée		LA10	42	37	38
% de restitution			99,43%	100,00%	99,99%
Nombre d'heures de formation par femme formée			36	29	30
% de restitution			99,43%	95,30%	99,99%
Dépenses de formation par heure de formation (€)			33		42
% de restitution			5,68%	0,00%	99,99%
Répartition des heures de formation par thème					
- Technique des métiers			51,50%		52,40%
- Qualité, environnement, sécurité			27,20%		24,20%
- Langues			5,10%		1,57%
- Autres			16,20%		21,83%
- % de restitution			5,68%	0,00%	99,99%
Conditions de travail		LA7			
Jours d'absence par personne			19	10	21
% de restitution			99,80%	99,39%	99,99%
Heures supplémentaires		LA7		-	2,41%
% de restitution				0,00%	99,88%
Santé et sécurité au travail					
Nombre d'accidents mortels (collaborateurs)*				1	2
Taux de fréquence			3,8	5	3,4
Taux de gravité			0,16	0,28	0,2
% de restitution					

✓ Vérifiés par les Commissaires aux Comptes avec avis d'assurance « modéré ».
 ✓✓ Vérifiés par les Commissaires aux Comptes avec avis d'assurance « raisonnable ».

Branche Énergie Services			SUEZ Environnement		
2007	2008	2009	2007	2008	2009
75 166	77 883	76 766	61 915	65 382	65 895
39 166	40 483	39 701	31 289	32 835	32 398
9 949	10 263	10 278	2 113	2 219	2 050
20 573	21 548	20 387	19 075	19 877	19 167
3 054	2 939	2 927	78	80	78
72 742	75 233	73 293	52 555	55 011	53 693
10	11	367	2 704	3 250	3 281
448	719	868	231	222	269
1 966	1 920	2 182	3 060	3 381	4 582
0	0	56	3 365	3 518	4 070
100%	100%	100%	100%	100%	100%
10 340	11 295	13 050	7 766	8 358	8 649
57 055	58 474	63 716	54 149	57 024	57 246
89,7%	89,6%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
11,3%	11,8%	11,8%	18,3%	18,2%	18,5%
100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
11,7%	13,0%	13,2%	23,9%	23,7%	24,2%
89,7%	89,6%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
92,8%	92,6%	93,4%	92,1%	91,8%	92,3%
7,2%	7,4%	6,6%	7,9%	8,2%	7,7%
94,3%	94,2%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
5,7%	6,0%	5,1%	4,0%	4,2%	3,6%
11,8%	11,9%	11,9%	9,6%	9,7%	9,6%
12,3%	12,5%	12,8%	12,5%	11,9%	11,7%
14,5%	14,0%	13,4%	16,1%	15,8%	15,2%
15,7%	15,6%	15,5%	17,5%	17,2%	16,9%
14,2%	14,2%	14,7%	15,7%	15,9%	16,5%
13,3%	13,0%	13,2%	12,9%	13,0%	13,6%
9,9%	9,9%	10,3%	8,7%	8,9%	9,3%
2,4%	2,6%	2,9%	2,6%	2,9%	3,2%
0,2%	0,2%	0,3%	0,5%	0,5%	0,5%
89,7%	88,2%	100,0%	100,0%	98,9%	100,0%
9,50%	7,50%	6,26%	8,70%	8,40%	7,39%
87,20%	90,40%	100,00%	99,30%	99,50%	98,43%
7,22%	5,90%	3,61%	5,72%	5,20%	3,31%
98,36%	100,00%	100,00%	99,33%	99,50%	98,43%
19,63%	19,20%	12,69%	19,56%	19,50%	15,70%
98,36%	100,00%	100,00%	99,33%	99,50%	98,43%
64,70%	56,40%	57,10%	59,60%	57,40%	46,14%
87,20%	90,40%	100,00%	99,30%	99,50%	98,43%
	1,43%	1,54%		1,46%	1,49%
55,97%	61,10%	59,57%	59,97%	57,20%	59,73%
89,98%	88,10%	88,80%	94,37%	99,00%	98,02%
8,78%	9,80%	10,58%	19,50%	19,70%	18,70%
89,98%	87,60%	88,80%	94,37%	100,00%	98,02%
15,41%	15,90%	16,83%	16,52%	15,60%	15,11%
84,59%	84,10%	83,17%	83,48%	84,40%	84,89%
78,80%	78,50%	88,80%	94,37%	99,00%	98,02%
763	1 068	744	890	820	579
78,80%	78,50%	88,80%	94,37%	98,60%	97,98%
27	27	29	25	24	23
89,98%	88,10%	88,80%	94,37%	99,00%	98,02%
23	27	29	23	22	26
89,98%	87,60%	88,80%	94,37%	100,00%	98,02%
28	39	26	35	35	25
78,80%	78,50%	88,80%	94,37%	99,40%	97,98%
46,10%	46,00%	47,49%	31,20%	31,10%	30,61%
30,00%	30,90%	31,77%	36,30%	39,70%	41,65%
3,60%	4,10%	3,39%	8,50%	6,40%	4,14%
20,30%	19,00%	17,35%	24,00%	22,90%	23,59%
78,80%	78,50%	88,80%	94,37%	99,40%	98,02%
13	14	12	16	15	12
98,30%	100,00%	100,00%	96,10%	99,00%	100,00%
	2,49%	2,83%		4,96%	4,89%
	90,40%	99,99%		99,40%	100,00%
	0	3		2	4
11,9	9,6	8,6	18,5	17,5	15,4
0,46	0,42	0,39	0,74	0,65	0,64

Deloitte

Deloitte & Associés



Ernst & Young & Autres

MAZARS

Mazars

Rapport d'examen

des Commissaires aux Comptes sur certains indicateurs environnementaux et sociaux

À la suite de la demande qui nous a été faite et en notre qualité de Commissaires aux Comptes de GDF SUEZ, nous avons effectué un examen visant à nous permettre d'exprimer une assurance sur les indicateurs environnementaux et sociaux sélectionnés par GDF SUEZ et identifiés par les signes ✓ ou ✓✓ dans les pages 112-115 et 118-121 pour l'exercice 2009 et au niveau Groupe (« les Données »).

Ces Données ont été préparées sous la responsabilité de la Direction Générale de GDF SUEZ, conformément au référentiel interne composé de l'ensemble des procédures relatives au reporting :

- des données environnementales,
- des données sociales,

qui est consultable auprès de la Direction de la Stratégie et du Développement Durable (Environnement Climat), du Service Controlling RH et de la Direction Santé Sécurité et Systèmes de Management et dont un résumé figure en pages 110-111 et 116-117 (ci-après « le Référentiel »). Il nous appartient, sur la base de nos travaux, d'exprimer une conclusion sur ces Données. Les conclusions formulées ci-après portent sur ces seules Données et non sur l'ensemble du rapport développement durable.

Nature et étendue des travaux

Nous avons effectué nos travaux selon la doctrine professionnelle applicable.

Assurance modérée

Nous avons mis en œuvre les diligences suivantes, conduisant à une assurance modérée que les Données⁽¹⁾ sélectionnées, signalées par le signe ✓, ne comportent pas d'anomalies significatives. Une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux plus étendus. Nous avons apprécié le Référentiel au regard de sa pertinence, sa fiabilité, son objectivité, son caractère compréhensible et son exhaustivité.

- Nous avons mené des entretiens auprès des personnes concernées par l'application du Référentiel à la Direction du Développement Durable (Environnement Climat), au service du Controlling RH et à la Direction Santé Sécurité et Systèmes de Management au siège, et au sein des branches : Énergie France (GSEF), Énergie Europe & International (GSEEI), Global Gaz & GNL (GSGGG), Infrastructures (GSI), Énergie Services (GSES) et SUEZ Environnement (SE).
- Pour les données environnementales, nous avons sélectionné 32 entités⁽²⁾ sur lesquelles nous avons réalisé les procédures suivantes : des travaux de détail sur 47 sites appartenant à ces entités, des procédures analytiques et des tests de cohérence au niveau des 32 entités sélectionnées. Pour les données sociales, nous avons effectué nos travaux auprès de 34 entités sélectionnées⁽³⁾.
- En outre, nous avons mis en œuvre des procédures analytiques et des tests de cohérence au niveau de cinq entités supplémentaires pour le reporting environnement et 12 entités supplémentaires pour le reporting social.
- Nous avons testé par sondage les calculs et vérifié la remontée des Données aux différents niveaux de consolidation.

Assurance raisonnable

Pour les indicateurs⁽⁴⁾ signalés par le signe ✓✓, le degré de précision de la mesure et la réalisation de travaux de même nature mais plus approfondis que ceux décrits précédemment, et en particulier en ce qui concerne le nombre de sondages, nous permettent d'exprimer une assurance raisonnable.

Nous avons fait appel, pour nous assister dans la réalisation de ces travaux, aux experts en environnement et développement durable de nos cabinets sous la responsabilité de Monsieur

Éric Duvaud pour Ernst & Young et de Monsieur Éric Dugelay pour Deloitte & Associés.

Commentaires sur les procédures

GDF SUEZ a poursuivi son programme d'amélioration de la fiabilité des processus de reporting des données environnementales et sociales notamment sur la base des commentaires que nous avons formulés dans notre rapport d'examen au titre de l'exercice 2008. Ces processus de reporting appellent de notre part les observations suivantes :

Reporting environnement

Le dispositif de contrôle interne au niveau branche s'est renforcé. Ce renforcement doit néanmoins être poursuivi dans certaines

entités pour les indicateurs : chiffre d'affaires pertinent couvert par des systèmes de management environnemental certifiés EMAS ou ISO 14001 ; consommation d'eau de refroidissement ; déchets et sous-produits dangereux évacués et déchets et sous-produits dangereux valorisés.

Reporting social

L'harmonisation des outils et des procédures de reporting a contribué à améliorer la collecte et la consolidation des données pour l'exercice 2009. Néanmoins, le renforcement du dispositif de contrôle interne, engagé depuis plusieurs exercices, doit être poursuivi sur l'ensemble des entités pour les indicateurs « pourcentage de l'effectif formé » et « jours d'arrêt de travail » servant au calcul de l'indicateur « taux de gravité des accidents de travail ».

Conclusion

Assurance modérée

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que les Données signalées par le signe ✓ ont été établies, dans tous leurs aspects significatifs, conformément au Référentiel mentionné.

Assurance raisonnable

À notre avis, les Données signalées par le signe ✓✓ ont été établies, dans tous leurs aspects significatifs, conformément au Référentiel mentionné.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 22 mars 2010.
Les Commissaires aux Comptes

Deloitte & Associés



Jean-Paul Picard



Pascal Pincemin

Ernst & Young & Autres

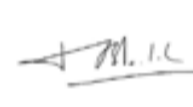


Christian Mouillon



Charles-Emmanuel Chosson

Mazars



Thierry Blanchetier



Philippe Castagnac

(1) Ces Données sont les suivantes [La contribution aux données Groupe des entités sélectionnées pour nos travaux est mentionnée entre parenthèses. Elle prend en compte les travaux menés lors de visites sur site et également les travaux complémentaires réalisés au niveau des entités] : Émissions de SO₂ (65%) ; Émissions de NO_x (41%) ; Émissions de poussières (48%) ; Consommation d'eau dans les processus industriels (46%) ; Consommation d'eau de refroidissement (77%) ; Déchets et sous-produits non dangereux évacués (66%) ; Déchets et sous-produits non dangereux valorisés (68%) ; Déchets et sous-produits dangereux évacués (89%) ; Déchets et sous-produits dangereux valorisés (76%) ; Quantités de lixiviats traités (90%) ; Pyramide des âges ; Turnover (rapporté au nombre de démissions et de licenciements) (62%) ; Taux de démission (rapporté au nombre de démissions) (57%) ; Taux d'embauches (rapporté au nombre total d'embauches en CDI et CDD) (56%) ; Nombre d'accidents mortels (44%) ; Taux de fréquence des accidents du travail (TF) (rapporté au nombre d'accidents avec arrêt) (76%) ; Taux de gravité des accidents du travail (TG) (rapporté au nombre de jours d'arrêt de travail) (79%).

(2) GSEEL : Electrabel SA (sites d'Amercœur, Kallø, Langerbrugge, Zandvliet Power), Electrabel Nederland (sites de Gelderland et Harculo), Tractebel Energia de Monterrey, Tractebel Energia (sites de Itasa, Machadinho, Cana Brava, Jose Gelazio, Rondonopolis, Passo Fundo, Ponte de Pedra, Salto Osorio, Salto Santiago, Jorge Lacerda, Lages Bioenergetica), GDF SUEZ Energy North America (sites de Mount Tom et Massachusetts Hydro), Enersur (sites de Chilca et Yuncan), Teesside, Electrabel Polska (site de Polaniec), Italcogim Reti ; GSGGG : Exploration & Production Nederland, DEP (BU), GNL ; BEF : CNR, Erelia, Compagnie du Vent ; GSI : GrDF ; GSES : Fabricom SA, Cofely Espana (site de Martorell), CPCU (BU et site de Saint-Ouen), Cofely Sud-Ouest (BU et site de Bassens) ; SE : Agbar Barcelona, Degrémont (Valenton, Puebla, San Luis Potosi), United Water (New Jersey et West Basin), Lyonnaise des Eaux France (BU et site de Cannes – Côte d'Azur), SITA France (BU, revue de SITA Centre Ouest, sites de Boone Comenor, ISDND Sonzay) et TERIS France (BU et site de Teris Spécialités Roussillon), SITA Belgique (Vlaanderen et Treatment), SITA Pays-Bas, SITA Allemagne (BU et site de Bielefeld), SITA République Tchèque, SWIRE SITA, SITA UK (BU et sites de Cleveland et Pathhead).

(3) GSEEL: Electrabel, GDF SUEZ North America (Generation North America, LNG America, Energy Marketing North America, Renewable North America, Resources North America, Energy North America, First Light), Enersur, Tractebel Energia, Energia Polska, Distrigaz Sud ; GSGGG : Produktion Exploration Deutschland ; GSEF : Savelys, CNR, CHP, PPE ; GSI : Storengy, GRTgaz, GrDF ; GSES : Endel, Axima France, Fabricom, INEO (sites de la Défense, RCO et Atlantique), Cofely France, Cofely Italia, Cofely Nederland ; BE : SITA France (Sud, Ouest, Île-de-France), SITA République Tchèque, SITA Pays-Bas, SITA Pologne, SITA UK, SITA Allemagne, SDEI, Lyonnaise des Eaux France, Degrémont SA, Degrémont International, Palyja, Lydec, United Water.

(4) Ces Données sont les suivantes [La contribution aux données Groupe des entités sélectionnées pour nos travaux est mentionnée entre parenthèses. Elle prend en compte les travaux menés lors de visites sur site et également les travaux complémentaires réalisés au niveau des entités] : Chiffre d'affaires pertinent couvert par des systèmes de management environnemental certifiés EMAS ou ISO 14001 (64%) ; Énergies renouvelables – capacité installée (83%) ; Énergies renouvelables – électricité et chaleur produites et vendues (87%) ; Consommation d'énergie primaire (46%) ; Consommation d'électricité (74%) ; Efficacité énergétique des centrales à combustibles fossiles (rapporté à la production d'énergie) (44%) ; Émissions de gaz à effet de serre (hors flotte de véhicules) (49%) ; Charge polluante traitée (assainissement) (94%) ; Électricité et chaleur vendue (incinérateurs, centres de stockage de déchets et stations d'épuration de l'eau) (78%) ; Distribution d'eau potable – indice linéaire de perte (rapporté à la quantité d'eau potable injectée sur le réseau) (72%) ; Effectifs totaux (69%) ; Effectifs cadres (61%) ; Effectifs non-cadres (TSM et OET) (71%) ; Proportion de femmes dans l'effectif (65%) ; Pourcentage de l'effectif formé (67%).

État de situation financière

Actif et passif

En millions d'euros	Note*	31 décembre 2009	31 décembre 2008
ACTIFS NON COURANTS			
Immobilisations incorporelles nettes	10	11 419,9	10 691,6
Goodwill	9	27 989,0	27 510,1
Immobilisations corporelles nettes	11	69 664,9	63 482,1
Titres disponibles à la vente	14	3 562,9	3 309,0
Prêts et créances au coût amorti	14	2 426,2	2 303,5
Instruments financiers dérivés	14	1 926,7	2 893,4
Participations dans les entreprises associées	12	2 175,6	3 104,3
Autres actifs	14	1 695,8	1 271,8
Impôts différés actif	7	1 418,8	618,4
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		122 279,8	115 184,3
ACTIFS COURANTS			
Prêts et créances au coût amorti	14	947,1	1 346,4
Instruments financiers dérivés	14	7 404,9	9 439,9
Clients et autres débiteurs	14	19 748,5	22 729,3
Stocks		3 946,9	4 208,9
Autres actifs	14	5 094,4	4 481,0
Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	14	1 680,0	768,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	10 323,8	9 049,3
TOTAL ACTIFS COURANTS		49 145,4	52 023,7
TOTAL ACTIF		171 425,2	167 208,0
Capitaux propres part du Groupe		60 285,2	57 747,7
Intérêts minoritaires		5 241,5	5 070,6
TOTAL CAPITAUX PROPRES	16	65 526,6	62 818,3
PASSIFS NON COURANTS			
Provisions	17	12 789,9	12 607,0
Dettes financières	14	32 154,8	24 200,4
Instruments financiers dérivés	14	1 791,9	2 889,6
Autres passifs financiers	14	911,4	859,1
Autres passifs		2 489,0	1 277,7
Impôts différés passif	7	11 856,3	10 546,4
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		61 993,3	52 380,1
PASSIFS COURANTS			
Provisions	17	1 262,7	2 185,7
Dettes financières	14	10 117,4	14 641,0
Instruments financiers dérivés	14	7 169,6	9 472,4
Fournisseurs et autres créanciers	14	16 594,4	17 914,7
Autres passifs		8 761,3	7 795,8
TOTAL PASSIFS COURANTS		43 905,4	52 009,6
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		171 425,2	167 208,1

N.B. : Les valeurs figurant dans les tableaux sont généralement exprimées en millions d'euros. Le jeu des arrondis peut dans certains cas conduire à un écart non significatif au niveau des totaux ou variations.

* Les notes figurent dans le chapitre 11.9 du Document de Référence 2009 de GDF SUEZ disponible sur gdfsuez.com.

Compte de résultat

En millions d'euros	Note*	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Chiffre d'affaires		79 908,3	67 923,8
Achats		(41 303,2)	(35 879,0)
Charges de personnel		(11 364,9)	(9 679,0)
Amortissements, dépréciations et provisions		(5 183,1)	(3 713,5)
Autres produits et charges opérationnels		(13 709,7)	(12 428,8)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	4	8 347,4	6 223,6
MtM sur instruments financiers à caractère opérationnel		(323,1)	563,6
Pertes de valeur sur actifs corporels, incorporels et financiers		(472,2)	(811,8)
Restructurations		(178,6)	(254,2)
Cessions d'actifs et autres		800,9	1 957,7
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	5	8 174,4	7 678,8
Charges financières		(2 476,6)	(2 320,8)
Produits financiers		849,0	826,6
RÉSULTAT FINANCIER	6	(1 627,6)	(1 494,1)
Impôt sur les bénéfices	7	(1 719,3)	(911,9)
Quote-part de résultat des entreprises associées	12	402,9	318,3
RÉSULTAT NET		5 230,5	5 591,2
Résultat net part du Groupe		4 477,3	4 857,1
Résultat net des intérêts minoritaires		753,1	734,0
Résultat net part du Groupe par action (euros)	8	2,05	2,97
Résultat net part du Groupe par action dilué (euros)	8	2,03	2,94

Les données relatives à l'exercice 2008 incluent la contribution des entités du périmètre ex-Gaz de France à compter du 22 juillet 2008. Les résultats par action relatifs au 31 décembre 2008 ont été mis à jour de l'impact du versement du dividende en actions sur le premier semestre 2009.

* Les notes figurent dans le chapitre 11.9 du Document de Référence 2009 de GDF SUEZ disponible sur gdfsuez.com.

Flux de trésorerie

En millions d'euros	Note	31 décembre 2009	31 décembre 2008
RÉSULTAT NET		5 230,5	5 591,2
- Quote-part de résultat consolidé d'entreprises associées		(402,9)	(318,3)
+ Dividendes reçus d'entreprises associées		376,2	358,1
- Dotations nettes aux provisions, amortissements & dépréciations		4 726,2	3 986,0
- Plus-values nettes sur cessions		(800,9)	(1 957,7)
- MtM sur instruments financiers à caractère opérationnel		323,1	(563,6)
- Autres éléments sans effet de trésorerie		216,8	184,4
- Charge d'impôt		1 719,3	911,9
- Résultat financier		1 627,6	1 494,1
MBA avant résultat financier et impôt	23	13 015,8	9 686,1
+ Impôt décaissé		(1 376,6)	(1 806,3)
Variation du Besoin en Fonds de Roulement		1 988,5	(3 486,6)
FLUX ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		13 627,7	4 393,1
Investissements corporels et incorporels		(9 646,0)	(9 125,0)
Acquisitions d'entités nettes de trésorerie et équivalents de trésorerie acquis		(948,3)	(723,2)
Acquisitions de titres disponibles à la vente		(902,5)	(517,5)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		335,8	127,6
Cessions d'entités nettes de trésorerie cédée et équivalents de trésorerie cédés		1 345,7	2 538,1
Cessions de titres disponibles à la vente		684,7	110,3
Intérêts reçus d'actifs financiers non courants	23	79,7	129,9
Dividendes reçus sur actifs financiers non courants	23	234,6	219,6
Variation des prêts et créances émis par l'entreprise et autres		447,4	(107,7)
FLUX ISSUS DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		(8 368,7)	(7 347,9)
Dividendes payés		(4 028,0)	(3 900,4)
Remboursement de dettes financières		(12 896,8)	(5 101,0)
Variation des actifs financiers évalués à leur juste valeur par résultat	23	(993,2)	517,8
Intérêts financiers versés	23	(1 293,4)	(1 482,6)
Intérêts financiers reçus sur trésorerie et équivalents de trésorerie	23	148,9	260,7
Augmentation des dettes financières		14 886,8	15 666,5
Augmentation de capital		84,5	246,7
Mouvement sur actions propres		0,0	(679,9)
FLUX ISSUS DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		(4 091,1)	5 527,9
Effet des variations de change, de méthodes et divers		106,5	(248,4)
TOTAL DES FLUX DE LA PÉRIODE		1 274,5	2 324,7
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE		9 049,3	6 720,2
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE		10 323,8	9 049,3

Les données relatives à l'exercice 2008 incluent la contribution des entités du périmètre ex-Gaz de France à compter du 22 juillet 2008.

Respect des principes du Pacte Mondial des Nations Unies

Le Pacte Mondial des Nations Unies invite les entreprises à adopter, soutenir et appliquer dans leur sphère d'influence 10 principes fondamentaux en termes de droits de l'homme, de droits du travail, d'environnement et de lutte contre la corruption. GDF SUEZ a adhéré au Pacte Mondial, dès son lancement en 2000, et respecte ces engagements, qui correspondent à ses valeurs et à ses priorités en matière de développement durable.



Les Principes du Pacte Mondial		Correspondance
Droits de l'Homme		
Principe 1	Les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme dans leur sphère d'influence	Pages 12-17, 20-21, 72-75, 78-81, 82-85, 94-95, 98-99, 100-101
Principe 2	Et à veiller à ce que leurs propres compagnies ne se rendent pas complices de violations des droits de l'homme	Pages 12-17, 20-21, 72-75, 78-81, 82-85, 94-95, 98-99
Droit du travail		
Principe 3	Les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective	Pages 12-17, 20-21, 72-75, 78-81, 82-85, 94-95, 96-97, 98-99
Principe 4	L'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire	Pages 12-17, 20-21, 72-75, 78-81, 82-85, 94-95, 98-99
Principe 5	L'abolition effective du travail des enfants	Pages 12-17, 20-21, 72-75, 78-81, 82-85, 94-95, 98-99
Principe 6	L'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession	Pages 12-17, 20-21, 72-75, 78-81, 82-85, 94-95, 98-99, 102-103
Droit d'environnement		
Principe 7	Les entreprises sont invitées à appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant l'environnement	Pages 12-17, 30-33, 78-81, 86-87, 88-91, 92-93
Principe 8	À entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement	Pages 12-17, 30-33, 78-81, 86-87, 88-91, 92-93, 100-115
Principe 9	À favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement	Pages 12-17, 30-33, 34-35, 42-43, 50-53, 62-65, 66-67, 68-69, 72-79, 78-81, 86-87, 88-91
Lutte contre la corruption		
Principe 10	Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin	Pages 12-17, 20-21, 81

Plus d'information

Actionnaires

• EN FRANCE

Actionnaires individuels

- e-mail : actionnaires@gdfsuez.com
- Numéro Vert : 0 800 30 00 30 (France) ou + 33 1 53 38 79 64 (Dom-Tom et international)
- Courrier : GDF SUEZ – Relations Actionnaires – 16, rue de la Ville l'Évêque – 75008 Paris France

Actionnaires salariés

- e-mail : actionnariat.salarie@gdfsuez.com
- Numéro Vert : 0 800 181 181 (France) ou + 33 1 53 38 79 63 (Dom-Tom et international)
- Courrier : GDF SUEZ – DRH Groupe – Actionnariat salarié – 23, rue Philibert Delorme – 75017 Paris France

• EN BELGIQUE

- e-mail : club@gdfsuez.com
- Numéro Vert : 0 800 25 125
- Courrier : GDF SUEZ – Relations Actionnaires – Place du Trône 1 – 1000 Bruxelles Belgique

- Site internet : gdfsuez.com, rubrique « Contact »

Investisseurs

- e-mail : ir@gdfsuez.com
- Tél. : + 33 (0)1 57 04 66 29

Direction du Développement Durable

- e-mail : developpement.durable@gdfsuez.com
- Tél. : + 33 (0)1 57 04 42 23

Mécénat et sponsoring

- e-mail : mecenat.sponsoring@gdfsuez.com
- Tél. : + 33 (0)1 57 04 41 02

Presse

- e-mail : gdfsuezpress@gdfsuez.com
- Tél. France : + 33 (0)1 57 04 24 35
- Tél. Belgique : + 32 (0)2 510 76 70

Médiateur

- Par courrier : Médiateur GDF SUEZ – TSA 90015 – 75837 Paris Cedex 17 France
- Par Internet : Formulaire à remplir sur le site gdfsuez.com



Ce document a été imprimé sur un papier couché 100% recyclable et biodégradable, fabriqué à partir de pâtes blanchies ECF (*Elemental Chlorine Free*) dans une usine européenne certifiée ISO 9001 (pour sa gestion de la qualité), ISO 14001 (pour sa gestion de l'environnement), CoC PEFC (pour l'utilisation de papiers issus de forêts gérées durablement) et accréditée EMAS (pour ses performances environnementales).

Le Rapport d'Activité et Développement Durable 2009 de GDF SUEZ est paru à l'occasion de l'Assemblée Générale des Actionnaires qui s'est tenue à Paris le 3 mai 2010. Il a été tiré à 6 000 exemplaires en français, 3 500 en anglais, 500 en espagnol et 500 en néerlandais. Ce document est disponible sur le site Internet de GDF SUEZ (gdfsuez.com) où l'ensemble des publications du Groupe peuvent être téléchargées.

Sauf mention contraire, l'ensemble des chiffres sont indiqués au 31 décembre 2009. Ils tiennent compte de 100% des capacités des actifs détenus par GDF SUEZ quel que soit le taux réel de détention.

Rédaction : **GDF SUEZ** • Création graphique et réalisation :  TERRE DE SIÈGNE . © 05/2010.

Photothèques : GDF SUEZ, GDF SUEZ Energie Europe & International, GDF SUEZ Energie France, GDF SUEZ Energie Services, GDF SUEZ Global Gaz & GNL, GDF SUEZ Infrastructures, SUEZ Environnement, Cofely, Compagnie Nationale du Rhône, Electrabel, Gaz de France DolceVita, GDF SUEZ Energy Brasil, Lyonnaise des Eaux, Ondeo Services, SHEM, SITA France.

Agences et photographes : Abacapress, Agence Hutinet, Air Breizh Services, Angelini Design, Atelier Castro Denissof Casi, Blue Jean Images, Getty, Interlinks Image, Jacques Ferrier Architectures, Nomura, Plainpicture, Shutterstock, tequilarapido, Trilogi'c, Valode et Pistre Architectes • JL.Baujard, R.Beckers, S.de Bourgies, P.Caron, E.Dal Verme, V.Dargent, S.Dauwe, R.De Barse, O.Digoit, O.Douliery, C.Doutre, F.Dunouau, P.Dureuil, T.Duvivier, A.Février, M.Flannery, A.Frespuech, G.Gorassini, N.Gouhier, PF.Grosjean, C.Guibbaud, N.Hautemanière, C.Helsly, A.Klo, E.Larrayadieu, G.Leimdorfer, P.Maître, E.de Malglaive, L.Monlau, P.Montigny, X.Renauld, S.Rosa, L.Schifres, JJ.Serol, E.Vandeville, Y.Zedda, X.

Photo page 104 : Pour l'utilisation de l'Empire des Lumières, 1954 : © Charly Herscovici, avec son aimable autorisation – c/o SABAM-ADAGP, 2009. Pour la conception de la bâche décorative : © GDF SUEZ.

NOS VALEURS

exigence

engagement

audace

cohésion



GDF SUEZ

Société anonyme au capital de 2 260 976 267 euros
Siège social : 16-26, rue du Docteur Lancereaux
75008 Paris France
Tél. : + 33 (0)1 57 04 00 00
SIREN 542 107 651 RCS PARIS
TVA FR 13 542 107 651

gdfsuez.com

